LE PROBLÈME
DE
L'HEURE PRÉSENTE
ANTAGONISME DE DEUX CIVILISATIONS

PAR

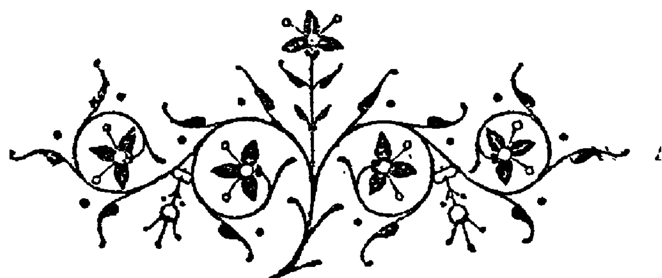
HENRI DELASSUS

DOCTEUR EN THÉOLOGIE,

DIRECTEUR DE LA *Semaine Religieuse* DU DIOCÈSE DE CAMBRAI

(Nouvelle édition, corrigée et complétée)

TOME PREMIER



SOCIÉTÉ SAINT-AUGUSTIN

DESCLÉE, DE BROUWER ET Cie

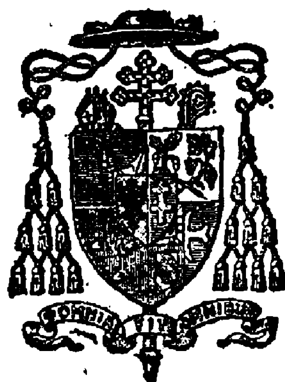
IMPRIMEURS DES FACULTÉS CATHOLIQUES DE LILLE

LILLE, 41, rue du Metz, 41. | 30, rue Saint-Sulpice, PARIS

MCMV

A MGR H. DELASSUS,

DIRECTEUR DE LA *SEMAINE RELIGIEUSE DE CAMBRAI*



Cambrai, le 14 juin 1904,
en la fête de Notre-Dame de la Treille.

CHER MONSEIGNEUR,

Voici donc réunis en deux volumes, sous le titre de PROBLÈME DE L'HEURE PRÉSENTE, *les remarquables études que vous avez publiées dans Notre* Semaine religieuse *sur la crise si grave que traverse aujourd'hui la Société.*

*Vous me demandez l'*IMPRIMATUR *pour cet ouvrage ; je vous le donne bien volontiers, Monseigneur, et j'ajoute que, ayant vivement souhaité la publication en volumes de ce remarquable travail, je vous félicite de l'avoir écrit et vous remercie de vous être rendu à mes désirs.*

Cet ouvrage sera éminemment utile pour éclairer les esprits sur notre situation présente et pour faire connaître les moyens d'en sortir.

Recevez, très cher Monseigneur, la nouvelle expression de mes sentiments de haute estime et d'affectueux dévouement en Notre-Seigneur.

† M.-A. SONNOIS,
Archevêque de Cambrai.

NOTA. — Le cadre marqué par le titre de l'ouvrage y a appelé plusieurs questions qui n'avaient point été traitées dans la *Semaine Religieuse.* L'*Imprimatur* ci-dessus a été accordé sur le témoignage rendu par Mgr Hautcœur, chancelier de l'Université catholique de Lille, chargé d'examiner l'ouvrage. La nouvelle édition, comprenant de nouvelles thèses et des additions nombreuses aux chapitres de l'édition précédente, a été soumise à un nouvel examen, confié à M. le chanoine Quilliet, doyen de la Faculté de théologie de Lille.

O Marie!

EN CES JOURS
OÙ, SUR TOUS LES POINTS DU MONDE,
VOS ENFANTS
GLORIFIENT VOTRE IMMACULÉE CONCEPTION [1],
ÉCRASEZ
SOUS VOTRE PIED VIRGINAL,
SELON LE POUVOIR QUI VOUS EN A ÉTÉ DONNÉ,
LA TÊTE DU SERPENT INFERNAL
QUI LANCE SUR NOUS SES VENINS MORTELS;

ET DAIGNEZ AGRÉER
L'HOMMAGE DE CE LIVRE,
ÉCRIT
DANS LES SENTIMENTS ET DANS L'ESPRIT
QUE DIEU A MIS AU CŒUR DE VOTRE POSTÉRITÉ
EN LUTTE AVEC LA POSTÉRITÉ DE SATAN.

Daigne la Vierge Immaculée répandre sur l'ouvrage, l'auteur et les lecteurs, ses meilleures bénédictions.

---

1. La première édition de ce livre parut dans l'année jubilaire de la définition du dogme de l'Immaculée Conception.

LE PROBLÈME DE L'HEURE PRÉSENTE

Le 10 août 1904, le livre intitulé LE PROBLÈME DE L'HEURE PRÉSENTE fut présenté à Sa Sainteté par la lettre suivante :

TRÈS SAINT PÈRE,

En ce premier anniversaire du jour béni où Notre-Seigneur Jésus-Christ a pris votre Auguste Personne du milieu de son peuple pour Lui conférer ses pouvoirs divins et La constituer Son Vicaire,

Daigne Votre Sainteté agréer l'hommage très humble d'un livre écrit dans la pensée de contribuer pour une part, si faible qu'elle soit, à réaliser le programme de Son Pontificat : Instaurare omnia in Christo.

Si l'œuvre n'est point trop au-dessous des intentions qui m'ont porté à l'écrire, je prie Votre Sainteté de daigner accueillir avec indulgence cet humble témoignage de mon entier dévouement à la Sainte Église, au Siège Apostolique et à la Personne sacrée du Souverain Pontife,

Et de vouloir bien, Très Saint Père, dans Votre bonté paternelle, accorder au très humble et très obéissant serviteur et fils de Votre Sainteté la bénédiction apostolique.

H. DELASSUS,
Prélat de la Maison Pontificale.

Sa Sainteté a agréé cet hommage et a fait écrire à l'auteur :

ILLme ET R^me SEIGNEUR,

Le Saint Père a reçu de la part de V. S. Ill^me l'exemplaire qu'elle Lui a transmis de son livre intitulé : LE PROBLÈME DE L'HEURE PRÉSENTE.

Sa Sainteté, à cause de ses occupations multiples et continues, n'a pu encore lire le travail de V. S. Mais elle ne veut pas tarder à la remercier par mon intermédiaire de l'hommage qu'elle a voulu lui offrir.

L'Auguste Pontife se plaît à renouveler envers V. S., l'expression de Sa paternelle bienveillance en y joignant la bénédiction Apostolique qu'Elle me charge de lui transmettre.

De mon côté, je profite volontiers de cette occasion pour me dire, avec des sentiments d'estime bien sincère, de V. S. Ill^me le très affectueux serviteur.

R. Cardinal MERRY DEL VAL.

Rome, le 15 août 1904.

PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION

La pensée d'où ce livre est sorti a été de scruter dans son fond le mal dont souffre la société actuelle, et de voir s'il y a pour elle espoir de guérison.

Les plaintes sont unanimes, elles s'élèvent de toutes les classes de la société. Elles forment une clameur qui semble annoncer les pires bouleversements.

« Nous sommes dans la misère », s'écrient les ouvriers ; et les plus éclairés ajoutent : « Les charlatans auxquels nous avons prêté l'oreille, au lieu de nous en tirer, nous y plongent plus avant que jamais. »

« Nous allons à la ruine », disent, d'une commune voix, les agriculteurs, les industriels et les commerçants. Ils voient venir le moment où il leur sera impossible de satisfaire aux exigences des ouvriers, dans les conditions qui leur sont faites par le fisc, la législation, la concurrence mondiale et celles qu'ils se font à eux-mêmes par leur train de vie.

« Nous allons à la banqueroute », disent les hommes d'État. Les dépenses folles et même corruptrices qui s'accroissent d'année en année, enflent les budgets, multiplient les emprunts et portent la dette à des hauteurs qui appellent l'écroulement.

Cette ruine de l'État et des particuliers n'est point notre plus grand mal. Plaie d'argent est guérissable. Mais nous sommes atteints dans tout ce qui constitue les forces vives de la société.

La souveraineté n'existe plus, elle est allée se perdre dans les bas-fonds populaires.

Le sacerdoce est entravé dans son action sociale et même religieuse ; il est avili aux yeux du peuple qu'il devrait pouvoir élever, ennoblir, sanctifier ; il est domestiqué sous la main de l'État qui lui retire son pain quand il veut, et qui a des faveurs à lui offrir.

La magistrature s'est laissé corrompre, et l'armée a permis qu'on l'insulte et qu'on la désorganise.

Quelle nation peut subsister sans ces trois forces? Celle qui les perd se dissout; les éléments sociaux se désagrègent, et bientôt — c'est l'histoire de tous les peuples qui finissent — ses provinces sont saisies par les nations voisines qui les absorbent dans leur propre vie.

Faut-il dire que le mal est plus profond encore? Il atteint non seulement la nation, mais l'état social lui-même ; et cela n'est point particulier à la France. Les trois fondements de la vie sociale, la propriété, la famille, la religion, sont partout ébranlés, dans toute l'Europe, dans tout le monde civilisé.

La religion chrétienne n'est pas seulement une foi dans les âmes, elle est une société. « Tu es Pierre, a dit Notre-Seigneur JÉSUS-CHRIST à Simon, fils de Jean ; et sur toi, Pierre, je bâtirai mon Église. » Tout l'effort de la conjuration antichrétienne se porte aujourd'hui à effacer de l'esprit public la notion de l'Église, société distincte, indépendante, pourvue d'un gouvernement chargé de la maintenir telle que son divin Auteur l'a faite. Il faut que l'Église se perde dans l'État, dépende de l'administration civile.

Les chefs du gouvernement affirment à la tribune que c'est là le droit, les mille voix de la presse en font entrer la conviction dans toutes les têtes, et les mille bras des fonctionnaires agissent en tout comme si ce prétendu droit était passé à l'état de chose acquise et incontestable. Prêtres et évêques ne sont plus aux yeux des gouvernants que des fonctionnaires qu'ils nomment, qu'ils transfèrent, qu'ils appointent, dont ils jugent les us et les abus en toute matière, même purement religieuse. Les fidèles ne s'en étonnent plus, ils s'étonneraient du contraire. La notion de l'Église, constituée par le divin Maître en société autonome, est déjà perdue à ce point, que nombre de catholiques ne voient rien de mieux à réclamer pour elle que le DROIT COMMUN, c'est-à-dire l'absorption de la société religieuse dans la société civile.

Dans la pensée de la secte, la ruine de l'Église catholique entraînera la chute des Églises séparées, dont elle se sert aujourd'hui contre l'Église-mère. Elle sait que les autres sociétés

religieuses ne sont que des bâtiments en ruines, dont les parties restées debout ne se soutiennent que par l'appui qu'elles prennent à l'édifice divin, et qu'elles s'écrouleront nécessairement s'il vient à tomber.

Comme un haut personnage le disait à Vienne, en 1859, parlant à Dom Pitra : « Une fois les nations catholiques vaincues par les nations protestantes, on n'aura qu'à souffler sur le protestantisme pour le faire disparaître » ; ou, comme Michelet l'écrivait à Eugène Sue : « Le protestantisme n'est qu'une plante parasite qui ne vit que de la sève du catholicisme. Quand nous en aurons fini avec l'Église catholique, il mourra de lui-même, ou, s'il en est besoin, nous l'achèverons d'un coup de talon de notre botte. »

Mais la destruction de l'Église ne fera point la place suffisamment nette pour la construction du Temple maçonnique ; aussi, aux clameurs contre l'Église, se joignent toujours des cris non moins haineux contre l'ordre social, contre la famille et contre la propriété. Et il en doit être ainsi, car les vérités de l'ordre religieux sont entrées dans la substance même de ces institutions.

La société repose sur l'autorité qui a son principe en DIEU ; la famille, sur le mariage qui tient de la bénédiction divine sa légitimité et son indissolubilité ; la propriété, sur la volonté de DIEU qui a promulgué le septième et le dixième commandements pour la protéger contre le vol et même contre les convoitises. C'est tout cela qu'il faut détruire, si l'on veut, comme la secte en a la prétention, fonder la civilisation sur de nouvelles bases.

Léon XIII l'a constaté, dans son Encyclique *Humanum genus* : « Ce que les francs-maçons se proposent, dit-il, ce à quoi tendent tous leurs efforts, c'est de détruire entièrement toute la discipline religieuse et sociale née des institutions chrétiennes, et de lui en substituer une autre, adaptée à leurs idées, et dont le principe et les lois fondamentales sont tirés du naturalisme. »

L'œuvre avance. La propriété est bien menacée, et même a déjà reçu de nombreuses atteintes ; l'autorité civile est devenue la tyrannie du nombre qui doit amener la dissolution de la société dans l'anarchie ; et l'Église a à se défendre à la fois contre les ennemis du dehors qui veulent la faire disparaître,

et contre ceux de ses propres enfants qui travaillent à corrompre sa doctrine.

Tout homme soucieux de ses intérêts, de ceux de sa famille, de sa nation, de l'humanité, doit se demander d'où vient cette fureur de destruction, cette folie incompréhensible qui agite la France et à sa suite l'Europe et bientôt le monde ?

Ce livre dira qu'elle vient :

D'une fausse notion sur la fin de l'homme.

D'une association internationale qui s'est donné pour mission de propager cette notion et d'en tirer les conséquences.

De l'aveuglement d'un très grand nombre de chrétiens qui, tout en admettant théoriquement la doctrine de l'Église sur les destinées de l'homme, s'efforcent de la rapprocher de la doctrine maçonnique, dans ses conclusions immédiates, tout en en repoussant les conséquences extrêmes.

Mise au jour par la RENAISSANCE, cette fausse notion des destinées humaines a été accueillie par la RÉFORME, et la RÉVOLUTION a voulu asseoir sur elle une constitution nouvelle de la société. Ses efforts ne font que la ruiner, ils aboutiront à la renverser de fond en comble.

De ces ruines verrons-nous sortir une RÉNOVATION ? C'est le grand problème de l'heure actuelle. Pour y répondre nous interrogerons les plus grands esprits de ce temps.

« J'ai seulement fait ici amas de fleurs étrangères, n'ayant fourni du mien que le fil à lier. » Ces paroles de Montaigne disent la composition de ce livre. C'est une enquête, une enquête sur la situation que la Révolution a faite au monde et sur son avenir. Une enquête vaut par le nombre et la valeur des témoignages. De là le grand nombre de citations que l'on y trouvera.

PRÉFACE DE LA DEUXIÈME ÉDITION

La rapidité avec laquelle s'est écoulée la première édition d'un ouvrage dont le volume et la gravité des questions qui y sont traitées semblaient devoir éloigner le public ; les éloges qui en ont été faits par des personnes appartenant à tous les rangs du monde intellectuel et social, comme aussi par les revues et les journanx les mieux écoutés du public attaché aux traditions religieuses et nationales, ont porté l'auteur à fortifier ses thèses, à en combler les lacunes, à en corriger les défauts.

A-t-il complètement réussi ? Il n'ose l'espérer. Les questions soulevées sont si nombreuses et pour la plupart si complexes et si délicates !

Voici en quelques mots ce qui différencie la seconde édition de la première, outre les additions et les corrections de détail.

L'étude de l'action maçonnique a été prise de plus haut. Nous étions parti des documents livrés par Grégoire XVI à M. Crétineau-Joly sur la Haute-Vente.

Mais, antérieurement au XIXe siècle, la Cour de Bavière saisit des documents d'égale importance sur l'Illuminisme. Ils servent à donner à notre étude plus d'ampleur et de certitude.

On verra l'accord qui existe entre les doctrines et les procédés de ces deux sociétés ultra-secrètes ; et, reportant le regard sur ce que nous voyons s'accomplir de nos jours, on acquerra cette conviction plus profonde, que les douloureux événements auxquels nous assistons, au point de vue social comme au point de vue religieux, sont voulus, préparés et menés, depuis bientôt deux siècles, à la fin que nous commençons à entrevoir.

Cette fin, c'est le Temple, construction politique, humanitaire et satanique, qui, dans la pensée des chefs suprêmes de toutes les sociétés secrètes, doit abriter l'humanité entière.

L'appendice du premier volume contient beaucoup de nouveaux documents, particulièrement ceux sur la secte des Illuminés, sur la Révolution et sur les Juifs.

Au second volume, la question de la Révolution a été traitée plus amplement ; nos motifs d'espérer ont été appuyés de nouveaux

arguments, sans que cependant nos motifs de crainte aient été dissimulés. Les conditions d'une Rénovation ont été plus profondément scrutées, aussi bien dans les causes qui l'ont empêchée jusqu'ici, que dans les moyens à prendre pour l'obtenir après la crise infiniment redoutable que nous allons traverser.

Les tables : table des personnes et table des ouvrages cités dans ce livre, table des matières et table des chapitres, ont été développées et établies avec plus de soin.

Puisse LE PROBLÈME DE L'HEURE PRÉSENTE, *dans la condition nouvelle où il paraît, mieux justifier le jugement qu'en ont porté avec beaucoup d'autres :*

Mgr H. Monnier, évêque de Lydda : « C'est un ouvrage savant, documenté, considérable, qui doit être sérieusement étudié et médité par tous les hommes sérieux qui se préoccupent du triste état de notre société, qui en recherchent les causes et les remèdes. »

Son Em. le cardinal Gennari : « La lecture attentive d'un tel ouvrage ne peut que produire des fruits abondants ; il montre, avec science et profondeur de vues, la cause des révolutions modernes et il en indique les remèdes avec sagesse. »

Mgr de Cabrières : « Vous avez, Monseigneur, indiqué d'une main ferme les données véritables du problème social, si douloureux pour nous. Vous en avez exposé les origines, signalé la portée, constaté les conséquences ; et vous avez aussi montré courageusement quelle en devait être la solution si nous ne voulons pas être les témoins de la ruine irrémédiable de notre pays. »

M. de Marcère, ancien ministre : « Ce qui fait de ce livre un ouvrage de premier ordre et précieux pour le temps présent, c'est qu'il résume toute la science historique et sociale des temps modernes, en l'éclairant d'une vive et surabondante lumière. »

M. Jeanniard du Dot : « Ce livre est destiné à maintenir dans la Foi tous les bien pensants qui le liront ; et, ce qui est beaucoup plus fort, à convertir une partie des libéraux qui auront le courage de l'ouvrir. » [1]

---

1. *Les personnes qui désireraient connaître plus amplement les jugements portés sur le* PROBLÈME DE L'HEURE PRÉSENTE, *peuvent demander à l'éditeur la brochure où ils ont été réunis pour la plupart. Elle leur sera envoyée gratuitement.*

PREMIÈRE PARTIE

GUERRE A LA CIVILISATION CHRÉTIENNE

Urbibus et castellis ingeruntur pro luce tenebræ ; pro melle, vel potius in melle, venenum passim omnibus propinatur; transierunt de gente in gentem, et de regno ad populum alterum. Novum auditur populis et gentibus Evangelium, nova proponitur fides, fundamentum aliud ponitur præter id quod positum est. (S. Bernardus, *Contra Abelardum*, epist. 189, Patr. lat. Tome CLXXXII, col. 355.)

PREMIÈRE SECTION

L'HEURE PRÉSENTE

CHAPITRE I

DEUX SOCIÉTÉS

Dans le discours qu'il prononça le 28 octobre 1900 à Toulouse, comme préface à la discussion de la loi sur les associations, M. Waldeck-Rousseau posa en ces termes la question qui, à cette heure, tient la France en suspens et le monde attentif à ce qui va se passer.

« Dans ce pays dont l'unité morale a fait, à travers les siècles, la force et la grandeur, deux jeunesses, moins séparées encore par leur condition sociale que par l'éducation qu'elles reçoivent, grandissent sans se connaître, jusqu'au jour où elles se rencontreront, si dissemblables, qu'elles risqueront de ne plus se comprendre. Peu à peu se préparent ainsi deux sociétés différentes, — l'une de plus en plus démocratique, emportée par le large courant de la *Révolution*, et l'autre de plus en plus imbue de doctrines qu'on pouvait croire ne pas avoir survécu au grand mouvement du XVIIIe siècle, — et destinées un jour à se heurter. »

Le fait constaté dans ces lignes par M. Waldeck-Rousseau est réel. Il y a, en effet, non seulement deux jeunesses, mais deux sociétés dans notre France. Elles n'attendent point l'avenir pour se heurter, elles sont aux prises et depuis longtemps. Cette division du pays contre lui-même remonte au delà de l'époque que lui assigne M. Waldeck-Rousseau, au delà du XVIIIe siècle. On la constate déjà au XVIe siècle, dans les longs efforts que firent les protestants pour constituer une nation dans la nation.

Pour rencontrer l'unité morale qui a fait, à travers les siècles, la force et la grandeur de notre patrie, et que M. Waldeck-Rousseau regrette, il faut se porter par delà la Renaissance. C'est

elle qui commença à faire le partage des idées et des mœurs, restant chrétiennes chez les uns, retournant au paganisme chez les autres. Mais après plus de quatre siècles, l'esprit de la Renaissance n'a pu encore triompher de l'esprit du christianisme pour refaire en sens opposé l'unité morale du pays. Ni les violences, les perfidies et les trahisons de la Réforme ; ni la corruption des esprits et des cœurs entreprise par le Philosophisme ; ni les confiscations, les exils, les massacres de la Révolution, n'ont pu avoir raison des doctrines et des vertus dont le christianisme nous a imbus durant quatorze siècles. Napoléon le vit toujours debout sur les ruines amoncelées par la Terreur, et il ne trouva rien de mieux que de le laisser vivre, en lui refusant toutefois les moyens de restaurer pleinement la civilisation chrétienne. Dès lors, le conflit reprit avec des vicissitudes diverses, entretenu, comme le remarque M. Waldeck-Rousseau, non point tant par la diversité des classes sociales que par les deux éducations en présence : l'éducation universitaire fondée par Napoléon, et l'éducation chrétienne qui se maintint dans les familles, à l'église, et *bientôt dans l'enseignement libre.*

Donc, toujours l'Eglise est là, continuant à dire que la civilisation vraie est celle qui répond à la véritable condition de l'homme, aux destinées que son Créateur lui a faites et à celles que son Rédempteur a rendues possibles ; par conséquent, que la société doit être constituée et gouvernée de telle sorte qu'elle favorise les efforts vers la sainteté.

Et la Révolution est toujours là aussi, disant que l'homme n'a qu'une fin terrestre, que l'intelligence ne lui a été donnée que pour mieux satisfaire ses appétits ; et que par conséquent la société doit être organisée de telle sorte, qu'elle arrive à procurer à tous la plus grande somme possible de satisfactions mondaines et charnelles.

Non seulement il y a division, mais il y a conflit ; conflit patent depuis la Renaissance, conflit sourd depuis les origines du christianisme ; car du jour où l'Eglise s'efforça d'établir et de propager la vraie civilisation, elle trouva devant elle les mauvais instincts de la nature humaine pour lui résister.

« Il faut en finir, avait dit Raoult Rigault conduisant les otages au mur d'exécution ; voilà dix-huit cents ans que cela dure, il est temps que cela finisse. » Il faut en finir ! Ce fut le mot de la Terreur, ce fut le mot de la Commune. C'est le mot

de Waldeck-Rousseau : les deux jeunesses, les deux sociétés doivent se heurter dans un conflit suprême ; l'une, emportée par le large courant de la Révolution, l'autre soutenue et poussée par le souffle de l'Esprit-Saint à l'encontre des flots révolutionnaires.

Il faut que l'une triomphe de l'autre.

A qui sera la victoire ?

Instruite par l'expérience, la secte dont M. Waldeck-Rousseau s'est fait le mandataire, emploie, pour arriver à ses fins, des moyens moins sanguinaires qu'en 93,parce qu'elle les croit plus efficaces.

Le premier de ces moyens, c'est l'anéantissement des congrégations religieuses. M. Waldeck-Rousseau, dans le discours de Toulouse, a exposé en ces termes la raison de la priorité à donner à la loi qui veut les faire disparaître : « Un pareil fait (la coexistence de deux jeunesses, de deux sociétés) ne s'explique pas par le libre jeu des opinions : il suppose un *substratum* d'influences jadis plus cachées et aujourd'hui plus visibles, un pouvoir qui n'est même pas occulte, et la constitution dans l'État d'une puissance rivale. » Ce *substratum* d'influences, cette puissance rivale, M. Waldeck-Rousseau les fit voir dans les congrégations religieuses. Il continue : « C'est là une situation intolérable et que toutes les mesures administratives ont été impuissantes à faire disparaître. Tout effort sera vain, aussi longtemps qu'une législation rationnelle, efficace,n'aura pas été substituée à une législation à la fois illogique, arbitraire et inopérante. »

Cette législation efficace, M. Waldeck-Rousseau, de concert avec le Parlement, nous l'a donnée. Elle avait été longuement étudiée, savamment préparée dans les loges pour l'effet à obtenir ; elle a été votée et promulguée sans encombre en tous ses points, et perfectionnée après coup par des arrêtés, des décrets et des mesures qui semblent bien ne plus laisser en France aucun refuge à la vie monastique et bientôt à l'enseignement religieux.

Cependant,l'anéantissement des congrégations ne mettra point fin au conflit. M. Waldeck ne l'ignore pas. Aussi a-t-il eu soin de dire que « la loi des associations n'est qu'un point de départ ». Et de fait, supposons les congrégations disparues,toutes et sans

espoir de résurrection : il serait naïf de croire que l'idée chrétienne disparaîtra avec elles. Derrière elles se trouve la Sainte Église catholique. Et c'est l'Église qui dit, non seulement aux congréganistes, mais à tous les chrétiens et à tous les hommes : « Votre fin dernière n'est point ici-bas ; aspirez plus haut. » C'est en Elle que se trouve, pour parler comme M. Waldeck-Rousseau, ce *substratum* d'influences qui n'a cessé d'agir depuis dix-huit siècles. C'est Elle qu'il faudrait détruire pour tuer l'idée. M. Waldeck-Rousseau le sait, et c'est pour cela qu'il a présenté sa loi comme n'étant qu'un point de départ.

« La loi sur les associations est, à nos yeux, le point de départ de la plus grande et de la plus libre évolution sociale, et aussi la garantie indispensable des prérogatives les plus nécessaires de la société moderne. »

Une ÉVOLUTION SOCIALE, voilà, de l'aveu même de M. Waldeck-Rousseau, ce que prépare la loi qu'il se proposait alors de présenter à la sanction du Parlement, et qui maintenant est en exercice.

L'évolution sociale voulue, poursuivie, c'est, nous le verrons dans toute la suite de cet ouvrage, la sortie, sans espoir de retour, des voies de la civilisation chrétienne, et la marche en avant dans les voies de la civilisation païenne.

Comment la destruction des congrégations religieuses peut-elle en être le « point de départ » ?

Ah ! c'est que la seule présence des religieux au milieu du peuple chrétien est une prédication continuelle qui ne lui laisse point perdre de vue la fin dernière de l'homme, le but réel de la société et le caractère de la vraie civilisation. Vêtus d'un costume spécial qui marque ce qu'ils sont, et ce qu'ils poursuivent en ce monde, ils disent aux foules au milieu desquelles ils circulent, que nous sommes tous faits pour le Ciel et que nous devons y tendre. A cette prédication muette s'ajoute celle de leurs œuvres, œuvres de dévouement qui ne demandent point de rétribution ici-bas, et qui affirment par ce désintéressement qu'il est une récompense meilleure que tous doivent ambitionner. Enfin leur enseignement dans les écoles et en chaire ne cesse de semer dans l'âme des enfants, de faire croître dans l'âme des adultes, de propager dans toutes les directions, la foi aux biens éternels. Rien qui s'oppose plus directement et plus efficacement au rétablissement de l'ordre social payen. Rien dont la résurrec-

tion de cet ordre projetée, voulue, poursuivie depuis quatre siècles, demande une plus prompte disparition [1]. Si longtemps que les religieux sont là, qu'ils agissent, qu'ils enseignent, il y a et il y aura non seulement deux jeunesses, mais deux Frances, la France catholique et la France maçonnique, ayant l'une et l'autre un idéal différent et même opposé, luttant entre elles à qui fera triompher le sien. Et comme la maçonnerie, aussi bien que le catholicisme, s'étend au monde entier, que partout les deux Cités sont en présence, partout aussi se voit en même temps le même engagement dans la même bataille. Partout la guerre est déclarée aux religieux, partout le mot d'ordre est donné de les chasser, de les anéantir. Que de lois, que de décrets la Franc-maçonnerie a fait promulguer contre eux, rien que dans les cinquante dernières années !

En voici quelques uns :

Italie. — Décret du 7 juillet 1866. Suppression des couvents et des monastères. Incorporation de leurs biens.

---

1. Au XV[e] siècle comme aujourd'hui, les moines furent attaqués par les humanistes de la Renaissance, parce qu'ils représentaient l'idéal chrétien du renoncement. Les humanistes poussaient l'individualisme jusqu'à l'égoïsme ; par leur vœu d'obéissance et de stabilité, les moines le combattaient et le supprimaient. Les humanistes exaltaient l'orgueil de l'esprit ; les moines exaltaient l'humilité et l'abjection volontaires. Les humanistes glorifiaient la richesse ; les moines faisaient vœu de pauvreté. Les humanistes, enfin, légitimaient le plaisir sensuel ; les moines mortifiaient leur chair par la pénitence et la chasteté. La Renaissance païenne sentit si bien cette opposition qu'elle s'acharna contre les Ordres religieux avec autant de haine que nos sectaires modernes. Parmi ses écrivains, les uns s'attachèrent à montrer l'utopie de l'idéal monastique : il n'était qu'un trompe-l'œil imaginé pour en imposer aux âmes naïves et crédules, une apparence destinée à cacher les vices des couvents, une enseigne ayant pour objet d'achalander la boutique qui l'arborait. Voilà la thèse que développèrent Pogge dans ses pamphlets *De avaritia* et *De miseria humanæ conditionis ;* Léonard Arétin, dans son *Contra hypocritatem ;* Felfe, dans plusieurs de ses satires et dans son traité *De seriis et jocis.*

Plus radicaux encore dans leur opposition, d'autres niaient que l'idéal monastique fût moral : le moine qui l'aurait réalisé dans toute sa perfection n'aurait gagné que leur mépris. Obéissance, abnégation, pauvreté, humilité, chasteté, étaient pour eux des vices résultant des plus dangereuses aberrations de l'esprit. Ils ne comprenaient pas qu'on pût les comprendre, encore moins les approuver et les admirer. La chasteté surtout, cette vertu plus particulièrement chrétienne et monacale, soulevait leur violente indignation. Laurent Valla écrivit un traité sur la profession religieuse qui aboutissait à ces conclusions cyniques : « Les filles perdues sont plus utiles à l'humanité que les Sœurs et les vierges...Ceux qui tiennent en honneur les Ordres religieux de femmes sont fous ou intéressés. »

Plus une observance religieuse était rigoureuse, plus elle excitait les

Portugal. — Suppression des couvents d'hommes.

Espagne. — Suppression des couvents d'hommes, hormis de ceux qui se consacrent aux missions, à l'éducation et aux soins à donner aux malades.

Suède et Norvège. — La loi défend la création des couvents ou monastères.

Suisse. — La constitution interdit l'existence de l'Institut des Jésuites et d'autres Ordres affiliés, la création de nouveaux couvents ou la restauration des anciens.

Allemagne. — La loi du 4 juillet 1872 bannit les Jésuites du territoire de l'empire.

Prusse. — La loi du 31 mars 1875 supprime tous les Ordres religieux, hormis ceux qui se dévouent au soin des malades.

Hesse. — La loi du 23 avril 1875 défend l'établissement d'Ordres nouveaux dans le Grand-Duché, et les Ordres existant ne peuvent recevoir de novices, (excepté les religieuses s'occupant de l'éducation et les Ordres infirmiers).

---

colères de l'humanisme. Ce qui le prouve, c'est que c'étaient précisément saint Bernardin et ses disciples,les Franciscains de l'Observance, qui excitaient le plus la haine de l'humanisme païen. Quoique saint Bernardin fût l'ami des lettres et qu'il entretînt des relations amicales avec plusieurs écrivains, tels que Guarino, François Barbro et Ambroise le Camaldule, quoique plusieurs de ses Religieux fussent eux-mêmes des lettrés distingués, tels que Frère Albert de Sartiano, Pogge dirigea contre lui et son Ordre les plus violents pamphlets, l'*Historia convivalis de avaritia*, son dialogue *Adversus hypocrisim* et son autre dialogue *De miseria humanæ conditionis*, les plaisanteries les plus grossières de ses *Facéties*, les traits les plus acérés de sa correspondance.

(*L'Église et les Origines de la Renaissance*, par M. Jean Guéraud, page 303)

Les encyclopédistes eurent à l'égard des Religieux les mêmes sentiments que les humanistes.

Le 24 mars 1767, Frédéric II, roi de Prusse, écrivait à Voltaire : « J'ai remarqué, et d'autres comme moi, que les endroits où il y a plus de couvents de moines, sont ceux où le peuple est le plus aveuglément attaché à la superstition (au christianisme). Il n'est pas douteux que si l'on parvient à détruire ces asiles du fanatisme, le peuple ne devienne un peu indifférent et tiède sur ces objets qui sont actuellement ceux de sa vénération. Il s'agirait de détruire les cloîtres, au moins de commencer à en diminuer le nombre... Le patriarche m'objectera peut-être ce qu'on fera des évêques ; je lui réponds qu'il n'est pas temps d'y toucher, qu'il faut commencer par détruire ceux qui soufflent l'embrasement du fanatisme au cœur du peuple. Dès que le peuple sera refroidi, les évêques deviendront de petits garçons dont les souverains disposeront par la suite des temps comme ils voudront.»

Saxe. — La création d'Ordres nouveaux y est à *jamais* défendue.

Wurtemberg et Baden. — Il faut la sanction du gouvernement pour créer une maison d'ordre monastique.

France. — Décrets du 19 mars 1880. Puis la loi sur les associations et son exécution.

Mais l'anéantissement de la vie religieuse n'est et ne peut être, comme le dit M. Waldeck-Rousseau, qu' « un point de départ ». Après les religieux restent les prêtres, et si les prêtres eux-mêmes venaient à être dispersés, l'Église resterait, comme aux jours des Catacombes, pour maintenir la foi dans un certain nombre de familles et dans un certain nombre de cœurs ; et un jour ou l'autre, la foi rappellerait prêtres et religieux, comme elle le fit en 1800.

Il faut donc quelque chose de plus.

D'abord achever d'asservir l'Église, puis l'anéantir.

CHAPITRE II

HOURRA ! CONTRE L'ÉGLISE

Ce que M. Waldeck-Rousseau avait donné à entendre dans le discours de Toulouse, M. Viviani le dit brutalement, le 15 janvier 1901, du haut de la tribune.

« Nous sommes chargés de préserver de toute atteinte le patrimoine de la Révolution... Nous nous présentons ici portant en nos mains, en outre des traditions républicaines, ces traditions françaises attestées par des *siècles de combat où, peu à peu, l'esprit laïque s'est dérobé aux étreintes de la société religieuse...* Nous ne sommes pas seulement face à face avec les congrégations, *nous sommes face à face avec l'Eglise catholique...* Au-dessus de ce combat d'un jour, n'est-il pas vrai que se rencontre une fois de plus ce conflit formidable, où le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel se disputent des prérogatives souveraines, essayant, en s'arrachant les consciences, de garder jusqu'au bout *la direction de l'humanité?*

» Comme je le disais au début, est-ce que vous croyez que cette loi nous mène à la dernière bataille ? Mais ce n'est là qu'une escarmouche au regard des batailles du passé et de l'avenir ! La vérité, c'est que se rencontrent ici, selon la belle expression de M. de Mun en 1878[1], la société fondée sur la volonté de l'homme, et la société fondée sur la volonté de DIEU. Il s'agit de savoir si, dans cette bataille, une loi sur les Associations va nous suffire. *Les Congrégations et l'Eglise ne vous menacent pas seulement par leurs agissements,* MAIS PAR LA PROPAGATION DE LA FOI... Ne craignez pas les batailles qui vous seraient offertes, allez ; et si vous trouvez en face de vous cette religion divine qui poétise la souffrance en lui promettant les réparations futures, *opposez-lui la*

1. Ou plutôt le 22 mai 1875, clôture du congrès catholique de Paris.

religion de l'humanité qui, elle aussi, poétise la souffrance en lui offrant comme récompense le bonheur des générations. »

Voilà la question posée nettement.

On entend dans ces paroles moins les pensées personnelles de M. Viviani que celles de la secte antichrétienne. Elle déclare lutter depuis des siècles contre l'Église catholique : elle se vante d'avoir déjà obtenu que l'esprit laïque se dérobât peu à peu aux étreintes de la société religieuse ; elle sait que, dans cet effort pour détruire les congrégations, elle ne fait qu'engager une escarmouche, et que, pour s'assurer un triomphe définitif, elle devra livrer de nouvelles et nombreuses batailles.

En son nom, M. Viviani déclare que dans la bataille actuelle, il s'agit de toute autre chose que de « défense républicaine » d'une part, et d'autre part d'acception d'une forme de gouvernement. Ce dont il s'agit, le voici : « dérober l'esprit laïque aux étreintes de la société religieuse », « prendre la direction de l'humanité », « et détruire la société fondée sur la volonté de DIEU, pour construire une société nouvelle, fondée sur la volonté de l'homme [1]. »

Voilà pourquoi la guerre déclarée aux congrégations n'est qu'un engagement. La vraie campagne est celle qui met en présence l'Église catholique et le Temple maçonnique, c'est-à-dire l'Église de DIEU et l'Église de Satan, conflit formidable dont dépend le sort de l'humanité. Si longtemps que l'Église sera debout, elle propagera la foi, elle mettra au cœur de tous ceux

1. Cette déclaration, Gambetta l'avait faite il y a 25 ans. C'est le 4 mai 1877 qu'il donna le fameux mot d'ordre suivi par tous ceux qui ont détenu le pouvoir en France depuis 25 ans : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » On sait en quelles circonstances. La république du centre-droit, inaugurée avec le septennat de M. le Maréchal Mac-Mahon, avait dû bientôt s'éclipser devant une république du centre-gauche. M. Buffet avait été remplacé à la tête du ministère par M. Dufaure. M. Dufaure, lassé d'avoir toujours à résister aux exigences des radicaux, donna sa démission. Mac-Mahon appela alors au pouvoir la gauche, dans la personne de M. Jules Simon. M. J. Simon fit à l'extrême-gauche les concessions que M. Dufaure avait faites à la gauche et M. Buffet au centre-gauche. Mac-Mahon voulut alors remonter le courant. Le 16 mai, il adressa à M. J. Simon une lettre que celui-ci interpréta comme une demande de démission. Le président chargea alors M. de Broglie de former le Cabinet, et, le 18 mai, il adressa aux Chambres un message où, après leur avoir expliqué sa conduite, il les ajournait à un mois, conformément à l'article 24 de la Constitution.

Durant cet ajournement, le 1er juin 1877, Gambetta reçut une députation

qui souffrent — et qui ne souffre pas ? — les espérances éternelles. Ce n'est donc que sur ses ruines que pourra s'édifier « la religion de l'humanité », qui, elle, ne veut pas que l'homme porte le regard au delà du temps.

La suite de la discussion, au Sénat aussi bien qu'à la Chambre, ne fit qu'accentuer l'importance de ces déclarations. Quelques courtes citations montreront que les discours de MM. Waldeck-Rousseau et Viviani ont bien la signification que nous venons de dire.

M. Jacques Piou : « Ce que veulent les socialistes, M. Viviani l'a dit l'autre jour sans détour. C'est arracher les consciences au pouvoir spirituel et conquérir la direction de l'humanité. » L'orateur est interrompu par un membre de la gauche qui lui crie : « Ce ne sont pas seulement les socialistes qui le veulent, ce sont tous les républicains. »

M. Piou ne contredit pas. Il donne lecture d'un discours où M. Bourgeois avait dit : « Depuis que la pensée française s'est libérée, depuis que l'esprit de la Réforme, de la Philosophie et de la Révolution est entré dans les institutions de la France, le cléricalisme est l'ennemi ». M. Bourgeois interrompt ; M. Piou réplique : « La citation que j'ai faite est exacte, et M. Bourgeois la maintient tout entière. Il la maintient, car elle est le fond de sa pensée ; elle explique son ardeur à soutenir la loi sur les associations, car la loi sur les associations, c'est *la victoire de l'esprit de la Révolution, de la Philosophie et de la Réforme sur l'affirmation catholique.* »

A la séance du 22 janvier, M. Lasies replace en ces termes la question sur son vrai terrain : « Il y a deux phrases, je dirai

---

de la jeunesse des écoles de droit, de médecine, etc., et il leur dit une parole qui n'aurait jamais dû être oubliée, car aucune ne jette, sur le quart de siècle qui vient de s'écouler et sur le caractère de la lutte actuelle, une plus claire lumière. « *Nous avons*, dit-il, *l'*AIR *de combattre pour la forme du gouvernement*, pour l'intégrité de la Constitution. LA LUTTE EST PLUS PROFONDE : *la lutte est contre tout ce qui reste du vieux monde*, ENTRE LES AGENTS DE LA THÉOCRATIE ROMAINE ET LES FILS DE 89. »

Les discours de M. Gambetta ont été réunis en volumes. Nous ne les avons point sous les yeux. Nous prenons cette citation dans l'ouvrage qu'un Anglais, M. Bodley, après une longue enquête faite en France, a publié sous ce titre : LA FRANCE, *Essai sur l'Histoire et le Fonctionnement des Institutions politiques françaises.* Cette parole de Gambetta se lit à la page 201.

deux actes qui dominent tout ce débat. La première phrase a été prononcée par notre honorable collègue M. Viviani. Il a dit : « Guerre au catholicisme ! » Je me suis levé et je lui ai répondu : « Merci, voilà de la franchise ! » Une autre parole a été prononcée, et celle-là par l'honorable M. Léon Bourgeois. Sur l'invitation de M. Piou, M. Bourgeois a affirmé de nouveau que le but qu'il poursuit avec ses amis, est de remplacer l'esprit de l'Église, c'est-à-dire l'esprit du catholicisme, par l'esprit de la Réforme, l'esprit de la Révolution et l'esprit de la Raison. Ces mots planent sur le débat, ils le dominent, et je veux les aborder en face, parce que c'est toute la question, dégagée des subterfuges de langage et des hypocrisies de discussion. »

Le 11 mars, M. C. Pelletan déclare aussi que la lutte actuelle se rattache au grand conflit engagé entre les *droits de l'homme* et *les droits de Dieu.* « Voilà le conflit qui plane au-dessus de tout dans ce débat. »

Le 28 juin, à la clôture de la discussion, M. l'abbé Gayraud croit devoir, avant le vote, rappeler aux députés ce qu'ils vont faire, ce sur quoi ils vont se prononcer. « La loi que vous allez voter n'est pas une loi d'apaisement et de pacification. On trompe le pays avec ces mots. C'est une loi de haine contre l'Eglise catholique. M. Viviani a dévoilé le fond du projet, quand *il a déclaré à la tribune la guerre à* LA FOI *catholique.* »

M. de Mun remplit le même devoir : « Personne n'a oublié le discours mémorable de M. Viviani qui restera, malgré l'abondance des discours et des affiches, le mieux compris de tous. M. Viviani voit dans la loi le commencement de la guerre contre l'Eglise catholique qui est l'alpha et l'oméga de son parti... Dans le rapport que l'*Officiel* a publié ce matin et que nous avons dû lire hâtivement, l'honorable M. Trouillot dit que la loi des associations est le prélude de la séparation des Eglises avec l'Etat, qui devra avoir pour corollaire indispensable une loi générale sur la police des cultes. La Chambre et le pays sont donc éclairés. C'est la guerre ouverte déclarée à l'Eglise catholique. Car cette loi générale sur la police des cultes ne sera qu'un ensemble de prescriptions de nature à entraver, par tous les moyens possibles, les ministres du culte. »

M. Viviani monte à la tribune pour confirmer la menace de

M. Trouillot, qui d'ailleurs n'a fait que répéter ce que nombre de ministres avaient dit avant lui : « Au cours des séances pendant lesquelles le parti républicain a fait aboutir le projet actuel, si incomplète et si imparfaite qu'en fût la forme légale, nous y avons pleinement adhéré, avec le dessein bien arrêté de le fortifier dans l'avenir par de nouvelles mesures. » *(Très bien ! très bien ! à l'extrême-gauche.)*

Quelles doivent être ces mesures ? à quoi doivent-elles tendre ? M. Viviani l'a dit : « substituer la religion de l'humanité à la religion catholique », ou, selon la formule de M. Bourgeois, « donner à l'esprit de la Révolution, de la Philosophie et de la Réforme, la victoire sur l'affirmation catholique » : l'affirmation catholique qui montre la fin de l'homme au-delà de ce monde et de la vie présente, et l'esprit de la Philosophie et de la Révolution qui est de borner l'horizon de l'humanité à la vie animale et terrestre.

Si les paroles que nous venons de rapporter avaient été prononcées dans un club ou dans une loge, elles mériteraient considération à raison de leur gravité. Mais qu'elles aient été dites à la tribune, et répétées, là même, à près de six mois d'intervalle, applaudies par la grande majorité des représentants du peuple, et enfin sanctionnées par une loi faite dans l'esprit qui les a dictées, voilà assurément un sérieux sujet de méditation.

M. Viviani a dit : « Nous ne sommes pas seulement en présence des Congrégations, nous sommes face à face avec l'Eglise catholique », pour la combattre, pour lui livrer une guerre d'EXTERMINATION.

Il y a longtemps que cette pensée hante l'esprit des ennemis de DIEU. Il y a longtemps qu'ils se flattent de pouvoir exterminer l'Église.

Dans une lettre écrite le 25 février 1758, Voltaire disait : « Encore vingt ans et DIEU aura beau jeu ». Au lieutenant de police Hérault, qui lui reprochait son impiété et lui disait : « Vous avez beau faire, quoi que vous écriviez, vous ne viendrez pas à bout de détruire la religion chrétienne », Voltaire répondit : « C'est ce que nous verrons[1]. »

1. Condorcet. *Vie de Voltaire.*

DIEU a eu beau jeu... contre Voltaire. Pour ce qui est de l'Église, voici non point vingt ans, mais cent cinquante ans ; et l'Église catholique est toujours debout.

Il en sera de même aujourd'hui, bien qu'ils se croient assurés d'avoir cette fois mieux pris leurs mesures.

Le 15 janvier 1881, le *Journal de Genève* publiait une conversation de son correspondant de Paris avec l'un des chefs de la majorité franc-maçonne qui dominait alors comme aujourd'hui la Chambre des Députés. Il disait : « Au fond de tout cela (de toutes ces lois promulguées les unes après les autres), il y a une inspiration dominante, un plan arrêté et méthodique, qui se déroule avec plus ou moins d'ordre, de retard, mais avec une logique invincible. Ce que nous faisons, c'est le siège en règle du catholicisme romain, en prenant notre point d'appui dans le Concordat. Nous voulons le faire capituler ou le briser. Nous savons où sont ses forces vives, et c'est là que nous voulons l'atteindre. »

En 1886, dans le n° du 23 janvier de la *Semaine religieuse*, nous rapportions ces autres paroles qui avaient été dites à Lille : « Nous poursuivrons sans merci le clergé et tout ce qui touche à la religion. Nous emploierons contre le catholicisme des moyens dont il ne se doute même pas. Nous ferons des efforts de génie pour qu'il disparaisse de ce monde. S'il advenait malgré tout qu'il résistât à cette *guerre scientifique*, je serais le premier à déclarer qu'il est d'essence divine. »

En juin 1903, la *Vérité Française* rapportait que M. Ribot, dans une conversation intime, avait parlé de même : « Je sais ce qui se prépare ; je connais par le menu les mailles du vaste filet qui est tendu. Eh bien, si l'Eglise romaine s'en échappe cette fois-ci en France, ce sera un miracle, miracle si éclatant à mes yeux que je me ferai catholique avec vous. »

Ce miracle, on l'a vu dans le passé, on le verra dans l'avenir. Les Jacobins pouvaient se croire aussi sûrs, plus sûrs même du succès que nos libres-penseurs ; ils durent reconnaître qu'ils s'étaient trompés,... et ils ne se convertirent point. « J'ai vu, dit Barruel, dans ses *Mémoires* [1], j'ai vu Cerutti aborder insolemment le secrétaire du Nonce de Pie VI, et dans une joie impie, avec le sourire de la pitié, lui dire : « Gardez bien votre

1. Tome V, p. 208.

Pape ; gardez bien celui-ci, et embaumez-le bien après sa mort, car, je vous l'annonce, et vous pouvez en être sûr, vous n'en aurez point d'autre. » Il ne devinait pas alors, ce prétendu prophète, continue Barruel, qu'il paraîtrait avant Pie VI devant le DIEU *qui, malgré les tempêtes du jacobinisme, comme malgré* tant d'autres, n'en sera pas moins avec Pierre et son Église jusqu'à la fin des siècles. »

M. Viviani a dit que si la maçonnerie voulait anéantir l'Église, c'était afin de pouvoir substituer à la religion du CHRIST la religion de l'humanité.

Constituer une religion nouvelle, la « religion de l'humanité », c'est, en effet, nous le verrons, le terme auquel la franc-maçonnerie veut faire aboutir le mouvement commencé à la Renaissance.

C'est que la Renaissance ne fut pas seulement le renouvellement du temps de Périclès et d'Auguste, sous le rapport de la littérature et des arts ; elle fut encore présentée comme devant amener l'affranchissement de l'*humanité* et l'aurore d'un *progrès indéfini* dans la jouissance des biens de ce monde.

Dans un ouvrage édité à Fribourg sous ce titre : *La déification de l'humanité, ou le côté positif de la franc-maçonnerie*, le P. Patchtler a bien montré la signification que la maçonnerie donne au mot « humanité » et l'usage qu'elle en fait. « Ce mot, dit-il, est employé par des milliers d'hommes (initiés ou échos inconscients des initiés) dans un sens confus, sans doute, mais toujours, cependant, comme le nom de guerre d'un certain parti pour un certain but, qui est l'*opposition au christianisme positif*. Ce mot, dans leur bouche, ne signifie pas seulement l'être humain par opposition à l'être bestial,... il pose, en thèse, l'indépendance absolue de l'homme dans le domaine intellectuel, religieux et politique ; *il nie pour lui toute fin surnaturelle*, et demande que la perfection purement naturelle de la race humaine soit acheminée vers les voies du *progrès*. A ces trois erreurs correspondent trois étapes dans la voie du mal : L'*Humanité sans Dieu*, l'*Humanité se faisant Dieu*, l'*Humanité contre Dieu*. Tel est l'édifice que la maçonnerie veut élever à la place de l'ordre divin qui est l'*Humanité avec Dieu*. »

Quand la secte parle de la religion de l'avenir, de la religion de l'humanité, c'est cet édifice, ce Temple qu'elle a en vue.

CHAPITRE III

DÉCLARATION DE GUERRE A L'ORDRE SOCIAL

Les paroles de M. Waldeck-Rousseau, de M. Viviani et des autres, sont l'expression d'une pensée qui se trouve partout. La France, la Belgique, la Suisse, l'Italie, l'Allemagne, les avaient entendues à tous les Convents maçonniques et à tous les Congrès démocratiques tenus depuis un demi-siècle. Quelques citations courtes et peu nombreuses achèveront, croyons-nous, d'éclairer la situation. Nous suivrons l'ordre chronologique.

En août 1857, le *Journal d'Anvers* rappela ces paroles prononcées dans le Convent des loges belges du 2 juillet 1846 et dans celui du 24 juin 1854 : « En vain, avec le XVIII[e] siècle, nous flattions-nous d'avoir écrasé l'infâme : l'infâme renaît... Il faudra bien que le pays finisse par en faire justice, dût-il employer la force pour se guérir de cette lèpre. »

Dix ans plus tard, le 26 décembre 1864, au même lieu et dans les mêmes circonstances, Van Humbeek, vénérable de la loge *Les Amis de l'Union du Progrès*, dit : « On a reproché à la Révolution de creuser un gouffre. Ce n'est pas vrai : la Révolution n'a pas creusé un gouffre, elle a creusé une fosse, elle l'a creusée pour y descendre le cadavre du passé (la civilisation chrétienne). Ce qui est vrai de la Révolution, est vrai de la Maçonnerie, dont la Révolution n'est que la formule profane. Oui, un cadavre est sur le monde ; il barre la route du progrès (du retour à la civilisation païenne) : ce cadavre du passé, pour l'appeler par son nom, carrément, sans phrase, c'est le catholicisme. »

L'année suivante, 1865, fut tenu à Liége le congrès des étudiants. C'est de ce congrès que furent tirés tout d'abord l'état-major de l'internationale, puis les auxiliaires de Gambetta. Plus

de mille jeunes gens, venus d'Allemagne, d'Espagne, de Hollande, d'Angleterre, de France, de Russie, s'y trouvèrent présents. Ils s'y montrèrent unanimes dans leurs sentiments de haine contre les dogmes et même contre la morale catholiques; unanimité d'adhésion aux doctrines et aux actes de la Révolution française, y compris 1793 ; unanimité de haine contre l'ordre social actuel, « qui ne compte pas deux institutions fondées sur la justice », mot prononcé à la tribune par M. Arnould, rédacteur du *Précurseur* d'Anvers, et applaudi à outrance par l'assemblée. Un autre orateur, M. Fontaine, de Bruxelles, termina son discours par ces mots : « Nous, révolutionnaires et socialistes, nous voulons le développement physique, moral et intellectuel du genre humain. Notez que je dis *physique d'abord*, intellectuel après. Nous voulons, dans l'ordre moral, *par l'anéantissement des préjugés de religion et d'église, arriver à la négation de Dieu et au libre examen*. Nous voulons, dans l'ordre politique, *par la réalisation de l'idée républicaine*, arriver à la fédération des peuples et à la solidarité des individus. Dans l'ordre social, nous voulons, par *la transformation de la propriété*, par *l'abolition de l'hérédité*, par l'application des principes d'association, par la mutualité, arriver à la solidarité des intérêts et à la justice ! Nous voulons, par l'affranchissement du travailleur d'abord, du citoyen et de l'individu ensuite, et sans distinction de classes, l'abolition de tout *système autoritaire*. »

D'autres parlèrent dans le même sens. C'est que l'anéantissement du christianisme ne peut être conçu, sans la ruine préalable de toutes les institutions nées de lui et fondées sur lui ; les hommes logiques le comprennent, les hommes francs le disent.

En ce même congrès de Liége, Lafargue demandait : « Qu'est-ce que la Révolution ? » Et il répondait : « La Révolution, c'est le triomphe du travail sur le capital, de l'ouvrier sur le parasite, de l'homme sur Dieu. Voilà la Révolution sociale que comportent les principes de 89, les Droits de l'homme portés à leur dernière expression. » Il disait encore : « *Il y a quatre cents ans que nous sapons le catholicisme*, la machine la plus forte qui ait été inventée en fait de spiritualisme ; elle est solide encore, malheureusement ! » Puis, dans la dernière séance, il poussa ce cri de l'enfer : « Guerre à Dieu ! Haine à Dieu ! Le Progrès est la ! Il faut crever le ciel comme une voûte de papier. »

La conclusion de Lafargue fut : « En présence d'un principe aussi grand, aussi pur que celui-là (aussi dégagé de surnaturel et de tout ce qui a constitué jusqu'ici l'ordre social), il faut haïr ou prouver qu'on aime. »

D'autres Français demandèrent avec lui que la séparation se fît plus nette et plus entière entre ceux qui haïssent et ceux qui aiment, ceux qui haïssent le mal et aiment le bien, et ceux qui haïssent le bien et aiment le mal. M. Regnard, Parisien, vint dire où la maçonnerie met le mal et le bien : le mal dans le spiritualisme, le bien dans le matérialisme. « Nous rattachons notre drapeau aux hommes qui proclament le matérialisme : tout homme qui est *pour le progrès* est aussi pour la philosophie positive ou matérialiste. »

Lorsque ces mots « progrès » et autres semblables tombent des lèvres maçonniques, il se trouve des catholiques pour les recueillir avec une sorte de respect et de naïve confiance, croyant y voir des aspirations vers quelque chose de désirable. Lafargue et Regnard viennent de nous dire ce que la secte, qui les a mis en circulation, a entendu y faire entrer.

Germain Casse : « Il faut qu'en sortant d'ici nous soyons de PARIS ou de ROME, ou jésuites, ou révolutionnaires. » Et comme sanction, il demande « l'exclusion totale, complète de tout individu qui représente, à quelque degré que ce soit, l'idée religieuse. » Condition nécessaire pour que puisse s'établir et surtout subsister le nouvel ordre de choses voulu et poursuivi.

Inutile de prolonger ces citations, sténographiées par les rédacteurs de la *Gazette de Liége* sur les tables mêmes du congrès. Les autres journaux eurent peur de reproduire ces paroles en leur belle crudité. Le citoyen Fontaine les rappela au respect de la vérité : « Un seul journal, a-t-il dit, un seul a été de bonne foi, c'est la *Gazette de Liége*, et cela parce qu'elle est avec franchise, catholique, apostolique et romaine. Elle a publié une analyse complète des débats. »

L'année suivante, au congrès de Bruxelles, le citoyen Sibrac, Français, fit appel aux femmes pour le grand œuvre ; et pour les entraîner il leur dit : « C'est Ève qui a jeté le premier cri de révolte contre DIEU. » L'on sait que l'un des cris d'admiration de la franc-maçonnerie est : « Eva ! Eva ! »

Là encore le citoyen Brismée, dit : « Si la propriété résiste à la Révolution, il faut, par des décrets du peuple, anéantir la

propriété. Si la bourgeoisie résiste, il faut tuer la bourgeoisie. » Et le citoyen Pèlerin : « Si six cent mille têtes font obstacle, qu'elles tombent ! »

Après les congrès de Liége et de Bruxelles, il y en eut un à Genève, composé d'étudiants et d'ouvriers comme à Bruxelles. Là aussi DIEU et la religion furent écartés d'un commun accord, les idées religieuses furent déclarées funestes au peuple et contraires à la dignité humaine, la morale fut proclamée indépendante de la religion. On y parla d'organiser des grèves « *immenses*, *invincibles* », devant se terminer par la GRÈVE GÉNÉRALE.

Abrégeons. Un autre congrès international eut lieu à La Haye en 1872. Le citoyen Vaillant y dit aussi que la guerre au catholicisme et à DIEU ne pouvait aller sans la guerre à la propriété et aux propriétaires.

« La bourgeoisie, dit-il, doit s'attendre à une guerre plus sérieuse que la lutte latente à laquelle l'Internationale est actuellement condamnée. Et il ne tardera pas, le jour de la revanche de la Commune de Paris !

» Extermination complète de la bourgeoisie : tel doit être le premier acte de la future révolution sociale [1]. »

Si nous voulions donner une idée de ce qui s'est dit et de ce qui a été imprimé en ces trente dernières années, nous serions infini. Il est à la connaissance de tous, que le régime républicain, surtout en ces derniers temps, a laissé entrer, ou même a propagé dans toutes les couches de la société les idées les plus subversives.

Les loges tiennent tous les discours [2] que nous venons d'entendre, il semble même que ceux qui les portent à la tribune et dans les clubs les reçoivent de là.

En 1870, un manifeste fut publié à Paris, au siège du Grand-

---

1. Ceux qui désirent des citations plus nombreuses et plus étendues, pourront les trouver dans l'ouvrage *Les Sociétés secrètes et la Société*, par N. Deschamps, continué par M. Claudio Jannet.

2. Le rapport présenté par M. Prache, député de Paris, à la 11e commission des pétitions de la Chambre des Députés, sur la pétition contre la franc-maçonnerie, publie, pages 186 et 218, des faits et des textes que nous ne reproduisons point ici. Ce rapport est des plus instructifs. Edité à Paris, Bureaux de la *Patrie française*, 15, rue d'Argenteuil. In-12 de 266 pages.

Orient, sous ce titre : *Dieu devant la science, ou Religion et Franc-Maçonnerie* . On y lisait : « Le catholicisme, cet ennemi acharné de la franc-maçonnerie, dont les doctrines lui sont entièrement opposées, tient, en ce moment, ses grandes assises sous le nom de concile œcuménique. Il est nécessaire, en raison des circonstances, que notre ordre affirme de nouveau et plus que jamais, ses idées, ses tendances et le but auquel il aspire. » Il n'y manqua point.

En cette même année, fin de juillet et commencement d'août, un congrès, auquel prirent part les loges de Strasbourg, Nancy, Vesoul, Metz, Châlons-sur-Marne, Reims, Mulhouse, Sarreguemines, tout l'Est en un mot, fut tenu à Metz. La question de « l'Être suprême » y fut posée, et les discussions qui s'ensuivirent se propagèrent de loge en loge.

Pour y mettre fin, le *Monde maçonnique*, numéros de janvier et mai, fit cette déclaration : « La franc-maçonnerie nous apprend qu'il n'y a qu'une seule religion, une vraie, et par conséquent une seule naturelle, *le culte de l'humanité*. Car, mes frères, *cette abstraction* qui, érigée en système, a servi à former toutes les religions, DIEU, *n'est autre chose que l'ensemble de tous nos instincts* les plus élevés, auxquels nous avons donné un corps, une existence distincte ; ce DIEU n'est enfin que le produit d'une conception généreuse, mais erronée, de l'humanité, qui s'est dépouillée au profit d'une chimère. »

Rien de plus clair : l'humanité est DIEU, les droits de l'homme doivent être substitués à la loi divine, le culte des instincts de l'humanité doit prendre la place de celui rendu au Créateur, la recherche du progrès dans les satisfactions à donner aux sens, se substituer aux aspirations vers la vie future.

Qu'il plaise aux francs-maçons de renier toute religion, même la croyance en l'existence de DIEU, c'est leur affaire ; mais ils ne s'en tiennent point là, ils veulent aussi amener tout le monde à penser comme eux.

Le F.·. Macio Macchi, député au parlement italien, membre du Conseil supérieur, écrivait, dans la *Massonic Review*, le 16 février 1874 : « La clef de voûte de tout le système opposé à la Maçonnerie, est le sentiment ascétique et transcendantal qui emporte les hommes au delà de la vie présente, et les fait se regarder eux-mêmes comme des voyageurs sur la terre. Tant

que ce système n'aura pas été détruit par le maillet de la maçonnerie, nous aurons une société de pauvres créatures trompées, sacrifiant tout pour obtenir la félicité dans une existence future. »

Un autre député au Parlement italien, M. Petrucelli della Gattina, disait, huit ans plus tard, en 1882 : « Nous devons combattre la prépondérance catholique dans le monde, *partout et par tous les moyens*. La guerre contre le catholicisme sur toute la superficie du globe, doit être la base granitique de notre politique. »

Les francs-maçons de France ne l'entendent point autrement.

A une séance commune des loges de Lyon, tenue le 3 mai 1882 et dont le compte-rendu a été publié dans la *Chaîne d'Union* d'août 1882, le F.·. Régnier disait : « Il ne faut pas qu'on ignore ce qui n'est plus un mystère : que depuis longtemps deux armées sont en présence, que la lutte est ouverte actuellement en France, en Italie, en Belgique, en Espagne, entre la lumière et l'ignorance, et que l'une aura raison de l'autre. Il faut qu'on sache que les Etats-Majors, les chefs de ces armées, sont d'un côté les jésuites (lisez le clergé, séculier et régulier) et de l'autre les francs-maçons. »

Un congrès maçonnique international se tint à Paris en 1900 à l'occasion de l'Exposition universelle. C'était la quatrième fois que tous les Orients et toutes les loges étaient invités à un congrès international. Le premier avait eu lieu en 1889, le second à Anvers en 1894, le troisième à la Haye en 1896.

A Paris, il s'agissait d'étudier les moyens d'établir « des relations suivies entre les diverses puissances maçonniques du globe, en dehors de toute obédience et de tout rite, en vue d'un appui mutuel pour la recherche des vérités scientifiques, philosophiques et sociologiques. »

Le président F.·. Lucipia, ex-communard, dans son discours d'ouverture, fit cette exhortation : « Travaillons, mes F.·., apportons notre pierre pour la construction du Temple de l'humanité, au fronton duquel, lorsqu'il sera achevé, on écrira : La solidarité gouverne le monde. »

Le F.·. Blatin, dans son rapport, dit que ces relations existaient déjà. « Tous les maçons n'ont-ils par l'honneur d'apporter au monde profane la grande conception morale, solidariste, basée,

en dehors de toute formule religieuse, sur un altruisme réfléchi ? » On conclut néanmoins que cette entente ne suffisait point, qu'il fallait entre les Orients des relations effectives et suivies. Quelques jours après, se réunissait au Grand-Orient, le Convent annuel. L'orateur, faisant connaître la décision du congrès, la motiva sur ce que « le Vatican est le siège d'une internationale malfaisante, et qu'il faut de toute nécessité lui opposer une fédération de toutes les obédiences maçonniques. »

Après avoir ainsi résolu de resserrer dans le monde entier les liens qui unissent toutes les sociétés secrètes contre l'Église, le congrès international s'occupa des « profanes ».

Le F.·. Blatin demanda qu'on répande l'enseignement maçonnique dans « les masses profanes, qui abandonnent peu à peu les religions du passé », et qu'on leur donne « les satisfactions qu'elles réclament. »

Le F.·. Cocq fut plus explicite : « *Ce qu'il faut détruire, c'est la religion elle-même,* c'est la croyance aux superstitions et au surnaturel, *c'est le dogme.* » *(Applaudissements.)* Pour y arriver, il faut surtout « convertir les femmes aux idées maçonniques ». — « La tolérance, ajouta-t-il, est un principe fondamental de notre ordre, mais tolérance ne signifie pas inaction..., il faut détruire la religion elle-même. »

Le F.·. Orateur déplora que « le monde ne soit pas encore purgé de l'esprit de fanatisme », et que le congrès « n'ait pas trouvé de solution définitive ». Il acclama, avec les délégués, la République universelle.

Au banquet qui suivit, le F.·. Lucipia, qui avait présidé, porta la santé de chacun des délégués que les divers pays avaient envoyés. Il les encouragea « à continuer la lutte que nous menons, dit-il, dans notre pays ». Il termina aussi par le cri de : « VIVE LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE ! » Nous verrons ce que ce cri annonce et promet au monde.

Le vœu formulé au congrès de l'Exposition relativement à l'action à exercer sur les « profanes », était observé depuis de longues années, mais il semble que les maçons s'y appliquent maintenant avec plus d'ardeur.

Le 6 octobre 1901, fut tenu à Toulouse le 1er congrès d'une Fédération régionale des *Groupes antireligieux du Sud-Ouest,* c'est-à-dire de ces sociétés que des francs-maçons de haut

grade sont chargés de former partout pour répandre les idées que la secte veut propager. La Haute-Garonne était représentée par *la Libre-Pensée*, et par *la Raison et Pensée Libre* de Toulouse, et aussi par d'autres Libres-Pensées de villages ; le Tarn-et-Garonne, par *la Libre-Pensée* et *la Jeunesse laïque* de Montauban ; les Pyrénées-Orientales, par *la Libre-Pensée* de Perpignan ; l'Aude, par *les Libres-Penseurs* de Narbonne ; l'Hérault, par *la Ligue antireligieuse* de Cette ; le Var avait délégué *la Libre-Pensée* de Toulon, et il était venu des penseurs (!) libres (!) même d'Angoulême [1].

Par une coïncidence significative, des associations similaires avaient surgi en même temps sur divers autres points du territoire.

Le 20 septembre, l'Union des Groupements antireligieux de Marseille et des Bouches-du-Rhône célébrait sa fondation par une réunion publique où prenaient la parole le député Boyer et le maire Flaissière : le premier conseillant d'opposer au dogme religieux le dogme scientifique, le second annonçant le dessein « d'extirper non seulement le cléricalisme, mais le sentiment religieux lui-même ».

Le 23 octobre, au conseil général des Bouches-du-Rhône, le maire de Marseille, appuyant un vœu contre les associations religieuses, qu'il déclarait devoir être mises au ban non seulement de la société, mais de l'humanité, s'exprimait ainsi : « Ce à quoi il faudra aboutir, je le dis catégoriquement, c'est à la suppression même du sentiment religieux.... Nous voulons déclarer la guerre acharnée et sans merci, à ce faisceau d'erreurs sous le poids duquel l'humanité courbée a fléchi jusqu'à présent.. »

Aux fêtes de Noël 1903, le Congrès de la libre-pensée se tint à Paris. Cinq cents délégués s'y trouvèrent, et M. Berthelot y pérora. L'assemblée réclama, entre beaucoup d'autres choses, la prompte et complète sécularisation de l'Assistance publique, la suppression des Petits Séminaires, la séparation des Eglises et de l'État avec désaffectation des édifices religieux, l'abolition de « tout esprit religieux », l'édition d'un manuel de la libre-

1. La *Libre-Pensée* comptait en France, il y a treize ans (nous n'avons point de statistique plus récente), six cents groupes, dont la formation est due pour la plus grande partie à l'action directe de la Franc-Maçonnerie. (Voir *Bulletin du Grand-Orient de France*, août-septembre 1891, p. 602).

pensée, la création d'une imagerie antireligieuse, cartes postales, tableaux pour les mairies, statues, etc., enfin la préparation du Congrès qui devait se tenir et qui se tint en effet à Rome en septembre 1904.

Le relevé que nous venons de faire, et il est loin d'être complet, laisse entrevoir le nombre et l'activité de ceux qui sont enrégimentés pour la guerre à l'Eglise et à tout l'ordre social.

Au lendemain de la publication de l'Encyclique, par laquelle Léon XIII dénonça de nouveau au monde la franc-maçonnerie comme étant l'agent secret de cette guerre, le *Bulletin de la grande Loge symbolique écossaisse* exprima en ces termes la pensée de la secte :

« La franc-maçonnerie ne peut moins faire que de remercier le Souverain Pontife de sa dernière encyclique. Léon XIII, avec une autorité incontestable et un grand luxe de preuves, vient de démontrer, une fois de plus, qu'*il existe un abîme infranchissable entre l'Eglise, dont il est le représentant, et la Révolution, dont la franc-maçonnerie est le bras droit*. Il est bon que ceux qui sont hésitants cessent d'entretenir de vaines espérances. Il faut que tous s'habituent à comprendre que *l'heure est venue* D'OPTER *entre l'ordre ancien, qui s'appuie sur la Révélation, et l'ordre nouveau, qui ne reconnaît d'autres fondements que la science et la raison humaine*, entre l'esprit d'autorité et l'esprit de liberté [1]. »

Cette pensée a été exprimée de nouveau au Convent de 1902, par l'orateur chargé de prononcer le discours de clôture : « ... Ce qui nous sépare ? C'est un abîme, abîme qui ne sera comblé qu'au jour où triomphera la maçonnerie, inlassable ouvrière de progrès démocratique et de justice sociale... Jusque-là, pas de trêve, pas de repos, pas de rapprochement, pas de concessions... C'est la dernière phase de la lutte de l'Église et de la Congrégation contre notre société républicaine et laïque. L'EFFORT DOIT ÊTRE SUPRÊME... Un premier coup a été porté : *La loi sur les associations* a quelque peu surpris, étourdi l'adversaire... Si ce premier avantage n'est suivi d'une exécution patiente, méthodique et radicale, de la volonté d'en finir dans ce duel plusieurs fois séculaire, nous devons renoncer à la suprématie de l'État laïque. »

---

1. Cité par Don Sarda y Salvany. *Le Mal social, ses causes, ses remèdes.*

Depuis lors, *La Lanterne*, que tout le monde sait être l'organe officieux de nos gouvernants, n'a cessé de dire tous les jours et sur tous les tons : « Avant toute autre question, avant la question sociale, avant la question politique, il faut en finir avec la question cléricale. C'est la clef de tout le reste. Si nous commettions le crime de capituler, de ralentir notre action, de laisser échapper l'adversaire, c'en serait fait bientôt et du parti républicain et de la République. L'Église ne nous permettrait pas de recommencer l'expérience. Elle sait aujourd'hui que la République lui sera mortelle, et si celle-ci ne la tue pas, c'est elle qui tuera la République. Entre la République et l'Église, c'est un duel à mort. Hâtons-nous d'écraser l'infâme, ou résignons-nous à laisser étouffer pour des siècles la liberté. »

Nos gouvernants ne parlent pas autrement. Dans le discours qu'il prononça comme avant-propos à la session d'octobre 1902, le premier ministre, M. Combes , a dit aussi: « Il s'agit de savoir, à l'heure actuelle, qui l'emportera de la Révolution, personnifiée par la République, ou de la contre-révolution incarnée dans la réaction cléricale et nationaliste. »

Déjà en 1897, le 18 mars, il avait expliqué à Lyon, que « la maçonnerie doit succéder aux religions usées »[1].

Pelletan, ministre de la marine, dans le discours qu'il prononça à Boulogne-sur-Mer, le 27 novembre 1904, rejeta, lui aussi, le masque du cléricalisme, et dit franchement ce que voulait le gouvernement républicain.

« Notre politique, vous la connaissez ; c'est, d'abord, une politique de lutte contre l'Eglise catholique.

» Nous travaillons contre cette Eglise... c'est pourquoi nous avons supprimé les Congrégations que nos pères de 93 avaient dissoutes avant nous ; c'est pourquoi nous ferons la séparation des Eglises et de l'Etat ; c'est pourquoi nous déchirerons le pacte de servage honteux conclu avec la théocratie romaine. »

Ce ne sont point là de vaines paroles. *La Lanterne*, M. Combes et M. Pelletan, comme les orateurs des congrès et des loges, nous font entendre la voix d'une puissance la mieux organisée, la plus forte qui soit actuellement sur la terre. M. Combes a été, pour un moment, le bras qui exécutait ce que cette puissance lui ordonnait de faire pour arriver au but longtemps caché, aujour-

---

1. Compte-rendu des travaux du Grand-Orient, mai-juin 1897.

d'hui hautement manifesté ; d'autres l'avaient précédé, d'autres le suivent et le suivront.

Ce but, c'est bien celui que le célèbre publiciste Louis de Haller signalait déjà en 1847 à la fin de son livre : *La Franc-Maçonnerie et son influence*, publié à Lucerne : « Du fond des aspirations maçonniques, jaillit une lueur sinistre qui nous montre, comme objectif d'un *travail obstiné*, l'ANÉANTISSEMENT DE TOUTE RELIGION, LE RENVERSEMENT DE TOUTE AUTORITÉ, L'ABOLITION DE TOUT DROIT NATUREL ! »

Est-il possible que des hommes se donnent une telle mission et qu'ils s'associent pour en poursuivre l'exécution ? Et, si cela est, comment expliquer une telle aberration de l'esprit, une telle perversion de la volonté, et l'entente dans un tel crime, le plus grand qui puisse être entrepris contre le genre humain ?

Pour trouver la réponse à cette question, il est nécessaire d'interroger la nature humaine en ce qu'elle a de plus profond et l'histoire en ce qu'elle a eu de plus caché en ces derniers siècles.

DEUXIÈME SECTION

LES DEUX VOIES

CHAPITRE IV

IDÉES DIRECTRICES

« Tout le but de l'homme est d'être heureux », dit Bossuet [1]. Cela ne lui est point propre : c'est le but vers lequel tendent toutes les intelligences sans exception. Le grand orateur ne manque point de le reconnaître : « Les natures intelligentes n'ont de volonté ni de désir que pour leur félicité. » Et il ajoute : « Rien de plus raisonnable, car qu'y a-t-il de meilleur que de souhaiter le bien, c'est-à-dire la félicité ? [2] » Aussi trouvons-nous dans le cœur de l'homme une impulsion invincible qui le pousse à la recherche du bonheur. Le voulût-il, il ne pourrait s'en défaire. C'est le fond de toutes ses pensées, le grand mobile de toutes ses actions ; et alors même qu'il se jette dans la mort, c'est qu'il se persuade trouver dans le néant un sort préférable à celui où il se voit.

L'homme peut se tromper, et de fait il se trompe bien souvent dans la recherche du bonheur, dans le choix de la voie qui doit l'y mener. « Mettre le bonheur où il est, c'est la source de tout bien, dit encore Bossuet ; et la source de tout mal est de le mettre où il ne faut pas [3]. » Cela est aussi vrai pour la société que pour l'homme individuel. L'impulsion vers le bonheur vient du Créateur, et Dieu y ajoute la lumière qui en éclaire le chemin, directement par sa grâce, indirectement par les enseignements de son Église. Mais il appartient à l'homme, individu ou société, il appartient au libre arbitre de se diriger, d'aller

---

1. *Méditation sur l'Évangile.*
2. *Œuvres oratoires de Bossuet.* Édition critique et complète par l'abbé J. Lebarq. Sermon pour la Toussaint, v. 325.
3. Méditation sur l'Évangile.

prendre sa félicité là où il lui plaît de la mettre, dans ce qui est réellement bon, et, au-dessus de toute bonté, dans le Bien absolu, DIEU ; ou dans ce qui n'a que les apparences du bien, ou qui n'est qu'un bien relatif.

Dès la création du genre humain, l'homme s'est fourvoyé. Au lieu de croire à la parole de DIEU et d'obéir à son commandement, Adam écouta la voix enchanteresse qui lui disait de mettre sa fin en lui-même, dans la satisfaction de sa sensualité, dans les ambitions de son orgueil. « Vous serez comme des dieux » ; « le fruit de l'arbre était bon à manger, beau à voir, et d'un aspect qui excitait le désir ». Ayant ainsi dévié, dès le premier pas, Adam a entraîné sa race dans la fausse direction qu'il venait de prendre.

Elle y marcha, elle s'y avança, elle s'y enfonça durant de longs siècles. L'histoire est là pour dire les maux qu'elle rencontra dans ce long égarement. DIEU eut pitié d'elle. Dans son conseil d'infinie miséricorde et d'infinie sagesse, il résolut de remettre l'homme sur la voie du vrai bonheur. Et afin de rendre son intervention plus efficace, il voulut qu'une Personne divine vînt sur la terre en montrer le chemin par sa parole, le frayer par son exemple. Le Verbe de DIEU s'incarna et vint passer trente-trois années parmi nous, pour nous tirer de la voie de perdition et nous ouvrir la route d'une félicité non trompeuse.

Sa parole comme ses actes renversaient toutes les idées reçues jusque-là. Il disait : Bienheureux les pauvres ! Bienheureux les doux, les pacifiques, les miséricordieux ! Bienheureux les purs ! Jusqu'à Lui, on avait dit : Bienheureux les riches ! Bienheureux ceux qui dominent ! Bienheureux ceux qui peuvent ne rien refuser à leurs passions ! Il était né dans une étable, il s'était fait le serviteur de tous, il avait souffert mort et passion, afin que l'on ne prît point ses paroles pour des déclamations, mais pour des leçons, leçons les plus persuasives que l'on puisse concevoir, données qu'elles étaient par un DIEU et un DIEU s'anéantissant par amour pour nous.

Il voulut les perpétuer, les rendre toujours parlantes et agissantes, aux yeux et aux oreilles de toutes les générations qui devaient venir. Pour cela, il fonda la sainte Église. Établie au centre de l'humanité, elle n'a cessé, par les enseignements de ses docteurs et les exemples de ses saints, de dire à tous ceux qu'elle vit passer sous ses yeux : « Vous recherchez, ô mortels,

la félicité, et vous recherchez une bonne chose ; prenez garde seulement que vous la recherchez où elle n'est pas. Vous la cherchez sur la terre, et ce n'est pas là qu'elle est établie, ni que l'on trouve ces jours heureux dont nous a parlé le divin Psalmiste : *Diligit dies videre bonos*... Ce sont ici les jours de misère, les jours de sueur et de travaux, les jours de gémissements et de pénitence auxquels nous pouvons appliquer les paroles du prophète Isaïe : « Mon peuple, ceux qui te disent » heureux, t'abusent et renversent toute ta conduite. » Et encore : « Ceux qui font croire au peuple qu'il est heureux sont » des trompeurs. » Donc, où se trouve la félicité et la véritable vie, sinon dans la terre des vivants ? Qui sont les hommes heureux, sinon ceux qui sont avec DIEU ? Ceux-là voient de beaux jours, parce que DIEU est la lumière qui les éclaire. Ceux-là vivent dans l'abondance, parce que DIEU est le trésor qui les enrichit. Ceux-là enfin sont heureux, parce que DIEU est le bien qui les contente et que lui seul est tout à tous [1]. »

Du Ier au XIIIe siècle, les peuples devinrent de plus en plus attentifs à ce discours, et le nombre de ceux qui en firent la lumière et la règle de leur vie se trouva de plus en plus grand. Sans doute, il y avait des défaillances, défaillances des nations et défaillances des âmes.

Mais la conception nouvelle de la vie restait la loi de tous, la loi que les égarements ne faisaient point perdre de vue et à laquelle tous savaient, tous sentaient qu'il fallait revenir dès qu'ils s'en étaient écartés. Notre-Seigneur JÉSUS-CHRIST, avec son Nouveau Testament, était le docteur écouté, le guide suivi, le roi obéi. Sa royauté était avouée à ce point par les princes et par les peuples, qu'ils la proclamaient jusque sur leurs monnaies. Sur toutes était gravée la croix, l'auguste signe de l'idée que le christianisme avait introduite dans le monde et qui devait le régir, l'esprit de sacrifice opposé à l'idée païenne, l'esprit de jouissance.

A mesure que l'esprit chrétien pénétrait les âmes et les peuples, âmes et peuples montaient dans la lumière et dans le bien, ils s'élevaient par cela seul qu'ils voyaient leur félicité en haut et qu'ils s'y portaient. Les cœurs devenaient plus purs, les esprits plus intelligents. Les intelligents et les purs introdui-

1. *Œuvres oratoires de Bossuet*. Sermon pour la Toussaint, v. 325.

saient dans la société un ordre plus harmonieux, celui que Bossuet nous a décrit dans le sermon sur l'éminente dignité des pauvres. L'ordre plus parfait rendait la paix plus générale et plus profonde ; la paix et l'ordre engendraient la prospérité, et toutes ces choses donnaient ouverture aux arts et aux sciences, ces reflets de la lumière et de la beauté des cieux. De sorte qué, comme l'a observé Montesquieu : « La religion chrétienne, qui semble n'avoir d'autre objet que la félicité de l'autre vie, fait encore notre bonheur en celle-ci [1]. » C'est d'ailleurs ce que saint Paul avait annoncé lorsqu'il avait dit : « *Pietas ad omnia utilis est, promissiones habens vitæ quæ nunc est et futuræ.* La piété est utile à tout, ayant les promesses de la vie présente et celles de la vie future [2]. » Notre-Seigneur n'avait-il pas dit lui-

1. *Esprit des lois*, livre XXIV, ch. III.

M. de Tocqueville a ainsi donné l'explication de ce fait :

« Dans les siècles de foi, on place le but final de la vie après la vie. Les hommes de ces temps-là s'accoutument donc naturellement, et, pour ainsi dire sans le vouloir, à considérer pendant une longue suite d'années un objet immobile vers lequel ils marchent sans cesse, et ils apprennent, par des progrès insensibles, à réprimer mille petits désirs passagers pour mieux arriver à satisfaire ce grand et permanent désir qui les tourmente. Lorsque ces mêmes hommes veulent s'occuper des choses de la terre, ces habitudes se retrouvent. Ils fixent volontiers à leurs actions d'ici-bas un but général et certain, vers lequel tous leurs efforts se dirigent. On ne les voit point se livrer chaque jour à des tentatives nouvelles; mais ils ont des desseins arrêtés qu'ils ne se lassent point de poursuivre.

» Ceci explique pourquoi les peuples religieux ont souvent accompli des choses si durables. Il se trouvait qu'en s'occupant de l'autre monde, ils avaient rencontré le grand secret de réussir dans celui-ci. Les religions donnent l'habitude générale de se comporter en vue de l'avenir. En ceci elles ne sont pas moins utiles au bonheur de cette vie qu'à la félicité de l'autre. C'est un de leurs plus grands côtés politiques. Mais à mesure que les lumières de la foi s'obscurcissent, la vue des hommes se resserre, et l'on dirait que chaque jour l'objet des actions humaines leur parait plus proche.

» Quand ils se sont une fois accoutumés à ne plus s'occuper de ce qui doit arriver après leur vie, on les voit retomber aisément dans cette indifférence complète et brutale de l'avenir qui n'est que trop conforme à certains instincts de l'espèce humaine. Aussitôt qu'ils ont perdu l'usage de placer leurs principales espérances à long terme, ils sont naturellement portés à réaliser sans retard leurs moindres désirs, et il semble que du moment où ils désespèrent de vivre une éternité, ils sont disposés à agir comme s'ils ne devaient exister qu'un seul jour.

» Dans les siècles d'incrédulité, il est donc toujours à craindre que les hommes ne se livrent sans cesse au hasard journalier de leurs désirs, et que, renonçant entièrement à obtenir ce qui ne peut s'acquérir sans de longs efforts, ils ne fondent rien de grand, de paisible et de durable. »

2. 1 Tim., IV, 8.

même : « Cherchez d'abord le royaume de DIEU et sa justice, le reste vous sera donné par surcroît [1]. » Ce n'était point là une promesse d'ordre surnaturel, mais l'annonce des conséquences qui devaient sortir logiquement de la nouvelle orientation donnée au genre humain.

L'ascension, je ne dirai point des âmes saintes, mais des nations, eut son point culminant au XIII[e] siècle. Saint François d'Assise et saint Dominique, avec leurs disciples saint Louis de France et sainte Élisabeth de Hongrie, accompagnés et suivis de tant d'autres, maintinrent quelque temps le niveau qui avait été atteint par les exemples de détachement des choses de ce monde, de charité pour le prochain et d'amour de DIEU qu'avaient donnés tant d'autres saints. Mais tandis que ces nobles âmes atteignaient les plus hauts sommets de la sainteté, beaucoup d'autres se refroidissaient dans leur élan vers DIEU ; et vers la fin du XIV[e] siècle, se manifesta ouvertement le mouvement de recul qui emporta la société et qui a amené la situation actuelle, c'est-à-dire le triomphe prochain, le règne imminent du socialisme.

Il faut voir le caractère de cette régression et ses péripéties pour bien connaître l'état où nous sommes.

---

1. Matt., VI, 33.

CHAPITRE V

LA CONCEPTION CHRÉTIENNE DE LA VIE

Le paganisme, poussant le genre humain sur la pente où le péché originel l'avait engagé, disait à l'homme qu'il est sur la terre pour jouir de la vie et des biens que ce monde lui offre. Le païen n'ambitionnait, ne recherchait rien au delà ; et la société païenne était constituée pour procurer ces biens aussi abondants et ces plaisirs aussi raffinés ou aussi grossiers qu'ils peuvent l'être, à ceux qui étaient en situation d'y prétendre. La civilisation antique était sortie de ce principe, toutes ses institutions en découlaient, surtout les deux principales, l'esclavage et la guerre. Car la nature n'est point assez généreuse, et surtout alors n'avait point été cultivée depuis assez longtemps et assez bien pour procurer à tous les jouissances convoitées. Les peuples forts s'assujettissaient les peuples faibles, et les citoyens mettaient en esclavage les étrangers et même leurs fréres pour se donner des producteurs de richesses et des instruments de plaisirs.

Le christianisme vint, et fit entendre à l'homme qu'il devait chercher dans une autre direction le bonheur dont le besoin ne cesse de le tourmenter. Il renversa la notion que le païen s'était faite de la vie présente. Le divin Sauveur nous apprit par sa parole, nous persuada par sa mort et sa résurrection, que si la vie présente est *une vie*, elle n'est point LA VIE à laquelle son Père nous destine.

La vie présente n'est que la préparation à la vie éternelle. Celle-là est le chemin qui conduit à celle-ci. Nous sommes *in via*, disaient les scolastiques, nous acheminant *ad terminum*, en route pour le ciel. Les savants du jour exprimeraient la même idée en disant que la terre est le laboratoire où se forment les âmes, où se reçoivent et se développent les facultés surnaturelles

dont le chrétien, après achèvement, jouira au céleste séjour. Telle la vie embryonnaire au sein maternel. C'est aussi une vie, mais une vie de formation, où s'élaborent les sens qui auront à fonctionner au séjour terrestre : les yeux qui contempleront la nature, l'ouïe qui recueillera ses harmonies, la voix qui y mêlera ses chants, etc.

Au ciel, nous verrons DIEU face à face [1], c'est la grande promesse qui nous est faite. Toute la religion est basée sur elle. Et cependant aucune nature créée n'est capable de cette vision.

Tous les êtres vivants ont leur manière de connaître, limitée par leur nature même. La plante a une certaine connaissance des sucs qui doivent servir à son entretien, puisque ses racines s'étendent vers eux, les recherchent pour se les ingérer. Cette connaissance n'est point une vision. L'animal voit, mais il n'a pas l'intelligence des choses que ses yeux embrassent. L'homme comprend ces choses, sa raison les pénètre, abstrait les idées qu'elles renferment et par elles s'élève à la science. Mais les substances des choses lui restent cachées, parce que l'homme n'est qu'un animal raisonnable et non une pure intelligence. Les anges, intelligences pures, se voient eux-mêmes dans leur substance, peuvent contempler directement les substances de même nature qu'eux et à plus forte raison les substances inférieures. Mais ils ne peuvent voir DIEU. DIEU est une substance à part, d'un ordre infiniment supérieur. Le plus grand effort de l'esprit humain est arrivé à le qualifier « Acte pur », et la Révélation nous a dit qu'il est une trinité de personnes en unité de substance, la seconde engendrée par la première, la troisième procédant des deux autres, et cela dans une vie d'intelligence et d'amour qui n'a ni commencement ni fin. Voir DIEU comme il est, l'aimer comme il s'aime, — ce qui est la béatitude promise, — est au-dessus des forces de toute nature créée et même possible. Pour

---

1. *Vidimus nunc per speculum in ænigmate : tunc autem facie ad faciem. Nunc cognosco ex parte : tunc autem cognoscam sicut cognitus sum.* (I Cor., XIII-12.) Maintenant nous voyons en un miroir et en énigme : mais alors nous verrons face à face. Maintenant je connais imparfaitement : mais alors je connaîtrai comme je suis connu (par intuition.) (Conf. Mat., XVIII-10. I Joan, III-2.)

Le concile de Florence a défini : *Animæ sanctorum... intuentur clare ipsum Deum trinum et unum sicuti est :* Les âmes des saints voient clairement DIEU lui-même tel qu'il est dans la trinité de ses personnes et l'unité de sa nature.

le comprendre, elle ne devrait être rien moins que l'égale de Dieu.

Mais ce qui n'appartient point naturellement peut survenir par le don gratuit de Dieu. Et cela est : nous le savons parce que Dieu nous a dit l'avoir fait. Cela est pour les anges, et cela est pour nous. Les bons anges voient Dieu face à face, et nous sommes appelés à jouir du même bonheur.

Nous ne pouvons y arriver que par quelque chose de surajouté qui nous élève au-dessus de notre nature, qui nous rend capable de ce dont nous sommes radicalement impuissants par nous-mêmes, comme le serait le don de la raison à un animal ou le don de la vue à une plante. Ce quelque chose est appelé ici-bas la grâce sanctifiante. C'est, dit l'apôtre saint Pierre, une participation à la nature divine. Et il faut qu'il en soit ainsi ; car nous venons de le voir, en aucun être, l'opération ne dépasse, ne peut dépasser la nature de cet être. Si un jour nous sommes capables de voir Dieu, c'est que quelque chose de divin aura été déposé en nous, sera devenu une partie de notre être, et l'aura élevé jusqu'à le rendre semblable à Dieu. « Bien-aimés, dit l'apôtre saint Jean, nous sommes maintenant enfants de Dieu, et ce que nous serons un jour ne paraît pas encore : nous lui serons semblables, parce que nous le verrons tel qu'il est. » (I Joan., III-2.)

Ce quelque chose, nous le recevons dès ici-bas au saint Baptême. L'apôtre saint Jean l'appelle un germe (I Joan., III-9), c'est-à-dire une vie en principe. C'est ce que Notre-Seigneur nous marquait, lorsqu'il parlait à Nicodème de la nécessité d'une nouvelle naissance, d'une génération à une vie nouvelle : la vie que le Père a en lui-même, qu'il donne au Fils, et que le Fils nous apporte en nous greffant sur lui par le saint Baptême. Ce mot de greffe, qui donne une image si vive de tout le mystère, saint Paul l'avait pris de Notre-Seigneur disant à ses apôtres : « Je suis la vigne, vous êtes les branches. Comme la branche ne peut porter de fruit par elle-même, sans demeurer dans la vigne, ainsi vous non plus, si vous ne demeurez en moi. »

Ces hautes idées étaient familières aux premiers chrétiens. Ce qui le montre, c'est que les apôtres, quand ils sont amenés à en parler dans les Épîtres, le font comme d'une chose déjà connue. Et de fait, c'est ainsi que leur étaient présentés en de longues

catéchèses les rites du baptême. Puis, les vêtements blancs des néophytes leur disaient qu'ils commençaient une vie nouvelle, qu'ils en étaient pour cette vie aux jours de l'enfance : Fils spirituels, leur était-il dit, comme des enfants nouveau-nés, désirez ardemment le lait qui doit alimenter votre vie surnaturelle : le lait de la foi sans altération, *sine dolo lac concupiscite*, et le lait de la charité divine. Quand le développement du germe que vous avez reçu sera arrivé à son terme, cette foi deviendra la claire vision, cette charité la béatitude de l'amour divin.

Toute la vie présente doit tendre à cet épanouissement, à la transformation du vieil homme, de l'homme de la pure nature et même de la nature déchue, en l'homme déifié. Voilà ce qui se fait ici-bas dans le chrétien fidèle. Les vertus surnaturelles, infuses dans notre âme au baptême, se développent de jour en jour par l'exercice que nous leur donnons avec le secours de la grâce, et la rendent ainsi capable des activités surnaturelles qu'elle aura à déployer dans le ciel. L'entrée dans le ciel sera la naissance, comme le baptême a été l'engendrement.

Voilà ce qui est. Voilà ce que Jésus a fait et ce dont il est venu informer le genre humain. Dès lors la conception de la vie présente fut radicalement changée. L'homme ne fut plus sur la terre pour *jouir* et mourir, mais pour se préparer à la vie d'en haut et la *mériter*.

Jouir, mériter, ce sont les deux mots qui caractérisent, qui séparent, qui opposent les deux civilisations : la civilisation payenne et la civilisation chrétienne.

Ce n'est point à dire que du moment où le christianisme fut prêché, les hommes ne songèrent plus à rien autre chose qu'à leur sanctification. Ils continuèrent à poursuivre les buts secondaires de la vie présente, et à remplir, dans la famille et la société, les fonctions qu'elles demandent et les devoirs qu'elles imposent. D'ailleurs, la sanctification ne s'opère point uniquement par les exercices spirituels, mais par l'accomplissement de tout devoir d'état, par tout acte fait avec pureté d'intention. « Quelque chose que vous fassiez, dit l'apôtre saint Paul, en paroles ou en œuvres, faites tout au nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ.... Travaillez à plaire à Dieu en toutes choses, et vous fructifierez en toute bonne œuvre. » (Ad Colos., I-10 et III-17.)

Restèrent d'ailleurs dans la société et y resteront jusqu'à la fin des temps, les deux catégories d'hommes que la Sainte Ecriture appelle si bien : les bons et les méchants. Il est à remarquer toutefois que le nombre des méchants diminue et le nombre des bons s'accroît à mesure que la foi prend plus d'empire dans la société. Ceux-ci, parce qu'ils ont la foi en la vie éternelle, aiment DIEU, font le bien, observent la justice, sont les bienfaiteurs de leurs frères, et par tout cela font régner dans la société la sécurité et la paix. Ceux-là, parce qu'ils n'ont pas la foi, parce que leur regard reste fixé sur cette terre, sont égoïstes, sans amour, sans pitié pour leurs semblables : ennemis de tout bien, ils sont dans la société une cause de trouble et d'arrêt pour la civilisation.

Mêlés les uns aux autres, les bons et les méchants, les croyants et les incroyants, forment les deux cités décrites par saint Augustin : « L'amour de soi pouvant aller jusqu'au mépris de DIEU constitue la société communément appelée « le monde », l'amour de DIEU porté jusqu'au mépris de soi produit la sainteté et peuple « la vie céleste ».

A mesure que la nouvelle conception de la vie apportée par Notre-Seigneur JÉSUS-CHRIST à la terre, entra dans les intelligences et pénétra dans les cœurs, la société se modifia : le nouveau point de vue changea les mœurs, et, sous la pression des idées et des mœurs, les institutions se transformèrent. L'esclavage disparut, et au lieu de voir les puissants s'assujettir leurs frères, on les vit se dévouer jusqu'à l'héroïsme pour leur procurer le pain de la vie présente, et aussi et surtout pour leur procurer le pain de la vie spirituelle, pour élever les âmes et les sanctifier. La guerre ne fut plus faite pour s'emparer des territoires d'autrui, et emmener hommes et femmes en esclavage, mais pour briser les obstacles qui s'opposaient à l'extension du royaume du CHRIST et procurer aux esclaves du démon la liberté des enfants de DIEU.

Faciliter, favoriser la liberté des hommes et des peuples dans ses démarches vers le bien, devint le but vers lequel les institutions sociales se portèrent, sinon toujours leur fin expressément déterminée. Et les âmes aspirèrent au ciel et travaillèrent à le mériter. La poursuite des biens temporels pour la jouissance

qu'on en peut tirer, ne fut plus l'unique ni même le principal objet de l'activité des chrétiens, du moins de ceux qui étaient vraiment imbus de l'esprit du christianisme, mais la poursuite des biens spirituels, la sanctification de l'âme, l'accroissement des vertus qui sont l'ornement et les vraies délices de la vie d'ici-bas, en même temps que les gages de la béatitude éternelle.

Les vertus acquises par les efforts personnels se transmettaient par l'éducation d'une génération à l'autre ; et ainsi se forma peu à peu la nouvelle hiérarchie sociale, fondée, non plus sur la force et ses abus, mais sur le mérite : en bas, les familles qui s'arrêtèrent à la vertu du travail ; au milieu, celles qui, sachant joindre au travail la modération dans l'usage des biens qu'il leur procurait, fondèrent la propriété par l'épargne ; en haut, celles qui, se dégageant de l'égoïsme, s'élevèrent aux sublimes vertus du dévouement pour autrui : peuple, bourgeoisie, aristocratie. La société fut basée et les familles échelonnées sur le mérite ascendant des vertus, transmises de génération en génération.

Telle fut l'œuvre du moyen âge. Durant son cours, l'Eglise accomplit une triple tâche. Elle lutta contre le mal qui provenait des diverses sectes du paganisme et le détruisit ; elle transforma les bons éléments qui se rencontraient chez les anciens Romains et les diverses races de barbares ; enfin elle fit triompher l'idée que Notre-Seigneur Jésus-Christ avait donnée de la vraie civilisation. Pour y arriver, elle s'était attachée d'abord à réformer le cœur de l'homme ; de là était venue la réforme de la famille, la famille avait réformé l'état et la société : voie inverse à celle que l'on veut suivre aujourd'hui.

Sans doute, croire que, dans l'ordre que nous venons de marquer, il n'y eut point de désordre, serait se tromper. L'esprit ancien, l'esprit du monde que Notre-Seigneur avait anathématisé, ne fut jamais, ne sera jamais complètement vaincu et anéanti. Toujours, même aux meilleures époques, et lorsque l'Eglise obtint sur la société le plus grand ascendant, il y eut des hommes de joie et des hommes de proie ; mais on voyait les familles monter à raison de leurs vertus ou décliner à raison de leurs vices ; on voyait les peuples se distinguer entre eux par leur civilisation, et le degré de civilisation se prendre des aspirations dominantes en chaque nation : elles s'élevaient lorsque ces aspi-

rations s'épuraient et montaient ; elles rétrogradaient lorsque leurs aspirations les portaient vers la jouissance et l'égoïsme. Quoiqu'il arrivât cependant, que nations, familles, individus s'abandonnassent aux instincts de la nature ou leur résistassent, l'idéal chrétien restait toujours inflexiblement maintenu sous le regard de tous par la Sainte Eglise.

L'élan imprimé à la société par le christianisme commença à se ralentir, avons-nous dit, au XIIIe siècle ; la liturgie le constate et les faits le démontrent, Il y eut d'abord arrêt, puis recul. Ce recul, ou plutôt cette nouvelle orientation, fut bientôt si manifeste qu'elle reçut un nom, la RENAISSANCE, renaissance du point de vue payen dans l'idée de la civilisation. Et avec le recul vint la déchéance. « En tenant compte de toutes les crises traversées, de tous les abus, de toutes les ombres au tableau, il est impossible de contester que l'histoire de France — même observation pour toute la république chrétienne — est une *ascension*, comme histoire d'une nation, tant que l'influence morale de l'Eglise y domine, et qu'elle devient une chute, malgré tout ce que cette chute a quelquefois de brillant et d'épique, dès que les écrivains, les savants, les artistes et les philosophes se substituèrent à l'Eglise et l'évincèrent de sa domination [1]. »

---

1. M. Maurice Talmeyr.

CHAPITRE VI

POINT DE DÉPART DE LA CIVILISATION MODERNE

Dans son admirable introduction à la *Vie de Ste Elisabeth*, M. de Montalembert dit du XIIIe siècle, qui fut,— du moins pour ce qui est du passé, — l'apogée de la civilisation chrétienne : « Jamais peut-être l'Épouse du CHRIST n'avait régné par un empire si absolu sur la pensée et sur le cœur des peuples... Alors, plus qu'à aucun autre moment de ce rude combat, l'amour de ses enfants, leur dévouement sans bornes, leur nombre et leur courage chaque jour croissants, les saints que chaque jour elle voyait éclore parmi eux, offraient à cette Mère immortelle des forces et des consolations dont elle n'a été depuis que trop cruellement privée. Grâce à Innocent III, qui continue l'œuvre de Grégoire VII, la chrétienté est une vaste unité politique, un royaume sans frontière, habité par des races multiples. Les seigneurs et les rois avaient accepté la suprématie pontificale. Il fallut que le protestantisme vînt pour détruire cette œuvre. »

Avant même le protestantisme, un premier et bien rude coup fut porté à la Société chrétienne dès 1308. Ce qui en faisait la force, c'était, comme le dit M. de Montalembert, l'autorité reconnue et respectée du Souverain Pontife. Cette autorité fut contredite, insultée et brisée par la violence et par l'astuce : le roi Philippe IV, par sa persécution contre le pape Boniface VIII, prépara ce grand schisme d'Occident qui décapita pour un moment le monde chrétien à la fin du XIVe siècle. Dès lors, la force commença à primer le droit, comme avant JÉSUS-CHRIST. On vit les guerres reprendre le caractère payen de conquête et perdre le caractère d'affranchissement. C'est la raison de ce dont nous avons été témoins de nos jours, pour ne rien dire de ce qui a précédé : l'occupation de Rome, l'agrandissement de la Prusse aux dépens de ses voisins, l'Europe impassible devant

le massacre des chrétiens par les Turcs, et l'immolation d'un peuple aux convoitises de l'empire britannique.

Le second coup fut porté par les savants, les artistes, les philosophes. Ces intellectuels se livrèrent avec passion à l'étude de la littérature et de l'art payens. Ils vécurent par l'esprit au milieu de la civilisation payenne, ils s'éprirent d'elle et alors, dans leur enivrement, ils jetèrent le mépris sur la civilisation chrétienne et s'efforcèrent de la faire disparaître. « Les anciens humanistes, dit fort bien Jean Janssen [1], n'avaient pas moins d'enthousiasme pour l'héritage grandiose légué par les peuples de l'antiquité que n'en eurent plus tard leurs successeurs. Avant ceux-ci, ils avaient vu dans l'étude de l'antiquité un des plus puissants moyens de cultiver avec succès l'intelligence humaine. Mais dans leur pensée, les classiques grecs et latins ne devaient pas être étudiés dans le but d'atteindre en eux et par eux le terme de toute éducation. Ils entendaient les mettre au service des intérêts chrétiens ; ils désiraient avant tout parvenir, grâce à eux, à une intelligence plus profonde du christianisme et à l'amélioration de la vie morale. Mus par les mêmes motifs, les Pères de l'Église avaient recommandé et encouragé l'étude des langues antiques. La lutte ne commença et ne devint nécessaire que lorsque les jeunes humanistes rejetèrent toute l'ancienne science théologique et philosophique comme n'étant que barbare, prétendirent que toute notion scientifique se trouve uniquement contenue dans les ouvrages des anciens, entrèrent en lutte ouverte avec l'Église et le *christianisme,* et trop souvent jetèrent un défi à la morale. »

Même observation au sujet des artistes. « L'Église, dit le même historien [2], avait mis l'art au service de DIEU, appelant les artistes à coopérer à la propagation du royaume de DIEU sur la terre et les invitant « à annoncer l'Évangile aux pauvres ». Les artistes, répondant fidèlement à cet appel, n'élevaient pas le beau sur un autel pour en faire une idole et l'adorer pour lui-même ; ils travaillaient « pour la gloire de DIEU ». Par leurs chefs-d'œuvre ils souhaitaient éveiller et augmenter dans les

1. *L'Allemagne à la fin du moyen âge*, p. 50.
2. *Ibid.*, p. 130.

âmes le désir et l'amour des biens célestes. Tant que l'art conserva les principes religieux qui lui avaient donné naissance, il fut dans un constant progrès. Mais dans la même mesure où s'évanouirent la fidélité et la solidité des sentiments religieux, il vit l'inspiration lui échapper. Plus il regarda les divinités étrangères, plus il voulut ressusciter et donner une vie factice au paganisme, et plus aussi il vit disparaître sa force créatrice, son originalité ; il tomba enfin dans une sécheresse et une aridité complète. »

Sous l'influence de ces intellectuels, la vie moderne prit une direction toute nouvelle qui fut l'opposé de la vraie civilisation. Car, comme l'a fort bien dit Lamartine :

« Toute civilisation qui ne vient pas de l'idée de DIEU est fausse.

» Toute civilisation qui n'aboutit pas à l'idée de DIEU est courte.

» Toute civilisation qui n'est pas pénétrée de l'idée de DIEU est froide et vide.

» La dernière expression d'une civilisation parfaite, c'est DIEU mieux vu, mieux adoré, mieux servi par les hommes [1]. »

Le changement s'opéra d'abord dans les âmes. Beaucoup perdirent la conception d'après laquelle toute fin est en DIEU pour adopter celle qui veut que tout soit en l'homme. « A l'homme déchu et racheté, dit fort bien M. Bériot, la Renaissance opposa l'homme ni déchu, ni racheté, s'élevant à une admirable hauteur par les seules forces de sa raison et de son libre arbitre. » Le cœur ne fut plus pour aimer DIEU, l'esprit pour le connaître, le corps pour le servir, et par là mériter la vie éternelle. La notion supérieure que l'Église avait mis tant de soin à fonder, et pour laquelle il lui avait fallu tant de temps, s'oblitéra dans celui-ci, dans celui-là, dans des multitudes ; comme au temps du paganisme, elles firent du plaisir, de la jouissance, le but de la vie ; elles en cherchèrent les moyens dans la richesse, et, pour l'acquérir, on ne tint plus autant compte des droits d'autrui. Pour les États, la civilisation ne fut plus la sainteté du grand nombre, et les institutions sociales des moyens ordonnés à pré-

1. Cité par Mgr Perraud, évêque d'Autun, lors des fêtes du centenaire du poète.

parer les âmes pour le ciel. De nouveau, ils renfermèrent la fonction de la société dans le temps, sans égard aux âmes faites pour l'éternité. Alors comme aujourd'hui, ils appelèrent cela le progrès ! « Tout nous annonce, s'écriait avec enthousiasme Campanello, le renouvellement du monde. Rien n'arrête la liberté de l'homme. Comment arrêterait-on la marche et le progrès du genre humain ? » Les inventions nouvelles, l'imprimerie, la poudre, le télescope, la découverte du Nouveau-Monde, etc., venant s'ajouter à l'étude des œuvres de l'antiquité, provoquèrent un enivrement d'orgueil qui fit dire : la raison humaine se suffit à elle-même pour gouverner ses affaires dans la vie sociale et politique. Nous n'avons pas besoin d'une autorité qui soutienne ou redresse la raison.

Ainsi fut renversée la notion sur laquelle la société avait vécu et par laquelle elle avait prospéré depuis Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Cela ne se fit point cependant sans résistance. Une multitude d'âmes restèrent et restent toujours attachées à l'idéal chrétien, et l'Église est toujours là pour le maintenir et travailler à son triomphe. De là, au sein de la société, le conflit qui dure depuis cinq siècles, et qui est aujourd'hui arrivé à l'état aigu.

La Renaissance est donc le point de départ de l'état actuel de la société. Tout ce dont nous souffrons vient de là. Si nous voulons connaître notre mal, et tirer de cette connaissance le remède radical à la situation présente, c'est à elle qu'il faut remonter [1].

Les Pères de l'Église, avons-nous dit, avaient recommandé l'étude des littératures anciennes, et cela pour deux raisons : ils trouvaient en elles un excellent instrument de culture intellectuelle, et ils en avaient fait un piédestal à la Révélation ; ainsi la raison est le support de la foi.

Fidèles à cette direction, l'Église, et en particulier les moines, mirent tous leurs soins à sauver du naufrage de la barbarie les auteurs anciens, à les copier, à les étudier, à les faire servir à la démonstration de la foi.

1. M. Jean Guiraud, professeur à la Faculté des lettres de Besançon, qui vient de publier un excellent livre sous ce titre : *L'Eglise et les Origines de la Renaissance*, nous servira de guide pour rappeler sommairement ce qui s'est passé à cette époque. Ce volume fait partie de la « Bibliothèque de l'enseignement de l'Histoire ecclésiastique » publiée chez Lecoffre.

Il était donc tout naturel que lorsque commença en Italie le renouveau littéraire et artistique, les papes s'y montrassent favorables.

Aux avantages ci-dessus marqués, ils voyaient s'en ajouter d'autres, d'un caractère plus immédiatement utile à cette époque. Dès le milieu du XIII[e] siècle, des relations suivies avaient été engagées entre la papauté et le monde grec pour obtenir le retour des Églises d'Orient à l'Église romaine. De part et d'autre on s'envoyait des ambassades. La connaissance du grec était nécessaire pour argumenter contre les schismatiques et leur offrir la lutte sur leur propre terrain.

La chute de l'Empire byzantin donna occasion pour ce genre d'études à une nouvelle et décisive impulsion. Les savants grecs, apportant en Occident les trésors littéraires de l'antiquité, excitèrent un véritable enthousiasme pour les lettres païennes, et cet enthousiasme ne se manifesta nulle part davantage que parmi les gens d'Église. L'imprimerie vint à point pour les multiplier et pour en rendre l'acquisition infiniment moins onéreuse.

Enfin l'invention du télescope et la découverte du Nouveau-Monde ouvraient aux pensées de plus larges horizons. Ici encore nous voyons les papes, et tout d'abord ceux d'Avignon, par leur zèle à envoyer des missionnaires dans les pays lointains, apporter un nouveau stimulant à la fermentation des esprits, bonne dans son principe, mais dont l'orgueil humain abusa, comme nous le voyons de nos jours abuser des progrès des sciences naturelles.

Les papes furent donc amenés, par toutes sortes de circonstances providentielles, à appeler et à fixer auprès d'eux les représentants attitrés du mouvement littéraire et artistique dont ils étaient témoins. Ils s'en firent un devoir et un honneur. Ils prodiguèrent les commandes, les pensions, les dignités à ceux qu'ils voyaient s'élever par leurs talents au-dessus des autres. Malheureusement, le regard fixé sur le but qu'ils voulaient atteindre, ils ne prirent point assez garde à la qualité des personnes qu'ils encourageaient ainsi.

Pétrarque, que l'on s'accorde à appeler « le premier des humanistes », trouva à la cour d'Avignon la plus haute protection, et y reçut la charge de secrétaire apostolique. Dès lors

s'établit à la cour pontificale la tradition de réserver les hautes fonctions de secrétaires apostoliques aux écrivains les plus en renom, de sorte que ce collège devint bientôt l'un des foyers les plus actifs de la Renaissance. On y vit de saints religieux tels que le Camaldule, Ambroise Traversari, mais malheureusement aussi de grossiers épicuriens tels que Pogge, Filelfe, l'Arétin et bien d'autres. Malgré la piété, malgré même l'austérité personnelle dont les papes de cette époque édifièrent l'Église [1], ils ne surent, à raison de l'atmosphère qui les enveloppait, se défendre d'une condescendance trop grande pour des écrivains qui, bien qu'à leur service, devinrent bientôt, par la pente à laquelle ils s'abandonnèrent, les ennemis de la morale et de l'Église. Cette condescendance s'étendit aux œuvres elles-mêmes bien que, somme toute, elles fussent la négation du christianisme.

Toutes les erreurs qui depuis ont perverti le monde chrétien, tous les attentats perpétrés contre ses institutions, ont eu là leur source ; on peut dire que tout cela a été préparé par les humanistes. Déjà Pétrarque avait puisé dans le commerce de l'antiquité des sentiments et des idées qui auraient affligé la cour pontificale, si elle en avait mesuré les conséquences. Lui, il est vrai, s'inclina toujours devant l'Église, sa hiérarchie, ses dogmes, sa morale ; mais il n'en fut pas ainsi de ceux qui le suivirent, et l'on peut dire que c'est lui qui les mit sur la voie mauvaise où ils s'engagèrent. Ses critiques contre le gouvernement pontifical autorisèrent Valla à saper le pouvoir temporel des papes, à dénoncer en eux les ennemis de Rome et de l'Italie, à les présenter comme les ennemis des peuples. Il alla

1. Martin V eut un goût constant pour la justice et la charité. Sa dévotion était grande ; il en donna des preuves éclatantes à plusieurs reprises, surtout lorsqu'il ramena d'Ostie les reliques de sainte Monique. Il supporta avec une résignation profondément chrétienne les deuils qui vinrent le frapper coup sur coup dans ses plus chères affections. Dès sa jeunesse, il avait distribué la plupart de ses biens aux pauvres.

Eugène IV conserva sur le trône pontifical ses habitudes austères de religieux. Sa simplicité et sa frugalité lui avaient fait donner par son entourage le surnom de *Abstenius.* C'est avec raison que Vespasiano célèbre la sainteté de sa vie et de ses mœurs.

Nicolas V voulut avoir dans son intimité le spectacle continu des vertus monastiques. Pour cela, il appela auprès de lui Nicolas de Cortone et Laurent de Mantoue, deux Chartreux, avec lesquels il aimait à s'entretenir des choses du ciel au milieu des tortures de sa dernière maladie.

même jusqu'à nier l'autorité spirituelle des Souverains Pontifes dans l'Église, refusant aux papes le droit de se dire les « vicaires de Pierre ». D'autres firent appel au peuple ou à l'empereur pour rétablir, soit la république romaine, soit l'unité italienne, soit un empire universel : toutes choses que nous voyons de nos jours, ou tentées (1848), ou réalisées (1870), ou présentées comme le terme des aspirations de la franc-maçonnerie.

Alberti prépara une autre sorte d'attentat, le plus caractéristique de la civilisation contemporaine. Juriste en même temps que littérateur, il composa un traité du droit. Il y proclamait « qu'à DIEU doit être laissé le soin des choses divines, et que les choses humaines sont de la compétence du juge ». C'était, comme l'observe M. Guiraud, proclamer le divorce de la société civile et de la société religieuse ; c'était ouvrir les voies à ceux qui veulent que les gouvernements ne poursuivent que des fins temporelles et restent indifférents aux spirituelles, défendent les intérêts matériels et laissent de côté les lois surnaturelles de la morale et de la religion ; c'était dire que les pouvoirs terrestres sont incompétents ou doivent être indifférents en matière religieuse, qu'ils n'ont point à connaître DIEU, qu'ils n'ont pas à faire observer sa loi. C'était en un mot formuler la grande hérésie sociale du temps présent, et ruiner par sa base la civilisation des siècles chrétiens. Le principe proclamé par ce secrétaire apostolique renfermait en germe toutes les théories dont se réclament nos modernes « défenseurs de la société laïque ». Il n'y avait qu'à laisser ce principe se développer pour arriver à tout ce dont nous sommes aujourd'hui les témoins attristés.

Attaquant ainsi par la base la société chrétienne, les humanistes renversaient en même temps dans le cœur de l'homme la notion chrétienne de sa destinée. « Le ciel, écrivait Collaccio Salutati dans ses *Travaux d'Hercule*, appartient de droit aux hommes énergiques qui ont soutenu de grandes luttes ou accompli de grands travaux sur la terre. » On tira de ce principe les conséquences qui en sortaient. L'idéal antique et naturaliste, l'idéal de Zénon, de Plutarque et d'Épicure, était de multiplier à l'infini les énergies de son être en développant harmonieusement les forces de l'esprit et celles du corps. Ce devint l'idéal que les fidèles de la Renaissance substituèrent dans leur conduite, aussi bien que dans leurs écrits, aux aspirations surnaturelles du christianisme. Ce fut de nos jours l'idéal que

Frédéric Nietzsche poussa à l'extrême en prônant la force, l'énergie, le libre développement de toutes les passions comme devant faire arriver l'homme à un état supérieur à celui où il se trouve, comme devant produire le *surhomme* [1].

Pour ces intellectuels, et ceux qui les écoutèrent, et ceux qui jusqu'à nos jours se sont faits leurs disciples, l'ordre surnaturel fut, plus ou moins complètement, mis de côté ; la morale devint la satisfaction donnée à tous les instincts ; la jouissance sous toutes ses formes fut l'objet de leurs poursuites. La glorification du plaisir était le sujet préféré des dissertations des humanistes. Laurent Valla affirmait dans son traité *De Voluptate* que « le plaisir est le vrai bien, et qu'il n'y a d'autres biens que le plaisir ». Cette conviction l'amena, lui et bien d'autres, à poëtiser les pires débauches. Ainsi étaient prostitués les talents qui auraient dû être employés à vivifier la littérature et l'art chrétiens.

Sur tous les points, le divorce se faisait donc entre les tendances de la Renaissance et les traditions du christianisme. Tandis que l'Église continuait à prêcher la déchéance de l'homme, à affirmer sa faiblesse et la nécessité d'un secours divin pour l'accomplissement du devoir, l'humanisme prenait les devants sur Jean-Jacques Rousseau pour proclamer la bonté de la nature : il déifiait l'homme. Tandis que l'Église assignait à la vie humaine une raison et un but surnaturels, plaçant en Dieu le terme de notre destinée, l'humanisme, redevenu païen, limitait à ce monde et à l'homme lui-même l'idéal de la vie.

De l'Italie, le mouvement gagna les autres parties de l'Europe.

En Allemagne, le nom de Reuchlin fut, sans que ce savant le voulût, le cri de guerre de tous ceux qui travaillèrent à détruire les Ordres religieux, la scolastique et, en fin de compte, l'Église elle-même. Sans le scandale qui se fit autour de lui, Luther et ses disciples n'eussent jamais osé rêver ce qu'ils ont accompli.

Aux Pays-Bas, Érasme prépara, lui aussi, les voies à la Réforme par son *Eloge de la Folie.* Luther ne fit que proclamer

---

1. La glorification de ce que les américanistes appellent « les vertus actives » semble bien aussi venir de là, par l'intermédiaire du protestantisme.

tout haut et exécuter hardiment ce qu'Érasme n'avait cessé d'insinuer.

La France s'était également empressée d'accueillir chez elle les lettres humaines ; elles n'y produisirent point, du moins dans l'ordre des idées, d'aussi mauvais effets. Il n'en fut point de même pour les mœurs. « Depuis que les mœurs des étrangers ont commencé à nous plaire, — dit le grand chancelier du Vair, qui a vu ce dont il parle, — les nôtres se sont tellement perverties et corrompues, que nous pouvons dire : Longtemps il y a que nous ne sommes plus français. »

Nulle part les chefs de la société n'eurent assez de clairvoyance pour opérer le départ de ce qu'il y avait de sain et de ce qu'il y avait d'infiniment dangereux dans le mouvement d'idées, de sentiments, d'aspirations qui reçut le nom de Renaissance. De sorte que partout l'admiration pour l'antiquité payenne passa de la forme au fond, des lettres et des arts à la civilisation. Et la civilisation commença à se transformer pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui, en attendant d'être ce qu'elle se montrera demain.

Dieu cependant ne laissa point son Église sans secours, en cette épreuve pas plus qu'en aucune autre. Des saints, entre autres saint Bernardin de Sienne, ne cessèrent d'avertir et de montrer le danger. Ils ne furent point écoutés. Il fallut le cataclysme de la Réforme pour ouvrir les yeux sur les séductions malsaines de la Renaissance.

CHAPITRE VII

LA RÉFORME ET LA RÉVOLUTION, FILLES DE LA RENAISSANCE

Dans son livre *La Réforme en Allemagne et en France*, un ancien magistrat, M. le comte J. Boselli, raconte que M. Paulin Paris, un des savants les plus érudits sur le moyen âge et l'un de ceux qui le connurent le mieux, dit un jour en sa présence, à un interlocuteur qui s'étonnait de la grande différence de la France moderne avec celle d'autrefois, obscurcie par les ténèbres du moyen âge : « Détrompez-vous, le moyen âge n'était pas si différent des temps modernes que vous le croyez : *les lois étaient différentes, ainsi que les mœurs et les coutumes ;* mais les passions humaines étaient les mêmes. Si l'un de nous se trouvait transporté au moyen âge, il verrait autour de lui des laboureurs, des soldats, des prêtres, des financiers, des inégalités sociales, des ambitions, des trahisons. CE QUI EST CHANGÉ, C'EST LE BUT DE L'ACTIVITÉ HUMAINE. » On ne pouvait mieux dire. Les hommes du moyen âge étaient de même nature que nous, nature inférieure à celle des anges et de plus déchue.Ils avaient nos passions, se laissaient comme nous entraîner par elles, souvent à des excès plus violents. Mais le but était la vie éternelle : les mœurs, les lois et les coutumes s'en étaient inspirées ; les institutions religieuses et civiles dirigeaient les hommes vers leur fin dernière, et l'activité humaine se portait, en premier lieu, à l'amélioration de l'homme intérieur.

Aujourd'hui, le point de vue a changé, le but n'est plus le même ; ce qui est voulu, ce qui est poursuivi, non par des individus isolés, mais par l'impulsion donnée à toute l'activité sociale, c'est l'amélioration des conditions de la vie présente pour arriver à une plus grande, à une plus universelle jouissance. Ce qui compte comme « progrès », ce n'est point ce qui

contribue à une plus grande perfection morale de l'homme, mais ce qui accroît sa domination sur la matière et la nature, afin de les mettre plus complètement et plus docilement au service de son bien-être temporel.

Ce changement date, avons-nous dit, de la Renaissance. C'est de là que viennent les idées modernes : indépendance de la raison vis-à-vis de la Révélation, indépendance de la société civile vis-à-vis de l'Église, indépendance de la morale vis-à-vis de la loi de DIEU. Ces idées, jetées dans l'esprit des hommes de cette époque, ont germé, ont fermenté, n'ont cessé de travailler la société chrétienne pour la refaire d'après la nouvelle conception de la vie. De cette fermentation sont sortis trois puissants efforts de transformation : la Réforme, la Révolution, et ce dont nous sommes actuellement témoins.

Il ne faut pas croire que les humanistes, littérateurs et artistes, dont nous avons vu les aberrations au triple point de vue intellectuel, moral et religieux, ne formassent que de petits cénacles clos, sans écho, sans action au dehors. D'abord, les artistes parlaient aux yeux de tous ; et lorsque, pour ne prendre que cet exemple, Filarète emprunta à la mythologie la décoration des portes de bronze de la basilique de Saint-Pierre, il n'édifia certainement pas le peuple qui s'y rendait. De plus, c'est à la cour des princes que les humanistes avaient leurs académies ; c'est là qu'ils composaient leurs livres ; c'est là qu'ils répandaient leurs idées, qu'ils étalaient leurs mœurs ; et c'est toujours d'en haut que descend tout mal et tout bien, toute perversion comme toute édification.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si la Réforme, qui fut une première tentative d'application pratique des idées nouvelles émises par les humanistes, fut reçue et propagée avec tant d'ardeur par les princes en Allemagne et ailleurs et si elle trouva dans le peuple un si facile accueil.

La résistance fut assez faible en Allemagne ; elle fut plus vigoureuse en France. Le christianisme avait pénétré plus profondément dans les âmes de nos pères que partout ailleurs ; combattu en théorie par la Renaissance, il survécut plus longtemps dans la manière de vivre, de penser et de sentir. De là, chez nous, une lutte plus acharnée et plus prolongée. Elle commença par les guerres de religion, elle se continua dans

la Révolution, elle dure toujours. Par d'autres moyens que dans le principe, se continue toujours le conflit entre l'esprit payen, qui veut renaître, et l'esprit chrétien, qui veut se maintenir. Aujourd'hui, comme dès le premier jour, l'un et l'autre veulent triompher de leur adversaire : le premier, par la violence qui ferme les écoles libres, dépouille et exile les religieux et menace les églises; le second, par le recours à DIEU et la continuation de l'enseignement chrétien, en se servant de tous les moyens qui restent à sa disposition.

Les diverses péripéties de ce long drame tiennent en suspens le ciel, la terre et l'enfer; car si la France finit par rejeter le venin révolutionnaire, elle se fera dans le monde entier le restaurateur de la civilisation chrétienne qu'elle fut la première à comprendre, à adopter et à propager. Si elle succombe, le monde a tout à craindre.

Le protestantisme nous vint de l'Allemagne et surtout de Genève, se communiqua d'individu à individu, gagna de province en province. L'historien allemand et protestant Ranke nous dit quel fut son grand moyen de séduction : la licence, que la Renaissance avait mise en honneur. « Beaucoup de gens embrassèrent la Réforme, dit-il, avec l'espérance qu'elle leur assurerait une plus grande liberté dans la conduite privée. » C'est qu'en effet il y a entre le catholicisme et le protestantisme, tel qu'il fut prêché par Luther, une différence radicale sous ce rapport. Le catholicisme promet des récompenses futures à la vertu et menace le vice de châtiments éternels; par là, il met aux passions humaines le frein le plus puissant. La Réforme, elle, venait promettre le paradis à tout homme, même le plus criminel, sous la seule réserve d'un *acte de foi intérieur* à sa justification personnelle par l'imputation des mérites du CHRIST. Si, par le seul effet de cette persuasion qu'il est facile de se donner, les hommes sont assurés d'aller en paradis tout en continuant à se livrer au péché, même au crime, bien sot serait celui qui renoncerait à se procurer ici-bas tout ce qu'il trouve à sa portée.

La présence dans un pays profondément catholique de personnes ayant ces principes et s'efforçant de les propager, devait déjà amener dans l'État un certain trouble; il devint profond lorsque le protestantisme ne se contenta plus de prêcher aux

individus la foi sans les œuvres, mais se sentit assez fort pour vouloir s'emparer du royaume afin de l'arracher à ses traditions et le façonner à sa guise.

Depuis Clovis, le catholicisme n'avait pas cessé un seul jour d'être la religion de l'État. Des traditions carlovingiennes et mérovingiennes, c'est la seule qui fut conservée complètement intacte jusqu'à la Révolution. Durant un demi-siècle, les protestants essayèrent de séparer de sa Mère la fille aînée de l'Église ; ils usèrent alternativement de la ruse et de la force pour s'emparer du gouvernement, pour mettre le peuple français si catholique sous le joug des Réformateurs, comme ils venaient de le faire en Allemagne, en Angleterre, en Scandinavie. Ils furent sur le point de réussir.

Après la mort de François de Guise, les Huguenots étaient maîtres de tout le Midi. Ils n'hésitèrent pas, pour s'emparer du reste, à faire appel aux Allemands et aux Anglais, leurs coreligionnaires. Aux Anglais, ils abandonnèrent le Havre ; aux Allemands, ils promirent l'administration des évêchés de Metz, Toul et Verdun [1]. Enfin, avec la Rochelle, eux-mêmes avaient matériellement créé un État dans l'État. Leur intention était de substituer à la monarchie chrétienne un gouvernement et un genre de vie « modelés sur ceux de Genève », c'est-à-dire, la république [2]. « Les Huguenots, dit Tavannes, sont en train de fonder une démocratie. » Le plan en avait été tracé dans le Béarn, et les États du Languedoc en réclamaient l'exécution en 1573. C'est que cette forme de gouvernement, en donnant aux agitateurs un facile accès aux premières charges de l'État, leur procure la puissance pour propager leurs doctrines ; en même

---

1. Voir Ranke.

2. M. Hanotaux (*Histoire du cardinal de Richelieu*, t. XII, 2e partie, p. 184), justifie ainsi la révocation de l'édit de Nantes :

« La France ne pouvait être forte, tant qu'elle renfermerait dans son sein un corps organisé, en pleine paix, sur le pied de guerre, avec chefs indépendants, cadres militaires, places de sûreté, budget et justice à part, armée toujours prête à prendre la campagne. Fallait-il reconnaître l'existence d'un Etat dans l'Etat? Pouvait-on admettre que des Français nombreux et ardents eussent toujours la menace à la bouche et la rébellion dans le cœur? Tolérerait-on leur perpétuel et insolent recours à l'étranger? Un Etat ne saurait subsister, s'il est ainsi divisé contre lui-même. Pour assurer l'unité du royaume, pour ramasser toutes les forces nationales, en vue des luttes extérieures qui se préparaient, il fallait donc miner le corps des huguenots en France ou l'amener à composition. »

temps, elle répond mieux aux idées d'indépendance qui étaient le fond de la Réforme, au droit que la Renaissance voulait conférer à l'homme de se diriger lui-même vers l'idéal de bonheur qu'elle lui présentait. La France, par leur fait, était au bord de l'abîme.

La situation n'était pas moins critique pour l'Église catholique. Elle venait de perdre l'Allemagne, la Scandinavie, l'Angleterre et la Suisse ; les Pays-Bas s'insurgeaient contre elle. L'apostasie de la France, si elle venait à se produire, devait causer dans le monde entier le scandale le plus pernicieux et l'ébranlement le plus profond : d'autant plus que l'Espagne devait suivre. L'objectif le plus constant de tout le parti protestant, auquel Coligny ne cessa de travailler, était d'entraîner la France dans une ligue générale avec tous les États protestants pour écraser l'Espagne, seule grande nation catholique restée puissante. C'eût été la ruine complète de la civilisation chrétienne.

Dieu ne le permit pas et la France non plus. Les Valois faiblissaient, hésitaient, variaient dans leur politique. La Ligue naquit pour prendre en main la défense de la foi, pour la maintenir dans le pays et dans le gouvernement du pays. Les catholiques, qui formaient encore la presque totalité des Français [1], voulurent avoir des chefs absolument inébranlables dans leur foi. Ils choisirent la maison de Guise. « Quelque appréciation que l'on porte sur les guerres de religion, dit M. Boselli, il est impossible de méconnaître que la maison de Guise fut, pendant toute cette période, l'incarnation même de la religion de l'État, du culte national et traditionnel auquel tant de Français demeuraient attachés. Elle personnifia l'idée de la fidélité catholique. Les Guise fussent très probablement devenus rois de France si Henri III s'était fait protestant, ou si Henri IV ne s'était pas fait catholique. »

Dieu voulut conserver à la France sa race royale, comme il

1. Les protestants n'étaient que quatre cent mille en 1558. C'est le chiffre que donne l'historien protestant Ranke. Castelnau, témoin bien renseigné, va plus loin ; il affirme que les protestants étaient au reste de la nation dans la proportion de 1 à 100. C'est pour cette poignée de calvinistes que les catholiques virent leur pays ravagé pendant cinquante ans.

l'avait fait une première fois par la mission donnée à Jeanne d'Arc. L'héritier du trône, d'après la loi salique, était Henri de Navarre, élève de Coligny, protestant et chef des protestants. DIEU changea son cœur. La France recouvra la paix, et Louis XIII et Louis XIV remirent notre pays sur le chemin de la civilisation catholique. Disons cependant que ce dernier commit cette faute, qui devait avoir de si graves conséquences, de vouloir la déclaration de 1682. Elle portait dans ses flancs la constitution civile du clergé, elle commençait l'œuvre néfaste entre toutes, de la sécularisation qui se poursuit aujourd'hui jusque dans ses dernières conséquences.

Louis XV, qui se livra aux mœurs de la Renaissance, vit l'œuvre de déchristianisation commencée par la Réforme, reprise par Voltaire et les Encyclopédistes précurseurs de Robespierre, ancêtres de ceux qui nous gouvernent actuellement. Taine l'a fort bien dit : « La Réforme n'est qu'un mouvement particulier dans une révolution qui commença avant elle. Le XIV[e] siècle ouvre la marche ; et depuis, chaque siècle n'est occupé qu'à préparer dans l'ordre des idées de nouvelles conceptions et dans l'ordre pratique de nouvelles institutions. Depuis ce temps-là, la société n'a plus retrouvé son guide dans l'Église, ni l'Église son image dans la société [1]. »

Le protestantisme avait échoué ; la France, après les guerres de religion, était restée catholique. Mais un mauvais levain avait été déposé en son sein. Sa fermentation produisit, outre la corruption des mœurs, trois toxiques d'ordre intellectuel : le gallicanisme, le jansénisme et le philosophisme. Leur action sur l'organisme social amena la Révolution, second et bien plus terrible assaut porté à la civilisation chrétienne.

Comme tout était chrétien dans la constitution française, tout était à détruire. La Révolution s'y employa consciencieusement. En quelques mois, elle fit table rase du gouvernement de la France, de ses lois et de ses institutions. Elle voulait « façonner un peuple nouveau » : c'est l'expression qu'on retrouve, à chaque page, sous la plume des rapporteurs de la Convention ; bien mieux : « refaire l'homme » lui-même.

Aussi, les Conventionnels, conformément à la conception nou-

---

1. *Études sur les Barbares et le Moyen Age*, p. 374-375.

velle que la Renaissance avait donnée des destinées humaines, ne bornèrent point leur ambition à la France ; ils voulurent inoculer la folie révolutionnaire aux peuples voisins, à tout l'univers. Leur ambition était de renverser l'édifice social pour le rebâtir à neuf. « La Révolution, disait Thuriot à l'Assemblée législative, en 1792, n'est pas seulement pour la France ; nous en sommes comptables à l'humanité. » Siéyès avait dit avant lui, en 1788 : « Élevons-nous tout d'un coup à l'ambition de vouloir nous-mêmes servir d'exemple aux nations [1]. » Et Barrère, au moment où les États-Généraux se réunissaient à Versailles : « Vous êtes, dit-il, appelés à recommencer l'histoire. »

On voit le chemin qu'a fait l'idée de la Renaissance ; combien elle se montrait plus achevée dans son développement et plus audacieuse dans son entreprise qu'elle n'avait paru, un siècle auparavant, dans la Réforme.

Dans son numéro d'avril 1896, *Le Monde* maçonnique disait : « Quand ce qui a été longtemps regardé comme un idéal se réalise, les horizons plus larges d'un idéal nouveau offrent à l'activité humaine, toujours en marche vers un meilleur avenir, de nouveaux champs d'exploration, de nouvelles conquêtes à faire, de nouvelles espérances à poursuivre. »

Cela est vrai dans la voie du bien. Comme le dit le Psalmiste, le juste a disposé dans son cœur des degrés pour s'élever jusqu'à la perfection qu'il ambitionne. (Ps. LXXXIII, 6-7.) Cela est également vrai dans la voie du mal.

Les hommes de la Renaissance ne portèrent pas leurs vues — du moins tous — aussi loin que ceux de la Réforme. Les hommes de la Réforme furent dépassés par ceux de la Révolution. La Renaissance avait déplacé le lieu du bonheur et changé ses conditions ; elle avait déclaré le voir en ce bas monde. L'autorité religieuse restait pour dire : « Vous vous trompez ; le bonheur est dans le Ciel. » La Réforme écarta l'autorité ; mais elle gardait le livre des Révélations divines, qui continuait à tenir le même langage. Le Philosophisme nia que DIEU eût jamais parlé aux hommes, et la Révolution s'efforça de noyer ses témoins dans le sang.

Le *Journal des Débats*, en l'un de ses nos d'avril 1852, reconnaissait cette filiation : « Nous sommes révolutionnaires ; mais

1. *Qu'est-ce que le Tiers-État ?*

nous sommes les fils de la Renaissance et de la philosophie avant d'être fils de la Révolution. »

Inutile de nous étendre longuement sur l'œuvre entreprise par la Révolution. Elle détruisit d'abord l'ordre ecclésiastique. « Pendant douze cents ans et davantage, suivant l'expression énergique de Taine, le clergé avait travaillé à la construction de la société comme architecte et comme manœuvre, d'abord seul, puis presque seul » ; on le mit dans l'impossibilité de continuer son œuvre, on voulut le mettre dans l'impossibilité de jamais la reprendre. Puis on supprima la royauté, le lien vivant et perpétuel de l'unité nationale, le justicier de tout ce qui voulait y porter atteinte. On se débarrassa de la noblesse, gardienne des traditions, et des corporations ouvrières, elles aussi conservatrices du passé. Puis, toutes ces sentinelles écartées, on se mit à l'œuvre, beaucoup pour détruire, ce qui était facile, peu pour réédifier, ce qui l'était moins.

Nous n'avons point à faire ici le tableau de ces ruines et de ces constructions. Disons seulement que, pour ce qui est de l'édifice politique, la Révolution s'empressa de proclamer la République, que la Renaissance avait rêvée pour Rome même, que les protestants avaient déjà voulu substituer en France à la monarchie, et qui aujourd'hui fait si bien les œuvres de la franc-maçonnerie.

Disciples de J.-J. Rousseau, les Conventionnels de 1792 donnèrent pour fondement au nouvel édifice ce principe, que l'homme est bon par nature; là-dessus, ils élevèrent la trilogie maçonnique : liberté, égalité, fraternité. Liberté à tous et pour tout, puisqu'il n'y a en l'homme que de bons instincts ; égalité, parce que, également bons, les hommes ont des droits égaux en tout ; fraternité, ou rupture de toutes les barrières entre individus, familles, nations, pour laisser le genre humain s'embrasser dans une République universelle.

En fait de religion, on organisa le culte de la nature. Les humanistes de la Renaissance l'avaient appelé de leurs vœux. Les protestants n'avaient osé pousser la Réforme jusque-là. Nos révolutionnaires le tentèrent.

Ils n'en vinrent point du premier coup à cet excès. Ils commencèrent par appeler le clergé catholique à leurs fêtes.

Talleyrand pontifia le 14 juillet 1790, à la grande Fête de la Fédération, entouré des 40 aumôniers de la garde nationale, portant sur leurs aubes des écharpes tricolores, orchestré par 1.800 musiciens, en présence de 25.000 députés et de 400.000 spectateurs. Mais bientôt il ne voulut plus même de ces exhibitions, plus « patriotiques » que religieuses : « Il ne convient pas, dit-il, que la religion paraisse dans les fêtes publiques, il est plus religieux de l'en écarter. »

Le culte national écarté, il fallait en chercher un autre. Mirabeau en proposa un fort abstrait : « L'objet de nos fêtes nationales, dit-il, doit être seulement le culte de la liberté et le culte de la loi. »

Cela parut maigre. Boissy-d'Anglas regretta tout haut le temps où « les institutions politiques et religieuses » se prêtaient un mutuel secours, où « une religion brillante » se présentait avec des dogmes qui promettaient « le plaisir et le bonheur », ornée de toutes les cérémonies qui frappent les sens, des fictions les plus riantes, des illusions les plus douces.

Ses vœux ne tardèrent pas à être exaucés. Une religion nouvelle fut fondée, ayant ses dogmes, ses prêtres, son dimanche, ses saints. DIEU fut remplacé par l'Être suprême et la déesse Raison, le culte catholique par le culte de la Nature [1].

« Le grand but poursuivi par la Révolution, disait Boissy-d'Anglas, c'est de ramener l'homme à la pureté, à la simplicité de la nature. » Poètes, orateurs, Conventionnels, ne cessaient de faire entendre des invocations à « la Nature ». Et le dictateur Robespierre marquait en ces mots les tendances, la volonté des novateurs : « Toutes les sectes doivent se confondre d'elles-mêmes devant la religion universelle de la Nature [2]. » C'est actuellement ce que veut l'Alliance Israélite Universelle, ce à quoi elle travaille, ce qu'elle a mission d'établir dans le monde, seulement avec moins de précipitation et plus de savoir-faire.

Rien ne pouvait mieux répondre aux aspirations des humanistes de la Renaissance. Dans la fête du 10 août 1793, une statue de la Nature fut élevée sur la place de la Bastille, et le pré-

---

1. A la fête de l'Être suprême, c'est la Nature qui reçut les hommages de Robespierre et des représentants de la nation. Voir *A la recherche d'une religion civile*, par l'abbé Sicard, p. 133-144. Nous empruntons à ce livre les faits que nous rapportons ici.

2. Discours du 7 mai 1794.

sident de la Convention, Hérault de Séchelles, lui adressa cet hommage au nom de la France officielle : « Souveraine des sauvages et des nations éclairées, ô Nature ! ce peuple immense, assemblé aux premiers rayons du jour devant ton image, est digne de toi. Il est libre ; c'est dans ton sein, c'est dans tes sources sacrées, qu'il a recouvré ses droits, qu'il s'est régénéré. Après avoir traversé tant de siècles d'erreurs et de servitude, il fallait rentrer dans la simplicité de tes voies pour retrouver la liberté et l'égalité. Nature, reçois l'expression de l'attachement éternel des Français pour tes lois ! »

Le procès-verbal ajoute : « A la suite de cette espèce d'hymne, seule prière, depuis les premiers siècles du genre humain, adressée à la Nature par les représentants d'une nation et par ses législateurs, le président a rempli une coupe, de forme antique, de l'eau qui coulait du sein de la Nature : il en a fait des libations autour de la Nature, il a bu dans la coupe et l'a présentée aux envoyés du peuple français. » On le voit, le culte est complet : prière, sacrifice, communion.

Avec le culte, les institutions. « C'est par les institutions, écrivait le ministre de police Duval, que se composent l'opinion et la moralité des peuples [1]. » Parmi ces institutions, celle jugée la plus nécessaire pour faire oublier au peuple ses anciennes habitudes religieuses et lui en faire prendre de nouvelles, fut le Décadi ou dimanche civil. Aussi, est-ce à cette création que la République dépensa le plus de décrets et d'efforts. Au Décadi vinrent s'ajouter des fêtes annuelles : fêtes politiques, fêtes civiles, fêtes morales. Les fêtes politiques avaient pour but, selon Chénier, de « consacrer les époques immortelles où les différentes tyrannies se sont écroulées sous le souffle national, et les grands pas de la raison qui franchissent l'Europe et vont frapper les bornes du monde [2]. » La fête républicaine par excellence était celle du 21 janvier, parce qu'on y célébrait « l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français ». Il y avait aussi la fête de la fondation de la République, fixée au 1er vendémiaire. La grande fête nationale, ressuscitée de nos jours, était celle de la fédération ou du serment, fixée au 14 juillet.

Pour la morale, il y avait la fête de la jeunesse, celles du

1. *Moniteur* des 9, 10 et 11 pluviôse, an VII.
2. Discours du 5 novembre 1793. *Moniteur* du 8.

mariage, de la maternité, des vieillards et surtout celles des droits de l'homme. Bien d'autres fêtes furent sinon instituées et célébrées, du moins décrétées ou proposées.

Comme couronnement fut inventé un calendrier républicain fondé tout entier sur l'agriculture. C'était une consécration solennelle du nouveau culte, le culte de la Nature.

Tel était l'aboutissement fatal des idées que la Renaissance avait semées dans les esprits. La Réforme en avait essayé une réalisation timide, imparfaite ; elle s'était contentée d'abâtardir le christianisme ; la Révolution l'anéantit autant qu'il était en elle, et sur ses ruines éleva des autels à la Raison et à la Volupté. On sait où ce culte conduisit. Barbé-Marbois, dans son rapport au Conseil des Anciens, dénonçait la jeunesse scolaire comme « dépassant dans ses excès toutes les limites, et jusqu'à celles que la nature elle-même semble avoir assignées aux désordres de l'enfance ». Et à l'autre extrémité de la vie, tous les documents de l'époque nous montrent les trépassés livrés à « d'impurs fossoyeurs », les familles s'habituant à « considérer les restes d'un époux, d'un père, d'un enfant, d'un frère, d'une sœur, d'un ami, comme ceux de tout autre animal dont on se débarrasse ». En 1800, le citoyen Cambry, chargé par l'administration centrale de la Seine de faire un rapport sur l'état des sépultures à Paris, ne crut pouvoir le publier qu'en latin, tant il y avait de honte dans ces funérailles barbares. Souvent les corps étaient donnés en pâture aux chiens.

Tous ceux qui avaient gardé quelque honnêteté s'épouvantaient du désordre des mœurs ainsi arrivé à son comble et réclamaient le rétablissement du culte catholique. Il n'avait jamais cessé d'être pratiqué au mépris de la vie. Des prêtres étaient restés au milieu des populations, qui s'exposaient à tous les périls pour favoriser l'exercice clandestin du saint ministère.

En 1800, l'œuvre de restauration s'imposait, toutes les créations destinées à remplacer le christianisme étaient tombées dans un discrédit absolu et universel. Les Conseils généraux étaient unanimes à le reconnaître et à le déclarer [1].

---

1. Analyse des procès-verbaux des Conseils généraux des départements pour l'an VIII et l'an IX. Bibl. nationale.

TROISIÈME SECTION

L'AGENT MYSTÉRIEUX

CHAPITRE VIII

LA FRANC-MAÇONNERIE A SES DÉBUTS

Plusieurs fois déjà, nous avons parlé de la franc-maçonnerie, fait allusion à la part qu'elle a prise à la transformation de la société chrétienne. Il est temps de considérer de plus près ses agissements.

Dans une Lettre pastorale, écrite en 1878, Mgr Martin, évêque de Natchitoches, aux États-Unis, parlant de la conjuration antichrétienne qui, à l'heure actuelle, s'étend au monde entier, disait :

« En présence de cette persécution d'une universalité jusqu'ici inouïe, de la simultanéité de ses actes, de la *similarité* des moyens qu'elle emploie, nous sommes forcément amenés à conclure l'existence d'une direction donnée, d'un plan d'ensemble, d'une forte organisation qui exécute un but arrêté vers lequel tout tend.

» Oui, elle existe, cette organisation, avec son but, son plan et la direction occulte à laquelle elle obéit ; société compacte malgré sa dissémination sur le globe ; société mêlée à toutes les sociétés sans relever d'aucune ; société d'une puissance au-dessus de toute puissance, celle de DIEU exceptée ; société terrible, qui est, pour la société religieuse comme pour les sociétés civiles, pour la civilisation du monde, non pas seulement un danger, mais le plus redoutable des dangers. »

Léon XIII a exposé en ces termes le but que poursuit cette organisation internationale.

« Le dessein suprême de la franc-maçonnerie est de RUINER DE FOND EN COMBLE *toute la discipline religieuse et sociale qui est née des institutions chrétiennes*, ET DE LUI EN SUBSTITUER UNE NOUVELLE

façonnée à son idée, et *dont les principes fondamentaux et les lois sont empruntés au* NATURALISME [1]. »

L'idée de substituer à la civilisation chrétienne une autre civilisation fondée sur le naturalisme, est née, avons-nous dit, au milieu du XIVe siècle ; l'effort surhumain tenté pour la réaliser, eut lieu à la fin du XVIIIe. On conçoit difficilement que, combattue pendant tout ce temps par l'Église, elle ait subsisté et se soit développée à travers quatre siècles, pour éclater enfin avec cette puissance, si l'on ne suppose qu'à travers ce long espace, il s'est trouvé des hommes pour s'en transmettre la garde et la propagande de génération en génération et en préparer le triomphe.

Ces hommes, puisqu'ils conspiraient contre l'état de choses existant, avaient tout intérêt à se cacher de leur vivant, et à ne laisser après eux que le moins de traces possible de l'existence de leur association et de leur complot.

Cependant des indices sérieux permettent de croire que l'idée des humanistes a été recueillie par la franc-maçonnerie dès le XVe siècle, et que c'est la franc-maçonnerie qui en a tenté la réalisation au XVIIIe.

Les francs-maçons prétendent faire remonter leur origine au temple de Salomon, et même être les héritiers des mystères du paganisme. Nous n'avons point à examiner ici le bien ou le mal fondé de ces prétentions ; mais nous devons voir si, dans les temps modernes, la secte a été vraiment l'âme de la transformation sociale commencée par la Renaissance, continuée dans la Réforme, et qui veut aboutir par la Révolution [2].

La seconde génération des humanistes, plus encore que la première, introduisit dans les esprits une façon absolument païenne de concevoir l'existence. Cette tendance devait enfin provoquer la résistance de l'autorité suprême de l'Église. C'est ce qui arriva sous le règne de Paul II. Ce Pape renouvela le collège des abréviateurs de la chancellerie et en fit sortir tous

1. Encyclique du 20 avril 1884.

2. On remarquera entre ces trois mots : *REnaissance*, *RÉforme*, *RÉvolution*, une parenté manifeste. Ils marquent les grandes étapes d'un même mouvement.

ceux qui n'étaient point d'une intégrité et d'une honnêteté parfaites. Cette mesure porta aux dernières limites la colère de ceux qui avaient à en souffrir. Pendant vingt nuits de suite, ils assiégèrent les portes du palais pontifical sans arriver à se faire admettre. L'un d'eux, Platina, écrivit alors au Pape pour le menacer d'aller trouver les rois et les princes, et les inviter à convoquer un concile devant lequel Paul II aurait à se disculper de sa conduite envers eux. Cette insolence le fit arrêter et enfermer au fort Saint-Ange.

Les autres eurent des réunions chez un des leurs, Pomponius Letus, dont Pastor dit que « jamais peut-être savant n'a imprégné son existence de paganisme antique au même degré que lui ». Il professait pour la religion chrétienne le plus profond mépris, et ne cessait de se répandre en discours violents contre ses ministres[1].

Ces réunions donnèrent naissance à une société qu'ils appelèrent l'Académie romaine. Une foule de jeunes gens, payens d'idées et de mœurs, vinrent s'y adjoindre. En entrant dans ce cénacle, ils quittaient leur nom de baptême pour en prendre d'autres portés dans l'antiquité, et choisis même parmi les plus mal famés. En même temps, ils s'appropriaient les vices les plus scandaleux du paganisme. Valaterranus a reconnu que ces réunions et les fêtes qu'on y célébrait étaient « le début d'un mouvement devant aboutir à l'abolition de la religion ».

Arriva-t-il un moment où ils ne se crurent plus en sûreté dans la maison de Pomponius? Toujours est-il que les noms des membres de l'Académie romaine se trouvent inscrits dans les catacombes; que Pomponius Letus y est qualifié « *Pontifex maximus* » et Pantagathus, « prêtre »[2]. A ces noms sont jointes des inscriptions ayant trait à la débauche. Ils n'eurent pas honte de les graver sur ces parois si profondément vénérables. L'historien Gregovorius n'hésite pas à nommer cette Académie, « une loge de francs-maçons classiques ». Elle avait choisi les ténèbres des catacombes pour mieux cacher son existence à l'autorité; et, en donnant à ses chefs les titres de « prêtre » et

---

1. Voir, pour tous ces faits, HISTOIRE DES PAPES *depuis la fin du moyen âge*. Ouvrage écrit d'après un grand nombre de documents inédits extraits des archives secrètes du Vatican et autres, par le Dr Louis Pastor, T. IV, p. 32-72.

2. Voir de Rossi, *Roma sott.*, T. I, p. 3 et suiv.

de « Souverain Pontife », elle marquait bien qu'elle n'était pas une société littéraire, mais une sorte d'Eglise en opposition avec l'Eglise catholique, une religion, cette religion de la Nature que la Révolution voulut plus tard substituer en France à la religion de DIEU Créateur, Rédempteur, Sanctificateur.

A l'impiété et à la licence payennes ils avaient donné pour compagne l'idée républicaine. Un des derniers jours de février 1468, Rome apprit à son réveil que la police venait de découvrir une conspiration contre le Pape et d'opérer de nombreuses arrestations, principalement contre les membres de l'Académie. Le projet était d'assassiner Paul II et de proclamer la république romaine. « On ne dissipera sans doute jamais entièrement, dit Pastor, l'obscurité qui plane sur cette conjuration. » Cela peut tenir à ce qu'elle fut le fait d'une société secrète. Elle était en même temps internationale. Déjà, à cette époque, ses ramifications paraissent s'être étendues bien au delà des Etats Pontificaux. Cet internationalisme apporte une nouvelle probabilité à l'opinion que les humanistes, ou bien ont été les fondateurs de la franc-maçonnerie, ou bien s'affilièrent à cette association ténébreuse qui ne cesse, depuis des siècles, de poursuivre, en même temps que l'anéantissement de l'Église catholique, l'établissement d'une république universelle. Nous donnerons plus loin les preuves de cette double assertion.

L'action de la franc-maçonnerie s'accentue à l'époque de la Réforme et son existence devient plus manifeste.

C'est au seizième siècle, dit N. Deschamps, à l'année 1535, que remonte le plus ancien document authentique des loges maçonniques. Il est connu sous le nom de *Charte de Cologne.* Il nous révèle l'existence, ancienne déjà, remontant peut-être à deux siècles, d'une ou plusieurs sociétés secrètes existant clandestinement dans les divers États de l'Europe, et en antagonisme direct avec les principes religieux et civils qui avaient formé la base de la société chrétienne.

N. Deschamps donne des preuves de l'authenticité de cette charte [1]. L'original s'en trouve dans les archives de la mère-loge d'Amsterdam, qui conserve en même temps l'acte de sa propre constitution, daté de 1519.

---

1. La voir à l'appendice : *Les Sociétés secrètes et la Société* (II, 323-325).

Tout est remarquable dans ce document, les faits, les idées et les noms des signataires. Il nous révèle l'existence et l'activité, depuis un siècle au moins, — ce qui nous reporte au delà de Paul II et de la société secrète des humanistes, — d'une société s'étendant déjà dans tout l'univers, entourée du secret le plus profond, ayant des initiations mystérieuses, obéissant à un chef suprême ou patriarche, connu seulement de quelques maîtres.

« N'obéissant à aucune puissance du monde, disent les signataires, et soumis seulement aux supérieurs élus de notre association répandue sur la terre entière, nous exécutons leurs commissions occultes et leurs ordres clandestins par un commerce de lettres secrètes et par leurs mandataires chargés de commissions expresses. »

Ils disent encore : « Nous ne donnerons accès à nos mystères qu'à ceux qui, examinés et éprouvés par des tourments corporels, se seront liés et consacrés à nos assemblées par un serment horrible et détestable ».

Ils recommandent à tous les collaborateurs, à qui cette charte sera communiquée ou pourra parvenir plus tard, de ne jamais « s'écarter de ce document de vérité ».

Enfin, ils caractérisent la distinction entre eux et le monde profane par ces mots que l'on trouve dans tous les documents de la maçonnerie : « le monde éclairé » et « le monde plongé dans les ténèbres »,mots qui expriment le tout de la franc-maçonnerie, car son but est de faire passer des ténèbres du christianisme à la lumière de la pure nature, de la civilisation chrétienne à la civilisation payenne.

Parmi les signataires de cette charte, se trouvent non seulement Philippus Mélanchthon, le grand ami de Luther[1], Herman de Viec, archevêque-électeur de Cologne, qui dut être mis au ban de l'empire pour sa connivence avec les protestants, Jacobus d'Anvers, prévôt des Augustins de cette ville, et Nicolas Van Noot, qui encoururent l'un et l'autre les mêmes reproches, mais aussi Coligny, le chef du parti calviniste en France.

---

1. L'éditeur de Mélanchthon, le savant Bretschneider, dit : « Mélanchthon recevait dans son intimité des étrangers qu'il n'avait jamais vus auparavant, et il les recommandait chaleureusement partout où ils allaient et subvenait à leurs besoins de toute sorte. Je ne sais si une *pareille familiarité* avait pour cause seulement les vertus de ces hommes ou bien la renommée de Mélanchthon et *la doctrine qui lui était commune avec eux.* »

Douze ans auparavant, quatre ans après la constitution de la loge d'Amsterdam, Franz de Seckongen, dont la révolte avait manqué de mettre toute l'Allemagne en guerre civile, mourait de ses blessures dans son château-fort de Landstuchl, assiégé par les princes alliés de Trèves, de la Hesse et du Palatinat. « Où sont, s'écriait-il, tous nos amis? Où sont les seigneurs d'Arnberg, de Furstenberg, de Zollern, les Suisses, mes amis, alliés de Strasbourg, et *tous les amis de la fraternité* qui m'avaient tant promis et qui m'ont si mal tenu parole? » M. Z. Janssen, dans son ouvrage : *L'Allemagne et la Réforme*, demande : « De quels éléments était composée cette FRATERNITÉ dont parle le mourant? Il n'est pas impossible que la réponse se trouve dans ce qui précède. » Il est en effet à remarquer que les villes où, d'après la Charte de Cologne, des loges étaient établies, sont celles où le protestantisme trouva ses premiers adhérents.

De ces faits, nous voyons sortir une probabilité sérieuse, que la franc-maçonnerie eut une part très grande dans le mouvement d'idées qui se manifesta à la Renaissance, et qui voulut s'imposer à la société chrétienne par la Réforme, soit qu'elle existât déjà, soit qu'elle doive son existence aux humanistes, qui l'auraient créée précisément pour incarner en quelque sorte en elle leur conception de la vie et leur conception de la société. A ses origines, la franc-maçonnerie devait s'envelopper d'un secret bien plus impénétrable qu'elle ne le peut de nos jours, après une action continuée durant plusieurs siècles ; de là la difficulté d'y retrouver ses traces. Mais la part qu'elle prit à la Révolution donne aux indices que nous venons de recueillir une valeur probante qu'ils n'auraient point aussi grande par eux-mêmes; car c'est bien la pensée des humanistes, telle que nous l'avons vue, que la Révolution a voulu réaliser dans la destruction de l'Église catholique et dans l'établissement du culte de la nature.

CHAPITRE IX

LA FRANC-MAÇONNERIE DÉNONCÉE

L'effort de la franc-maçonnerie pour renverser la civilisation chrétienne devient manifeste dans l'œuvre de la Révolution.

Louis Blanc reconnaît bien que c'est là le but qu'elle poursuivit : « Dans le grade du *chevalier du soleil*, lorsqu'une réception avait lieu, le Très Vénérable commençait par demander au premier surveillant : « Quelle heure est-il ? » Et celui-ci devait répondre : « *L'heure de l'obscurité parmi les hommes* ». Interrogé à son tour sur les motifs qui l'amenaient, le récipiendaire répondait : « Je viens chercher la lumière, car mes compagnons et moi nous sommes égarés à travers la nuit qui couvre le monde. Des nuages obscurcissent Hesperus, l'étoile de l'Europe ; ils sont formés par l'encens que la superstition offre aux despotes ». On ne peut dire plus clairement que la civilisation catholique a jeté l'Europe dans les ténèbres, que le genre humain a perdu de vue la fin naturelle de l'homme, et que la franc-maçonnerie s'est donné la mission de lui ouvrir les yeux.

Longtemps les historiens ont écarté délibérément la franc-maçonnerie de l'histoire ; et par là ils ont présenté la Révolution sous un jour faux et trompeur.

M. Wallon, en publiant les procès-verbaux qui furent dressés sur l'heure, nous a enfin exposé les faits tels qu'ils se sont produits ; mais il ne remonte pas aux causes et aux agents premiers qui ont amené ce cataclysme, aux idées dont la propagande l'a rendu possible. Tocqueville et Taine, qui ont apporté dans l'étude de la Révolution une critique si éclairée, n'ont point porté leurs investigations sur le domaine des sociétés secrètes.

Les agissements de la franc-maçonnerie en ces derniers temps ont donné l'éveil. On la voit nous préparer de nouveaux bouleversements et de nouvelles ruines. On se demande si les

malheurs et les crimes qui ont marqué la fin du XVIII[e] siècle ne lui sont pas imputables. M. Maurice Talmeyr a fait récemment une conférence qu'il a ensuite publiée en brochure, sous ce titre : *La Franc-Maçonnerie et la Révolution française.* M. Copin-Abancelli, M. Prache et d'autres s'appliquèrent, dans différentes publications, à faire sortir des ténèbres soigneusement entretenues, la part prise par les sociétés secrètes dans la Révolution. Pour leur démonstration, ils purent puiser dans l'ouvrage publié, il y a trente ans, par N. Deschamps, sous ce titre : *Les sociétés secrètes et la société*, complété en 1880 par Claudio Jannet. Et ceux-ci avaient mis largement à contribution un ouvrage antérieur, publié en pleine Révolution, en 1798, par Barruel : *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme.*

Ces Mémoires ne donnent point, comme le titre pourrait le faire croire, des documents à mettre en œuvre pour faire l'histoire des crimes commis par les Jacobins ; ce que Barruel, dans ses cinq volumes, s'appliqua à fournir aux futurs historiens de la Terreur, ce sont les renseignements qui leur permettraient d'établir le point de départ, les agents premiers et les causes cachées de la Révolution. « Dans la Révolution Française, dit-il, tout, jusqu'à ses forfaits les plus épouvantables, tout a été prévu, médité, combiné, résolu, statué ; tout a été l'effet de la plus profonde scélératesse, puisque tout a été amené par des hommes qui avaient seuls le fil des conspirations ourdies dans des sociétés secrètes, et qui ont su choisir et hâter le moment propice aux complots. »

La conviction de cette préméditation et de ces conspirations résulte de la lecture de ses cinq volumes. En tête du quatrième, dans le « Discours préliminaire », il demande : « Comment les adeptes secrets du moderne Spartacus (Weishaupt) ont-ils présidé à tous les forfaits, à tous les désastres de ce fléau de brigandage et de férocité appelé la « Révolution » ? *Comment président-ils encore à tous ceux que la secte médite pour consommer la dissolution des sociétés humaines ?* (Ce qu'elle méditait de reprendre au lendemain même de la Révolution, elle l'exécute aujourd'hui sous nos yeux. Ce sont bien encore les francs-maçons qui président à tout ce que nous voyons). En consacrant ces derniers volumes à éclairer ces questions, je ne me flatte pas de les résoudre avec toute la précision et les détails des hommes

qui auraient eu la faculté de suivre la secte « Illuminée » dans ses souterrains, sans perdre un instant de vue les chefs ou les adeptes... En recueillant les traits qui me sont dévoilés, je n'en aurai pas moins assez pour signaler la secte partout où les forfaits signalent sa fatale influence ».

On comprend le puissant, le poignant intérêt que présente la lecture de cet ouvrage à l'heure actuelle. Ce qui se passe, ce à quoi nous assistons, est le second acte du drame commencé il y a un siècle. C'est la même Révolution, ravivée à son foyer, avec l'intention que Barruel avait déjà pu constater, d'en étendre l'incendie au monde entier. Il nous en montre le dessein, la volonté, exprimés dès le commencement du XVIII[e] siècle. Les conjurés pourront-ils arriver à leurs fins qui sont d'anéantir la société chrétienne ? C'est le secret de DIEU, mais c'est aussi le nôtre. Car l'issue de la Révolution dépend de l'usage que nous voulons faire de notre liberté, aussi bien que des décrets éternels de DIEU.

C'est pour soutenir, pour encourager les bonnes volontés, que Barruel a écrit ses *Mémoires :* « C'est pour triompher enfin de la Révolution et à tout prix, non pour désespérer qu'il faut étudier les fastes de la secte. Soyez pour le bien aussi zélés qu'elle a su l'être pour le mal. Que l'on sache vouloir sauver les peuples ; que les peuples sachent eux-mêmes vouloir sauver leur religion, leurs lois et leur fortune, comme elle sait vouloir les détruire, et les moyens de salut ne manqueront pas. » C'est bien aussi la volonté et l'espérance que nous voudrions voir sortir de la lecture du *Problème de l'heure présente*.

Avant de donner ici un bien court résumé de l'œuvre de Barruel, il est bon de faire entrer nos lecteurs en connaissance avec l'auteur, afin qu'ils sachent quel crédit ils doivent lui accorder.

Augustin Barruel est né le 2 octobre 1741. Son père était lieutenant du bailliage du Vivarais. Il fit ses études et entra dans la Compagnie de Jésus. Lorsqu'elle fut menacée, il se rendit en Autriche où il prononça ses premiers vœux. Il séjourna pendant quelques années en Bohême, puis en Moravie et fut professeur à Vienne, au collège Thérésien. On l'envoya ensuite en Italie et à Rome. Il revint en France après la suppression de son Ordre. Sa fortune le rendant indépendant, il se consacra tout entier aux travaux philosophiques et historiques, et publia dès lors des

ouvrages qui, bien qu'en plusieurs volumes, atteignirent jusqu'à cinq éditions.

De 1788 à 1792, il rédigea presque seul le *Journal ecclésiastique*, publication hebdomadaire des plus précieuses pour l'histoire littéraire et ecclésiastique de la seconde moitié du XVIIIe siècle. En en prenant la direction, Barruel dit à ses lecteurs : « Nous sentons tout le poids et toute l'étendue des devoirs que nous nous imposons. Nous ne prévoyons pas, sans en être effrayé, toute l'assiduité qu'ils exigent, en nous interdisant désormais toute occupation qui pourrait nous en distraire. Mais voué par état au culte du vrai DIEU, à la défense de nos vérités saintes, que ces mêmes devoirs vont nous devenir chers ! Oui, ce jour sous lequel nous aimons à considérer nos fonctions de journaliste ecclésiastique, nous les rend précieuses ». Il porta dans toutes ses œuvres cet esprit de foi.

Plus les jours devenaient mauvais, plus l'abbé Barruel déployait de zèle et de vaillance. Il changeait fréquemment de domicile pour échapper aux mandats d'arrêt. Après le 10 août, il dut suspendre la publication de son journal et passer en Normandie. De là, il se réfugia en Angleterre.

Il y publia, à Londres, en 1794, une *Histoire du Clergé de France pendant la Révolution*. C'est là aussi qu'il conçut le plan de son grand ouvrage : *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*. Il travailla quatre ans à réunir et préparer les matériaux des premières parties. Les tomes un et deux parurent à Londres en 1796.

En 1798, ils furent réimprimés à Hambourg, accompagnés du troisième, celui sur la secte des Illuminés. Les deux derniers parurent également à Hambourg en 1803. Barruel en publia une seconde édition, « revue et corrigée par l'auteur », en 1818, deux ans avant sa mort, à Lyon, chez Théodore Pitrat.

Il faut lire cet ouvrage tout entier, si l'on veut connaître le fond de la Révolution. Pour l'écrire, l'abbé Barruel a eu les révélations directes de plusieurs des principaux personnages de l'époque, et il a trouvé en Allemagne une série de documents de premier ordre. « Je dois au public, — dit-il dans les *Observations préliminaires* du troisième volume, celui qui fait connaître les Illuminés, — un compte spécial des ouvrages dont je tire mes preuves. » Il donne la liste des principaux, au nombre de

dix, avec une notice sur chacun d'eux, qui permet de juger de leur authenticité. La liste des ouvrages se complète par celle de plusieurs autres documents moins importants. Il ajoute : « En voilà bien assez pour voir que je n'écris pas sur les Illuminés sans connaissance de cause. Je voudrais, par reconnaissance, pouvoir nommer ceux dont la correspondance m'a fourni bien de nouveaux secours, des lettres, des mémoires, que je ne saurais trop apprécier ; mais cette reconnaissance leur deviendrait fatale. » Et plus loin : « Ce que je cite, je l'ai devant moi, je le traduis ; et quand je traduis, ce qui arrive souvent, des choses étonnantes, des choses que l'on croirait à peine avoir pu être dites, je cite le texte même, invitant chacun à l'expliquer, ou bien à se le faire expliquer et à vérifier. Je rapproche même les divers témoignages, toujours le livre en main. Je ne mentionne pas une seule loi dans le Code de l'Ordre, sans les preuves de la loi ou de la pratique. »

De retour en France, il fut consulté au sujet de la promesse de fidélité à la Constitution, substituée, par arrêté du 28 décembre 1799, à tous les serments antérieurs. Il publia, le 8 juillet 1800, un avis favorable. Ses raisons, très nettes, jointes aux explications du *Moniteur*, déclaré journal officiel, décidèrent M. Emery et le conseil archiépiscopal de Paris à se prononcer en faveur de la légitimité de la promesse. Quelques-uns, à cette occasion, accusèrent Barruel de flatter Bonaparte pour se ménager ses faveurs. Loin de flatter, l'abbé Barruel a été d'une audace inouïe : en parlant du premier Consul; il l'appelle « le fléau de DIEU ». En 1800, il ajoute : « Tous les princes de l'Europe reconnaîtraient la République, je ne vois pas que pour cela Louis XVIII en fût moins le véritable héritier de Louis XVI. Je suis Français. Le consentement des autres souverains sur cet objet est aussi nul pour moi que celui des Jacobins ; il peut bien diminuer mon espoir, retrancher des moyens ; il ne fait rien au droit [1]. »

Barruel ne rentra en France qu'en 1802. Il y prit la défense du Concordat et publia à ce sujet son traité *Du Pape et de ses droits religieux à l'occasion du Concordat* [2].

Pendant l'Empire, Barruel se tint à l'écart, ne reçut ni place, ni traitement. Il entreprit la réfutation de la philosophie de

1. *L'Évangile et le clergé français. Sur la soumission des pasteurs dans les révolutions des empires*, p. 75, Londres.
2. Paris, 1803, deux vol. in-8°.

Kant. Lors de l'affaire du cardinal Maury, il fut soupçonné par Napoléon d'avoir propagé le Bref de Pie VII, et il fut emprisonné à l'âge de 70 ans. La police le poursuivit encore aux Cent-Jours. Il termina sa vie dans la maison de ses pères, à Villeneuve-de-Bery, à l'âge de quatre-vingts ans, le 5 octobre 1820.

Il était nécessaire d'entrer dans ces détails pour montrer à quel point cet auteur mérite notre confiance. Voici qui achèvera de la lui concilier.

Durant les cinq et sept ans qui s'écoulèrent entre la publication des trois premiers volumes et des deux derniers, son ouvrage fut lu et il suscita des observations de la part des francs-maçons. « Suivant quelques-uns de ces FF.·., dit Barruel, j'en ai beaucoup trop dit ; suivant les autres, il s'en faut bien que j'aie tout dit. On sait que les premiers sont du nombre de ceux que j'ai compris dans l'exception des FF.·. trop honnêtes pour être admis dans les derniers mystères ; et les autres, de ceux qui, après avoir tout vu dans les arrière-loges, ont enfin rougi et se repentent d'avoir pu mériter les honneurs maçonniques. Je dois aux uns et aux autres des remerciements, mais je leur dois aussi une réponse. » Cette réponse il la leur donne, en montrant qu'il a dit tout ce qu'il devait dire, et rien que ce qu'il devait dire.

D'autres maçons s'irritèrent de se voir ainsi dévoilés et accusèrent Barruel de mauvaise foi. Ce fut surtout l'œuvre d'un Anglais, Griffith, rédacteur de la *Monthly Review*. Cet écrivain trouve passables, satisfaisantes même les preuves que Barruel donne de la conspiration contre l'autel ; mais il dit que celles de la conspiration contre les trônes sont imparfaitement démontrées. En particulier, l'abolition de la royauté en France est due, dit-il, à des circonstances locales, plus qu'aux vœux et aux complots des inspirateurs de la Révolution. Disant cela, il ne fait pas la moindre mention des preuves apportées par Barruel en faveur de sa thèse.

Pour répondre à l'accusation de mauvaise foi, Barruel fait observer qu'il a donné, et qu'il donne de nouveau, les textes dans leur langue originale à côté de la traduction qu'il en a faite. Et pour ce qui est des plus importants des documents auxquels il se réfère, il dit que non seulement il est loisible à chacun de consulter les volumes imprimés, mais de contrôler ces volumes

sur les manuscrits qui se trouvent aux archives royales de Munich. Barruel fait plus : il offre à son accusateur un rendez-vous à Munich pour lui montrer dans les *écrits originaux* les preuves évidentes de sa calomnie. Griffith se garda bien de s'y rendre et il refusa même de publier dans sa Revue la réponse de Barruel.

Weishaupt, le fondateur de l'Illuminisme, vint prêter main forte à Griffith, qui était sans doute l'un de ses adeptes. Barruel donna aussi à Weishaupt rendez-vous aux archives de Munich, où il pourrait revoir les originaux de ses propres lettres dont il contestait l'existence ou le texte. « Mais, ajoutait Barruel, comme il ne saurait y *paraître sans s'exposer à être pendu* (*à cause de* ses crimes contre les mœurs), il pourra nommer un procureur. » Il n'y alla ni en personne, ni par procuration.

CHAPITRE X

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES A L'ŒUVRE

I. — LES ENCYCLOPÉDISTES

Voltaire a été l'un des premiers et des plus puissants agents de la Révolution.

Elle se propose, avons-nous dit, après M. de Haller, après Léon XIII, après bien d'autres, et mieux encore d'après ses propres aveux, l'anéantissement de toute religion et le renversement de toute autorité. Voltaire s'est chargé de la première partie de ce programme, sinon en totalité, du moins en sa partie la plus haute, l'anéantissement de la religion du CHRIST.

Conçut-il ce projet de lui-même, ou lui fut-il suggéré? Condorcet ne le dit point, mais il nous donne cette information : « Ce fut en Angleterre que Voltaire jura de consacrer sa vie à ce projet; et il a tenu parole [1]. »

Ce serment le fit-il dans son for intérieur, ou le prêta-t-il à des conjurés? C'est cette dernière supposition qui paraît la plus vraisemblable. « Ce fut en Angleterre », dit Cordorcet. Or, à son premier voyage en ce pays (1725-1728), Voltaire fut reçu franc-maçon dans l'une des sodalités décrites par Toland dans son *Pantheisticon* dédié *Lectori Philometho et Philaleti*. (Cette appellation de Philalèthes sera celle d'une des loges de Paris les plus avancées dans le mouvement révolutionnaire). Pendant ces trois ans de séjour sur le sol anglais, Voltaire mena « la vie d'un Rose-Croix toujours ambulant et toujours caché ».

Nous ne sommes plus ici dans les ténèbres infranchissables des premières époques de la franc-maçonnerie, nous sommes, comme l'observe Claudio Jannet, sur un terrain historique par-

---

1. Condorcet. *Vie de Voltaire.*

faitement sûr. C'est de l'époque du voyage de Voltaire en Angleterre et de son initiation dans la franc-maçonnerie par les Anglais, que date la fondation des premières loges en France, du moins de celles constituées pour préparer la Révolution [1]. Elles furent établies par des Anglais, et dans des villes où les relations avec eux étaient fréquentes. Telles furent celles de Dunkerque et de Mons en 1721, de Paris en 1725, de Bordeaux en 1732, de Valenciennes en 1735, du Havre en 1739.

La première loge centrale établie chez nous prit le nom de *Grande loge anglaise de France*, et le diplôme d'autorisation lui fut délivré en 1743 par la Grande-Loge d'Angleterre. Les deux premiers Grands-Maîtres en furent deux Anglais : lord Dervent-Water et lord d'Harnouester.

Ces notes ne sont point inutiles. L'Angleterre a eu toujours une grande part dans les révolutions du continent, et toujours elle a su en tirer un grand profit. La Révolution française a anéanti notre flotte, nous a fait perdre nos colonies, et a assuré à l'Angleterre l'empire des mers dont elle jouit depuis lors [2]. La révolution qui commence actuellement en Russie peut avoir pour effet de laisser à celle qui en manifeste si hautement sa joie, la libre possession des Indes.

A Voltaire s'adjoignirent d'abord d'Alembert, Frédéric II et Diderot. Voltaire fut le chef de la conspiration, d'Alembert en fut l'agent le plus rusé, Frédéric le protecteur, souvent le conseil, Diderot en fut l'enfant perdu. Tous quatre étaient pénétrés d'une profonde haine contre le christianisme : Voltaire parce qu'il en

---

1. Les francs-maçons *(Liberi Muratorii)* furent condamnés pour la première fois par Clément XII en 1738.

2. M. Lacourt-Gayet vient de publier en un volume très documenté le résumé de son cours à l'École supérieure de marine. Nous y voyons que, après l'époque de Colbert, le règne de Louis XVI fut la période la plus éclatante de notre puissance maritime. Durant les quinze ans qui précédèrent la Révolution, nous avons, pour la première et pour la dernière fois jusqu'à présent, pu nous poser en rivaux des Anglais dans la possession de l'empire des mers.

La Révolution survient et les phénomènes « d'anarchie spontanée » se manifestent immédiatement dans les ports de guerre. Dès avant la réunion des Etats généraux, les clubs, les municipalités prétendent se substituer à l'autorité militaire qui ne tarde pas à se trouver radicalement annihilée. Les équipages désertent. Souvent on constate que les navires de guerre appareillent avec un déficit de soixante à cent hommes. Que l'Angleterre ait tiré un immense profit de ce désordre, la preuve n'en est pas à faire. Y collabora-t-elle directement ? Dans une lettre à un de ses amis, lord Granville a confessé que « le gouvernement britannique a l'habitude

jalousait le divin Auteur et tous ceux dont Il a fait la gloire, d'Alembert parce qu'il était né le cœur méchant, Frédéric parce qu'il ne connaissait le catholicisme que par ses ennemis, Diderot parce qu'il était fou de la nature, dont il voulait, comme les humanistes, substituer le culte à celui du DIEU vivant. Ils entraînèrent un grand nombre d'hommes de tous rangs dans leur conspiration.

De retour à Paris vers 1730, Voltaire ne fit point mystère de son projet d'anéantir le christianisme contre lequel il avait déjà publié tant d'écrits. M. Hérault, lieutenant de police, lui reprochant un jour son impiété lui dit : « Vous avez beau faire, quoi que vous écriviez, vous ne viendrez jamais à bout de détruire la religion chrétienne. » Voltaire répondit : « C'est ce que nous verrons [1]. » Il disait encore : « Je suis las de leur entendre répéter que douze hommes ont suffi pour établir le christianisme, et j'ai envie de leur prouver qu'il n'en faut qu'un pour le détruire [2]. »

Mais ce qui montre le mieux son dessein, c'est le mot qui revient constamment sous sa plume et sur ses lèvres. « Tous les conspirateurs, dit Barruel, ont un langage secret, un mot du guet, une formule inintelligible au vulgaire, mais dont l'explication secrète dévoile et rappelle sans cesse aux adeptes le grand objet de leur conspiration. La formule choisie par Vol-

---

d'exciter et d'entretenir sur le territoire français des désordres intérieurs. » De son côté, lord Mansfield a déclaré en plein parlement que « l'argent dépensé pour fomenter une insurrection en France serait bien employé ».

Plus récemment, en 1899, alors que l'Angleterre était engagée dans la guerre du Transvaal, le fils du ministre des colonies, M. Chamberlain fils, disait dans une correspondance intime publiée par *Le Jura* de Porrentruy : « Outre les assurances du gouvernement français, nous sommes garantis de toutes représailles de Fachoda par les événements intérieurs qui vont se dérouler en France. Si nous ne pouvons guère compter sur l'affaire Dreyfus qui est usée ; si le procès de la Haute-cour ne semble pas créer une sensation suffisante pour absorber l'attention de la nation, nous savons que, dès la rentrée du Parlement de Paris, le gouvernement introduira, avec l'appui de la majorité, différents bills contre les catholiques, qui, par leur violence, pourront plonger la France dans un état de surexcitation extrême et détourner l'attention des Français du sud de l'Afrique. Mon pére n'a marché qu'avec toutes les garanties du côté de la France. »

Comment expliquer une telle assurance et une telle complicité si ce n'est par l'entente et l'action des sociétés secrètes internationales ?

1. Condillac. *Vie de Voltaire.*

2. *Ibid.*

taire consista dans ces deux mots : « Ecrasez l'infâme ». « Ce qui m'intéresse, écrivait-il à Damilaville [1], c'est l'avilissement de l'infâme. » « Engagez tous les frères à poursuivre l'infâme de vive voix et par écrit sans lui donner un moment de relâche ». « Faites, tant que vous pourrez, les plus sages efforts pour écraser l'infâme ». « On oublie que la principale occupation doit être d'écraser l'infâme ». « Telle est notre situation que nous sommes l'exécration du genre humain, si (dans cet effort) nous n'avons pas pour nous les honnêtes gens (les gens de haute condition). Il faut donc tous les avoir, à quelque prix que ce soit : Ecrasez l'infâme, vous dis-je [2]. »

Quel est cet infâme qu'il fallait ainsi poursuivre sans relâche, avilir, écraser, à quelque prix que ce fût et par les efforts de tous les conjurés ?

Dans la bouche de Voltaire et dans celle de tous ses adeptes, ces mots signifiaient constamment : Ecrasez la religion qui adore JÉSUS-CHRIST. Ecrasez JÉSUS-CHRIST. Les preuves abondent dans leur correspondance. Ecrasez l'infâme, c'est défaire ce qu'ont fait les apôtres ; c'est combattre Celui qu'ont combattu les déistes et les athées ; c'est courir sus à tout homme qui se déclare pour JÉSUS-CHRIST. C'est le sens qu'y attache Voltaire, et ce sens n'est pas moins évident sous la plume des autres. Le christianisme, la secte chrétienne, la superstition christicole sont synonymes sous la plume de Frédéric. D'Alembert est plus réservé dans l'usage de ce mot, mais il le prend toujours dans la pensée que Voltaire y attache. Les autres conjurés n'entendent pas autrement le « mot du guet ». Ils ne le trouvent pas trop fort pour exprimer le vœu diabolique qui est dans leur cœur. L'étendue qu'ils donnent à leur complot ne doit pas laisser sur la terre le moindre vestige de la doctrine et du culte du divin Sauveur.

Les conjurés se trouvèrent complètement organisés au retour de Voltaire après son séjour en Prusse, vers la fin de 1752.

Pour écraser l'infâme, le moyen qu'ils crurent devoir employer avant tout autre fut d'attaquer la foi dans les âmes. « Miner sourdement et sans bruit l'édifice, écrivait Frédéric à Voltaire, c'est l'obliger à tomber de lui-même » (29 juillet 1775). Cepen-

---

1. Lettre du 15 juin 1762.
2. Lettres à Damilaville, à d'Alembert, à Thercot, à Saurin.

dant, même en cela, d'Alembert avertissait d'être prudent et de ne vouloir point arriver trop vite. « Si le genre humain s'éclaire, disait-il en constatant l'effet produit par l'Encyclopédie, c'est qu'on a pris la précaution de ne l'éclairer que peu à peu. »

Les conjurés faisaient de l'Encyclopédie le dépôt de toutes les erreurs, de tous les sophismes, de toutes les calomnies inventées jusque-là contre la religion. Mais il était convenu qu'elle ne verserait le poison que de façon insensible. Un art admirable fut employé pour arriver à ce résultat. « Sans doute, écrivait d'Alembert à Voltaire, nous avons de mauvais articles (c'est-à-dire des articles orthodoxes) de théologie et de métaphysique. Avec des censeurs théologiens et un privilège, je vous défie de les faire meilleurs. Il y a des articles moins au jour où tout est réparé [1]. » On savait profiter des occasions pour glisser ces articles réparateurs. « Pendant la guerre des Parlements et des Evêques, avait écrit Voltaire à d'Alembert l'année précédente (13 novembre 1756), vous aurez le loisir de farcir l'Encyclopédie de vérités qu'on n'aurait pas osé dire il y a vingt ans. » Et à Damilaville : « Je mets toutes mes espérances dans l'Encyclopédie [2]. » De fait, elle fut, au dire de Diderot, un gouffre où des espèces de chiffonniers jetèrent pêle-mêle une infinité de choses mal venues, mal digérées, bonnes, mauvaises, incertaines et toujours incohérentes ; et cela, parce que, d'après le même, on voulait insinuer ce qu'on ne pouvait dire ouvertement sans révolter.

Tandis qu'ils cherchaient à ébranler les fondements de la foi, les conjurés travaillaient à faire disparaître ses défenseurs, et tout d'abord les religieux. Ce fut le second moyen qu'ils employèrent pour arriver à leurs fins.

Dès 1743, Voltaire fut chargé d'une mission secrète auprès du roi de Prusse, dans le but de séculariser les principautés ecclésiastiques.

En France, il n'y avait pas d'électeurs ecclésiastiques à dépouiller, mais il y avait des Ordres à supprimer. Les premiers attaqués furent les Jésuites. Choiseul donna la raison de ce choix : « L'éducation qu'ils donnent étant détruite, tous les autres

1. Lettre du 24 juillet 1757.
2. Lettres du 23 mai 1764.

corps religieux tomberont d'eux-mêmes. » On sait comment ils arrivèrent à leur suppression.

Le troisième moyen fut le colportage. La correspondance des conjurés les montre attentifs à se rendre compte mutuellement des ouvrages qu'ils préparent contre le christianisme, du fruit qu'ils en attendent, de l'art avec lequel ils s'emploient à en assurer le succès. Ils les faisaient imprimer pour la plupart en Hollande, et il en paraissait de nouveaux chaque mois.

Pour obtenir la faculté de les répandre, ils avaient à la cour des hommes puissants, même des ministres qui savaient faire taire la loi et favoriser ce commerce d'impiété. C'est en reconnaissance de cet étrange usage de l'autorité qui leur était confiée, que Voltaire s'écriait : « Vive le ministère de France ! Vive Choiseul[1] ! » Malesherbes, qui avait la surintendance de la librairie, était, pour cette propagande, d'intelligence avec d'Alembert.

Dans leur correspondance, les conjurés se félicitent sur les succès qu'ils obtiennent en Suisse, en Allemagne, en Russie, en Espagne, en Italie. Ce qui montre que dans la pensée des conjurés, le complot d'anéantir le christianisme n'était point limité à la France. M. Brunetière l'a fait remarquer, il y a quelques jours, dans l'une de ses conférences : l'Encyclopédie était une œuvre internationale. Relativement à l'Angleterre, ils n'ont aucune sollicitude ; elle regorge, disent-ils, de Sociniens. Pour ce qui est de la France, Voltaire et d'Alembert se plaignent des obstacles qu'ils y rencontrent, malgré ce que nous venons de dire de l'aide qu'ils trouvaient dans les hautes régions. Là où ils ne pouvaient répandre les écrits ouvertement impies ou licencieux, ils en publiaient d'autres ayant pour but de mettre en vogue les grands mots de *tolérance*, *raison*, *humanité*, dont la secte n'a point cessé de faire usage, fidèle à la recommandation de Condorcet qui lui disait d'en faire son cri de guerre[2].

Bertin, chargé de l'administration de la cassette du roi, comprit le danger de cette propagande et porta son attention sur les colporteurs. Il vit quels livres ils répandaient dans les campagnes. Interrogés par lui, ils dirent que ces livres ne leur

1. Lettre à Marmontel, 1767.
2. *Esquisse du Tableau historique des progrès*. Époque 9.

coûtaient rien, qu'ils en recevaient des ballots sans savoir d'où cela leur venait, avertis seulement de les placer dans leurs courses au prix le plus modique. Les instituteurs en étaient également gratifiés. A des jours et heures marqués, ils réunissaient les ouvriers et les paysans, et l'un d'eux faisait à haute voix lecture du livre qui avait servi à le corrompre lui-même. C'est ainsi que les voies à la Révolution étaient préparées jusque dans les classes infimes de la société.

Les recherches que fit Bertin pour remonter à la source de cette propagande, le conduisirent à un bureau d'instituteurs, créé et dirigé par d'Alembert.

Ce bureau s'occupait aussi de procurer des instituteurs aux villages et de placer des professeurs dans les collèges. Les adeptes, répandus de côté et d'autre, s'informaient des places vacantes, en instruisaient d'Alembert et ses coadjuteurs et donnaient en même temps des renseignements sur ceux qui se présentaient pour les remplir. Avant de les y envoyer, on leur traçait la règle de conduite à suivre et les précautions à prendre suivant les lieux, les personnes et les circonstances.

Pour s'emparer du peuple, on eut recours à d'autres moyens encore. Barruel signale particulièrement celui employé par ceux qui se faisaient appeler « Economistes », parce qu'ils se donnaient comme amis du peuple, soucieux de ses intérêts, désireux de soulager sa misère et de faire observer plus d'ordre et d'économie dans l'administration. La race n'en est point perdue. « Leurs ouvrages, dit Barruel, sont remplis de ces traits qui annoncent la résolution de faire succéder une religion purement naturelle à la Religion révélée. » En preuve il apporte l'analyse qu'il fait de ceux de M. le Gros, prévôt de Saint-Louis du Louvre.

Ces « économistes » avaient persuadé Louis XV que le peuple des campagnes et les artisans des villes croupissaient dans une ignorance fatale à eux-mêmes et à l'État, et qu'il était nécessaire de créer des *Ecoles professionnelles*. Louis XV, qui aimait le peuple, saisit ce projet avec empressement, et se montra disposé à prendre sur ses revenus propres pour fonder ces écoles. Bertin l'en détourna. « Il y avait longtemps, dit-il, que j'observais les diverses sectes de nos philosophes. Je compris qu'il s'agissait bien moins de donner aux enfants du laboureur et de

l'artisan des leçons d'agriculture que de les empêcher de recevoir les leçons habituelles de leur catéchisme ou de la religion. Je n'hésitai pas à déclarer au Roi que les intentions des philosophes étaient bien différentes des siennes. »

Bertin ne se trompait point. Barruel rapporte les aveux et les remords qu'exprima, trois mois avant sa mort, un grand seigneur qui avait rempli les fonctions de secrétaire de ce club des « Économistes » : « Nous n'admettions dans notre société que ceux dont nous étions bien sûrs. Nos assemblées se tenaient régulièrement à l'hôtel du baron d'Holbach. De peur que l'on en soupçonnât l'objet, nous nous donnions le nom d'économistes. Nous eûmes Voltaire pour président honoraire et perpétuel. Nos principaux membres étaient d'Alembert, Turgot, Condorcet, Diderot, La Harpe, Lamoignon, garde des sceaux, et Damilaville, à qui Voltaire donne pour caractère spécial la haine de DIEU. » Pour achever d'éclairer le Roi, Bertin lui dévoila le sens de ces demi-mots « Ecr. l'inf. », par lesquels Voltaire terminait un si grand nombre de ses lettres. Il ajouta que tous ceux qui recevaient de Voltaire des lettres terminées par l'horrible formule étaient ou membres du comité secret ou initiés à ses mystères.

Ce club avait été fondé entre les années 1763 et 1766. Au moment où la Révolution éclata, il travaillait donc depuis vingt-trois ans au moins à séduire le peuple, sous le spécieux prétexte de lui venir en aide et de soulager ses maux.

Pour arriver au grand but de leur conjuration, les sectaires crurent qu'il ne suffisait point d'employer les moyens généraux que nous venons de dire et auxquels tous devaient concourir d'un commun effort. Ils s'attribuèrent chacun une besogne particulière à laquelle ils se consacrèrent plus spécialement.

Voltaire s'était chargé des ministres, des ducs, des princes et des rois. Quand il ne pouvait approcher le prince lui-même, il le circonvenait. Il avait placé près de Louis XV un médecin, Quesnay, qui sut si bien s'emparer de la direction des idées du roi que celui-ci l'appelait son « penseur ». Et le moyen choisi par le penseur pour s'immiscer dans l'esprit du roi était celui employé par les économistes : appeler son attention sur ce qui pouvait faire le bonheur du peuple.

D'Alembert fut chargé ou se chargea de recruter de jeunes adeptes. « Tâchez, lui écrivait Voltaire, tâchez, de votre côté, d'éclairer la jeunesse autant que vous le pourrez (15 septembre 1762) ». Jamais mission ne fut remplie avec plus d'adresse, de zèle et d'activité. D'Alembert s'établit le protecteur de tous les jeunes gens qui vinrent à Paris avec quelque talent et quelque fortune. Il se les attachait par les couronnes, les prix, les fauteuils académiques dont il disposait à peu près souverainement, soit comme secrétaire perpétuel, soit par ses intrigues. Son influence et ses manœuvres en ce genre s'étendaient bien au delà de Paris. « Je viens, écrivait-il à Voltaire, de faire entrer dans l'académie de Berlin Helvétius et le chevalier de Jaucourt. » Il donnait des soins tout particuliers à ceux qu'il destinait à former d'autres adeptes en leur faisant confier les fonctions de professeurs ou de prècepteurs. Il réussit à en placer dans toutes les provinces de l'Europe et tous le tinrent au courant de leur propagande philosophique. « Voilà, mon cher philosophe, écrivait-il à Voltaire dans la joie de sa méchante âme, voilà ce qui a été prononcé à Cassel le 8 avril (1772) en présence de Mgr le landgrave de Hesse-Cassel, de six princes de l'empire et de la plus nombreuse assemblée par un professeur d'histoire que j'ai donné à Mgr le landgrave. » La pièce envoyée était un discours plein d'invectives contre l'Église et le clergé.

C'était surtout auprès des jeunes princes destinés à gouverner les peuples qu'il importait aux conjurés de placer des instituteurs initiés aux mystères.

Leur correspondance montre leur attention à ne pas négliger un moyen si puissant. Ils usèrent de tous les artifices pour mettre auprès de l'héritier de Louis XVI un prêtre disposé à inspirer leurs principes à son illustre élève. Ils avaient réussi à placer l'abbé de Condillac auprès de l'Infant de Parme.

Barruel consacre les chapitres XII à XVI de son premier volume à faire connaître les conquêtes [1] qu'ils firent parmi les

---

1. Il ne fut pas donné aux conjurés de voir le philosophisme assis sur le trône des Bourbons comme il l'était sur les trônes du Nord. Mais Louis XV, sans être impie, sans pouvoir être compté au nombre des adeptes, n'en fut pas moins une des grandes causes du progrès de la conjuration antichrétienne. Il le fut par la dissolution de ses mœurs et la publicité de ses scandales. De plus, Louis XV s'entoura ou se laissa entourer de ministres sans foi, qui eurent des rapports intimes avec Voltaire et ses conjurés.

têtes couronnées, les princes et les princesses, les ministres, les grands seigneurs, les magistrats, les gens de lettres, et enfin, hélas ! dans le clergé. Il est vrai de dire que les conjurés tirés du corps ecclésiastique étaient presque tous de ceux que l'on appelait les « abbés de cour ». Barruel rend un hommage bien mérité à l'ensemble du clergé de France à la veille de la Révolution. Il loue particulièrement les ecclésiastiques qui, par leurs écrits, s'efforcèrent d'entraver la corruption des esprits si ardemment poursuivie par les conjurés.

CHAPITRE XI

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES A L'ŒUVRE

II. — LES FRANCS-MAÇONS

Les Encyclopédistes ne furent point seuls à préparer la Révolution ; Barruel ne l'ignorait pas. Il divise en trois classes les démolisseurs qu'il vit appliqués à saper les fondements de la société chrétienne : Voltaire et les siens, qu'il appelle « les sophistes de l'impiété », parce que leur principal objectif était de renverser les autels de N.-S. JÉSUS-CHRIST ; les francs-maçons, qu'il appelle les sophistes de la rébellion, parce qu'ils se proposaient — ceux du moins qui étaient dans le secret de la secte — de renverser les trônes des rois ; les illuminés, qu'il appelle les sophistes de l'anarchie, parce que, au serment de renverser les autels du CHRIST, ils ajoutaient celui d'anéantir toute religion quelconque, et au serment de renverser les trônes, celui de faire disparaître tout gouvernement, toute propriété, toute société gouvernée par des lois.

Nous avons donc à voir maintenant par quel genre d'action la franc-maçonnerie proprement dite a miné la société civile et préparé le bouleversement de 89. Nous ne parlerons ici que des francs-maçons qui n'étaient que cela, qui n'appartenaient point aux arrière-loges ; nous dirons le rôle spécial qui leur avait été attribué dans le grand œuvre par le moteur suprême des sociétés secrètes. Voltaire était franc-maçon, mais franc-maçon chargé d'organiser et de diriger une autre section de l'armée des conspirateurs, les Encyclopédistes ; Weishaupt était franc-maçon, mais franc-maçon chargé d'organiser et de diriger la section des Illuminés.

Les franc-maçons des loges communes avaient leur besogne bien et nettement déterminée : elle était marquée tout entière

dans le secret qu'ils devaient se transmettre les uns aux autres.

Quel était ce secret, celui d'alors ?

Barruel nous le dit.

Il raconte [1] comment il put un jour s'introduire dans une loge pour assister à la réception d'un apprenti. « L'article important pour moi, dit-il, était d'apprendre enfin le fameux secret de la maçonnerie. On fit passer le récipiendaire sous la voûte d'acier pour arriver devant une espèce d'autel, où on lui fit un discours sur l'inviolabilité du secret qui allait lui être confié et sur le danger de manquer au serment qu'il devait prononcer. Le récipiendaire jure qu'il veut avoir la tête coupée, s'il vient à trahir le secret. Le Vénérable, assis sur un trône derrière l'autel, lui dit alors : « Mon cher F.·., le secret de la franc-maçonnerie consiste en ceci : Tous les hommes sont égaux et libres, tous les hommes sont frères. » Le Vénérable n'ajouta pas un mot. On s'embrassa et on passa au repas maçonnique. « J'étais alors, continue Barruel, si éloigné de soupçonner une intention ultérieure dans ce fameux secret, que je faillis éclater de rire lorsque je l'entendis et que je dis à ceux qui m'avaient introduit : Si c'est là tout votre grand secret, il y a longtemps que je le sais. » Et en effet, si l'on entend par « liberté » que les hommes ne sont pas faits pour être esclaves, mais pour jouir de la liberté que DIEU donne à ses enfants ; si par « égalité » on veut dire qu'étant tous les enfants du Père céleste, les hommes doivent tous s'aimer, s'aider mutuellement comme des frères, on ne voit pas qu'il soit besoin d'être maçon pour apprendre ces vérités. « Je les trouvais bien mieux dans l'Evangile que dans leurs jeux puérils », dit Barruel. Il ajoute : « Je dois dire que dans toute la loge, quoiqu'elle fût assez nombreuse, je ne voyais pas un seul maçon donner au grand secret un autre sens. »

Barruel observe qu'il n'y avait là que des non initiés ; et la preuve qu'il en donne est qu'aucun de ceux qui assistaient à cette tenue ne donna dans la Révolution, si ce n'est le Vénérable.

C'est qu'en effet si la franc-maçonnerie est une association très nombreuse d'hommes, unis par des serments et apportant tous une coopération plus ou moins consciente et plus ou moins directe à l'œuvre voulue, il n'est qu'un petit nombre d'initiés connaissant le dernier objet de l'association même. Cet objet,

---

1. T. II, p. 278 et seq. Edit. princeps.

il faut donc, pour cette époque, le trouver dans ces mots « Égalité, Liberté, » puisqu'ils étaient donnés à l'apprenti comme le secret de la société, secret à garder sous les plus graves peines consenties par serment, secret à méditer et dont le sens profond serait livré peu à peu, dans les initiations successives.

Chose curieuse : il était strictement défendu aux francs-maçons de jamais présenter aux profanes ces deux mots juxtaposés : Égalité, Liberté (c'est l'ordre dans lequel ils se trouvaient alors). « Cette loi, dit Barruel, était si bien observée par les écrivains maçonniques, que je ne sache pas l'avoir jamais vue violée dans leurs livres quoique j'en aie lu un bien grand nombre et des plus secrets. Mirabeau lui-même, lorsqu'il faisait semblant de trahir le secret de la maçonnerie, n'osait en révéler qu'une partie, liberté, ici, égalité des conditions, là. Il savait que le temps n'était pas encore venu où ses F.·. pourraient lui pardonner d'avoir, par la juxtaposition de ces deux mots, éveillé l'attention sur le sens qu'ils pouvaient prendre, éclairés l'un par l'autre. »

Ce fut le 12 août 1792 que la maçonnerie crut que le temps du mystère était passé, que le secret était désormais inutile. « Jusque-là les Jacobins n'avaient daté les fastes de leur Révolution que par les années de leur prétendue *liberté*. En ce jour, Louis XVI, depuis quarante huit heures déclaré par les rebelles déchu de tous les droits au trône, fut emmené captif aux tours du Temple. En ce même jour, l'ensemble des rebelles prononça qu'à la date de la *liberté*, on ajouterait désormais dans les actes publics la date de l'*égalité*. Ce décret lui-même fut daté de la quatrième année *de la liberté* ; la première année, le premier jour *de l'égalité*.

» En ce même jour, pour la première fois, éclata enfin publiquement ce secret si cher aux francs-maçons, et prescrit dans leurs loges avec toute la religion du serment le plus inviolable. A la lecture de ce fameux décret ils s'écrièrent : « Enfin nous y voilà ; la France entière n'est plus qu'une grande loge ; les Français sont tous francs-maçons et l'univers entier le sera bientôt comme nous. » J'ai été témoin de ces transports ; j'ai entendu les questions et les réponses auxquelles ils donnèrent lieu. J'ai vu les maçons jusqu'alors les plus réservés répondre désormais sans le moindre déguisement : « Oui, enfin, voilà le grand objet

de la franc-maçonnerie rempli. *Egalité et Liberté ; tous les hommes sont égaux et frères, tous les hommes sont libres ;* c'était là l'essence de notre code, tout l'objet de nos vœux, tout notre grand secret. » J'ai entendu plus spécialement ces paroles sortir de la bouche des francs-maçons les plus zélés, de ceux que j'avais vus décorés de tous les ordres de la franc-maçonnerie et revêtus de tous les droits pour présider aux loges. Je les entendis devant tout ce que les maçons appelaient jusqu'alors les *profanes*, non seulement sans exiger ni des hommes ni des femmes la moindre espèce de secret, mais même avec tout le désir que toute la France désormais en soit instruite, pour la gloire des maçons ; pour qu'elle reconnût dans eux ses bienfaiteurs et les auteurs de toute cette révolution d'égalité et de liberté, dont elle donnait le grand exemple à l'univers [1] ».

Louis XVI détrôné, la guerre ouverte déclarée au catholicisme par la constitution civile du clergé, montraient bien que ce que la secte avait entendu jusque-là voir et mettre dans ce double principe d'égalité et de liberté, ce n'était rien moins que la guerre au CHRIST et à son culte, la guerre aux rois et à toute hiérarchie [2].

« J'ai rencontré, dit Barruel, en France et ailleurs, des maçons pour qui cette liberté et cette égalité n'avait été jusque-là qu'un jeu. Ils confessent maintenant que toute la Révolution

---

1. Il est à remarquer que les deux mots dont est composé le nom que les francs-maçons se sont donné marquent, le premier, ce qu'ils sont, ou du moins ce qu'ils veulent être et tout le genre humain avec eux, c'est-à-dire libres ou *francs*, au sens marqué d'indépendance ; et le second, ce qu'ils veulent faire : *maçonner*, construire LE TEMPLE. Nous dirons plus loin ce que ce temple veut être.

Le mot fraternité n'a complété la trilogie que plus tard. Il n'était point nécessaire, parce qu'il dit la même chose qu'égalité. Dans leurs loges, ils se vantent d'être tous frères et égaux sans distinction de princes et de sujets, de nobles et de roturiers. Le mot de fraternité servit de masque à la société pour la faire paraître comme une institution de bienfaisance.

Observons que la formule sacrée des mystères maçonniques était si précieuse à Voltaire que Franklin ayant eu la bassesse de lui présenter ses enfants à bénir, il ne prononça sur eux que ces paroles : Egalité, Liberté. (Condorcet, *Vie de Voltaire.*)

2. « Il existe, dit Barruel, un livre imprimé il y a cinquante ans (par conséquent vers 1750) sous ce titre : *De l'origine des francs-maçons et de leur doctrine*. Cet ouvrage m'eût été bien utile, si je l'avais connu plus tôt. Qu'on ne m'accuse pas d'avoir été le premier à dévoiler qu'une égalité et une liberté impies et désorganisatrices étaient le grand secret des arrière-loges. L'auteur le disait aussi positivement que moi et le démontrait clairement en suivant pas à pas les grades de la maçonnerie écossaise, tels qu'ils existaient alors. »

française était renfermée dans ces deux mots, et que le jeu maçonnique si funeste à leur patrie menace de devenir le fléau de l'univers entier.

Une question se pose ici. Comment les mots Égalité et Liberté ont-ils pu contenir tout le secret de la Révolution ? Bien plus, comment ont-ils pu la produire ?

Ces mots se montrent depuis longtemps sur les pièces de monnaie et sur les édifices publics. Qui pourrait penser aujourd'hui qu'ils ont contenu le secret d'une société mystérieuse répandue dans toutes les parties de l'univers ; qu'elle les confiait aux adeptes dès la première instruction par laquelle elle les accueillait en son sein, et qu'elle les donnait comme étant la base de sa doctrine, d'une doctrine qu'il fallait tenir cachée au vulgaire, qui ne pouvait être révélée que peu à peu aux membres de la société, secret enfin si grand, si important qu'elle avait cru devoir le protéger par les plus redoutables serments ?

C'est que ce secret ne recélait en effet rien moins que ce qu'il mit au jour, c'est-à-dire la Révolution, ses horreurs et ses ruines.

Comment expliquer cela ?

Le mot liberté, considéré seul et en lui-même, présente à l'esprit une chose connue et éminemment bonne. C'est même le don le plus précieux qui ait été fait par Dieu à la nature humaine, celui qui la place dans un règne si supérieur à celui occupé par les animaux : le don de faire des actes qui ne soient pas nécessités, qui, par conséquent, emportent avec eux la responsabilité et le mérite, et permettent par là à chacun de nous de grandir indéfiniment.

Le mot égalité appliqué au genre humain marque, que dans la diversité des conditions, la communauté d'origine et de fin dernière donne à toutes les personnalités qui le composent une même dignité.

Aussi la franc-maçonnerie ne voyait-elle aucun inconvénient, loin de là, à ce qu'on la présentât à ceux-ci comme glorifiant la liberté, à ceux-là comme glorifiant l'égalité. Ce qu'elle ne voulait point en dehors de ses loges, ce qu'elle voulait au contraire dans leur intérieur, c'est que ces mots fussent présentés ensemble et unis. C'est l'intelligence de ce qu'elle avait eu l'intention de mettre dans leur union qu'elle voulait être saisie par

ses adeptes et cachée au vulgaire. C'était là son mystère. Et ce mystère, il importe encore aujourd'hui de le percer à jour, car la franc-maçonnerie n'a point cessé de mystifier le public par ces mots, qu'elle et les siens prennent dans un sens et les honnêtes gens dans un autre.

Le mystère doit donc être cherché non dans les mots pris en eux-mêmes et séparément, mais dans l'accouplement où la franc-maçonnerie les présente aux siens.

Voyons donc la signification particulière que pouvaient prendre les deux mots : liberté, égalité, en s'unissant, en se pénétrant, l'un portant dans l'autre une conception qui modifie le sens premier et naturel de chacun d'eux.

Remarquons d'abord quel était le genre d'égalité que la franc-maçonnerie exaltait dans ses loges. Tous les maçons, fussent-ils princes, étaient « Frères». L'égalité qu'elle établissait entre eux marquait que ce qu'elle s'était donné la mission d'établir dans le monde, ce n'était point l'égalité que nous tenons de notre commune origine et de nos communes destinées, mais l'égalité sociale, celle qui doit abolir toute hiérarchie et par conséquent toute autorité. Le mot liberté accolé à celui d'égalité venait accentuer au dernier point cette signification. Il disait que l'égalité voulue ne se trouverait que dans la liberté, c'est-à-dire dans l'indépendance de tous à l'égard de tous, après la rupture de tous les liens qui rattachent les hommes les uns aux autres. Donc, plus de maîtres ni de magistrats, plus de prêtres ni de souverains, et par suite de subordonnés à quelque titre que ce soit : tous égaux sous le niveau maçonnique, tous libres de la liberté des animaux, pouvant suivre leurs instincts.

C'est à cela que la franc-maçonnerie voulait dès lors arriver, c'est là qu'elle voulait mener le genre humain ; mais c'était un secret à garder. Répandons dans le public les idées de liberté et d'égalité, il nous aidera à arriver à nos fins ; mais gardons-en pour nous la signification dernière.

Déjà Voltaire avait déclaré vouloir rendre la liberté à la raison opprimée par le dogme, et rétablir entre les hommes l'égalité que le sacerdoce armé de la révélation avait rompue. « Il n'y a rien de si pauvre et de si misérable, disait Voltaire, qu'un homme recourant à un autre homme pour savoir ce qu'il doit croire [1]. »

---

1. Lettre au duc d'Usez, 19 novembre 1760.

Il appelait de ses vœux « ces jours où le soleil n'éclairera plus que des hommes libres et ne reconnaissant d'autres maîtres que leur raison [1]. »

A cette première égalité dans l'incrédulité, la haute maçonnerie jugea qu'il était nécessaire d'en joindre une autre, l'égalité sociale. Il fallait, par conséquent, se défaire des rois comme des prêtres, abattre les trônes comme les autels et avant tout celui qui dominait tous les autres, le trône des Bourbons. *Lilia pedibus destrue*, ce fut le mot d'ordre, qui se répandit de loge en loge, et de là dans le peuple.

Dans les loges, on faisait entendre qu'il n'y a ni liberté ni égalité pour un peuple qui n'est pas souverain, qui ne peut faire ses lois, qui ne peut ni les révoquer ni les changer.

Au peuple, il ne fut pas besoin de longues explications. Il suffit de lui faire entendre ces mots : liberté, égalité. Il comprit et aussitôt il se montra prêt pour les combats qui devaient lui procurer les objets de ses plus ardents désirs. Aussi, en un instant, armé de piques, de baïonnettes et de torches, il s'élança à la conquête de la liberté et de l'égalité. Il sut où trouver les châteaux à brûler et les têtes à couper pour ne plus rien voir au-dessus de lui et avoir en tout et pour tout les coudées franches.

On ne médit pas de la franc-maçonnerie quand on affrme que le secret qu'elle tenait caché sur ces mots, liberté et égalité, c'était la Révolution avec toutes ses horreurs.

Citons cependant, à cause de son importance et de sa clarté, ce que dit John Robison, professeur de philosophie naturelle et secrétaire de l'Académie d'Edimbourg. Il se fit recevoir franc-maçon dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, et obtint bientôt le grade de Maître écossais. Avec ce titre, il visita les loges de France, de Belgique, d'Allemagne et de Russie. Il acquit un si grand crédit auprès des francs-maçons, que ceux-ci lui offrirent les grades les plus élevés. C'est alors, en 1797, qu'il publia le résultat de ses études dans un livre intitulé : *Preuves des conspirations contre toutes les religions et tous les gouvernements de l'Europe, ourdies dans les assemblées secrètes des illuminés et des francs-maçons*. « J'ai eu, dit-il, les moyens de suivre toutes les tentatives faites pendant cinquante ans, sous le prétexte spécieux

1. Condorcet. *Esquisse d'un tableau historique du progrès de l'esprit humain*. (Époque 9e).

d'éclairer le monde avec le flambeau de la philosophie, et de dissiper les nuages dont la superstition religieuse et civile se servent pour retenir le peuple de l'Europe dans les ténèbres de l'esclavage. » Toujours les mêmes mots pour exprimer les mêmes intentions : anéantir la civilisation chrétienne pour lui substituer une civilisation uniquement fondée sur la raison et devant donner satisfaction ici-bas à toutes les convoitises de la nature.

« J'ai vu, continue John Robison, se former une association ayant pour but unique de détruire, jusque dans leur fondement, tous les établissements religieux, et de renverser tous les gouvernements existant en Europe. J'ai vu cette association répandre ses systèmes avec un zèle si soutenu, qu'elle est devenue presqu'irrésistible ; et j'ai remarqué que *les personnages qui ont eu le plus de part à la Révolution française étaient membres de cette association, que leurs plans ont été conçus d'après ses principes et exécutés avec son assistance.* »

Louis Blanc montre, au-dessus de la franc-maçonnerie et la gouvernant, d'autres sociétés plus secrètes. John Robison dit aussi : « Du sein de la maçonnerie s'élève une association fortement armée, avec le dessein arrêté de déraciner toutes les religions et de renverser tous les gouvernements. » Toutes les religions se rattachent, de plus ou moins près, au catholicisme, selon les dogmes, selon les portions de vérité qu'elles ont conservées; c'est pourquoi la fille de Satan veut les déraciner toutes.

Un personnage plus autorisé encore, le comte Haugwitz, ministre de Prusse, accompagna son souverain au congrès de Vérone, et, dans cette auguste assemblée, il lut un mémoire qu'il eût pu intituler : « Ma confession ». Il y dit que non seulement il fut franc-maçon, mais qu'il fut chargé de la direction supérieure des réunions maçonniques d'une partie de la Prusse, de la Pologne et de la Russie. « La maçonnerie, dit-il, était alors divisée en deux parties dans ses travaux secrets » ; ce qu'un autre maçon appelle « la partie pacifique », chargée de la propagation des idées, et « la partie guerrière », chargée de faire les révolutions. « Les deux partis se donnaient la main *pour parvenir à la domination du monde....* Exercer une influence dominatrice sur les souverains : tel était notre but. [1] » Cette volonté d'arriver à

---

1. L'écrit de cet homme d'Etat a été publié pour la première fois à Berlin en 1840, dans l'ouvrage intitulé : *Dorrow's Denkscrifften und Briefen zur charackteristick der Wett und litteratur.* (T. IV, p. 211 et 221.)

la domination du monde est propre aux Juifs ; les francs-maçons ne sont en cela que leurs instruments ; elle explique presque tous les évènements des deux derniers siècles, et surtout ceux de l'heure présente.

La Révolution est donc bien le fait de la maçonnerie ; ou plutôt, comme le dit Henri Martin, « la franc-maçonnerie a été le laboratoire de la Révolution [1] ». Elle-même d'ailleurs ne se fait point faute de revendiquer l'honneur de l'avoir mise au monde.

A la Chambre des députés, séance du 1er juillet 1904, M. le marquis de Rosambo ayant dit : La « franc-maçonnerie a travaillé en sourdine, mais d'une manière constante à préparer la Révolution. »

M. Jumel. — C'est en effet ce dont nous nous vantons.

M. Alexandre Zévaès. — C'est le plus grand éloge que vous puissiez en faire.

M. Henri Michel (Bouches-du-Rhône). — C'est la raison pour laquelle vous et vos amis la détestez [2].

M. de Rosambo répliqua : « Nous sommes donc parfaitement d'accord sur ce point que la maçonnerie a été le seul auteur de la Révolution, et les applaudissements que je recueille de la gauche, et auxquels je suis peu habitué, prouvent, messieurs, que vous reconnaissez avec moi qu'elle a fait la Révolution française.

M. Jumel. — Nous faisons plus que le reconnaître. Nous le proclamons.

Dans la circulaire que le grand conseil de l'ordre maçonnique envoya à toutes les loges pour préparer le centenaire de 89, nous trouvons le même aveu suivi d'une menace : « *La maçonnerie qui prépara la Révolution de 1789* a pour devoir de continuer son œuvre ; l'état actuel des esprits l'y engage. »

Bien avant cela, en 1776, Voltaire avait écrit au comte d'Argental : « Une Révolution s'annonce de tous côtés. »

Il savait ce que lui et ses amis des loges préparaient à l'Église et à la société.

Déjà, en cette même année 1776, le comité central du Grand

1. *Histoire de France*, t. XVI, p. 535.

2. *Journal Officiel*, 2 juillet, page 1799.

Orient avait choisi, parmi les maçons, des hommes chargés de parcourir les provinces et de visiter les loges dans toute l'étendue de la France, pour les avertir de se tenir prêtes à apporter leur concours à ce qui allait s'accomplir [1].

M. Copin Albancelli a fait une très juste observation : « Pour arriver à devenir maîtresse des destinées de la France, il a fallu à la franc-maçonnerie près de soixante-dix ans de préparation.

» Pourquoi si longtemps ? Cela tient à la méthode qu'elle était obligée d'employer.

» Lorsque la maçonnerie parut en France, nous venant d'Angleterre, sous la Régence, elle était totalement impuissante. Elle visait pourtant dès lors à détruire les traditions françaises, c'est-à-dire les éléments dont se composait l'être appelé France. Faire de la France une autre France ! Comment arriver à la réalisation de ce but, aussi fou que celui qui tendrait à faire d'un homme un anti-homme, de l'Humanité une anti-Humanité ?

» La puissance occulte maçonnique, ne pouvant agir par force, puisqu'à son origine elle n'avait pas la force, était réduite à agir

1. Voici comme exemple ce qui, au témoignage de Barruel, fut tenté en Flandre :

« Dès l'année 1776, le comité central de l'*Orient* chargea ses députés de disposer les frères à l'insurrection, de parcourir et visiter les loges dans toute l'étendue de la France, de les presser, de les solliciter en vertu du serment maçonnique, et de leur annoncer qu'il était temps enfin de le remplir par la mort des tyrans.

» Celui des grands adeptes qui eut pour sa mission les provinces du Nord, était un officier d'infanterie appelé Sinetty. Ses courses révolutionnaires l'emmenèrent à Lille. Le régiment de la Sarre était alors en garnison dans cette ville. Il importait aux conjurés de s'assurer surtout des frères qu'ils comptaient parmi les militaires ; la mission de Sinetty n'eut rien moins que le succès dont il s'était flatté, mais la manière dont il s'en acquitta suffit à notre objet. Pour la faire connaître, je ne veux que répéter ci l'exposition qu'a bien voulu m'en faire un témoin oculaire, alors officier dans ce régiment de la Sarre, choisi par Sinetty pour entendre l'objet de son apostolat, ainsi que plusieurs autres du même régiment.

« Nous avions, me disait ce digne militaire, notre loge maçonnique ;
» *elle n'était pour nous, comme pour la plupart des autres régiments, qu'un*
» *véritable jeu ;* les épreuves des nouveaux arrivés nous servaient de diver-
» tissements ; nos repas maçonniques charmaient nos loisirs et nous délas-
» saient de nos travaux. Vous sentez bien que *notre liberté* et *notre égalité*
« n'étaient rien moins que la liberté et l'égalité des Jacobins. La grande
» généralité et presque l'universalité des officiers ont su le démontrer quand
» la Révolution est arrivée.

» Nous ne pensions à rien moins qu'à cette Révolution, lorsqu'un officier
» d'infanterie nommé Sinetty, fameux franc-maçon, se présenta à notre
» loge. Il fut reçu en frère. Il ne manifesta d'abord aucun sentiment con-
» traire aux nôtres. Mais peu de jours aprés, il invita lui-même vingt de

par persuasion, par suggestion. Mais il n'est pas facile de suggérer à une nation qu'elle doit détruire ses traditions, c'est-à-dire se détruire elle-même. On ne peut atteindre un pareil résultat qu'en procédant par suggestions successives, ménagées avec une extrême habileté et une prodigieuse hypocrisie ; une hypocrisie dont la mesure est donnée par ce fait que la devise de *liberté*, d'*égalité* et de *fraternité* qu'on n'a cessé de proclamer tant qu'il s'agissait de séduire la nation, se manifesta, dès qu'on fut arrivé à dominer cette nation, par la terreur et la guillotine.

» Pour faire accepter toute la série des suggestions par lesquelles il était nécessaire de passer, pour créer les états d'esprit intermédiaires indispensables à l'obtention du résultat poursuivi, on comprend qu'il fallut beaucoup de temps. »

Portant de là son regard sur ce qui se passe aujourd'hui, M. Copin Albancelli ajoute : « La franc-maçonnerie prépara donc son premier règne pendant près de soixante-dix ans. Or, ce règne ne dura que quelques années. Étouffée dans le sang de

---

» nos officiers à une assemblée particulière. Nous crûmes qu'il voulait » simplement nous rendre la fête que nous avions donnée.

» Suivant son invitation, nous nous rendîmes à une guinguette appelée » *la Nouvelle-Aventure*. Nous nous attendions à un simple repas maçon» nique, lorsque le voilà qui prend la parole en orateur qui a d'importants « secrets à dévoiler de la part du Grand-Orient. Nous écoutons. — Imagi» nez notre surprise quand nous le voyons prendre tout à coup le ton de » l'emphase, de l'enthousiasme, pour nous dire qu'il en est temps enfin ; que » les projets si dignement conçus, si longtemps médités par les vrais » francs-maçons, doivent s'accomplir ; que l'univers enfin va être délivré » de ses fers ; que les tyrans appelés rois seront vaincus ; que toutes les » superstitions religieuses feront place à la lumière ; que la liberté, l'égalité, » vont succéder à l'esclavage dans lequel l'univers gémissait ; que l'homme » enfin va rentrer dans ses droits.

» Tandis que notre orateur se livrait à ces déclamations, nous nous regar» dions les uns les autres comme pour nous dire : Qu'est-ce donc que ce » fou-là ? Nous prîmes le parti de l'écouter pendant plus d'une heure, nous » réservant d'en rire plus librement entre nous. Ce qui nous paraissait le » plus extravagant, c'était le ton de confiance avec lequel il annonçait que » désormais les rois ou les tyrans s'opposeraient en vain aux grands pro» jets ; que la Révolution était infaillible et qu'elle était prochaine ; que les » trônes et les autels allaient tomber.

» Il s'aperçut sans doute que nous n'étions pas des maçons de son » espèce ; il nous quitta pour aller visiter d'autres loges. Après nous être « quelque temps divertis de ce que nous prenions pour l'effet d'une cervelle » dérangée, nous avions oublié toute cette scène, quand la Révolution est » venue nous apprendre combien nous nous étions trompés. » (BARRUEL, *Mémoires*, tome II, page 446). Dans les *Notes* sur quelques articles des deux premiers volumes, Barruel joint d'autres témoignages de ce fait à celui qu'il vient de rapporter ici.

la Terreur et dans la boue du Directoire, la franc-maçonnerie se retrouva aussi faible qu'elle avait été à ses débuts.

» Elle fut obligée de recommencer son travail souterrain, de préparer de nouveau les états d'esprit sur lesquels elle pourrait s'appuyer un jour pour escalader, une seconde fois, le pouvoir qu'elle avait été obligée d'abandonner. Il ne lui fallut pas moins de quatre-vingts ans.

» Soixante-dix ans d'efforts patients et misérablement hypocrites, la première fois ; quatre-vingts ans la seconde ! On comprend qu'instruite par ses premières expériences, elle ne puisse se résoudre maintenant à lâcher le morceau !

» Elle ne veut donc pas quitter le pouvoir et nous pouvons être assurés qu'elle fera l'impossible pour y rester et achever enfin l'œuvre de ruine à laquelle, depuis deux siècles, elle a employé tant d'astuce et de violences. »

CHAPITRE XII

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES A L'ŒUVRE

III. — LES ILLUMINÉS ; LEUR FONDATEUR ; LEURS COMMENCEMENTS ; LEUR MAIN-MISE SUR LA FRANC-MAÇONNERIE

L. Blanc, dans son *Histoire de la Révolution*, constate l'existence de ces sanctuaires plus ténébreux que les loges, « dont les portes ne s'ouvrent à l'adepte qu'après une longue série d'épreuves calculées de manière à constater les progrès de son éducation révolutionnaire, à éprouver la constance de sa foi, à essayer la trempe de son cœur. »

C'est de ces sanctuaires que descendent dans les loges, et « la lumière », et l'impulsion.

Avant 89, ce fut la secte des « Illuminés » qui imprima à la franc-maçonnerie les directions voulues pour que pût aboutir le projet de révolutionner la France et l'Europe. Après la Restauration, ce fut à la Haute-Vente qu'échut le rôle de préparer les événements auxquels nous assistons et qui doivent compléter et achever l'œuvre interrompue de la Révolution.

« Après les travaux historiques de ces dernières années, dit Mgr Freppel, il n'est plus permis d'ignorer la parfaite identité des formules de 1789 avec les plans élaborés dans la secte des Illuminés [1]. »

Barruel a mis en plein jour l'organisation de l'Illuminisme, ses doctrines, l'action qu'il exerça sur la franc-maçonnerie et par elle sur le mouvement révolutionnaire.

Pour faire ces révélations, il s'appuie sur des documents, dont il faut d'abord dire l'origine et l'autorité.

---

1. *La Révolution française*. A propos du centenaire de 1789, p. 34.

Vers l'année 1781, la Cour de Bavière soupçonna l'existence d'une secte qui s'était constituée en ce pays pour se superposer à la franc-maçonnerie. Elle ordonna des recherches, que les sectaires eurent l'art d'écarter ou de rendre inutiles. Cependant, le 22 juin 1784, son Altesse Electorale fit publier dans ses Etats l'interdiction absolue de « toute communauté, société et confraternité secrète ou non approuvée par l'Etat. » Beaucoup de francs-maçons fermèrent leurs loges. Les Illuminés, qui avaient des F.·. à la Cour même, continuèrent à tenir leurs assemblées.

La même année, un professeur de Munich, Babo, dévoila ce qu'il savait de leur existence et de leurs projets dans un livre intitulé *Premier avis sur les francs-maçons*. Le gouvernement déposa alors Weishaupt de la chaire de Droit qu'il occupait à Ingolstad, non parce qu'on le savait fondateur de l'Illuminisme, ce qui n'était point clair, mais en qualité de « fameux maître des loges [1] ». En même temps, deux professeurs d'humanités à Munich, le prêtre Cosandey et l'abbé Benner, qui, après avoir été les disciples de Weishaupt, s'étaient séparés de lui, reçurent ordre de comparaître devant le tribunal de l'Ordinaire, pour y déclarer, sous serment, ce qu'ils avaient vu chez les Illuminés de contraire aux mœurs et à la religion. On ne savait point alors que ces arrière-loges avaient aussi pour mission de conspirer contre les gouvernements. Barruel a publié leurs dépositions

---

1. Weishaupt, plus connu dans les *annales* de la secte sous le nom de Spartacus, naquit en Bavière vers l'an 1748. Voici le portrait qu'en trace Barruel : « Athée sans remords, hypocrite profond, sans aucun de ces talents supérieurs qui donnent à la vérité des défenseurs célèbres, mais avec tous ces vices et toute cette ardeur qui donnent à l'impiété, à l'anarchie de grands conspirateurs. Ce désastreux sophiste ne sera connu dans l'histoire que comme le démon, par le mal qu'il a fait et par celui qu'il projetait de faire. Son enfance est obscure, sa jeunesse ignorée ; dans sa vie domestique, un seul trait échappe aux ténèbres dont il s'environne, et ce trait est celui de la dépravation, de la scélératesse consommée (inceste et infanticide avoués dans ses propres écrits.)

» Mais c'est plus spécialement comme conspirateur qu'il importe de connaître Weishaupt. Dès que l'œil de la justice le découvre, elle le voit à la tête d'une conspiration, auprès de laquelle toutes celles des clubs de d'Alembert et de Voltaire ne sont que les jeux de l'enfance. On ne sait, et il est difficile de constater si Weishaupt eut un maître, ou s'il fut le père des dogmes monstrueux sur lesquels il fonda son école. »

Une tradition, que Barruel n'a pu contrôler, veut que, vers l'année 1771, un marchand Judlandois, nommé Kolmer, après avoir séjourné en Egypte, se mit à parcourir l'Europe. On lui donne pour disciple le fameux Cagliostro, et l'on affirme qu'il se mit en relation avec Weishaupt.

Il peut se faire que Kolmer fût un messager du comité central des

faites le 3 et le 7 avril 1786. Le conseiller aulique Utschneider et l'académicien Grümberger, qui s'étaient retirés de l'ordre, dès qu'ils en avaient connu toute l'horreur, firent également une déposition juridique que Barruel a aussi publiée.

Ces dépositions tout importantes qu'elles étaient, n'amenèrent point à prendre les mesures qu'elles appelaient, soit que les Illuminés eussent des intelligences au sein même du tribunal, soit que l'éloignement de Weishaupt fît croire que la secte, étant décapitée, disparaîtrait d'elle-même.

Il fallut, dit Barruel, que le ciel s'en mêlât. *Déposé de ses fonctions*, Weishaupt s'était réfugié à Ratisbonne, plus ardent que jamais à poursuivre son œuvre. Il avait près de lui un prêtre apostat, nommé Lanz. Au moment où il lui donnait ses instructions, avant de l'envoyer porter en Silésie ses mystérieux et funestes complots, la foudre tomba sur eux et Lanz fut tué aux côtés de Weishaupt [1].

L'effroi ne laissa pas aux conjurés assez de liberté d'esprit pour soustraire aux yeux de la justice les papiers dont Lanz était chargé. La lecture de ces documents rappela les dépositions de Cosandey, de Benner, d'Utschneider et de Grümberger, et l'on résolut de perquisitionner chez ceux que l'on savait avoir eu des liaisons plus étroites avec Weishaupt.

Le 11 octobre 1786, au moment où Xavier Zwack, conseiller

---

sociétés secrètes internationales, ou du Patriarche qui, d'un sanctuaire impénétrable, règle et dirige la guerre faite à la civilisation chrétienne.

La fin de l'Illuminisme, ce à quoi il devait mener, ne varia jamais dans l'esprit de Weishaupt : plus de religion, plus de société, plus de lois civiles, plus de propriétés, fut toujours le terme fixe de ses complots ; mais il comprenait qu'il était nécessaire de n'y conduire ses adeptes qu'en leur cachant sa pensée dernière. De là des initiations mystérieuses et successives qui occupent une grande partie de l'ouvrage de Barruel. « Je ne puis, écrivait Weishaupt à Xavier Zwack, employer les hommes tels qu'ils sont : il faut que je les forme ; il faut que chaque classe de mon ordre soit une école d'épreuves pour la suivante. »

Comme son secret, sa pensée dernière pouvait être, un jour ou l'autre, divulguée, il prenait bien garde d'exposer sa personne. Il écrivait à ses confidents : « Vous savez les circonstances où je me trouve. Il faut que je dirige tout par cinq ou six personnes : *il faut absolument que je reste inconnu* » (Ecrits originaux). « Quand l'objet de ce vœu (le sien), disait-il encore, est une Révolution universelle, il ne saurait éclater sans exposer celui qui l'a conçu à la vindicte publique. C'est dans l'intimité des sociétés secrètes qu'il faut savoir propager l'opinion. » (T. I, Lettres à Caton, 11 et 25.)

1. Barruel donne ici pour référence : *Apologie des Illuminés*, p. 62.

aulique de la régence, — appelé Caton dans la secte, — se croyait à l'abri de toute recherche, des magistrats se transportèrent dans sa maison de Landshut. D'autres firent en même temps une descente au château de Sanderstorf, appartenant au baron de Bassus, — Annibal pour la secte. Ces visites mirent la justice en possession des statuts et des règles, des projets et des discours, en un mot, de tout ce qui constituait les archives des Illuminés. Sur des billets, la plupart écrits en chiffres par Massenhausen, conseiller à Munich, — appelé Ajax par les conjurés, —se trouvaient des recettes pour composer l'Aqua toffana, pour rendre malsain l'air des appartements, etc. La saisie comprit également une collection de cent trente cachets de souverains, de seigneurs, de banquiers, et le secret d'imiter ceux que l'ordre ne pouvait se procurer.

La conspiration de Weishaupt se montra dans ces documents si monstrueuse, dit Barruel, que l'on pouvait à peine concevoir comment toute la scélératesse humaine avait suffi pour s'y prêter.

L'Electeur fit déposer les documents saisis dans les archives de l'Etat. Il voulut en même temps avertir les souverains du danger qui les menaçait tous, eux et leurs peuples. Pour cela, il les fit imprimer sous ce titre : ÉCRITS ORIGINAUX DE L'ORDRE ET DE LA SECTE DES ILLUMINÉS chez Ant. François, imprimeur de la cour de Munich, 1787.

La première partie de cet ouvrage contient les écrits découverts à Landshut chez le conseiller de la Régence, sieur Zwack, les 11 et 12 octobre 1786.

La seconde partie contient ceux qui ont été trouvés lors de la visite faite par ordre de son Altesse électorale, au château de Sanderstof.

En tête du premier volume et sur le frontispice du second, se trouve cet avertissement bien remarquable : « Ceux qui auraient quelque doute sur l'authenticité de ce recueil, n'ont qu'à s'annoncer aux Archives secrètes de Munich, où l'on a ordre de leur montrer les pièces originales. »

Dans ces deux volumes, se trouve réuni tout ce qui peut porter à l'évidence la conspiration antichrétienne la plus caractérisée. On y voit les principes, l'objet, les moyens de la secte, les parties essentielles de son code, la correspondance entre les

adeptes et leur chef, leurs progrès et leurs espérances. Barruel dans ses *Mémoires* en reproduit les pièces les plus intéressantes[1]. Chacune des Puissances de l'Europe reçut donc ces documents. Toutes furent ainsi averties authentiquement de la monstrueuse Révolution méditée pour leur perte et celle de toutes les nations. L'excès même de ces complots les leur fit peut-être regarder comme chimériques, jusqu'au moment où éclatèrent les événements qu'ils préparaient.

En Bavière, on mit à prix la tête de Weishaupt; il se réfugia auprès de son Altesse le duc de Saxe-Gotha. La protection qu'il y trouva, celle dont jouirent dans diverses cours plusieurs de ses adeptes, s'explique par le nombre des disciples qu'il avait dans les postes les plus éminents, au rang même des princes[2].

---

1. Les autres ouvrages dont Barruel a tiré ses preuves sont :

1° *Le véritable Illuminé* ou le parfait *Rituel des Illuminés.* Le baron Knigge, surnommé Philon dans la secte, qui est l'auteur de ce code, a attesté en ces termes la sincérité de cette publication : « Tous ces grades, tels que je les ai décrits, ont paru cette année imprimés à Edesse (c'est-à-dire à Francfort-sur-le-Mein) sous le titre de *Véritable illuminé.* Je ne sais quel est cet éditeur, mais ils sont absolument tels qu'ils sont sortis de ma plume, tels que je les ai rédigés (*Dernier éclaircissement de Philon*, p. 96.)

2° *Dernier éclaircissement* ou *dernier mot* de Philon. Ce sont les réponses de Knigge à diverses questions sur ses liaisons avec les Illuminés.

3° Divers travaux de Spartacus (Weishaupt) et de Philon (Knigge). Après les *Ecrits originaux*, cet ouvrage est le plus important qui ait paru sur l'Illuminisne.

4. *Histoire critique des grades de l'Illuminisme.* Tout ce qui y est dit est prouvé par les lettres mêmes des grands adeptes.

5° *L'Illuminé dirigeant.* C'est le complément du n° 3.

6° *Dépositions remarquables sur les Illuminés.* On les trouvera aux documents. Comme tout est juridique dans ces dépositions, comme elles ont été confirmées par serment devant les tribunaux, nul besoin d'insister sur leur force probante.

7° *Les apologies* des Illuminés.

Outre les documents qu'il eut en mains, Barruel put se renseigner par d'autres voies. Les voyages qu'il avait faits en divers pays l'avaient mis en relation avec nombre de personnages qui, de vive voix et par correspondance, le mirent au courant de ce qui se passait près d'eux.

2. Barruel donne la liste des personnages qui ont fait partie de la secte des Illuminés depuis sa fondation, 1776, jusqu'à la découverte de ses écrits originaux en 1786. Nous y trouvons les noms propres des conjurés, leurs noms de guerre, leurs résidences, leurs qualités, fonctions et dignités, etc.

Nous y relevons ce qui suit à cause de l'intérêt plus particulier qu'il présente.

Dans le monde ecclésiastique : 1 évêque, vice-président du conseil spirituel à Munich, — 1 premier prédicateur de la cour, — 1 conseiller

Excepté Weishaupt, qui avait su échapper à ses juges, pas un des conjurés n'avait été condamné en Bavière à des peines plus fortes que l'exil ou une prison passagère, et depuis le Holstein jusqu'à Venise, depuis la Livonie jusqu'à Strasbourg, pas la moindre recherche n'avait été faite dans leurs loges. La plupart des adeptes reconnus pour les plus coupables, avaient trouvé bien plus de protection que d'indignation. Aussi, la secte se garda bien d'abandonner la partie. Zwack écrivit : « Il faut, pour rétablir nos affaires, que, parmi les F.·. échappés à nos revers, quelques-uns des plus habiles prennent la place de nos fondateurs, qu'ils se défassent des mécontents et que, de concert avec de nouveaux élus, ils travaillent à rendre à notre société sa première vigueur. Weishaupt, dans une lettre à Fischer, faisait entendre cette menace contre ceux qui le chassaient d'Ingolstad : « Nous changerons un jour leur joie en pleurs. »

Édifiés sur la valeur des documents que Barruel met en œuvre dans ses *Mémoires* [1], nous pouvons, en toute confiance, pénétrer dans l'antre des Illuminés et nous rendre spectateurs des trames par lesquelles ils préparaient la Révolution.

Weishaupt était, avons-nous dit, professeur à l'Université d'Ingolstad quand il jeta les fondements de l'Illuminisme, le 1er mars 1776. Parmi les étudiants qui suivaient son cours, il choisit Massenhauzen, qui fut depuis conseiller à Munich et auquel il

---

ecclésiastique, — 1 chanoine, — 1 curé, — 1 prêtre, — 1 ecclésiastique, — 2 ministres luthériens.

Dans la noblesse : 1 prince, — 2 ducs, — 2 comtes, — 7 barons.

Dans la magistrature : 1 conseiller aulique de la Régence, — 1 vice-président, — 17 conseillers, — 2 juges, — 1 procureur, — 1 secrétaire des Etats, — 1 secrétaire d'ambassade, — 1 chancelier, — 1 coadjuteur, et un secrétaire de coadjuteur, — 1 surintendant, — 1 trésorier, — 1 commissaire, — 1 bailli.

Dans l'armée : 1 général, gouverneur d'Ingolstad, — 1 officier, — 1 capitaine, — 1 major.

Dans l'enseignement : 1 professeur de théologie catholique et 1 professeur de théologie protestante, — 4 professeurs, — 1 instituteur dans une maison princière, — 1 gouverneur des enfants d'un comte, — 1 bibliothécaire, — 1 libraire.

Autres *professions* : Le médecin de l'Electrice douairière, — un autre médecin,— etc., sans compter, dit Barruel, un nombre prodigieux d'autres adeptes désignés seulement par leurs noms de guerre et dont le vrai nom n'a pas été découvert.

1. Barruel renvoie aux *Écrits originaux*.

donna le nom d'Ajax, et Merz, qui fut plus tard secrétaire de l'ambassadeur de l'Empire à Copenhague ; il lui donna pour nom de guerre Tibère. Il dit au premier : « JÉSUS-CHRIST a envoyé ses apôtres prêcher dans l'univers. Vous qui êtes mon Pierre, pourquoi vous laisserai-je oisif et tranquille? Allez donc et prêchez. » L'année 1776 précède de bien peu celle de la Révolution ; et ce sont là de bien faibles commencements. Ce n'est pas moins, dit Barruel, l'époque où il faut s'arrêter pour trouver le berceau de la secte qui a opéré cette révolution.

Pas plus de deux ans plus tard, le 13 mars 1778, Weishaupt, dans une lettre adressée à Tibère Merz, se félicitait ainsi du succès de son entreprise : « J'ai un plaisir extrême à vous apprendre les heureux progrès de mon ordre.. Je vous conjure, mettez donc la main à l'œuvre. Dans cinq ans, vous serez étonné de ce que nous aurons fait. Le plus difficile est surmonté. Vous allez nous voir faire des pas de géant. »

Ce qui lui donnait cette confiance, c'est la facilité qu'il trouvait à séduire des hommes jouissant de la considération publique. A Eichstad, où se trouvait la loge qu'il présidait lui-même, il poussa ses tentatives jusque sur deux chanoines.

Bientôt, il put envoyer des missionnaires dans toute l'Allemagne et toute l'Italie. Nous dirons plus tard comment l'Illuminisme s'introduisit en France.

Du fond de son sanctuaire, il suivait tous ses adeptes et entretenait avec eux des rapports continuels. La correspondance de Voltaire est prodigieuse ; elle n'approche pas de celle de Weishaupt.

Comme Voltaire d'ailleurs, ou plutôt comme d'Alembert, il s'ingéniait à placer ses hommes auprès des princes, à les introduire dans leurs conseils, à les faire pénétrer dans leurs congrès [1]. « L'histoire aura sans doute un jour à dire avec quel art il sut, au congrès de Rastadt, faire combiner les intérêts de sa secte avec ceux des Puissances et avec ses serments de les détruire toutes. Celui de ses disciples qui le suivit le mieux sous ce rapport ce fut Xavier Zwack : « Personne ne sut jamais mieux prendre les airs d'un serviteur zélé pour son prince, pour sa patrie et la société, tout en conspirant contre son prince, sa patrie et la société. »

1. Voir Barruel, IV, p. 47, 52, 174, etc.

En différents endroits de son ouvrage, au cours de sa narration, Barruel est amené à parler des hauts personnages que Weishaupt gagna en grand nombre, soit par lui-même, soit par ses affidés. Il sut faire de ces princes des instruments, des apôtres et les propagateurs d'une conspiration dont ils devaient être les premières victimes.

Mais ce à quoi Weishaupt s'appliqua le plus, ce fut de s'emparer de la direction de la franc-maçonnerie. Dès les premiers jours de la fondation de sa secte, et peut-être même auparavant, il avait compris le parti qu'il tirerait pour ses complots de la multitude des francs-maçons répandus sur les divers points du monde, si jamais il pouvait obtenir leur concours.

En l'année 1777, il s'était fait recevoir à Munich, à la loge appelée de Saint-Théodore. Il avait ainsi qualité pour s'immiscer dans leurs convents. Ce qu'il avait fait lui-même, il recommandait à ses initiés de le faire également. « Il avait les secrets de la franc-maçonnerie, observe Barruel, et les francs-maçons n'avaient pas les siens. » Il savait que lui et eux tendaient au même but, mais se trouvaient placés, sur la route qui y menait, à des points inégalement distants du but. Nous verrons tout cela se produire au siècle suivant avec la Haute-Vente. Et sans doute que l'histoire pourra découvrir pour le présent ce qu'elle démontre dans le passé : une même hiérarchie entre les diverses sociétés secrètes, et les supérieures pénétrant par quelques-uns de leurs membres dans les inférieures pour leur imprimer la direction que sans doute elles reçoivent elles-mêmes de plus haut.

Le démon des Révolutions, dit Barruel, servit Weishaupt à souhait pour l'exécution de son dessein. Il lui envoya un baron Hanovrien, nommé Knigge « Philon-Knigge». « Qu'on me donne six hommes de cette trempe, dit Weishaupt quand il l'eut connu, et avec eux je change la face de l'univers [1]. » Ces deux tisons d'enfer se complétaient l'un l'autre. Une occasion unique se présenta pour mettre leurs desseins à exécution.

On était à l'année 1780. Sous la protection et les auspices de son Altesse le prince Ferdinand, duc de Brunswick, une assemblée générale des députés maçonniques venait d'être con-

1. *Écrits originaux*, T. I, Lettre 56.

CHAPITRE XXXVIII

MAÇONNISME ET ÉVANGILE

Nous avons entendu l'un des membres de la Haute-Vente *nous expliquer comment il peut se faire que certains membres* du clergé se laissent séduire par le libéralisme, l'égalitarisme et autres productions du maçonnisme. « Ils se persuadent, dit-il, que le christianisme est une doctrine essentiellement démocratique ».

Cette persuasion vient de loin, et si on remonte à sa source, on trouve qu'elle a pour premiers auteurs Weishaupt et Knigge, les deux hommes qui ont donné aux sociétés secrètes leur dernière et décisive impulsion, ceux qui leur ont marqué le but suprême qu'elles doivent s'efforcer d'atteindre : l'anéantissement du christianisme.

Knigge, dans une lettre à Zwach, expose que parmi les élèves de l'Illuminisme il se trouve des hommes qui ont besoin d'une religion révélée pour fixer leurs idées, et d'autres qui détestent toute révélation. « Pour réussir, pour mettre en action, pour faire concourir à notre objet ces deux classes d'hommes, il fallait trouver une explication du christianisme qui rappelât les superstitions à la raison et qui apprît à nos sages plus libres à ne pas rejeter la chose par l'abus. Ce secret devait être celui de la maçonnerie et nous conduire à notre objet. Pour réunir ces deux extrêmes, nous disons donc que Jésus n'a point établi une nouvelle religion, mais qu'il a voulu simplement rétablir dans ses droits la religion naturelle. Son intention était de nous apprendre à nous gouverner nous-mêmes, et de *rétablir*, sans les moyens violents de révolution, la liberté et l'égalité parmi les hommes. Il ne s'agissait pour cela que de citer divers textes de l'Écriture et de donner des explications *vraies ou fausses, n'importe*, pourvu que chacun trouve un sens d'accord avec sa

raison dans la doctrine de JÉSUS. Spartacus (Weishaupt) avait réuni bien des données pour cela; j'ai ajouté les miennes dans l'instruction pour ces deux grades (les deux grades des petits mystères). »

Conformément à ces Instructions, avant d'admettre le Chevalier Écossais an grade d'Epopte, on lui adressait diverses questions auxquelles il devait répondre par écrit.

« 1. L'état actuel des peuples répond-il à l'objet pour lequel l'homme a été placé sur la terre. Les gouvernements, les religions des peuples remplissent-ils le but pour lequel les hommes les ont adoptés? Les conduisent-ils au vrai bonheur?

» 2. N'a-t-il pas existé autrefois un ordre de choses plus simple? Quelle idée vous faites-vous de cet ancien état du monde?

» 3. A présent que nous sommes passés par toutes les nullités (par toutes les formes vaines et inutiles de gouvernement et de religion), serait-il possible de revenir à cette première et noble simplicité de nos pères?

» 4. Comment faudrait-il s'y prendre pour ramener cette heureuse période?

» 7. Peut-on connaître et enseigner un meilleur christianisme? Le monde tel qu'il est à présent supporterait-il plus de lumière?

» 9. En attendant, ne faut-il pas semer la vérité dans les sociétés secrètes?

» 10. N'observez-vous pas les mesures d'une éducation graduelle dans cet art que vous voyez transmis à notre Ordre depuis les temps les plus anciens? »

Quand les réponses convenables avaient été données et que le Chevalier Écossais était admis au grade d'Épopte, l'Hiérophante lui disait dans la cérémonie de l'Initiation : « Notre doctrine est cette doctrine divine, telle que JÉSUS l'enseignait à ses disciples, celle dont il leur développait le vrai sens dans ses discours secrets... Il enseigna à tout le genre humain la manière d'arriver à la DÉLIVRANCE... Personne n'a frayé à la LIBERTÉ des voies aussi sûres que notre grand maître JÉSUS de Nazareth...; sa véritable doctrine était secrète, comme nous le voyons par plus d'un endroit de l'Évangile ». En preuve, l'Hiérophante apporte ce texte : « Il vous a été donné à vous de connaître les mystères du royaume des cieux, mais aux autres seulement en paraboles».

1. *Ecrits originaux*, T. II, pp. 104 et ssq.

D'autres textes servent à établir que cette doctrine secrète comprenait trois points principaux : 1° Condamnation de toute supériorité : « Vous savez que les princes de ce monde aiment à dominer; il n'en sera pas de même parmi vous : que le plus grand se fasse le plus petit. » 2° Réprobation de toute distinction sociale ou domestique : « Vous êtes tous frères. N'appelez personne sur la terre votre père. N'ayez point de maître ». 3° Proscription de la propriété : « Celui qui ne renonce pas à tout ce qu'il possède ne peut pas être mon disciple. Malheur aux riches ! »

Weishaupt, en rédigeant cette partie de son rituel, chargeait ses disciples de répandre cette persuasion que la liberté, l'égalité et la fraternité, entendues au sens maçonnique, ont eu pour inventeur Notre-Seigneur Jésus-Christ ; que sa doctrine secrète, celle qui était vraiment et complètement sienne, mais qui ne devait être prêchée ouvertement que lorsque le monde serait capable de l'entendre, était la pure doctrine démocratique, celle qui rejette toute autorité et maudit toute propriété.

Qu'ils fussent persuadés ou non, ses disciples ne manquèrent point de parler en ce sens. Qu'il suffise de citer Camille Desmoulins, qui faisait de Notre-Seigneur Jésus-Christ « le premier sans-culotte »; Gracchus Babœuf, qui lui donnait un rôle de partageux ; et, plus près de nous, Proudhon qui le transfigurait en « divin socialiste »; La Mennais, qui entreprit de donner la démonstration de ce sophisme : que la Révolution française est sortie de l'Évangile. Weishaupt ne s'était point trompé. Donner au peuple cette conviction, que la doctrine démocratique est la doctrine même de l'Évangile, la pure doctrine de Jésus-Christ, et surtout arriver à lui faire donner cette conviction par des prêtres, c'était assurément le moyen le plus ingénieux et le plus infaillible de faire arriver et d'asseoir à tout jamais la Révolution en vue de laquelle il avait fondé l'Illuminisme. Aussi, répandre cette persuasion fut l'une des occupations principales de la Haute-Vente, héritière directe de l'Illuminisme. Dans la Bulle *Ecclesiam a Jesu Christo*, le pape Pie VIII en fit la remarque : « Les Carbonari affectent un singulier respect et un zèle merveilleux pour la religion catholique et pour la doctrine et la personne de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qu'ils ont quelquefois l'audace de nommer leur grand maître et le chef de leur société ».

Et Pie IX, dans l'allocution consistoriale prononcée à Gaëte, le 20 avril 1849, dit aussi : « Les chefs de la faction, par un coupable abus des paroles et des pensées du très saint Évangile, n'ont pas craint, loups ravisseurs déguisés en agneaux, d'entraîner la multitude inexpérimentée dans leurs desseins et leurs entreprises et de verser dans les esprits imprévoyants le poison de leurs fausses doctrines ».

Piccolo-Tigre a donné la raison dernière pour laquelle cette tactique a été inventée et mise en œuvre : « La Révolution (ou l'idée révolutionnaire) dans l'Église, c'est la Révolution en permanence ».

Nos démocrates s'y sont laissé prendre.

Dans son numéro-programme, la *Démocratie Chrétienne*, après avoir dit que « la démocratie a pour principe fondamental l'égalité naturelle de tous les hommes », ajoute : « Et qui donc a fait prévaloir ce principe de l'égalité naturelle de tous les hommes, qu'aucune société païenne n'avait reconnue, et qui trouve son plein développement social dans le régime démocratique bien compris?... Ah! n'est-ce pas Jésus-Christ? Et lorsque la démocratie vient donner à ce principe de l'égalité humaine son plein développement social, nous chrétiens, nous répugnerions à l'avènement complet de la démocratie? »

Et ailleurs : « La démocratie est bonne, son principe est inattaquable, puisqu'elle est l'état social le plus conforme à l'esprit de l'Église, parce qu'elle a été promulguée par Jésus-Christ ».

« La liberté, l'égalité, la fraternité, sont des bienfaits qui nous viennent du christianisme ».

La liberté dont parle Notre-Seigneur lorsqu'il dit : *Veritas liberabit vos?* Oui, assurément, cette liberté est l'un des grands bienfaits du christianisme. La vérité sur Dieu, sur l'homme, sur nos destinées que sa Bonté infinie a faites surnaturelles et éternelles, cette vérité délivre l'homme de l'esclavage de Satan et du monde, de celui de ses passions et de ses péchés. Voilà la liberté qui vient du christianisme. Mais non la liberté démocratique dont l'essence est de se soustraire à l'Autorité, d'en secouer le joug. Le mot a été pris au christianisme, la chose aux passions de l'homme, à son orgueil. Et ravir ainsi au

christianisme ses mots pour les interpréter dans le sens du paganisme, c'est mettre le comble à l'anarchie intellectuelle, c'est prendre la voie la plus sûre pour mener les peuples à leur perte la plus irrémédiable.

Mêmes observations sur le mot égalité. L'égalité des hommes appelés tous à la vie éternelle, rachetés tous par le sang de Notre-Seigneur Jésus-Christ, recevant toutes les grâces nécessaires au salut, cette égalité vient du christianisme. Mais est-ce celle-là que revendique la jalousie démocratique qui veut tout abaisser sous son niveau ?

Et la fraternité que prêche la démocratie, est-ce la fraternité des hommes en Jésus-Christ qui s'est fait leur frère et qui leur a donné pour Père le Souverain Seigneur qui est aux cieux ? N'est-ce point plutôt l'humanitarisme qui tend à un État-Humanité par la solidarité universelle ?

« Quand on voit quelles sont les doctrines contre lesquelles beaucoup d'hommes ont échangé les trésors de vérités cachées dans le Christ, a dit Shelling, on se rappelle involontairement ce roi dont Sancho Pança raconte qu'il avait vendu son royaume pour acheter un troupeau d'oies. »

Non, la liberté, l'égalité, la fraternité démocratiques n'ont point été promulguées par Notre-Seigneur Jésus-Christ. Ce n'est point là ce qu'il a voulu faire prévaloir en venant sur la terre. On ne peut dire que cette liberté, cette égalité et cette fraternité soient des bienfaits qui nous viennent du christianisme et que l'état social qui reposerait sur elles serait le plus conforme à l'esprit de l'Église. L'état social le plus conforme à l'esprit de l'Église est celui qui aide le mieux les hommes à faire leur salut.

Et lorsque cette même Revue nous dit que le régime démocratique, c'est-à-dire le régime basé sur le triangle maçonnique, amènera plus grandiose le règne de Notre-Seigneur Jésus-Christ, nous admirons le zèle de la maison de Dieu, mais nous avons le droit de dire qu'il porte à faux, et que ce qui arriverait, si son idéal se réalisait, serait tout le contraire de ce qu'elle désire.

Elle dit encore : « Il est temps de former l'âme démocratique chrétienne. — Hâtons-nous d'organiser en France la démocratie chrétienne. — Il est nécessaire que le peuple s'organise et devienne une force pour réagir contre les injustices de l'ordre

social [1]. — Le peuple seul fera respecter les droits du peuple. Il est urgent que les hommes d'ordre, que les chrétiens entrent résolument dans ce mouvement. — Il est impossible que les travailleurs se résignent aux iniquités de leur sort ». Tous ces appels sont tirés du même numéro-programme de la même Revue, et l'on n'a qu'à ouvrir n'importe quelle publication démocratico-chrétienne pour les retrouver. Ils convoquent à une œuvre essentiellement antichrétienne ; car il n'y a rien qui puisse s'opposer plus efficacement au retour de notre société révolutionnaire, à l'esprit du christianisme, à cet esprit qui, d'après Léon XIII, — s'adressant directement aux démocrates chrétiens, — doit donner à la communauté humaine une forme et un caractère en harmonie avec ceux que DIEU a établis [2]. DIEU a établi la société non sur la liberté, mais sur la soumission aux autorités; non sur l'égalité, mais sur la hiérarchie ; non sur l'humanitarisme, mais sur la divine charité.

On l'a toujours dit, et rien de plus vrai : l'erreur la plus nuisible est celle qui est la plus proche de la vérité, ou celle qui en emprunte les termes. Les hommes les plus dangereux sont ceux qui ont la vérité sur le visage et l'erreur dans le sein. Comment la jeunesse se mettra-t-elle en garde contre des écrivains et des orateurs honnêtes et brillants, qui annoncent à *tous* le règne de la liberté et de l'égalité avec du pain et des plaisirs? Ils affirment apporter en cela la solution chrétienne de la question sociale, alors qu'ils propagent les idées de la Révolution. C'est jeter les peuples dans un trouble dont ils ne pourront revenir. « Si l'on parvenait, dit M. de Saint-Bonnet, à allier l'esprit révolutionnaire à l'esprit religieux, à marier l'orgueil à la vérité, c'en serait *fait à jamais de notre civilisation*. Le socialisme chrétien perdra tout s'il prend de la force : il s'approprie assez de vérité pour dissimuler l'erreur et étouffer définitivement la vérité. Veuille DIEU préserver notre clergé de l'erreur la plus glissante, la plus terrible qui fut jamais ! Le mirage est tel que beaucoup parmi les plus sages ne savent plus où fixer leur esprit. Comment désormais distinguer la branche empoisonnée

---

1. *Nota-bene*. — Pour réagir non contre les iniquités qui ne peuvent manquer de se trouver dans n'importe quelle société, mais « contre les injustices de l'ordre social », ce qui est tout autre chose.

2. Encyclique *Graves de communi*.

de la branche de l'Évangile?[1] » « Chaque âge a son hérésie, mais ici l'on enlève le fond même du christianisme, en lui laissant son nom. L'âme éprouve un frisson. L'ennemi du genre humain a trouvé une erreur qui porte le nom de la vérité et qui est capable d'accélérer la fin des temps ».

M. de Montalembert ne parlait pas autrement :

« Si la contagion socialiste allait envahir jusqu'aux enfants de l'Église elle-même, si une portion de notre jeunesse catholique avait le malheur d'ouvrir son esprit et son cœur à ces doctrines fallacieuses, c'est alors vraiment que le mal pourrait sembler irréparable et qu'il ne resterait plus qu'à pleurer sur les ruines d'une société condamnée à mourir dans les étreintes d'une incurable anarchie ».

« C'est pour un prêtre une trahison, disait encore M. de Saint-Bonnet, que de faire porter la question sociale ailleurs que sur la Foi ».

Il y a cinq ou six ans, dans un numéro de l'*Éclair*, daté du 6 juillet, l'abbé Charbonnel, qui n'avait point encore apostasié, écrivait un article intitulé : *Le Socialisme chrétien*. Il y invoquait l'autorité de saint Paul, de Mgr Ketteler, de Mgr Ireland, de M. le comte de Mun, de l'abbé Hitze. Et il terminait par ces mots :

« Au dire de Proudhon, la question sociale est déjà soulevée,
» mais elle est errante : *prêchée au nom de Dieu, consacrée par*
» *la parole du prêtre, elle se répandra avec la rapidité de la*
» *foudre*. C'EST CE QUI ARRIVE et l'évolution a été singulièrement
» prompte de La Mennais à Léon XIII. Qui disait donc que
» l'Église ne change pas ? »

Non, l'Église ne change pas, elle dit aujourd'hui ce qu'elle a dit hier, mais ils sont bien dangereux ceux qui essaient de lui faire dire le contraire de ce qu'elle a toujours enseigné et qui, pour cela, se présentent sous le couvert du Pontificat suprême et de l'infaillibilité doctrinale !

---

1. M. Blanc de Saint-Bonnet a fourni lui-même la réponse : « Pour la reconnaître, il reste un signe certain. L'esprit du christianisme se décèle immédiatement : au lieu d'enfler le moi, il en demande le sacrifice ».

CHAPITRE XXXIX

LA RÉCONCILIATION DE L'ÉGLISE ET DU SIÈCLE

Les mots, les sophismes séduisent les foules. L'Église subira-t-elle, elle aussi, la séduction? Des tentatives furent faites en ce sens. Elles n'échappèrent point à la clairvoyance du cardinal Régnier. Dans la lettre à son clergé sur le concile œcuménique du Vatican [1], il disait : « Le catholicisme libéral travaille à faire sortir l'Église de ses voies traditionnelles et séculaires, pour la faire entrer dans celles où s'est engagée la société moderne et dont Dieu seul connaît l'issue ».

Les catholiques libéraux se proclament volontiers les fils de la société moderne qu'ils déclarent être « la moins imparfaite, la meilleure des sociétés qui aient jamais existé ». Ils répètent sur tous les tons qu'ils « l'acceptent telle qu'elle est », et que personne ne doit plus songer à réagir contre le courant qu'a créé la Révolution. La langue de la Révolution ne leur fait pas peur, loin de là ; ils ont habituellement sur les lèvres les formules des libertés à la mode. Que dis-je ? De ces libertés que les papes ont appelées des délires et des instruments de perversion et de corruption, ils disent « qu'elles sont sorties de l'Évangile comme autant de fruits exquis » et que ce sont là « les côtés superbes de la société moderne ». De la *Déclaration des droits de l'homme*, qui est le principe même de la Révolution et le fond du naturalisme, ils disent que « nulle nation n'a jamais eu rien de pareil », « qu'il a fallu dix-huit siècles de christianisme pour la rendre possible », « qu'il n'y a jamais eu d'événement plus grand dans le monde », etc.

La plupart de ces citations sont prises dans le livre de

---

1. *Œuvres*, T. IV, p. 189.

l'abbé Bougaud : Le Christianisme et les temps présents [1].

Faut-il s'étonner après cela que dans les premiers jours de juin 1885, le *Figaro* ait eu l'insolence d'adresser cette invite à Léon XIII : « Si Léon XIII se levait *avec le grand chiffre 1789 à la main* — tout à coup de son fauteuil où il est assis calme, penseur, voyant — il serait aussi grand que le Moïse de Saint-Pierre-aux-Liens. A les voir assis, le Pape et Moïse, on juge de leur taille s'ils étaient debout ! Il a compris que, *si son Eglise ne marchait pas avec la société moderne — la société moderne marcherait sans son Eglise* ». Ce que le *Figaro* disait, toute la clientèle des Ignotus, des Wolff, des Grandlieu, des Millaud, etc., en un mot, tout le catholicisme libéral le pensait.

C'est La Mennais qui est le père et le chef de l'école à la fois catholique et révolutionnaire de la pacification, de la conciliation, de l'adaptation, de l'union enfin et de la fusion entre le Christianisme et la Révolution. Selon lui, il n'y a de salut pour l'Eglise dans l'avenir que là. Il faut qu'elle s'harmonise avec la liberté moderne, disons mieux avec le libéralisme qui est l'hérésie des hérésies.

« C'est ici, dit M. Chapot, le point culminant de la séduction libérale. Il ne saurait y avoir rien au-delà. Faire croire aux bons, faire croire au clergé que le salut nous viendra du libéralisme, c'est l'apogée et le triomphe de la Révolution.

» Voilà plus de soixante-dix ans que cette nouvelle manière de comprendre les intérêts de l'Eglise a tout envahi. Elle trône au sein des académies, elle siège dans les sanctuaires, elle a toutes les faveurs de l'opinion publique; on la considère comme la garantie certaine, infaillible, de la victoire prochaine de l'Eglise sur la terre.

» Grâce à l'ingénieuse distinction entre la thèse et l'hypothèse du libéralisme, l'évolution des catholiques sur le terrain révolutionnaire du droit commun, des droits de l'homme, de la liberté

1. Dans ce même ouvrage, T. V, p. 21, M. l'abbé Bougaud dit : « Il n'y a pas de solution de continuité entre les vérités de l'ordre surnaturel et les vérités de l'ordre naturel; celles-ci plongent dans celles-là et réciproquement ». Et plus loin : « On monte du sens à la raison comme on monte de la raison à la foi ». A la page 42 : « Sans doute la foi est un don de Dieu comme la vue, comme la raison, pas plus qu'elles, pas moins ». Ces propositions sont du pur pélagianisme. Elles montrent ce que devient la notion du surnaturel dans les esprits qui se laissent envahir par le libéralisme.

pour tous, du ralliement aux idées, aux institutions politiques et sociales du monde moderne, s'est accomplie. L'armée chrétienne est passée toute entière, avec armes et bagages, sous les étendards du libéralisme et de la Révolution. C'est ainsi que les catholiques de France se sont jetés, tête baissée, dans le piège suprême de Satan. Cet aveuglement est si profond et a une portée si considérable, qu'on peut à bon droit le considérer comme le fait capital de la Révolution, et un des plus malheureux, quant à ses conséquences, de toute l'histoire humaine.

» La confusion envahit tous les esprits, même les meilleurs. On en est venu à ne plus distinguer nettement les caractères du règne de Satan de ceux du règne de JÉSUS-CHRIST, les principes du christianisme, des principes de l'hérésie de Satan [1]. »

Les catholiques libéraux s'appellent aujourd'hui américanistes. Mgr Keane, dans le *Catholic World*, revue des Paulistes, disait, en mars 1898, au sujet de la *Vie du P. Hecker :* « La synthèse du progrès et du catholicisme le plus pur, synthèse dont l'américanisme fournit un exemple, est reconnue de plus en plus comme possible et désirable ». Sous ce titre : *L'Eglise et le Siècle*, M. Félix Klein, et M. Charbonnel avant son apostasie [2], réunirent les discours prononcés par Mgr Ireland à Paris et en Amérique. Après les avoir lus, M. Paul Bourget déclarait avoir compris « combien le christianisme est conciliable avec tout le monde moderne ».

C'est le succès que les traducteurs avaient espéré. Ils s'étaient écrié, parlant de leur œuvre : « Qu'à ce foyer viennent donc s'éclairer et se réchauffer ceux que glace la défiance et qu'enténèbrent les préjugés de l'impiété ou ceux de l'esprit rétrograde ».

La lettre du Pape au cardinal Gibbons vint contrarier ces espérances et cet enthousiasme. Elle condamnait cette proposition : « Pour ramener plus facilement à la vérité catholique les dissidents, il faut que l'Église s'adapte davantage à la civilisa-

---

1. *Revue catholique des Institutions et du Droit*, septembre, 1904. N. 9, p. 202.

2. A propos d'un sermon prononcé par le P. Coubé à Saint-Sulpice, M. Charbonnel écrivit dans la *Revue chrétienne* (revue protestante), le 1er octobre 1899 : « Mon cas lui fut prétexte à un verbeux réquisitoire contre le P. Hecker, Mgr Ireland, Mgr Keane, M. l'abbé Félix Klein. Sans nul doute, je dois aux idées que ces hommes représentent, mon apostasie, si l'on veut, et moi je dis : ma libération ».

tion d'un monde parvenu à l'âge d'homme et que, se relâchant de son ancienne rigueur, elle se montre conciliante à l'égard des aspirations et des exigences des peuples modernes ». C'était, sous une nouvelle forme, la dernière des propositions que le *Syllabus* a condamnées : « Le Pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne [1]. »

Au lendemain de la publication de cette Encyclique, le 24 mars 1899, le *Temps*, l'un des organes du protestantisme, vint dire aux américanistes de ne point renoncer cependant à leur projet : « Ceux qui, dans le clergé comme chez les laïques, cherchent un renouveau, une action sociale plus profonde, une entente plus cordiale avec la société moderne, n'ont aucune raison de se décourager ». M. Raoul Allier, dans le *Siècle*, 12 mars 1899, s'était montré plus franc. Examinant le champ de bataille que l'Encyclique voulait déblayer, il dit : « Les vaincus, ce sont les hommes qui pouvaient avoir leurs étroitesses, mais qui rêvaient un commencement de réconciliation entre leur foi religieuse et leur amour de la liberté. Les vainqueurs, ce sont les plus

---

1. L'essence du *modernisme*, a dit M. Charles Périn, c'est la prétention d'éliminer DIEU de toute vie sociale. Il y aura bientôt un siècle (1881) que le modernisme a fait son entrée officielle dans nos sociétés chrétiennes. Ce fut la Constituante qui l'introduisit dans les lois, mais depuis assez longtemps déjà les mœurs et les idées en étaient imprégnées.

L'homme, suivant l'idée moderne, étant à lui-même son Dieu et le maître souverain du monde, il faut que dans la société tout se fasse par lui et par la seule autorité de la loi qu'il porte. Ceci est le modernisme absolu, donnant la contradiction radicale à l'ordre social qu'avait fondé l'Église, à cet ordre suivant lequel la vie publique et la vie privée se rapportaient à la même fin, et où tout se faisait, directement ou indirectement, en vue de DIEU, et sous la suprême autorité du pouvoir institué de DIEU pour régir l'ordre spirituel.

Il y a un modernisme tempéré, qui ne fait pas ouvertement la guerre à DIEU et qui, en quelque sorte, compose avec Lui. Sans Le nier, ni Le combattre, il Lui mesure, en Le mettant dans le droit commun, la place qu'Il peut occuper parmi les hommes. Par cette tactique, tout en conservant les apparences d'un certain respect, le modernisme met DIEU sous la domination et sous la tutelle de l'État. Ce modernisme tempéré et circonspect, c'est le libéralisme de tout degré et de toute nuance.

Mais qu'on n'oublie pas que des deux côtés le principe est le même. Il s'agit toujours de faire une société sans DIEU, ou du moins de constituer une société en tenant DIEU aussi éloigné que possible de ses institutions et de ses lois. (*Le Modernisme dans l'Église* d'après des lettres inédites de La Mennais.)

Cela étant, on comprend que le modernisme ou la civilisation moderne ait été condamné par le Saint-Siège, et que la conciliation entre le modernisme et le catholicisme soit une utopie à jamais irréalisable.

farouches apologistes du vieux fanatisme, ce sont les inspirateurs et les rédacteurs de ces feuilles qui voudraient nous ramener au temps des guerres de cette religion ». Ramener les guerres de religion n'est dans la pensée de personne parmi les catholiques, et il n'y en eût jamais eu si les dissidents ne les avaient déclarées. Il s'agit uniquement de maintenir la vérité et son règne ; et pour cela il faut l'affirmer dans son intégrité. C'est pourquoi, la *Civilta cattolica* disait trois jours plus tard : « Celui qui louvoie, celui qui tâtonne, celui qui s'adapte au siècle et transige, celui-là peut se donner à lui-même le nom qu'il voudra, mais devant DIEU et devant l'Église, il est un rebelle et un traître ». Rebelle, parce qu'il veut aller à l'encontre des directions séculaires de l'Église ; traître, parce qu'il fait le jeu des ennemis de l'Église. Aussi, l'un des organes les plus influents du protestantisme aux États-Unis, *The Independent*, de New-York, manifestait-il sa joie en voyant les efforts faits par certains catholiques pour amener l'Église à se rapprocher du siècle : « Les protestants croient que l'Église catholique est en voie de changer pour s'améliorer (dans leur sens) ; *ils croient qu'elle doit continuer de changer*, ET ILS S'EN RÉJOUISSENT ». Ces espérances, ces joies de l'adversaire montrent combien était mal inspiré le directeur de la *Quinzaine*, lorsque, à cette époque-là même, il se donnait pour tâche d'enseigner au « jeune clergé » à entrer en contact avec « l'âme moderne ».

Comme l'a fort bien dit M. Maignen : « Leur entreprise (celle des conciliateurs) serait digne de respect et d'encouragement, si leurs efforts tendaient à réconcilier la secte moderne avec l'Église, en amenant l'opinion contemporaine à délaisser les erreurs et les préjugés qui les mettent sur tant de points en contradiction avec le catholicisme ; mais désespérant sans doute d'obtenir ce résultat, croyant aussi, peut-être, que tous les torts ne sont pas du côté des idées modernes, les conciliateurs ont entrepris d'amener l'Église à se réconcilier et à transiger avec la société moderne, le libéralisme et ce qu'on est convenu d'appeler le progrès [1] ». M. Naudet, dans le *Monde* dont il était alors le directeur, a déclaré vouloir plus encore que cette réconciliation : « Un grand mouvement d'idées a lieu, cette vérité est incontestable ; mais on comprend que les *doctrines qui étaient*

1. *Nationalisme, Catholicisme, Révolution*, page 195.

en possession d'état, les docteurs qui étaient considérés comme des oracles, ne soient pas disposés à céder devant les théories qu'ils qualifient de nouvelles, quoiqu'elles se trouvent dans l'Évangile, et devant des hommes qu'ils trouvent révolutionnaires, quoique leur propagande soit un des grands moyens de *christianiser la Révolution.* »

Christianiser non les révolutionnaires, mais la Révolution, voilà le mot vrai, le but marqué sans réticence; donner une teinte de christianisme à la Révolution qui est « satanique », comme ont dit de Maistre et Pie IX; « la Révolution qui ne fait qu'un avec l'athéisme », reconnaît Blanqui ; la Révolution qui, pourrait-on dire, va plus loin que Satan. Il se révolta contre DIEU : elle le nie, elle le méconnaît, elle veut qu'il soit inexistant pour les générations nouvelles.

Christianiser la Révolution, ou révolutionner le christianisme, c'est bien le terme auquel la secte espère nous amener par toutes les conciliations de détail, auxquelles elle pousse plus ou moins mystérieusement. Ce n'est point assurément ce que veut M. Naudet, et ici comme trop souvent, « l'ivresse du verbe » lui aura fait exagérer sa pensée. Mais il entend bien que « les doctrines qui étaient en possession d'état » prennent en considération le grand mouvement d'idées nouvelles qui agitent le monde, et fassent fléchir leur rigidité pour s'accommoder avec la Révolution.

L'Ami du Clergé, dans sa livraison du 26 janvier 1899, disait avoir été interrogé sur ce point : « Y a-t-il quelque chose de vrai dans ce qu'avancent quelques publicistes catholiques au sujet d'un parti inquiétant qui se formerait dans le *jeune* clergé français ? »

A ce propos, M. Ch. Maignen fit observer que « ce qui distingue le nouveau clergé avec l'ancien, c'est bien moins *l'âge* que *les idées*, idées nouvelles qui constituent la jeunesse et la nouveauté des premiers, idées anciennes et traditionnelles qui font l'ancienneté du second. Or, la caractéristique du nouveau clergé, c'est l'*alliance de l'Eglise et du Siècle* qu'il synthétise en sa personne. »

Nous avons vu plus haut que les mêmes idées hantent l'esprit de la jeunesse laïque qui fait profession de catholicisme. Nous avons entendu le fondateur de l'*Union progressiste de la jeunesse catholique* dire que cette jeunesse était « enfiévrée

de cette confiance que l'Église avançait vers le siècle » ; *Le Sillon*, que son devoir était de chercher une « conciliation entre le dogme catholique et les idées du siècle, de travailler à une adaptation progressive du catholicisme à toutes les forces qui mènent notre monde moderne. »

On ne saurait dire s'il est une seule des possessions de l'Eglise où le recul ne lui soit demandé pour arriver à la conciliation : l'Ecriture Sainte ne devrait point maintenir intacte son inspiration, sa véracité, son authenticité ; la théologie, diminuer le nombre de ses dogmes et les soumettre au contrôle du scientisme ; la philosophie, se kantiser ; la politique, consacrer la souveraineté du peuple ; l'économique, faire trouver le ciel ici-bas, etc., etc. A toutes et à chacune de ces prétentions, Léon XIII a répondu par ses immortelles encycliques. La première, *Inscrutabili*, a dit que la civilisation qui répugne aux doctrines de l'Eglise n'est qu'une fausse civilisation ; celle commençant par les mots *Quod apostolici* a repoussé les conclusions pratiques auxquelles cette fausse civilisation doit aboutir : le socialisme, le communisme, le nihilisme, qui veulent établir l'ordre social sur l'égalité de tous les hommes, c'est-à-dire le renversement de toute hiérarchie, l'abolition du mariage et de la famille, la négation du droit de propriété. Les Encycliques suivantes sont revenues sur chacune de ces bases de l'ordre social : *Arcanum divinæ sapientiæ*, sur le mariage et la famille ; *Diuturnum*, sur le pouvoir civil ; *Immortale Dei*, sur la constitution chrétienne des Etats ; *Libertas præstantissimum*, sur la vraie notion de la liberté : *Sapientiæ christianæ*, sur les devoirs civiques des chrétiens ; *Rerum Novarum*, sur la paix sociale et les moyens de l'obtenir ; *Æterni patris*, sur la philosophie ; *Providentissimus Deus*, sur l'Ecriture Sainte, etc., etc. ; et au centre de cette sphère d'où la lumière rayonne sur toutes les questions agitées de nos jours, l'Encyclique sur l'Eglise, dépositaire et docteur de toutes les vérités, et celle sur la franc-maçonnerie, foyer de toutes les erreurs.

« Nous faisons tous nos efforts, disait Léon XIII aux pèlerins de Malte, le 22 mai 1893, pour ramener sur le droit chemin la société humaine » ; et dans une lettre adressée le 6 janvier 1896 au cardinal Langénieux, il exhortait en ces termes tous les catholiques à seconder ses efforts : « Les catholiques doivent

s'affirmer comme des fils de lumière, d'autant plus intrépides et plus prudents qu'ils voient une puissance ténébreuse mettre plus de persistance à ruiner autour d'eux tout ce qui est sacré et bienfaisant ; ils doivent prendre avec clairvoyance et courage, conformément à la doctrine exposée dans nos Encycliques, l'initiative de tous les vrais progrès sociaux, se tenir au premier rang parmi ceux qui ont l'intention loyale, à quelque degré que ce soit, de concourir à faire régner partout, contre les ennemis de tout ordre, les éternels principes de la justice et de la civilisation chrétienne. »

Le refus de conciliation opposé par l'Eglise aux ennemis de tout ce qui constitue l'ordre, ne porte donc que sur l'erreur et le mal qu'elle ne peut consacrer, même au degré le plus infime. A cela, son opposition est à tout jamais irréductible. Mais c'est une perfidie de la secte, qui voudrait la conciliation dans l'erreur et le mal, de faire croire que l'Eglise a en horreur les découvertes de la science moderne et leur application aux usages de la vie.

Ce n'est point d'aujourd'hui que l'idée d'une conciliation à établir entre l'Eglise et le monde, ce monde que Notre-Seigneur a poursuivi de ses anathèmes, occupe certaines têtes. Le mot qui devrait y mettre fin a été dit par Donoso Cortès.

En 1838, M. Guizot publia sur le catholicisme un article qui fit alors sensation. Il disait : « Par le concours des événements de nos jours, la Religion et la Société ont cessé de se comprendre. La religion prononce anathème sur le monde nouveau et s'en tient séparée ; le monde est près d'accepter l'anathème et la séparation. Rapprocher l'esprit chrétien et l'esprit du siècle, l'ancienne religion et la société nouvelle, les amener à s'accepter, telle est la pensée vraiment catholique, équitable et marquée d'une haute intelligence. Sans flatterie, notre temps est un grand temps, qui a fait de grandes choses, ouvert de grandes destinées ! Tous ces résultats positifs, visibles, si rapidement obtenus, ce progrès si général de bien-être, de richesse, d'ordre, de justice pratique dans les affaires d'ordre social, sont-ce là des symptômes de déclin ? Non, notre société a conscience de ce qu'elle est et de ce qu'elle peut devenir, du bien qu'elle a fait à l'humanité : elle veut qu'on l'honore. »

Donoso Cortès pensait tout autrement. Il disait : « La

destinée de l'humanité est un mystère profond qui a reçu deux explications contraires, celle du catholicisme et celle de la philosophie. L'ensemble de chacune de ces explications constitue une civilisation complète. Entre ces deux civilisations il y a un abîme insondable, un antagonisme absolu. Les tentatives faites pour amener entre elles une transaction ont été, sont et seront toujours vaines. L'une est l'erreur, l'autre est la vérité. »

Treize ans plus tard, M. Guizot reçut de Donoso Cortès un exemplaire de son *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme.* Dans son accusé de réception, daté du 3 juillet 1851, Guizot revient sur l'idée exprimée en 1838. « Il me semble, dit-il, que je n'en retrancherais (de votre livre) pas un iota, mais que j'y ajouterais quelque chose. L'Eglise catholique ne change ni ne varie, c'est certain ; mais il est indubitable qu'elle marche et avance. *Pour s'incorporer à la société humaine dans l'actualité*, elle a encore un pas à faire. Ce pas, elle peut le faire, si elle veut. Le fera-t-elle ? Je ne connais personne qui soit plus propre et plus capable que vous pour la faire entrer dans cette voie. »

Dans sa réponse, Donoso Cortès fit entendre à M. Guizot qu'il se trompait, en espérant un bon effet de son projet d'incorporer l'Eglise à la société humaine dans l'actualité, et cela parce que le monde, pour se sauver, a besoin non de conciliation, et surtout de conciliation par une condescendance de l'esprit de l'Eglise vers l'esprit du monde, mais de vérité et de vertu. « Or, dit le philosophe chrétien, le monde ne peut recevoir ni la vérité, ni la vertu que de l'Eglise, qui est seule en possession de l'*absolu* dans l'ordre de la pensée, et dans l'ordre des actions seule en possession de la *charité*. Si donc jamais, par impossible, l'Eglise en venait à se mettre à la remorque du monde, le genre humain courrait aussitôt à une perte irrémédiable. »

M. Guizot avait terminé sa lettre au marquis de Valdegamas par cette insinuation : « Je ne connais personne qui soit plus propre et plus capable que vous pour faire entrer l'Eglise dans cette voie. » Donoso Cortès lui retourna son compliment de cette façon : « Je crois très possible que le salut de l'Europe dépende, à l'heure présente, du vouloir ou du non vouloir d'un homme qui est à Val-Richer. Le voudra-t-il ? » A la proposition

que M. Guizot avait faite à Donoso Cortès d'employer son talent à rapprocher l'Eglise du monde, Donoso Cortès oppose à M. Guizot la proposition d'employer son influence à ramener le monde à l'Eglise catholique. Le ministre de Louis-Philippe ne le voulut point. Il n'était d'ailleurs point de taille ni de caractère à crier hautement à la société déjà si ébranlée de 1851, qu'il n'y avait pour elle de salut que dans l'Eglise catholique, dans l'adhésion à toute la vérité qu'elle prêche, dans la pratique de toute la charité qu'elle prescrit.

Le rôle que Donoso Cortès répudiait ainsi, d'autres l'ont pris. Déjà La Mennais, dans le mouvement de transition qui le porta de l'exagération de l'ultramontanisme au démocratisme le plus outré, avait fondé le journal *L'Avenir* pour chanter l'épithalame du mariage du libéralisme avec la doctrine catholique. On en est toujours aux fiançailles. Les entremetteurs se succèdent, se multiplient, se font de jour en jour plus pressants, le contrat ne se conclut point et ne sera jamais signé.

L'apôtre saint Paul a dit : « *Nolite conformari huic sæculo* [1]. Ne vous conformez pas au siècle présent ». Et l'apôtre saint Jacques : « Quiconque veut être ami du monde se rend ennemi de Dieu. » Jamais l'Eglise ne mettra ces paroles en oubli.

---

1. Rom., xii, 2.

SIXIÈME SECTION

LE TEMPLE

COURONNEMENT DE L'ŒUVRE MAÇONNIQUE

Ire SUBDIVISION. — CONSTRUCTION POLITIQUE

CHAPITRE XL

LE CONTRAT SOCIAL

Dans son *Histoire de la Littérature sous le Gouvernement de Juillet*, M. Alfred Nettement a fait cette belle comparaison :

« Il y a deux grandes lignes en architecture : la ligne païenne, c'est la ligne horizontale qui prend son développement en rasant la terre que nous habitons : la ligne chrétienne, c'est la perpendiculaire qui aspire à quitter notre globe pour se perdre, avec les flèches de nos cathédrales, dans l'infini. Quand l'homme renonce à celle-ci, il cherche à étendre indéfiniment celle-là : il rêve l'infini sur la terre, quand il ne va pas le chercher au ciel. L'infini sur la terre, c'est l'utopie. L'utopie veut réaliser ici-bas l'idéal des religions. L'homme parfait, la terre parfaite, la science humaine remplaçant la sagesse divine et opérant des miracles, voilà le fond de toutes les utopies qui ne sont que la forme suprême du rationalisme absolu, énivré de sa puissance et cherchant à remplir le vide qu'il a creusé dans les intelligences en en chassant la religion ».

Arrachée à la barbarie par l'Eglise et élevée par elle, la société du Moyen Age avait entendu sa mère, son éducatrice, lui dire que l'homme est sur la terre pour faire son salut, pour préparer son éternité : la vie présente n'est pas la véritable vie, elle n'en est que la préparation.

Cette vérité avait présidé à l'organisation de la société nouvelle, de la société chrétienne. S. Paul avait dit aux dépositaires de

l'autorité qu'ils sont les ministres de DIEU pour le bien ; et S. Grégoire-le-Grand : « La puissance vous a été accordée d'en haut pour que la vertu soit honorée, que les voies du salut soient élargies et que L'EMPIRE DE LA TERRE SERVE L'EMPIRE DU CIEL ». C'est sur ces données qu'avaient été conçues et fondées les institutions sociales. Elles n'avaient point seulement pour but d'aider les hommes et la société à acquérir les biens de ce monde, à les multiplier, à en tirer les avantages que le Créateur a voulu que nous y trouvions, mais aussi à élever les âmes, à les sanctifier, à les préparer à leurs destinées éternelles.

Les humanistes détournèrent les yeux de la verticale, qui perce le ciel, pour les fixer sur la ligne horizontale, qui rase la terre. Eux, et ceux qui prirent la suite de leur entreprise, s'attachèrent à faire disparaître des esprits et des cœurs, et d'abord de la société, l'idéal chrétien pour les ramener en arrière vers l'idéal payen.

Nous avons suivi leurs efforts durant le cours des cinq derniers siècles, pour renverser tout ce que l'idée chrétienne avait édifié. Nous avons vu combien ces efforts ont été persévérants et sagement orientés, dirigés qu'ils étaient par une association ténébreuse, dont on ne pouvait se défier, parce qu'on ne la connaissait point. Alors même que les Papes eurent signalé son existence, on ne sut jamais bien la combattre, parce que l'on ignorait ses moyens d'action.

Le protestantisme commença l'œuvre de destruction. Il ne put arriver à dominer en France, ce qu'il désirait surtout, car, depuis des siècles, elle exerçait, sur l'Europe, une magistrature dont il était nécessaire de s'emparer pour la fin à obtenir.

La Révolution fut sur le point d'y réussir ; mais la France, après des malheurs inouïs, et sur des ruines sans nombre en tout ordre de choses, finit par se ressaisir. Elle voulut rentrer dans ses voies ; la secte était là qui veillait, et, avec une sagesse vraiment diabolique, elle sut nous mener où nous sommes dans l'ordre ecclésiastique et dans l'ordre civil, dans les idées et dans les mœurs. Elle espère arriver sous peu au terme de ses efforts : l'anéantissement, non seulement de toutes les institutions créées sous l'inspiration du christianisme, mais de l'idée chrétienne elle-même.

Sortant de l'une des séances du convent de 1895, un dignitaire du Grand-Orient alla faire ses confidences au journal le *Matin*.

Il dit : « Nous allons serrer nos rangs.... L'avis du Conseil de l'Ordre est sollicité partout, les initiations deviennent plus difficiles, les initiateurs sont plus exigeants, les initiés mieux choisis. La lutte approche, et nous sentons que nos troupes sont prêtes à donner. *Nous avons à faire triompher un idéal qui est l'*ANTHITHÈSE DE L'IDÉAL RELIGIEUX ».

« Il est absurde, a dit M. Aulard, professeur d'histoire révolutionnaire à la Sorbonne, de continuer à dire : nous ne voulons pas détruire la religion quand nous sommes obligés d'avouer d'autre part que cette destruction est indispensable *pour fonder rationnellement la cité nouvelle politique et sociale.* Ne disons donc plus : nous ne voulons pas détruire la religion ; disons au contraire : nous voulons détruire la religion, afin de pouvoir établir en son lieu et place la cité nouvelle, c'est-à-dire le *Temple.* »

Ordinairement en effet on ne démolit que pour réédifier : c'est bien la pensée de la secte qu'a traduite M. Aulard. Elle veut élever un nouvel ordre de choses sur les ruines de l'ancien. Elle a son idéal, elle en poursuit la réalisation. Quel est-il ? Elle lui a donné un nom : le TEMPLE. C'est pour l'édification de ce Temple que, depuis des siècles, elle recrute des maçons.

Que doit être ce Temple ? C'est ce sur quoi nous devons maintenant l'interroger.

Le divin Sauveur, apportant à la terre la conception chrétienne de la civilisation, n'a pas voulu l'abandonner aux hasards que court nécessairement une idée laissée à elle-même, et par conséquent livrée flottante au souffle des fantaisies et des passions humaines. Il l'a remise aux mains de la société qu'il a élevée sur Pierre, et il a donné à celle-ci la charge de maintenir sa doctrine dans sa pureté, de la défendre contre les idées contraires, de la propager dans le monde et de lui faire porter des fruits de vie. Aussi, le divin Maître s'est-il comparé à un architecte : « Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle ».

Pour mieux marquer son opposition, Satan s'est fait appeler le « Grand Architecte [1] », et en face de l'Église il construit un « Temple ». Comme l'Eglise, ce Temple est à la fois esprit et

1. Le Grand Architecte est une de ces expressions que la franc-maçonnerie excelle à créer, et qui ont pour elle le grand avantage que tous

corps : corps, une société, la maçonnerie ; esprit, une idée que la société a la mission de propager dans le monde et de réaliser par des institutions.

Cette idée est une conception de l'ordre social opposée à celle que le christianisme a fait prévaloir.

« Il ne s'agit de rien moins, dit Findel, que d'une réédification de la société sur des bases entièrement nouvelles, d'une réforme du droit, d'un renouvellement complet du principe de l'existence, notamment du principe de la communauté et des relations réciproques entre l'homme et ses semblables[1]. »

Rabaut-Saint-Etienne avait dit avant lui, à la tribune de la Constituante : « Pour rendre le peuple heureux, il faut le renouveler, changer ses idées, changer ses lois, changer ses mœurs, changer les hommes, changer les choses, tout détruire, oui, tout détruire, puisque tout est à recréer ».

Voilà ce que la franc-maçonnerie se propose. Rien ne peut être imaginé de plus radical : faire disparaître le principe sur lequel repose actuellement notre existence et lui en substituer un autre ; puis tirer les conséquences de ce changement : c'est-à-dire renverser les relations des hommes entre eux, réformer le droit, et réédifier la société d'après un principe nouveau.

Quelles sont donc les bases entièrement nouvelles sur lesquelles la société doit être réédifiée ? Sur quel principe nouveau le droit social doit-il être réformé ? Jean-Jacques Rousseau l'a longuement exposé dans ses divers ouvrages, et tout le monde sait que c'est son *Contrat social* à la main que les hommes de 89 ont fait la Révolution, ont voulu une première fois faire place nette, pour édifier sur les ruines de la société chrétienne le Temple maçonnique. Les maçons du XXe siècle reconnaissent le

---

peuvent les accepter, parce que chacun les adapte à ses propres idées. Pour les juifs et les déistes, le Grand Architecte de l'univers, c'est le Créateur du monde ; les chrétiens peuvent y voir, s'ils le veulent, la Très Sainte Trinité ; pour les initiés, c'est la Nature ; au dernier degré d'initiation, c'est Lucifer, le Porte-lumière.

Notre-Seigneur Jésus-Christ a dit : « Je suis la lumière du monde ; celui qui me suit ne marche point dans les ténèbres, mais il possède la lumière de la vie : croyez à la lumière, afin que vous soyez les fils de la lumière ». Ici encore apparaît la contrefaçon. La maçonnerie se dit posséder la lumière ; ses loges sont le lieu de la lumière, elle appelle à elle les hommes afin de leur communiquer la lumière dans ses initiations, et son maître et son prince est Lucifer, l'astre déchu.

1. *Les principes de la Franc-Maçonnerie dans la vie des peuples*, p. 163.

même maître que ceux du XVIII[e] ; leurs chefs ont le même idéal et poursuivent la réalisation du même plan. « *Si un jour nous écrasons l'infâme, ce sera* SOUS LE CONTRAT SOCIAL. » Cette parole fut dite au Congrès des loges du Nord-Ouest, tenu à Amiens en 1901, les 13 et 14 avril, par le F.·. Dutilloy, membre du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient[1]. C'est donc à Jean-Jacques Rousseau qu'il faut recourir pour savoir ce que sera l'état social que la maçonnerie nous prépare.

Le principe sur lequel repose l'existence humaine a été, de tout temps et chez tous les peuples, celui-ci : « L'homme est naturellement un être sociable, et celui qui demeurerait à l'état isolé et sauvage serait un être dégradé[2]. » C'est sur ce principe, posé de la main de DIEU au fond de la nature humaine, qu'elle vit depuis ses origines ; c'est en observant ce qu'il prescrit, que la société s'est constituée et qu'elle repose, que l'homme naît et grandit.

Le christianisme avait mis dans une plus parfaite lumière cette vérité, reconnue par la sagesse des nations, que la société sort spontanément de la nature humaine, qu'elle est le résultat de la constitution, de la manière d'être que DIEU a donnée à l'homme. L'individu isolé est impuissant à se procurer ce dont il a besoin pour vivre et prendre son développement ; il ne peut le trouver que dans le secours qu'il reçoit de ses semblables et qu'en retour il leur donne, en un mot, dans les relations qui naissent de l'association. Et comme ses besoins sont multiples et divers, divers aussi sont les motifs et les fins pour lesquels il s'associe, multiples sont les aspects sous lesquels l'association se présente.

L'homme a des besoins physiques, des besoins intellectuels, des besoins religieux. En naissant, il se trouve au sein d'une société, la famille, qui défend sa fragile existence contre les agents extérieurs, et lui procure la nourriture qui maintient sa vie et peu à peu accroît ses forces.

Mais la famille ne peut non plus se suffire ; elle ne trouve point en elle les ressources nécessaires pour porter ses membres à la perfection à laquelle chacun peut atteindre au point de vue

---

1. *Congrès des loges du Nord-Ouest*, p. 24. Amiens, imp. Duchâtel.
2. Aristote, *Politique*, § 9.

physique, aussi bien qu'au point de vue intellectuel et religieux. Et c'est pourquoi la famille n'est pas plus isolée que l'individu : elle aussi naît et vit au sein d'associations plus vastes qui l'environnent de leur protection, qui président aux intérêts généraux de bien-être matériel, de culture intellectuelle et de perfectionnement moral et religieux, qui sont dans les exigences ou du moins dans les aspirations de la nature humaine. Autant sont nombreuses et diverses ces exigences ou ces aspirations, autant l'association prend de formes différentes pour que tous puissent atteindre les fins communes à l'humanité, et les fins spéciales propres aux aptitudes de chacun.

Les sociétés à fin particulière et contingente prennent leur origine dans les conventions que font entre eux ceux qui poursuivent le même but.

Mais il n'en est point de même de la société appelée à conduire tous les hommes à leur fin dernière. Celle-là a nécessairement pour auteur le DIEU qui a assigné à l'homme ses destinées. De fait, DIEU l'a fondée aux origines, et la seconde Personne de la Très Sainte Trinité est venue au milieu des temps lui donner sa dernière perfection. Cette société se nomme la sainte Église catholique : catholique, parce que tous les hommes sont appelés à en faire partie, DIEU voulant le salut de tous; sainte, parce que sa mission est de conduire les hommes à la sainteté.

La société civile tient le milieu entre l'Église et les associations particulières : elle est plus nécessaire que celles-ci, répondant à des besoins qui ne peuvent trouver en elles leur pleine satisfaction ; elle ne peut être aussi générale que celle-là, parce que les diverses tribus de la famille humaine, ayant des aptitudes et des caractères différents, demandent à n'être point gouvernées de la même manière. Dans la formation des sociétés civiles, il entre donc de la nécessité et de la convention, du divin et de l'humain ; divin, ce qui est fondamental, ce qui vient des exigences de la nature ; humain, ce qui est d'ordre secondaire et variable comme les tempéraments des peuples.

J.-J. Rousseau s'inscrivit en faux contre ces données de la raison et de la foi ; et voici ce qu'il imagina, ce qu'il consigna dans tous ses écrits, et ce que la maçonnerie s'est donné la

mission de réaliser. La société, l'état social, ne résulte point de la constitution de l'homme et de l'institution divine; c'est, dans le monde, une excroissance accidentelle et l'on pourrait dire contre nature, qui est survenue un beau jour par le fait des volontés humaines.

Les hommes vivaient à l'état de nature, dit J.-J. Rousseau, comme le font les sauvages, les animaux, et c'était l'âge d'or ; état de liberté et d'égalité, où les fruits étaient à tous et la terre à personne, ou chaque homme était citoyen de l'univers.

Pour passer de l'état de nature à l'état social, les hommes primitifs firent un pacte, un *contrat*, « le contrat social [1] ». D'une part, chaque individu se remit, sa personne et tous ses droits, entre les mains de tous ; d'autre part, tous garantirent à chacun une part égale des biens communs. L'individu donna à la société tout ce qu'il a et tout ce qu'il est, et la société admit l'individu à la communion de toute la chose publique, de la *république*.

« Les clauses du pacte social, dit J.-J. Rousseau [2], se réduisent toutes à une seule : *l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits* à toute la communauté... S'il restait quelques droits aux particuliers, l'état de nature subsisterait et l'association deviendrait nécessairement vaine... L'aliénation se faisant sans réserve, l'union est aussi parfaite qu'elle peut l'être, et nul associé n'a plus rien à réclamer ».

Voilà l'idée que la maçonnerie se fait de la société, voilà le plan sur lequel elle veut la reconstituer. Si longtemps que cela ne sera point complètement réalisé, c'est-à-dire si longtemps que les individus prétendront conserver quelques droits, l'état social, tel que le contrat l'a fait, tel qu'il doit être, ne sera

---

1. J.-J. Rousseau n'est point, à proprement parler, l'inventeur du contrat social. C'est un protestant, Hubert Languet, qui, dans le *Vindiciæ contra tyrannos*, sous le pseudonyme de Junius Brutus, exposa pour la première fois la théorie d'un « contrat », origine de la société.

Il est aussi absurde de supposer un pacte primitif fondamental de la société publique, qu'il serait absurde de supposer un pacte constitutif de la famille entre le père et les enfants. Bonald dénonce le cercle vicieux où tombe Rousseau : « Une loi, ne fût-ce que celle qui règlerait les formes à suivre pour faire la loi; un homme, ne fût-ce que celui qui l'aurait proposée, aurait toujours précédé cette prétendue institution du pouvoir, et le peuple aurait obéi avant de se donner un maître ». Bossuet avait dit avant de Bonald : « Bien loin que le peuple en cet état (sans loi et sans pouvoir) pût faire un souverain, il n'y aurait même pas de peuple ».

2. *Contrat social*, livre I, ch. VI.

point jugé parfait; l'état de nature, auquel le contrat a voulu mettre fin, subsistera en quelque chose. Le progrès, c'est donc la marche vers l'absorption complète de tous les droits par l'État; plus de droits pour l'individu, plus de droits pour la famille, plus de droits à plus forte raison pour une société quelconque qui se formerait au sein de l'État, ou au-dessus de lui.

N'est-ce pas vers cela que nous marchons à grands pas? et cette conception de la société n'est-elle point l'explication, et, pour nos maçons, la justification de tout ce qui est actuellement fait ou tenté contre la liberté de l'Église, contre la liberté des associations, contre la liberté des familles, contre la liberté individuelle elle-même? L'État ne peut, ne doit souffrir aucune association autre que celle qu'il est. Si des événements passés, si des individualités puissantes ont créé au sein de la société civile des associations distinctes, l'État doit travailler constamment à rétrécir le cercle dans lequel elles vivent et agissent, jusqu'à ce qu'il soit parvenu à les absorber ou à les anéantir. Selon Rousseau, selon la Maçonnerie, c'est là son droit, c'est là son devoir, droit et devoir qui découlent directement du contrat social, et sans l'exercice desquels ce contrat deviendrait illusoire et bientôt caduc.

Que l'on cesse donc de s'étonner que dans cette société sortie de la Révolution, pétrie de l'idée révolutionnaire, l'État veuille tout centraliser et tout absorber, étouffer toute initiative et paralyser toute vie : il obéit en cela à sa loi, au principe d'après lequel il doit être tout, tout lui ayant été livré par le contrat initial. Ce qui vit, ce qui se meut, ce qui est en dehors de lui, ne l'est et ne le fait que par une usurpation dont il doit être rendu compte pour restitution.

Cette revendication doit s'exercer surtout à l'égard des associations, parce qu'elles sont plus puissantes que les individus, et surtout à l'égard des associations qui ont un idéal autre que celui de l'État naturaliste. Le pacte social a été contracté pour une plus complète jouissance des biens de ce monde. S'il est des sociétés formées dans le but de porter ailleurs le regard de l'homme, de l'exhorter à se détacher des biens présents pour ambitionner et poursuivre d'autres biens, ces sociétés sont la contradiction vivante de la société sortie du contrat social, elles

doivent disparaître avant toute autre. Le devoir est de les traquer, de les mutiler jusqu'à complet anéantissement. C'est là l'explication des calomnies répandues par les humanistes dans leurs écrits contre les religieux, et des persécutions sans cesse renouvelées contre eux depuis la Renaissance jusqu'à nos jours, comme aussi de la guerre à mort déclarée aujourd'hui à la première des sociétés religieuses, à celle qui est le fondement et le principe de vie de toutes les autres, à l'Église catholique.

CHAPITRE XLI

L'ÉTAT, SOUVERAIN MAITRE DE TOUTES CHOSES

Le Temple que la maçonnerie veut édifier d'après le plan que J.-J. Rousseau en a tracé dans son *Contrat social*, c'est donc l'État souverain maître de toutes choses, absorbant en lui tous les droits, aussi bien ceux des individus que ceux de la famille, ceux des associations que ceux de l'Église.

C'est là, dira-t-on, une utopie et une prétention aussi monstrueuse qu'irréalisable. Non, pour les maçons, pour les révolutionnaires, c'est l'idéal, et un idéal vers lequel on nous fait marcher à grands pas.

J.-J. Rousseau a dit qu'en vertu du contrat social qu'il suppose à la base de la société, contrairement à l'histoire et contrairement à la nature humaine qui n'en a que faire, tous les hommes appartiennent totalement à la collectivité, leur personne et leurs forces, leurs droits et leurs biens. C'est ce que les maçons veulent réaliser; c'est bien à cela que la Révolution veut aboutir; c'est cela et cela seul qui peut donner l'explication de la manière d'être et d'agir de l'État contemporain à l'égard de tout et de tous. En toutes choses, il s'applique à restreindre les droits particuliers: son dessein est de les supprimer entièrement.

D'abord et surtout, le citoyen n'a pas le droit d'être chrétien. « Rien, dit Taine, interprétant la pensée fondamentale du Contrat social, n'est plus contraire que le christianisme à l'esprit social... *Une société de chrétiens ne serait plus une société d'hommes, car* LA PATRIE DU CHRÉTIEN N'EST PAS DE CE MONDE ». Il faut le ramener ici-bas, il faut enfermer ses pensées dans la poursuite des intérêts terrestres, il faut qu'il soit tout entier à la société à laquelle il a été donné tout entier. Aussi, voit-on le catholique traité en ennemi dans l'État maçonnique.

Le citoyen n'a pas le droit d'être propriétaire. Tout ce qu'il a, aussi bien que tout ce qu'il est, est devenu bien social. Aussi, voit-on le droit de propriété disparaître peu à peu devant les empiétements du socialisme d'État. Les impôts croissent et se multiplient sans cesse. L'utilité publique exproprie avec une conscience de jour en jour plus légère. Les lois s'essayent à répartir les gains entre patrons et ouvriers. L'État se fait partie prenante dans les ventes et les donations, et surtout dans les successions. Il parle maintenant d'impôts sur le revenu et d'impôts progressifs, destinés à niveler les propriétés, à égaliser les fortunes, ou plutôt à faire que l'État devienne seul et unique propriétaire. Déjà, au XVIII[e] siècle il s'est emparé de toute la propriété ecclésiastique, et aujourd'hui même il met la main sur celle qui s'était reconstituée au siècle dernier. Demain, il s'emparera de la même façon des instruments de travail : mines, usines, champs, tout sera *nationalisé* [1].

Ce ne sont pas seulement les biens que l'État revendique comme appartenant à la collectivité, mais les forces de chacun : « Chaque membre de la société est à elle, lui et toutes ses forces. » Il faudra bien qu'à un jour prochain le Contrat se réalise aussi sous ce rapport, et que l'État en arrive à attribuer à chacun les fonctions qu'il aura à remplir dans la société, sous sa surveillance et à son bénéfice. Les monopoles de l'État qui vont de l'instruction publique à la fabrication du tabac et des allumettes, et le fonctionnarisme qui peu à peu s'étend à tout, sont un acheminement vers cet esclavage universel.

Pour y arriver, il importe surtout de se saisir des forces naissantes, des générations qui surgissent. Aussi, le premier souci

1. Il est à remarquer que la franc-maçonnerie n'hésite plus à se déclarer socialiste et même collectiviste. Le F.·. Bonnardot, qui fut nommé, en 1901, Grand-Maître de la Grande Loge de France, proposa au Congrès des loges du Centre, tenu à Gien, en 1894, au nom de la 3[e] commission, de proclamer le principe de la propriété collective. Son rapport fut signalé à l'attention du Convent de la même année. La plupart des loges parisiennes sont devenues socialistes-réformistes. La grande majorité des loges des départements les ont suivies ; un certain nombre sont déjà collectivistes. Pour nous en tenir à *La Fidélité* de Lille, qui compte plus de deux cents membres, le prochain programme d'action de la franc-maçonnerie y était ainsi défini par son orateur, le 8 juillet 1900 : « Nous avons combattu toutes les idées théologiques, il y a encore un dieu à combattre, c'est le dieu capital. » (Voir la pétition contre la franc-maçonnerie à la 11[e] commission des pétitions de la Chambre des Députés, p. 51 et 75.)

de l'État révolutionnaire est de s'emparer de l'enfance [1]. « Les enfants, disait Danton, appartiennent à la République avant d'appartenir à leurs parents; l'égoïsme des pères pourrait être dangereux pour la République. Voilà pourquoi la liberté que nous leur laissons ne va pas jusqu'à élever leurs enfants autrement qu'à notre gré »; et Jules Ferry, dans le discours qu'il prononça en 1879 pour obtenir le vote du fameux article VII : « Il existe un père de famille qui les comprend tous : c'est l'État ». Nous avons entendu répéter ces paroles à satiété depuis le dépôt des projets de loi sur l'enseignement.

C'est bien à ce point de vue du droit exclusif de l'État sur toute la jeunesse que nous voyons l'État moderne se placer. Sa législation la mieux étudiée, la plus serrée, ses lois les plus intangibles, sont celles qui tendent à supprimer toute liberté d'enseignement, à réunir sous la férule de l'État, à livrer à son éducation les enfants de toutes les familles; de l'école dite maternelle aux Facultés. D'abord, c'est son intérêt de former

---

1. « Les enfants mâles sont élevés depuis cinq ans jusqu'à seize ans par la patrie. Ils sont vêtus de toile dans toutes les saisons. Ils couchent sur des nattes et dorment huit heures. Ils sont nourris en commun de racines, de fruits, de laitage, de pain et d'eau. Ils ne mangent pas de viande avant seize ans accomplis. Depuis dix ans jusqu'à seize ans, leur éducation est militaire et agricole. Ils sont distribués en compagnies de soixante, etc. Tous les enfants conserveront le même costume jusqu'à seize ans; de seize jusqu'à vingt-et-un, ils auront le costume d'ouvrier; de vingt-et-un à vingt-six, le costume de soldat, s'ils ne sont pas magistrats ».

(*Projet de loi, d'après les* Institutions *de* SAINT-JUST).

Le 12 avril 1903, au congrès des loges de l'Afrique du Nord (de l'Algérie), les F.·. Collin et Marchetti émirent ce vœu :

« Qu'une disposition, ainsi conçue, soit ajoutée au Code civil : *Défenses formelles sont faites aux parents* ascendants ou ayants droit quelconques, *de donner ou d'enseigner à leurs enfants, pupilles ou descendants, une religion quelle qu'elle soit,* SOUS PEINE DE DÉCHÉANCE DE PUISSANCE PATERNELLE *et de puissance légale.* Et qu'en cas d'infraction, dûment constatée, *les enfants, pupilles ou descendants, seront retirés et confiés à l'Etat, aux frais des parents ou ascendants* ».

L'année précédente, au Convent de Paris, une loge de France, la *Thémis*, avait émis un vœu à peine différent :

« Lorsqu'un enfant, âgé de huit ans révolus et au-dessus, n'aura pas encore fréquenté l'école, les parents en personnes responsables, pourront être *déchus de la puissance paternelle* ».

Condorcet offrit le premier, à l'Assemblée législative en 1792, un plan d'*éducation nationale.* D'autres suivirent en grand nombre sous la Convention. Les plus connus sont ceux de Saint-Just, Lakanal, Michel Lepelletier, celui accueilli et présenté à la Convention par Robespierre. Garçons et filles devaient être élevés en commun jusqu'à l'âge de onze et douze ans, aux frais de la République, sous la sainte loi de l'égalité.

les volontés par lesquelles il dure, de préparer les votes qui le maintiendront, d'implanter dans les âmes des passions qui lui seront favorables. Puis, n'a-t-il pas le devoir de pétrir les générations de façon à les rendre aptes au plus parfait fonctionnement du pacte social ? « L'éducation dans des règles prescrites par le souverain (le peuple souverain) est une des maximes fondamentales du gouvernement populaire », dit J.-J. Rousseau. C'est par elle qu'on forme le citoyen, « c'est elle qui doit donner aux âmes une forme nationale » ; « les bonnes institutions nationales sont celles qui savent le mieux *dénaturer l'homme*, lui ôter son existence absolue pour lui donner une existence relative et transporter le moi dans l'unité commune [1] ».

Dénaturer l'homme ! Quel mot pouvait mieux dire ce que veut la secte, ce qu'elle fait dans les écoles de l'État ?

Pour arriver à réaliser son dessein sans trop d'opposition, elle ne se contente plus de donner à la jeunesse l'instruction gratuite et obligatoire, elle y joint la nourriture et le vêtement, dans les lycées aussi bien que dans les écoles primaires, espérant se rendre ainsi complices les intérêts.

Que l'on ne dise point que le droit que l'Église refuse à l'État, elle le revendique pour elle-même. Non, l'Église respecte les droits de la liberté naturelle à ce point que si un père, une mère n'appartiennent point par le baptême à sa juridiction, elle se regarde comme empêchée d'intervenir dans l'éducation de l'enfant jusqu'à ce qu'il soit en âge de se prononcer selon sa propre conscience. L'Église considère, comme un attentat contre le droit naturel, l'éducation d'un enfant mineur dans la religion chrétienne contre la volonté expresse de ses père et mère non baptisés. Elle ne permet point de le baptiser. Et alors même que le fils catholique de parents catholiques est arrivé à sa majorité, elle ne l'admet point à la profession religieuse sans leur permission, s'il leur est nécessaire pour subvenir à leurs besoins.

L'État maçonnique comprend que les enfants ne pourront être complètement à lui aussi longtemps qu'il n'aura point aboli la famille ; tant qu'elle subsistera, le cri de la nature protestera contre son intrusion. Et c'est pourquoi il tend à la suppression du mariage. Dans la pensée des sectaires, le mariage civil et le

1. J.-J. Rousseau, cité par Taine. *L'ancien régime*, p. 324.

divorce sont des étapes qui doivent conduire à l'amour libre, et par suite à l'État, unique père nourricier, unique éducateur des générations à venir.

L'abolition de la famille, la suppression de la propriété, l'anéantissement de l'Église et l'étouffement de toute association autre que celle qui est l'État, « tous ces articles, dit Taine, sont des suites forcées du contrat social. Du moment où, entrant dans un corps, je ne me réserve rien de moi-même, je renonce par cela seul à mes biens, à mes enfants, à mon Eglise, à mes opinions. Je cesse d'être propriétaire, pére, chrétien, philosophe. C'est l'État qui se substitue à moi dans toutes ces fonctions. A la place de ma volonté, il y a la volonté publique, c'est-à-dire, en théorie, l'arbitraire changeant de la majorité comptée par têtes ; en fait, l'arbitraire rigide de l'assemblée, de la fraction, de l'individu qui détient le pouvoir ».

Tel est le « Temple » que la maçonnerie est en train de construire ; où déjà elle nous a fait entrer, pas à pas, avant achèvement ; où elle entend abriter les générations à venir et l'humanité entière. L'entrepreneur qui a pris à forfait la construction de ce Temple, c'est le régime parlementaire. Le peuple souverain choisit des délégués, les investit de tout pouvoir. Ils s'assemblent, la majorité est censée exprimer la volonté générale, et cette volonté fait loi. Cette loi peut tout atteindre ; et en toutes choses elle crée le droit, sans égard à qui ou à quoi que ce soit, pas même à DIEU, pas même aux exigences de la nature humaine.

Déjà, il y a un siècle, pour construire ce Temple, les constituants, dit Taine, firent trois mille décrets ; et pour les mettre en vigueur, ils substituèrent le gouvernement de la force au gouvernement de la loi. L'échafaud présida à la réédification de la société, à ce qui avait été appelé le « renouvellement du principe de l'existence humaine ».

Les choses ne se passeront point autrement si l'expérience nouvelle, à laquelle nous assistons, est poussée à bout. Le docteur des Jacobins, qui est resté le docteur de nos maçons, a parfaitement tracé la voie que ceux-là suivirent et dans laquelle ceux-ci se sont engagés.

Dans le rituel que Weishaupt composa pour les cérémonies de l'initiation aux divers grades de l'Illuminisme, il fait dire par l'Hiérophante à l'Initié :

« O Frère, ô mon fils, quand, assemblés ici, loin des profanes, nous considérons à quel point le monde est livré aux méchants (aux souverains et aux prêtres), pourrions-nous donc nous contenter de soupirer ? — Non, Frère, reposez-vous-en sur nous. Cherchez des coopérateurs fidèles ; ils sont dans les ténèbres, c'est là que, solitaires, silencieux, ou rassemblés en cercles peu nombreux, enfants dociles, ils poursuivent LE GRAND ŒUVRE sous la conduite de leurs chefs...

» Dans ce grand projet, les prêtres et les princes nous résistent ; nous avons contre nous les constitutions politiques des peuples. Que faire en cet état de choses?... Il faut insensiblement lier les mains aux protecteurs du désordre (aux rois et aux prêtres) et les gouverner sans paraître les dominer. En un mot, *il faut établir un régime dominateur universel*, sous forme de gouvernement, qui s'étende sur tout le monde... Il faut donc que tous nos Frères, élevés sur le même ton, étroitement unis les uns aux autres, n'aient tous qu'un même but. Autour des Puissances de la terre, il faut rassembler une légion d'hommes infatigables, et dirigeant partout leurs travaux, suivant le plan de l'ordre pour le bonheur de l'humanité [1] ».

Et ailleurs : « Comme l'objet de notre vœu est une révolution universelle, tous les membres de ces sociétés (secrètes) tendant au même but, s'appuyant les uns sur les autres, doivent chercher à dominer invisiblement et sans apparence de moyens violents, non pas sur la partie la plus éminente ou la moins distinguée d'un seul peuple, mais sur les hommes de tout état, de toute nation, de toute religion. Souffler partout un même esprit ; dans le plus grand silence et avec toute l'activité possible, diriger tous les hommes épars sur toute la surface de la terre vers le même objet. Cet empire une fois établi par l'union et la multitude des adeptes, que la force succède à l'empire invisible ; liez les mains à tous ceux qui résistent, subjuguez, étouffez la méchanceté dans son germe, écrasez tout ce qui reste d'hommes que vous n'aurez pu convaincre [2] ».

C'est bien ainsi que l'entendirent les hommes de 93. Jean-

---

1. Le bonheur, auquel l'Illuminisme doit faire parvenir l'humanité, est ainsi exposé dans ce même discours : « La source des passions est pure ; il faut que chacun puisse satisfaire les siennes dans les bornes de la vertu et que notre ordre en fournisse les moyens ».

2. Barruel, t. III, ch. II et IX.

Bon-Saint-André disait que, « pour établir solidement la République, il fallait réduire la population de moitié. Geoffroy jugeait que c'était insuffisant : il voulait ne laisser en France que cinq millions de citoyens. « Nous ferons de la France un cimetière, plutôt que de ne pas la régénérer à notre manière », disait Carrier. Ils en ont fait un cimetière, et n'ont pu la régénérer à leur mode. L'insuccès n'a point découragé leurs successeurs. « La France régénérée, dit le F.·. Buzot, n'a point encore atteint le degré de perfection que commandent les doctrines de la franc-maçonnerie et le génie des philosophes. *Mais le mouvement est donné*, ENTRAINANT, IRRÉSISTIBLE, LE GRAND ŒUVRE S'ACCOMPLIRA[1] ». Ils prétendent l'accomplir non seulement en France, mais dans le monde entier. « Il faut, leur a dit Weishaupt, établir un dominateur universel, une forme de gouvernement qui s'étende sur tout le monde ». Ils y travaillent, nous le verrons. Ce régime dominateur universel dont ils poursuivent l'établissement, ils l'appellent le régime de la démocratie, ou la république universelle.

La théorie de J.-J. Rousseau sur les origines de la société, sur sa constitution rationnelle, sur ce qu'elle sera lorsque le contrat social aura produit toutes ses conséquences, n'est point restée à l'état spéculatif. Depuis un siècle, nous approchons de jour en jour du terme qu'il nous a marqué, où il n'y aura plus ni propriété, ni famille, ni État indépendant, ni Eglise autonome. Sur l'emplacement que les ruines faites par la Révolution laissaient libre, Napoléon Ier bâtit « à sable et à chaux, dit Taine, la société nouvelle, d'après le plan tracé par J.-J. Rousseau. Toutes les masses du gros œuvre, code civil, université, concordat, administration préfectorale et centralisée, tous les détails de l'aménagement et de la distribution concourent à un effet d'ensemble qui est l'*omnipotence de l'Etat*, l'*omniprésence du gouvernement*, l'*abolition de l'initiative locale et privée*, la *suppression de l'association volontaire et libre*, la dispersion graduelle des petits groupes spontanés, l'interdiction préventive des longues œuvres héréditaires, l'extinction des sentiments par lesquels l'homme vit au delà de lui-même, dans le passé et dans l'avenir. Dans cette caserne philosophique, — dans ce

1. *Tableau philosophique, historique et moral de la franc-maçonnerie.*

TEMPLE, disent les maçons — nous vivons depuis quatre-vingts ans [1] ». Le grand œuvre avance, il s'accomplira d'autant mieux que sa continuation est aux mains de la foule et de ses mandataires, c'est-à-dire des aveugles et des irresponsables.

Un individu recule devant les conséquences dernières de ses erreurs lorsqu'il voit où elles le conduisent. Un peuple livré à lui-même, comme l'est tout peuple soumis au régime républicain, ne peut le faire. Ce sont les plus logiques qui se font entendre des foules, surtout lorsque cette logique est d'accord avec les passions et promet à la masse l'entrée en possession des biens qu'elle convoite : ce sont ceux-là que le suffrage universel porte au pouvoir. Et si les premiers arrivés s'épouvantent et n'osent réaliser le programme, ils sont supplantés par d'autres, et par d'autres encore, jusqu'à ce que viennent ceux qui mettent résolument la main aux hautes œuvres que les principes commandent. Déjà nous avons vu les opportunistes balayés par les radicaux ; ceux-ci déménagent devant les socialistes, et du sein du socialisme s'élèvent les anarchistes, les nihilistes et les catastrophards [2].

M. Winterer, dans son livre *Le Socialisme contemporain*, fait une observation dont personne ne peut nier le bien fondé.

« Enlevez Dieu et la vie future, l'homme sans Dieu se trouve placé, avec ses passions, en face de la vie mortelle, avec l'inégalité des conditions et l'inégalité de la jouissance. Cet homme demandera au banquet de la vie la part que réclament ses passions. Il ressentira les barrières qu'oppose à ses passions la société actuelle basée sur la foi en Dieu et en la vie future ; il s'irritera contre l'obstacle, et la haine sociale, avec toutes les haines qui l'accompagnent, entrera dans son âme ». Dans combien de cœurs gronde actuellement cette haine ! Elle pousse les masses à se ruer, aussitôt que faire se pourra, sur ce qui reste de l'ordre social ! Et cela par toute l'Europe, et non seulement dans le vieux monde, mais en Amérique et en Océanie ; et non seulement chez les miséreux, mais chez les intellectuels ! Qu'il suffise de nommer Elisée Reclus pour la France, Karl Marx pour l'Allemagne, Bakounine et le prince Krapotkine pour la Russie, Most pour les États-Unis, etc., etc. Tous sont d'accord pour

1. *La Révolution*, III, p. 635.

2. Catastrophards, c'est le nom que se sont donné, devant le tribunal de la Seine, ceux qui ont fait l'émeute du 2 mars 1901.

dire que le dogme de la souveraineté du peuple exige : 1° une révolution politique, qui amène au pouvoir les masses populaires par le suffrage universel ; 2° une révolution économique, qui introduira la propriété commune ; 3° une révolution démocratique, qui supprimera les parents et livrera les enfants à la République [1].

Nous y allons.

Quel est l'homme intelligent qui ne soit effrayé des ruines déjà amoncelées en tout ordre de choses, et, en entendant les clameurs des meutes prêtes à se jeter sur ce qui reste de l'ordre social, ne se pose à l'heure actuelle ces terribles questions :

Les biens que le Créateur a mis à la disposition des hommes, mais que le travail, l'ordre, la tempérance, l'économie ont répartis entre les familles, seront-ils encore demain la propriété de ceux qui les ont ainsi acquis, ou seront-ils universellement possédés par l'État, qui en distribuera les fruits selon les lois qu'il lui plaira de faire ?

Demain, y aura-t-il encore, entre l'homme et la femme, mariage, c'est-à-dire contrat passé sous le regard de Dieu et sanctionné par lui, engagement sacré et indissoluble ? Y aura-t-il encore la famille avec la possibilité de transmettre à ses enfants, non seulement son sang, mais son âme et ses biens ?

Demain, que sera la France ? Que deviendra l'Europe ? Réduite à l'état de poussière par la démocratie, ne sera-t-elle point une proie facile à la franc-maçonnerie internationale et judaïque qui marche à la conquête du monde, et calcule déjà le nombre d'années qu'il lui faudra encore pour arriver à faire de tous les États une République universelle ?

---

1. En octobre 1882, on inaugurait un groupe scolaire à Ivry-sur-Seine. Parmi les assistants *officiels*, on comptait un grand nombre de représentants des loges maçonniques. Le F.·. C. Dreyfus prononça l'allocution ; on y trouve ces paroles : « C'est la franc-maçonnerie qui prépare les solutions que la démocratie fait triompher. De même que nos glorieux ancêtres de 1789 ont inventé l'égalité civile des hommes devant la loi (on sait comment elle est pratiquée), de même que nos devanciers de 1848 ont réalisé l'égalité politique des citoyens devant l'urne du suffrage universel, de même la maçonnerie doit préparer, pour la fin du XIX[e] siècle, l'égalité sociale qui rétablira l'équilibre des forces économiques et ramènera l'union et la concorde au sein de notre société si divisée ». (*Cité dans le Monde* du 4 octobre 1882.) Nous en sommes donc à la Révolution économique ; la démocratique, qui doit la suivre et qui livrera les enfants corps et âme à la République, est fort avancée.

Voilà ce que prépare le mouvement des idées et des faits qui hantent les esprits et dont nous sommes témoins.

Si le cours des choses actuelles n'avait point ses sources dans un passé lointain, on pourrait moins s'effrayer, croire qu'il n'y a en tout cela que des faits accidentels. Mais il n'en est point ainsi. L'état actuel, gros de l'avenir que nous venons de dire, est le produit naturel d'une idée, jetée comme une graine sur notre sol il y a cinq siècles. Elle y a germé. Nous avons vu ses premières pousses sortir de terre ; elles ont été cultivées secrètement et soigneusement par une société qui, plusieurs fois déjà, a servi au monde leurs fruits trop hâtivement cueillis ; aujourd'hui elle les voit arriver à maturité : fruits de mort qui portent la corruption dans les fondements même de l'ordre social.

Ce que la Renaissance a conçu, ce que la franc-maçonnerie a élevé, la France révolutionnaire a reçu de la Puissance des ténèbres la mission de le manifester au monde. Il semble qu'on ait voulu le symboliser sur les nouvelles monnaies. Cette femme échevelée, coiffée du bonnet phrygien, qui, sous les auspices de la République, jette à tous les vents les graines de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, aux rayons d'un soleil levant appelé à éclairer le monde d'un jour nouveau, c'est bien la maçonnerie confiant à tous les souffles de l'opinion, les idées qui préparent les esprits à accepter l'ordre nouveau, qu'elle médite depuis si longtemps d'établir dans le monde.

CHAPITRE XLII

LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE

Le Temple maçonnique, dont nous avons vu le plan, doit, dans la pensée de ses architectes, étendre ses constructions sur l'univers entier. Lorsque l' « apprenti » demande à être reçu « compagnon », on lui pose entre autres ces questions :

D. — Quelles sont la longueur et la largeur de la loge ?

R. — Sa longueur est de l'Orient à l'Occident ; sa largeur du Midi au Nord.

D. — Que signifient ces dimensions ?

R. — Que la franc-maçonnerie est universelle et qu'elle s'étendra un jour sur toute l'humanité.

Ce n'est pas par un vain caprice, dit le F.·. Clavel, que nous nous donnons le titre de « Maçons ». Nous bâtissons le plus vaste édifice qui fût jamais, puisqu'il ne connaît d'autres bornes que celles de la terre [1].» Il n'en peut-être autrement, puisque la maçonnerie ne se propose rien moins que de changer les bases sur lesquelles repose la société humaine : faire dépendre d'un contrat ce qui est de droit naturel et divin, fixer sur la terre les destinées de l'homme, le doter d'une civilisation et d'institutions propres à le tenir asservi à la matière. Aussi bien que l'Eglise catholique, la maçonnerie doit vouloir appliquer sa conception de la vie à l'humanité entière. Il y a toutefois entre elles une différence. L'Eglise aspire sans doute à faire de tous les hommes une famille de frères, et à englober le monde dans la vaste unité chrétienne. C'est la mission que lui a donnée son divin Fondateur. Seulement, elle n'a jamais eu la pensée de supprimer la personnalité des divers peuples ; loin de là, elle

---

1. *Tableau historique, philosophique et moral de la franc-maçonnerie*, par le F.·. Bazot, p. 20-28.

s'est toujours appliquée à étudier la physionomie spéciale de chacun d'eux, la mission particulière que la Providence lui a dévolue, pour l'encourager et aider à y répondre. Il n'en est point de même de la maçonnerie : son principe cosmopolite est essentiellement contradictoire avec le principe national.

« Effacer parmi les hommes, dit le F.·. Clavel, la distinction de rang, de croyance, d'opinion, de PATRIE ;... faire, en un mot, de tout le genre humain une seule et même famille : voilà le grand œuvre qu'a entrepris la franc-maçonnerie, et auquel l'apprenti, le compagnon et le maître sont appelés à associer leurs efforts » : une seule et même famille, non dans l'unité d'une même foi et la communion d'une charité s'étendant de chacun à tous et de tous à chacun, mais sous la domination d'une même secte. Pour arriver à cette domination, la maçonnerie emploie tous ses membres à travailler, les uns directement, les autres inconsciemment, à la constitution lente et graduée d'un État, d'une république comprenant le monde entier : État-Humanité, République universelle.

Le Temple de la nature, disent les maçons, a abrité le genre humain aux jours de son bonheur. La cupidité, l'ambition et la superstition — lisez : la propriété, l'autorité civile et la religion — ont renversé l'ancien édifice. Les maçons unissent leurs efforts pour le relever sur les ruines de la famille, de l'Etat et de l'Eglise.

Le Temple à réédifier est convenablement appelé la République, la République humanitaire. La République, c'est le pouvoir, les biens, les personnes devenues choses communes. La République humanitaire, c'est la République réunissant l'humanité dans un tout indivisible. C'est, comme l'a dit Billaud-Varennes, la fusion de toutes les volontés, de tous les intérêts, de tous les efforts pour que chacun trouve, dans cet ensemble de ressources communes, une part égale à sa mise.

Dès leur entrée dans l'Ordre, la secte présente aux maçons cette idée, mais dans une sorte de nuage, qu'elle dissipera peu à peu au cours des initiations successives. L'article 2 de la Constitution du Grand-Orient dit : « La franc-maçonnerie a pour devoir d'étendre à tous les membres de l'humanité les liens fraternels qui unissent les francs-maçons sur toute la surface du globe. » Dès le grade d'apprenti, elle fait dire au récipiendaire par le

Vénérable : « Puissiez-vous, fidèle à jamais aux engagements que vous venez de contracter, nous aider à achever l'œuvre sublime à laquelle travaillent les maçons depuis tant de siècles, celle surtout de la réunion des hommes de tous les pays, de tous les caractères, de toutes les opinions civiles et religieuses, en une seule famille d'amis et de frères [1] ! » Elle ne leur dévoile pas autrement sa pensée, mais s'ils se montrent dignes de communications plus explicites, ils sauront bientôt, comme l'observe M. Prache dans son rapport sur les pétitions adressées à la Chambre des Députés contre la franc-maçonnerie, que, « société cosmopolite et humanitaire, la maçonnerie rêve d'établir une République universelle. » Le rapporteur renvoie au *compte-rendu du Convent* de 1895, page 209, où il est dit : « La franc-maçonnerie s'efforce de préparer les États-Unis non seulement d'Europe, mais de la terre entière [2]. »

Quatre ans auparavant, en novembre 1891, un congrès international de la paix universelle s'était réuni à Rome. « On nous assure, dit alors le *Moniteur de Rome*, que, derrière ce masque, se cache, pour une partie des congressistes, un dessein très particulier. D'après nos informations, ce ne serait rien moins que l'établissement d'une République universelle, sur les ruines des empires et des royautés, comme garantie absolue et efficace de la paix universelle. Il est évident, pour tout observateur impartial, que les maçons, surtout les francs-maçons Français et Italiens, sans parler des Espagnols et des Portugais, tendent de toutes les fibres de leur âme vers cet idéal. Il serait assez remarquable que Rome, capitale du royaume d'Italie, devienne le foyer, le laboratoire de la République universelle ».

« Peuples, soyez frères ! s'écrie le F.·. Bazot, secrétaire du Grand-Orient. L'univers est votre patrie ! » Bien avant lui, Danton, à la fête anniversaire du serment du jeu de Paume, 20 juin 1790, avait dit : « Le patriotisme ne doit avoir d'autres bases que l'univers. »

En 1825, un autre franc-maçon célèbre, Blumehnagen, disait : « L'Ordre de la franc-maçonnerie a fini son enfance et son adolescence. Maintenant il est homme, et avant que son troisième siècle soit accompli, le monde connaîtra ce qu'il est

1. Ragon, *Cours,...* p. 110.
2. *La pétition contre la franc-maçonnerie*, p. 221.

réellement devenu. Puisque le monde entier est le temple de l'Ordre, l'azur du ciel son toit, les pôles ses murailles, et le Trône et l'Eglise ses piliers, alors les puissants de la terre s'inclineront d'eux-mêmes, et *abandonneront à nous le gouvernement du monde* et aux peuples la liberté que nous leur préparons.

» Que le Maître de l'univers (le prince de ce monde, Satan), nous donne seulement un siècle, et nous serons arrivés à ce but ainsi désigné à l'avance. Mais, pour cela, il faut que rien ne ralentisse le travail, et que, jour par jour, notre bâtisse s'élève. Plaçons, sans qu'on s'en aperçoive, pierre par pierre, et le mur invisible s'élèvera solidement toujours plus haut [1]. »

Que de pierres ont été placées depuis 1825 ! Combien de gouvernements révolutionnaires ont surgi depuis lors. L'Italie est unifiée sur les ruines du pouvoir temporel et des souverainetés légitimes ; la Prusse est devenue l'Allemagne impériale ; l'Autriche voit ses nationalités se disjoindre ; l'Europe entière tient tous ses hommes valides sous les drapeaux, armés d'engins d'une puissance telle que le monde jusqu'ici n'avait pu en avoir l'idée, prête pour le conflit qui donnera à l'un de ses peuples, avec la suprématie sur les autres, le pouvoir de subjuguer toutes les races.

Nous avons parlé ci-dessus des lettres publiées en 1888 par l'*Osservatore cattolico de Milan*. L'auteur de ces lettres, revenant de Rio-de-Janeiro, en 1858, se trouvait sur le même vapeur avec un diplomate européen et le ministre des Affaires Étrangères du Brésil, lequel était Grand-maître des loges de son pays. Un jour, en conversant avec le diplomate européen, le ministre brésilien lui dit : « Le temps viendra et vous le verrez de vos propres yeux, Monsieur le baron, où il n'y aura en Europe que trois monarchies : une romaine, sous la maison de Savoie ; une allemande, sous la maison de Hohenzollern ; une slave, sous la maison de Romanof-Gottorp. Mais ne croyez pas que nous, maçons, nous ayons aucun intérêt au maintien de ces dynasties. *Quand le nègre aura fini sa besogne, il pourra s'en aller.* Ces trois monarchies ne peuvent être que le pont qui nous conduira aux grandes républiques européennes, desquelles naîtra enfin la GRANDE RÉPUBLIQUE DE L'HUMANITÉ, qui reste l'objectif des initiés. »

---

1. Cité par Pachtler, *Der Gœtze der Humanitæt*, p. 450.

Un franc-maçon des plus hauts grades, Grand-Maître du Grand-Orient de Beyrouth et professeur à l'Université de Heidelberg, un des hommes qui, par leur enseignement et par leurs écrits, ont le plus contribué à jeter la classe cultivée dans le Culturkampf, et dont les ouvrages sont traduits à peu près dans toutes les langues, M. Bluntschli, enseigne aussi que l'ÉTAT *moderne futur* doit embrasser l'humanité tout entière. Comme ses livres : *La Théorie générale de l'État*, *La Politique*, *Le Droit des Gens*, s'adressent à tous, aux initiés comme à ceux qui ne le sont pas, il n'y dit point comment ce résultat pourra être obtenu. Mais il fut plus explicite dans un discours qu'il prononça en 1873, à Zurich, devant la loge *Modestia*. Là il dit ouvertement que c'est des efforts réunis des loges maçonniques du monde entier, que l'on doit attendre la formation de cet État qui embrassera l'humanité entière.

Aux discours, la secte joint l'action. En 1869, il se forma à New-York une association appelée *L'Alliance républicaine universelle*, dans le but de réunir tous les États du monde en une seule république.

« Le but de l'association est d'affirmer le droit de tout pays à se gouverner en *République*, et par conséquent le droit de tous les républicains de s'unir entre eux pour former une solidarité républicaine.

» Pour appliquer les vérités sus-énoncées, on proposa de former une seule association fraternelle de tous les hommes à principes libres, qui désirent promouvoir, dans la mesure de leurs forces, la reconnaissance et *le développement du véritable républicanisme dans tous les pays et chez tous les peuples*. Cette association fraternelle doit être composée de sections distinctes, dont chacune comprendra les membres d'une même nationalité, Américains et Européens.

» Ces sections, en conservant leur individualité respective, seront autant de représentations des *futures républiques*, tandis que leurs futurs délégués, réunis dans un conseil central, représenteront la *solidarité des républiques*, dont la réalisation est le but suprême proposé aux travaux de l'Alliance [1]. ».

M. Prache, dans son rapport sur les pétitions contre la franc-

1. Gautrelet, p. 184 et seq. Dans les pages suivantes, l'auteur suit les développements de l'Alliance en Allemagne, en Italie, en France, etc.

maçonnerie, a un chapitre pour montrer « comment s'établissent et se resserrent les liens entre la maçonnerie française et les maçonneries étrangères, pour travailler avec ordre au but que toutes poursuivent ». Il y a : 1° des « garants d'amitié » entre elles toutes ; 2° des relations spéciales, que l'on pourrait dire personnelles, entre *certaines* loges françaises et les puissances maçonniques étrangères ; 3° le fonctionnement, au Grand-Orient de France, d'une commission des relations extérieures. Les rapports de cette commission ne sont pas imprimés, à cause — dit le F.·. Dequaire, exposant au Convent du 10 septembre 1894 les travaux du Conseil de l'Ordre — « des aperçus délicats qu'ils renferment sur les relations du Grand-Orient avec diverses fédérations de l'univers » ; mais le *Bulletin du Grand-Orient* de cette même année nous montre le Grand-Orient de France en relations « avec les Suprêmes Conseils en général, avec les Suprêmes Conseils de Charlestown, et de Lausanne en particulier ; avec la Grande-Loge d'Angleterre sur tous les points du globe ; avec le Grand-Orient d'Italie ; avec le très fraternel Grand-Orient espagnol et la Grande-Loge suisse *Alpina ;* avec les diverses maçonneries du bassin de la Méditerranée ; avec les ateliers et puissances maçonniques régulières qui, *sur tous les points du globe, combattent parallèlement avec le Grand-Orient de France, pour le succès final de l'œuvre maçonnique universelle* [1] ». Sur quoi portent ces relations ? « Les innombrables lignes de points qui constellent les documents maçonniques, dit M. Prache, lorsqu'il s'agit des relations extérieures, mettent hors d'état d'étudier complètement la question. » Il relève néanmoins plusieurs choses intéressantes, que l'on peut voir dans son livre, page 195 à 204.

M. Bluntschli, dans sa *Théorie générale de l'Etat*, nous révèle, sans aucun doute, le but de cette entente entre toutes les loges du monde. Il y enseigne que le progrès consiste à « supprimer tous les petits États, et qu'au-dessus des grandes puissances, comme l'Autriche et la France, il y a les puissances du monde qui ont conscience de leurs droits et de leurs devoirs vis-à-vis de l'humanité entière. » « Pour que l'humanité accomplisse ses destinées, dit-il encore, il faut que les peuples qui la composent puissent accomplir les leurs. » Ces destinées, c'est, « pour les

1. *Bulletin du Grand-Orient*, août-septembre 1894, p. 118.

peuples qui ont conscience d'eux-mêmes et qui se sentent une vocation politique et des qualités viriles, » de se développer au détriment des autres, de ceux qui n'ont que des qualités féminines. « C'est là leur droit saint entre tous les autres. » Il ajoute : « L'humanité progressive ne trouve pas sa pleine satisfaction dans les États particuliers, ELLE LES CONSUME. Si *l'État universel* se fonde un jour sur les bases de l'humanité entière, on peut espérer qu'il durera aussi longtemps que l'humanité elle-même » (p. 86-87).

Voilà donc à quoi travaillent les Grands-Orients du monde entier dans *leurs relations* : à consumer les États particuliers pour arriver à la constitution d'un État universel. C'est aux petits États qu'on s'est attaqué d'abord. La Révolution française et le premier Empire s'y sont employés ; ils ont fait disparaître une multitude de Principautés, et nous avons vu récemment le Piémont consumer tous les petits États d'Italie, et la Prusse nombre de petits États allemands. Bientôt il n'y aura plus que des « grandes puissances ». La maçonnerie dit maintenant qu'il faut distinguer parmi elles. Il en est qui ont ou à qui l'on peut donner « conscience d'elles-mêmes », qui ont ou à qui l'on peut suggérer « une vocation publique », qui ont enfin « les qualités voulues pour se développer aux détriments des autres ». Il en est d'autres à qui on ne reconnaît que des « qualités féminines », comme la France[1] et l'Autriche. Lorsque les premières, en accomplissement de « leurs droits et de leurs devoirs » vis-à-vis de l'humanité, auront fait disparaître les secondes, l'Etat universel sera bien près d'être fondé sur la large base de l'humanité entière.

On le voit, la franc-maçonnerie a l'art d'employer les Puissances à leur mutuelle destruction, pour élever son Temple sur les ruines de toutes. Déjà en 1811, J. de Maistre avait pénétré ce dessein. Il écrivait de Saint-Pétersbourg à son roi, ancêtre de Victor-Emmanuel qui fut un instrument si utile aux mains de la secte : « Votre Majesté ne doit pas douter un instant de

1. La France, sortant des mains de ses rois, était si peu considérée comme une puissance féminine, que c'est d'elle que la franc-maçonnerie fit d'abord choix pour bouleverser l'Europe par les guerres de la Révolution et de l'Empire. Aujourd'hui, la secte emploie tout son savoir et toute sa puissance à la « féminiser », en lui enlevant sa foi et en désorganisant son armée.

l'existence d'une grande et formidable secte qui a juré depuis longtemps le renversement de tous les trônes; et c'est des princes mêmes dont elle se sert, avec une habileté infernale, pour les renverser... Je vois ici tout ce que nous avons vu ailleurs, c'est-à-dire *une force cachée qui trompe la souveraineté et la force de s'égorger de ses propres mains*... L'action est incontestable, quoique l'agent ne soit pas encore entièrement connu. Le talent de cette secte pour enchanter les gouvernements est un des plus terribles et des plus extraordinaires phénomènes qu'on ait vus dans le monde [1]. »

L'agent est maintenant universellement connu : c'est le franc-maçon et au-dessus du franc-maçon, le Juif. « Il ressort de l'histoire et de l'étude des événements, dit M. Bidegain, que la franc-maçonnerie, qui est incontestablement d'origine juive, est, pour les Israélites, un instrument d'action et de combat dont ils se servent secrètement. Les Juifs, si remarquables par leur instinct de domination, par leur science innée du gouvernement, ont créé la franc-maçonnerie, afin d'y enrôler les hommes qui n'appartiennent pas à leur race, s'engageant néanmoins à les aider dans leur œuvre, à collaborer avec eux à l'instauration du règne d'Israël parmi les hommes.

» Est-il utile de répéter à de bons Français que les Juifs qui, disent-ils, n'ont point perdu leur foi en la reconstruction du Temple, cachent, sous cette parole symbolique, sous cette revendication de leur nationalité, la volonté de faire, du monde entier, un temple gigantesque où les enfants d'Israël soient prêtres et rois, et où tous les hommes de tous les climats et de toutes les races, réduits à la servitude par l'organisation capitaliste, travailleront à la gloire de Javeh. Tout cela peut se dire, mais ne se prouve pas, ne peut encore se prouver. Ceux-là seuls, qui ont vécu dans l'intimité de l'Ordre maçonnique, qui en ont deviné la pensée secrète, — non cette pensée que disent les hommes, mais celle qui se dégage des faits, des symboles, des coutumes, — ceux-là seuls, peuvent avoir la profonde conviction de cette vérité.

» C'est grâce à d'immenses et patients travaux, que les Israélites ont pu acquérir la situation prépondérante qu'ils occupent aujourd'hui. C'est par de savantes et subtiles intrigues qu'ils

---

1. *Œuvres complètes*, t. XII, p. 42.

travaillent à leur triomphe définitif. La domination financière et politique du Juif ne pourra s'établir définitivement qu'après la destruction, dans tous les pays — par les loges, par la presse, par les moyens divers que procurent l'argent et la ruse — de toutes les institutions, de toutes les forces, de toutes les traditions, qui forment comme l'ossature de chaque patrie. [1] »

Et plus loin : « Les Juifs ne pourront achever, dans l'avenir, leur œuvre de spoliation et de dénationalisation, qu'au moyen des groupements dits républicains, tels que la Ligue des Droits de l'Homme ou le Comité radical et radical-socialiste — et surtout de la franc-maçonnerie. Grâce à leur or et à leur ruse, ils dirigent, d'une manière secrète, ces sociétés politiques vers le but qu'ils poursuivent avec une inlassable énergie : la domination universelle du peuple d'Israel. [2] »

1. Jean Bidegain, 186-189.
2. Ibid., 256.

CHAPITRE XLIII

L'IDÉE DE RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE EN FRANCE

Ce qui se passe en France depuis vingt-cinq ans, et tout particulièrement la désorganisation, en ces derniers temps, de l'armée, par ceux-là mêmes qui président aux destinées du pays, est une bien douloureuse énigme pour tous ceux qui n'ont point connaissance des pensées dernières de la franc-maçonnerie : la construction du Temple qui doit abriter tous les peuples, en d'autres termes, l'établissement d'une République humanitaire sur les ruines de toutes les patries. Il est donc nécessaire de montrer que les loges françaises en particulier connaissent ce dessein de la maçonnerie cosmopolite, et, pour leur part, travaillent à sa réalisation.

M. Prache, député de Paris, dans le rapport que nous avons déjà cité, rapport qui lui fut demandé par la 11e commission des pétitions de la Chambre défunte, sur celles qui lui furent adressées contre la franc-maçonnerie, dit (p. 191) : « Ouvrons le compte-rendu de la Conférence maçonnique internationale tenue à Anvers en 1894; nous lisons à la page 35, dans un discours de l'un des représentants du Grand-Orient de France, le F.·. Dequaire, actuellement inspecteur d'Académie à Mende, cette phrase adressée à toutes les autres maçonneries de l'univers : « Notre maçonnerie croit à la nécessité d'exercer sur l'opinion nationale, et, par cette opinion, sur la marche de notre gouvernement, son influence, qui, par l'action politique, grandit en puissance *au profit du programme maçonnique universel.* » « Il y a donc, conclut M. Prache, un programme maçonnique universel. » Quel est ce programme? Quelle est l'œuvre à laquelle doivent travailler les loges de France, de concert avec les loges de toutes les parties du monde ? M. Prache le trouve dans ces paroles du même F.·. Dequaire : « La grande

mission de la France est de présider à l'œuvre de l'*organisation de la démocratie*, en un mot, à *l'organisation de la République universelle.* » Et il renvoie au *Compte-rendu* des travaux du Grand-Orient du 16 janvier au 28 février 1897, p. 10.

Quelques citations montreront que les loges françaises ne refusent point le concours qui leur est demandé. Nous ne remonterons pas au delà de 1848.

Garnier-Pagès, ministre de la seconde République, déclara publiquement que « les maçons voulaient achever l'œuvre glorieuse de la République ; et que cette République était destinée à être établie dans toute l'Europe et sur toute la surface de la terre ».

J. Weil, franc-maçon juif, écrivit : « Nous exerçons une influence pressante sur les mouvements de notre temps et sur les progrès de la civilisation vers la républicanisation de tous les peuples ».

Un autre juif, Louis Bence, disait dans le même temps : « D'une main puissante nous avons secoué les piliers sur lesquels est basé l'ancien édifice de manière à le faire gémir [1] ».

Crémieux, le fondateur de l'*Alliance Israélite Universelle*, recevant, en qualité de membre du gouvernement provisoire, les délégués de la franc-maçonnerie, leur dit : « La République fera ce que fait la maçonnerie ; elle deviendra le gage éclatant de l'union des peuples sur tous les points du globe, sur tous les côtés de notre triangle ; et le Grand Architecte sourira à cette noble pensée de la République qui, se répandant de toutes parts, réunira, dans un même sentiment, tous les habitants de la terre [2] ». Il n'est pas inutile de rapprocher de ces paroles celles qu'un maçon allemand disait en ce même moment dans la loge de Gœttingue, *Au Compas d'Or :* « La grande époque prédite si souvent est-elle enfin arrivée, où notre association doit se tranformer en alliance universelle entre les membres de l'humanité ?... La liberté que réclame la génération actuelle, c'est la suppression de toutes les barrières (ou frontières), devenues superflues lorsque tous les hommes seront réunis EN UN SEUL ÉTAT ».

Jean Macé publia, en cette même année 1848, un opuscule

1. Voir Mgr Meurin, *La Franc-Maçonnerie, synagogue de Satan*, pages 197-198.

2. *Histoire du Grand-Orient de France*, par Jouaust, p. 502-505.

intitulé : *Les Vertus d'un Républicain.* Il y dit : « Le vent qui passera sur la France se chargera d'emporter, par delà les fleuves et les montagnes, les germes fécondants destinés *à faire éclore les républiques.* NOUS FERONS LA CONQUÊTE DU MONDE sans quitter nos femmes et nos enfants ». Jean Macé fut l'un des plus grands propagateurs de l'idée de la République universelle, comme il fut l'organisateur de la *Ligue universelle de l'Enseignement*, agent de l'internationalisme aussi bien que de l'Alliance Israélite Universelle elle-même. Malgré cela, la loge *La Fraternité des Peuples*, avant de s'intéresser à la Ligue de l'Enseignement, cita à sa barre M. Jean Macé, parce qu' « il paraissait à quelques-uns être Français avant d'être membre de l'humanité »; et M. Macé, par une lettre dont il fut donné lecture à la tenue du 22 juin 1867, la rassura pleinement.

Victor Hugo prêta aussi, dès 1848, sa voix sonore à l'union des peuples, à la confusion des races, à ce point qu'on l'appela « le barde de l'humanitarisme ». Présidant le congrès de la Paix qui eut lieu à Paris en 1849, il signifia, au nom de l'Évangile, devant deux mille personnes, à la France, à l'Angleterre, à la Prusse, à l'Autriche, à l'Espagne, à la Russie, qu'un jour les armes leur tomberaient des mains. Il déclara entrevoir les États-Unis d'Europe tendant les bras aux États-Unis d'Amérique par-dessus les mers [1].

Plus tard, il s'écriait dans *les Châtiments* : « Plus de soldats l'épée au poing ! plus de frontières ! » Dans sa préface au *Paris-Guide*, il acclamait les Allemands comme nos « concitoyens dans la cité philosophique », « nos compatriotes dans la patrie-liberté ». Le 1er mars 1871, à l'Assemblée de Bordeaux, il souhaitait à la France de reconquérir la rive gauche du Rhin, mais pour le plaisir d'en faire présent à l'Allemagne en lui disant : « Plus de frontières ! Le Rhin à tous ! Soyons la même République, les États-Unis d'Europe, la paix universelle [2] ».

Déjà en 1859, lors du départ de Napoléon III pour la guerre

---

1. *Actes et paroles. Avant l'exil.* II, p. 160-161.
2. *Actes et paroles. Depuis l'exil*, 1870-71, p. 90.
C'est aux environs de 1850 que la formule « États-Unis d'Europe » apparut dans l'histoire. On la trouve sur les lèvres de Victor Hugo dans le discours par lequel, en 1849, il ouvrit le congrès de la Paix tenu à Paris. Elle apparaît en même temps en Italie et en Belgique. Au congrès de Lausanne, en 1869, Victor Hugo, qui présidait encore, employa une autre formule : « Nous voulons la grande République continentale ».

d'Italie, observe M. Goyau, à qui nous avons emprunté la plupart de ces citations, tirées de son livre : *L'idée de Patrie et l'Humanitarisme,* les ouvriers parisiens acclamaient l'empereur, parce qu'ils voyaient dans cette guerre la réalisation de l'idée de l'émancipation des peuples et de la fraternité entre les peuples émancipés.

C'est que ces idées, répandues dans le public par les journaux et par l'action des loges, y pénétraient déjà profondément. Aux approches des entreprises de la Prusse sur tous ses voisins, elles furent propagées avec plus d'ardeur. En 1864, M. Boutteville, professeur à Ste-Barbe, proclamait que la maçonnerie devait construire « le Temple symbolique de la République universelle ». *La Ruche maçonnique* expliquait comment cela pouvait se faire. Elle souhaitait que l'unité maçonnique, prélude de l'unité universelle, émanât d'un centre unique, lequel donnerait l'impulsion intellectuelle et administrative aux centres secondaires, un pour chaque Etat. Rebold énonçait le projet d'une confédération maçonnique universelle conduisant dans un temps donné à la confédération de l'humanité [1].

Deux ans plus tard, en juin 1866, Varlin, qui devait devenir le communard de 1871, adressait un manifeste aux travailleurs parisiens où on lisait : « La démocratie monte... monte et grandit sans cesse... La démocratie n'est ni française, ni anglaise ; elle n'est pas plus autrichienne qu'allemande ; les Russes et les Suédois en font partie comme les Américains et les Espagnols ; en un mot, la démocratie est universelle ! »

Aux congrès de Genève, de Lausanne, de Berne, du Havre, qui eurent lieu à cette époque, le cri le plus fréquemment répété, fut, avec celui de haine à l'Eglise catholique : « Plus de frontières ! »

La maçonnerie fait répandre cette idée jusque dans les écoles. M. Edgar Monteil, le préfet que l'on sait, dans son « *Catéchisme du Libre-Penseur*, dédié à la franc-maçonnerie universelle, association internationale et fraternelle, force organisée », salue les temps futurs où, « le progrès aidant, les frontières seront abaissées, où on ne connaîtra plus que la Société ». Il redit la même chose dans son *Manuel d'Instruction laïque.*

1. *Histoire des trois grandes loges*, p. 552-662.

Les feuilles pédagogiques, publiées par des inspecteurs d'académie, telles que *Le Volume*, *L'École nouvelle*, *La Revue de l'enseignement primaire*, *L'Union coopérative*, *L'Ecole laïque*, etc., se montrent ennemies déclarées de nos institutions militaires. « Arrachez, renversez, proscrivez, dit *L'Ecole laïque*, tout ce qui, dans vos ouvrages, sur vos cahiers ou dans vos classes, célèbre la gloire du sabre ». « A vous, les instituteurs, dit-elle encore, de faire pénétrer ces idées dans les cerveaux des paysans ».

La Revue de l'enseignement primaire est actuellement dirigée par M. Hervé, — l'homme du drapeau dans le fumier. — Elle ne compte pas moins de quatorze mille instituteurs abonnés, et donne le ton à plus de trente mille. C'est des bureaux de l'*Enseignement primaire* que sortent les *Bulletins* des soixante Amicales d'instituteurs et d'institutrices. En 1904, elle publia dans la partie destinée aux élèves, les paroles et la musique de l'*Internationale*, avec le fameux couplet :

S'ils s'obstinent, ces cannibales,
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

Le même M. Hervé donna cet avertissement au pays, en avril 1905, dans le *Pioupiou :*

« Nous déclarons que, quel que soit le gouvernement qui sera agresseur, nous nous refuserons à donner une goutte de notre sang. Nous sommes décidés à répondre à l'ordre de mobilisation par la grève des réservistes [1] ».

Il y a quelques années, deux journaux, *L'Instruction primaire* et *L'Union pédagogique française*, essayèrent de relever le culte du drapeau national. Ces deux organes ne trouvèrent pas

1. La majorité du corps enseignant dans l'enseignement primaire est gangrénée non seulement par l'internationalisme, mais par le socialisme. En 1904, à la suite du discours prononcé le 3 juin, par M. Chaumié, ministre de l'instruction publique, au sujet de l'introduction dans certaines écoles du Manuel d'histoire de M. Hervé, la *Revue de l'Enseignement primaire* écrivait : « Nous sommes quelque trente mille instituteurs socialistes en France... Ajoutez à cela trente ou quarante mille rad caux-socialistes... Il ne faudra pas vous étonner si, dans quelques années, votre successeur se trouve à la tête d'une petite armée de quatre-vingt mille éducateurs socialistes ».

de clientèle parmi les cent mille instituteurs formés par M. Buisson.

L'internationalisme va-t-il s'infiltrer jusque dans les associations de jeunes gens catholiques ? Dans la conférence publique qu'il donna le 23 mars 1903 dans la salle des Mille-Colonnes, M. Marc Sangnier, voyant son auditoire imbu d'idées humanitaires, crut devoir lui faire ces avances : « Nous aimons passionnément la France, mais nous la considérons comme le champ d'expérience de l'humanité, et nous sommes en quelque sorte des patriotes internationalistes [1] ».

Mais on ne se borne point à semer l'idée, on travaille à sa réalisation, et tout d'abord en paralysant les nations marquées pour disparaître les premières. On n'a point oublié les efforts qui furent faits, après la victoire de la Prusse sur l'Autriche, pour empêcher la France de tenir son armée en état de résister à l'assaut qui allait lui être livré [2]. « Nous voulons une armée qui n'en soit pas une », disait J. Simon. Et, à la séance du 17 juillet 1868 : « L'armée, puisqu'on dit qu'il en faut une.. » Les gauches applaudissaient, elles réclamaient le désarmement universel, de sorte que M. Caro put écrire d'elles, au moment de nos désastres, qu'elles avaient « préparé de toutes leurs forces, en fait, le désarmement de la France ». C'est bien ici le cas de redire le mot de M. Montégut : « Une sorte d'émulation *patricide* règne dans le camp de la démocratie [3] ? »

Dans nos désastres, quelques-uns saluaient, semble-t-il, l'acheminement à la réalisation de leur rêve. Le *Siècle* du 10 juillet 1870, dans un article signé d'Henri Martin, appelait Garibaldi en France et disait : « Garibaldi vaut plus qu'une armée et plus qu'un peuple, car il vient au nom de tous les

1. *Le Sillon*, n° du 4 juin 1903, p. 406. Les Juifs sont internationalistes depuis leur dispersion, c'est-à-dire, depuis toujours par rapport au monde européen moderne. Est-ce qu'il n'est pas absolument logique, absolument naturel de penser que l'internationalisme juif n'est pas absolument étranger à l'internationalisme révolutionnaire ? Quelqu'un a enfanté ce dernier. Est-il téméraire de supposer que les circoncis sont pour quelque chose dans cet enfantement-là ? Ça l'est d'autant moins qu'on voit actuellement, en France, les journaux révolutionnaires « actionnés » par les Juifs, et en Russie, les révoltes organisées par les mêmes juifs.

2. Voir Goyau : *L'idée de la Patrie et l'Humanitarisme*, chap. I.

3. *Libres opinions morales et historiques*, p. 367.

peuples et il apporte avec lui le droit universel, l'idéal de l'universelle humanité ». Trois mois plus tard, un futur député de Tours, Armand Rivière, escorté d'une délégation, présentait à Garibaldi et à quelques députés républicains d'Espagne, les hommages de la démocratie tourangelle et disait : « Lorsque, républicains français, italiens, espagnols, nous aurons vaincu l'ennemi commun (non la Prusse, mais le sacerdoce catholique), nous aurons jeté les fondements de cette grande fédération à laquelle viendront s'associer nos frères les démocrates allemands et qui formera bientôt les États-Unis d'Europe ». Et ces garibaldiens, trouvant un drapeau prussien enseveli sous des cadavres, le renvoyaient à l'armée prussienne en disant : « Nous sommes venus pour défendre la République française au nom de la fraternité humaine, dont nous n'avons jamais entendu exclure le peuple allemand [1] ».

En avril 1860, Garibaldi, se préparant avec la connivence de l'Angleterre à son expédition en Sicile, avait été reçu Grand-Maître de la franc-maçonnerie italienne et avait fait ce serment : « Dis maintenant avec nous notre serment suprême : Je jure de n'avoir d'autre patrie que la patrie universelle ; — je jure de combattre à outrance, toujours et partout, les bornes-frontières des nations, les bornes-frontières des champs et des ateliers, et les bornes-frontières des familles. Je jure de renverser, en y sacrifiant ma vie, la borne-frontière où les humanicides ont tracé avec du sang et de la boue le nom de DIEU [2] ».

La Commune manifesta les mêmes sentiments que les Garibaldiens. Dans sa proclamation du 28 mars 1871, elle disait aux Prussiens : « Prêchez d'exemple en prouvant la valeur de la liberté, et vous arriverez au but prochain : la République universelle [3] ». Dès la première séance, le 28 mars, Delescluze écrit à la garde nationale : « Votre triomphe sera le salut pour tous les peuples. Vive la République universelle ! [4] » Ce cri se retrouve dans presque tous les manifestes des communards.

Arrivons aux jours présents. Le juif Alfred Naquet publia

1. *Les États-Unis d'Europe.* Revue publiée par Charles Lemonnier, 1r mars 1877.

2. *L'Ennemie sociale*, par M. Rosen, de race juive.

3. Réimpression du *Journal officiel* de la Commune, 30 mars, p. 106.

4. Ibid., p. 527.

en 1901 un livre sous ce titre : *L'Humanité et la Patrie*. Un Espagnol, M. Lozano, le résume ainsi : « Le patriotisme du Français véritable consiste à n'avoir point de patrie ». M. Naquet y reproche à Gambetta de n'avoir pas eu assez souci de la défense républicaine, pour avoir pris exclusivement à cœur la défense du territoire. Il dit que quand l'homme ne sera plus empêtré dans les lisières nationales, chaque membre de la communauté aura une part plus grande à la consommation et une somme plus grande de jouissances, — ce que promet la civilisation maçonnique. — Sa conclusion est que, sur les décombres des patries nivelées, se fondera la République des Etats-Unis de la civilisation, dont la France ne sera qu'un canton ; de sorte que, deux mille ans après l'infructueux essai du CHRIST pour réaliser la Paix universelle, l'avènement définitif du Messie-humanité — lisez l'Antéchrist — marquera le triomphe de l'ancien rêve judaïque.

Le 22 juin 1902, a eu lieu à Saint-Mandé un banquet franco-italien sous la présidence d'honneur de M. Jaurès, dont les déclarations à la Chambre au sujet de l'Alsace-Lorraine ont eu du retentissement dans l'Europe entière, et sous la présidence effective de MM. Cerutti et Sadoul. Dans leurs toasts, ils ont exprimé l'espoir que cette fête consacrerait bientôt l'union de tous les peuples. Leurs paroles ont été accueillies par les cris de : « Vive l'Internationale ! » M. Jaurès, lui, a dit : « Je me félicite que les deux peuples soient rapprochés à l'heure où l'un et l'autre secouent le joug de la tyrannie cléricale ».

En 1905, parut un livre intitulé : *Pour la Paix*. Le *Journal des Instituteurs* en donna le programme en ces termes : « Faire la guerre à la guerre. Anéantir les frontières, qui ne sont que des préjugés. Assurer au prolétariat du monde une ère de justice et d'humanité ». Après avoir fait l'exposé de cette belle thèse, le *Journal des Instituteurs* l'approuve : « Nous qui avons toujours considéré les guerres et leur histoire comme un non-sens et un crime, nous ne pouvons qu'applaudir à l'apparition de *Pour la Paix* ».

Une association internationale ayant pour devise : « Ni frontières, ni DIEU », paraît avoir actuellement pour chefs, en France, les députés Jaurès et Pressensé ; en Italie, les députés Enrico, Ferri et Bovio ; en Espagne, Soriano. Son but est de travailler, sous les auspices des mânes de Garibaldi, à l'union

des Etats latins sous le régime républicain, pour la guerre au catholicisme. On aura ainsi franchi l'une des étapes qui doivent conduire au but ultime que la synagogue a assigné aux sociétés secrètes.

Ces idées et ces projets viennent de J.-J. Rousseau, nous l'avons montré, et plus loin de Weishaupt.

Dans le discours que l'Hiérophante adresse à celui qu'il initie au grade d'Epopte, nous lisons : « A l'instant où les hommes se réunirent en nation (en vertu du contrat social), le nationalisme ou l'amour national prit la place de l'amour général. Avec la division du globe et de ses contrées, la bienveillance se resserra dans des limites qu'elle ne devait plus franchir. Alors ce fut une vertu de s'étendre aux dépens de ceux qui ne se trouvaient pas sous notre empire. Cette vertu fut appelée le *patriotisme*. Et dès lors, pourquoi ne pas donner à cet amour des limites plus étroites encore ? Aussi vit-on alors du *patriotisme* naître le *localisme*, l'esprit de famille et enfin l'égoïsme. Diminuez, retranchez cet amour de la patrie, les hommes *de nouveau* apprennent à se connaître et à s'aimer comme hommes... Les moyens de sortir de cet état d'oppression et de remonter à l'origine de nos droits, sont les écoles secrètes de la philosophie (les enseignements donnés dans les arrière-loges). Par ces écoles, un jour, sera réparée la chute du genre humain ; *les princes* ET LES NATIONS *disparaîtront* sans violence (?) de dessus terre. La raison alors sera le seul livre des lois, le seul code des hommes[1] ».

Jamais, dira-t-on, cette république universelle ne pourra se réaliser. L'Empire romain lui-même n'a pu arriver au terme de son ambition, dans les limites restreintes que lui offrait le monde alors connu.

A cela, M. Favière répondait récemment : « Les causes de l'effondrement de l'Empire romain furent d'ordre purement économique. L'Empire périt par la pénurie des ressources matérielles. Il arriva qu'on ne put plus gouverner ni défendre un empire démesuré, qui n'avait que des courriers pour porter les ordres de Constantinople à Cadix ». Aujourd'hui il n'en est plus de même. Ce qui alors était impossible est devenu réalisable.

---

1. Barruel, T. III, p. 184.

« Ce sont les chemins de fer, continue M. Favière, c'est la navigation à vapeur et le télégraphe, c'est surtout l'immense puissance contributive de l'Etat moderne sustentant de vertigineux budgets, qui permettent à la Russie la conquête de l'Asie centrale, aux Etats-Unis la mise en valeur de leur immense territoire, et à l'Angleterre l'exploitation d'un empire dispersé aux quatre vents de la Planète [1] ». Que ces forces, ces puissances, qui n'ont point encore dit leur dernier mot, soient aux mains d'un homme de génie, tel que Napoléon, ou d'un plus puissant esprit encore, assisté par les Puissances infernales, tel que sera l'Antéchrist, et l'Etat-Unique, embrassant la totalité du genre humain, ne tardera point à être une réalité.

---

1. *Réforme sociale*, 1903. Le Progrès.

CHAPITRE LIV

LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE EN VOIE DE FORMATION

Ce projet d'établir, sur les ruines de toutes les nationalités, un État-Humanité, une République universelle, n'est pas d'aujourd'hui. Nous avons entendu Danton y faire allusion. Mirabeau n'était pas moins instruit des visées de la secte. A la mort de l'empereur Joseph, Léopold, son successeur, appela près de lui le professeur Hoffman, qu'il savait avoir été sollicité de consacrer sa plume à la cause de la Révolution. Celui-ci lui rapporta que Mirabeau avait déclaré à ses confidents, qu'il avait en Allemagne une correspondance très étendue. Il savait que le système de la Révolution embrasserait l'univers ; que la France n'était que le théâtre choisi pour une première explosion, que les propagandistes travaillaient les peuples sous toutes les zones, que les émissaires étaient répandus dans les quatre parties du monde et surtout dans les capitales [1].

D'autres Conventionnels témoignèrent plus d'une fois être dans le secret des ambitions ultimes de la secte. Un député du Cantal, Milhaut, parlant, à la Loge-Club des Jacobins, de la réunion de la Savoie à la France, saluait le renversement de tous les trônes, « suite prochaine, disait-il, du succès de nos armes et du volcan révolutionnaire » ; et il exprimait le vœu que, de toutes les Conventions nationales qui seraient établies sur les ruines de tous les trônes, un certain nombre de députés extraordinaires formassent, au centre du globe, une Convention universelle qui veillerait sans cesse au maintien des droits de l'homme par tout l'univers [2]. En d'autres termes, elle

1. Baruel, T. V, p. 224.

2. Cité par Thiers, *Histoire de la Révolution*, T. IV, p. 434.

aurait pour mission, de veiller à maintenir les hommes dans la Révolution, dans leur révolte contre DIEU. Remarquons, en passant, qu'un même nom, peu modifié, — Convent, Convention, — sert à désigner les assemblées générales de la franc-maçonnerie, l'Assemblée révolutionnaire de 1789 et l'Assemblée à venir des députés de toutes les parties du monde [1].

A la fin du XVIII[e] siècle, ce projet de gouverner le genre humain tout entier, par une Convention unique, placée au centre du monde et composée des députés des Conventions établies dans les anciens royaumes réduits à l'état de départements, pouvait paraître fou. Mais aujourd'hui, à l'entrée du XX[e] siècle, où nous voyons le globe entier sillonné par les fils télégraphiques, les chemins de fer et les steamers, le messie attendu par les Juifs pourrait facilement tenir le monde entier dans sa main, et le gouverner par une Convention centrale en

---

1. Le gouvernement des loges a servi de type, aux hommes de la Révolution, pour réorganiser la France. « Le gouvernement de la franc-maçonnerie, dit le F.·. Ragon (*Cours philosophique*, p. 7, 9, 377 et suiv.) était autrefois divisé en *départements*, en loges provinciales, qui avaient leurs subdivisions. L'Assemblée nationale, *considérant la France comme une grande loge*, décréta que son territoire serait distribué suivant les *mêmes divisions*. Les municipalités ou communes répondent aux loges ; elles correspondent à un centre commun pour former un canton. Un certain nombre de cantons, correspondant à un centre nouveau, composent un arrondissement ou district, actuellement une sous-préfecture, et plusieurs sous-préfectures forment un département. Les grandes loges de province avaient un centre commun ; les départements avaient leur centre commun dans la Constituante. » C'est l'ébauche de la façon dont sera organisée la République universelle. L'auteur entre dans de nombreux détails marquant le passage des usages maçonniques dans l'ordre politique. « La manière de prêter serment à l'Assemblée nationale, d'obtenir la parole, de demander un congé, de porter plainte, d'entretenir l'ordre, est évidemment prise de la franc-maçonnerie ; seulement, dans le dernier cas, la sonnette du président remplace le maillet. » Il dit encore : « Les écharpes des représentants étaient de véritables imitations des ornements maçonniques. » Enfin, il prétend que la franc-maçonnerie peut revendiquer les trois couleurs : « Les grades symboliques ont fourni le *bleu*, couleur du cordon de maître ; les grades chapitraux, le *rouge*, couleur du cordon de rose-croix ; et les grades philosophiques, le *blanc*, couleur de l'écharpe du grand inspecteur, 33[e] degré. » Voir aussi : *Le Voile levé pour les Curieux*, ou le Secret de la Révolution révélé à l'aide de la franc-maçonnerie, 1791, ch. III, p. 56-57.

Le F.·. A. J. Regnier, dans un discours aux Conférences maçonniques de Lyon, prononcé le 22 mai 1882, a dit de même : « Le régime républicain est *calqué sur nos institutions*. » Et le *Bulletin maçonnique*, livraison de décembre 1890, pp. 229, 230 : « La préoccupation de la maçonnerie a toujours été *d'amener dans l'ordre politique l'avènement de la forme républicaine, et dans l'ordre philosophique le triomphe de la libre pensée.* On peut dire qu'elle n'a jamais failli à sa mission. »

rapport avec des Conventions locales. En même temps que la secte prépare la concentration politique, ne voit-on pas la science faire la concentration matérielle, tandis que l'enseignement et la presse travaillent à la concentration des esprits dans la neutralité dogmatique ? Le projet de la secte ne paraît plus si absurde ni si irréalisable.

On peut voir dans Deschamps, t. II, p. 150 et suiv., l'aide que la Convention, puis Napoléon, reçurent de la franc-maçonnerie en Allemagne, en Belgique, en Suisse et en Italie, pour essayer de former les Etats-Unis d'Europe, acheminement vers l'État-Humanité. Le projet n'a jamais été abandonné ; l'exécution a subi plus d'une fois des reculs, mais pour être reprise aussitôt que les circonstances le permettaient. L'unification de l'Italie, l'unification de l'Allemagne, l'extension de la Russie, les ambitions des États-Unis, appelés sans doute à recueillir de l'Angleterre l'empire des mers, font progresser de jour en jour, sur tous les points du globe, la marche vers l'unité politique. Avant cent ans, cinquante peut-être, deux ou trois empires, grossis par la « consumation » des nationalités de second ordre, pourront se heurter dans un conflit suprême pour laisser le vainqueur libre et maître de disposer à son gré des destinées du monde. N'est-ce point le pressentiment qui s'est élevé dans tous les esprits éclairés, qui a été manifesté partout, dès qu'a éclaté la guerre entre la Russie et le Japon ?

« Renverser toutes les frontières, dit M. Claudio Janet dans la continuation de l'ouvrage du P. Deschamps, abolir toutes les nationalités, en commençant par les petites, pour ne faire qu'un seul État ; effacer toute idée de patrie ; rendre commune à tous la terre entière, qui appartient à tous ; briser, par la ruse, par la force, tous les traités ; tout préparer pour une vaste démocratie dont les races diverses, abruties par tous les genres d'immoralités, ne seront que des départements administrés par les hauts grades et par l'Antéchrist, suprême dictateur devenu leur seul dieu : tel est le but des sociétés secrètes. »

Pour s'en tenir à ce qui se passe sur notre continent, il n'est point douteux que le plan la maçonnerie est de faire de la France catholique une nation complètement subordonnée aux nations protestantes, et de se servir de la Prusse pour former les États-Unis d'Europe. Déjà en 1866, Mgr Ketteler avait l'intui-

tion de ces projets, et dans son livre : *L'Allemagne après la guerre de 66*, chap. IV, il écrivait : « A cette fin, la Prusse doit être une *monarchie* absolue, militaire, bureaucratique, protestante. » La franc-maçonnerie met les nations en République lorsqu'elles sont gouvernées par une dynastie qui se refuse à être son instrument, ou lorsque le moment est venu de faire passer l'hégémonie à une autre Puissance[1]. Tant que le monarque se prête par ambition à l'exécution de ses desseins, elle lui donne un pouvoir absolu, concentré par la bureaucratie, et ayant en mains une grande puissance militaire. Il convient que ce monarque et son peuple soient protestants pour abattre le catholicisme, premier, et l'on peut dire, seul obstacle au progrès de la civilisation naturaliste. « C'est là, dit encore Mgr Ketteler, l'idée fixe des écoles et des loges maçonniques [2]. »

---

1. En novembre 1872, l'*Univers* reçut d'une source très sûre une série de communications fort précieuses sur un conciliabule des sociétés secrètes tenu à Locano les 29-31 octobre. Là étaient représentés les Grands-Orients de Rome, de Naples, de Palerme, de Florence, de Turin, de Gênes. Félix Pyat y était délégué pour la France, Kossuth pour la Hongrie, Klapka pour la Suisse, le général Etzel pour la Prusse. Le général Etzel présida. Il y dit : « M. de Bismarck est intéressé plus qu'on ne pense à travailler dans le sens de la démocratie. *Pour le moment, l'Allemagne demeure forcément en dehors du mouvement républicain ; mais la raison en est très simple : elle n'a pas achevé son unité.* Le grand chancelier a fait une grosse besogne, et, quelque pressé qu'il soit, il faut du temps. Or, pendant que la France, l'Italie, l'Espagne, tout le monde latin enfin sera dans les convulsions d'une *transformation sociale*, il accomplira plus facilement, croit-il, les exécutions souveraines qu'il a méditées et portera le dernier coup à l'Empire d'Autriche. Cela fait, on verra l'Allemagne entière acclamer la République et envoyer promener son Empereur. »

Le général Etzel ajouta à ces communications : « M. de Bismarck est à nous entièrement, et le jour où nous le verrons titubant, nous lui retirerons notre confiance. Il le sait très bien. » (*Les Sociétés secrètes*, II, p. 427.)

2. Dans son numéro du 29 août 1902, le *Gaulois* a reproduit un article de l'*Opinion nationale* qui remonte au mois de juillet 1866. On y applaudissait au triomphe de la Prusse à Sadowa et on disait :

« Nous sommes pour l'amoindrissement de l'Autriche, parce que l'Autriche est une puissance catholique qui doit être supplantée par la Prusse, boulevard du Protestantisme dans le centre de l'Europe. Or, *la mission de la Prusse est de protestantiser l'Europe, comme la mission de l'Italie est de détruire le pontificat romain.* Voilà les deux raisons pour lesquelles nous sommes tout à la fois pour l'agrandissement de la Prusse et pour l'agrandissement de l'Italie. »

« L'unité de l'Allemagne, disait *Le Siècle* de son côté, c'est, comme l'unité de l'Italie, le triomphe de la Révolution. » *La Liberté* appuyait, elle aussi, la « Politique de la prédominance d'une Prusse protestante en Europe ».

Bien longtemps auparavant, le 8 février 1811, J. de Maistre avait écrit :

Dès qu'une nation est ainsi choisie pour « consumer » les autres, selon le mot de Bluntschli, la maçonnerie s'applique à lui donner « conscience d'elle-même », « le sentiment de sa vocation politique », autres mots du même, à exalter le sentiment patriotique et à dépraver ce même sentiment chez les peuples qu'elle a condamnés. Le socialisme est patriotique en Allemagne, avec Bebel, internationaliste en France, avec Jaurès. L'un et l'autre obéissent sans doute à l'impulsion d'un seul et même moteur, qui veut déprimer ceux-ci, surexciter ceux-là, pour rendre plus facile et plus certaine la victoire de ceux qu'elle veut, pour le moment, agrandir et élever.

Dans les *Questions Historiques*, M. Fustel de Coulanges fait

---

« Le grand œuvre de la secte est en ce moment l'anéantissement du Pape. » *Œuvres complètes*, T. XII, p. 42.

Ce qui suit a été publié deux ans plus tard par un grand nombre de journaux, sans aucune réclamation de celui qui était mis en cause :

« Un soir, en 1872, à Stockholm, dans le fumoir de la baronne X..., nous étions quatre ou cinq causant familièrement. Parmi nous se trouvait M. de Giers, ancien ministre des Affaires étrangères en Russie, ambassadeur de Russie à Stockholm. On parlait du sujet qui préoccupait encore tout le monde : des causes de la défaite de la France. M. Y... émit l'opinion que la maçonnerie avait joué un rôle important et peu flatteur. »

M. de Giers prit alors la parole :

« Je ne voulais pas, dit-il, aborder le premier cette question délicate; » mais puisqu'elle est soulevée, je puis vous affirmer que je connais bien » le rôle que joua la F.·.-M.·. dans cette guerre.

» J'étais alors accrédité à Berne ; il y avait dans la ville une agence » parfaitement organisée et fonctionnant avec une précision toute » prussienne, pour les informations concernant la répartition des troupes » françaises, leurs déplacements, la quantité de munitions, de vivres, » etc., etc., et mille indications des plus infimes et détaillées, que des » *Français affiliés à la F.·.-M.·. communiquaient aux loges*, et, chose » étrange, *ces renseignements parvenaient avec une rapidité prodigieuse,* » *par dépêches chiffrées, à l'agence prussienne maçonnique de Berne.*

» J'ai étudié à fond cette colossale organisation pour en faire un rapport » détaillé à mon gouvernement.

» C'était invraisemblable, n'est-ce pas? Et cependant, rien de plus vrai » et du plus palpitant intérêt alors.

» La nation française avait été, paraît-il, *condamnée par la Haute-* » *Maçonnerie internationale*, et ni meilleure organisation militaire, ni » talents stratégiques, ni bravoure incontestable des troupes, n'auraient » matériellement jamais pu triompher. C'était une guerre d'AVEUGLES à » VOYANTS ! »

— Cette accusation formulée si nettement et venant d'un homme qui a occupé les plus hautes fonctions dans la diplomatie, habitué à la discrétion et à la mesure, à ne parler qu'à bon escient, a par elle-même une trop poignante éloquence pour qu'il soit besoin d'y rien ajouter.

Nous pouvons, nous *devons* cependant nous demander : Qu'arriverait-il si demain une nouvelle guerre éclatait?

la comparaison entre la manière d'écrire l'histoire en Allemagne et en France depuis cinquante ans. Il y oppose la différence des sentiments des historiens allemands et des historiens français vis-à-vis de leur pays : « Le premier devoir d'un grand peuple est de s'aimer et de s'honorer dans ses morts... Le véritable patriotisme n'est pas l'amour du sol, c'est l'amour du passé, c'est le respect de ceux qui nous ont précédés. Nos historiens ne nous apprennent qu'à les maudire et ne nous recommandent que de ne pas leur ressembler... Nous nourrissons au fond de notre âme une sorte de haine inconsciente à l'égard de nous-mêmes.... C'est une sorte de fureur de nous calomnier et de nous détruire, semblable à cette manie de suicide dont vous voyez certains individus tourmentés ». Mépriser ainsi son passé n'est assurément point chose naturelle pour un peuple. Et alors une question se pose : D'où cela vient-il ?

« Les Allemands, dit le même auteur, ont tous le culte de la patrie, et ils entendent le mot patrie dans son sens vrai : c'est le *Vaterland*, la terre des ancêtres. C'est le pays tel que les ancêtres l'ont eu et l'ont fait. Ils aiment ce passé et ils n'en parlent que comme on parle d'une chose sainte ».

Ce n'est pas de cet œil, mais « d'un œil haineux », que la France envisage le sien. Quelle nation, en Europe, eût été pourtant capable de montrer une histoire plus ancienne ou plus glorieuse ? Engoué, depuis 1815, de l'Angleterre et de l'Allemagne, notre libéralisme s'est fait l'apologiste de la race germanique aux dépens de la nation française.

Y a-t-il depuis 1872 quelque chose de changé ? En Allemagne, non certes. En France, « vieille France » est toujours presque une injure. Sur les traces de Michelet et de ses élèves, notre histoire est devenue moins l'histoire d'une nation déterminée que celle du laborieux enfantement de 89. Un jeune Français candidat au baccalauréat était dispensé, il y a deux ans, de savoir l'histoire de son pays avant 1610. Depuis l'année dernière, la dispense a été étendue jusqu'à 1715, et il y en a qui demandent maintenant que la date soit abaissée jusqu'à 1789.

On sait les beaux résultats, à l'intérieur et à l'extérieur, qu'a donnés l'histoire ainsi pratiquée chez les Prussiens. « Au dedans, constate Fustel, elle faisait taire les partis et fondait une centralisation morale plus vigoureuse que ne l'est notre centralisation administrative. Au dehors, elle ouvrait les routes de la

conquête, et elle faisait à l'ennemi une guerre implacable en pleine paix. » C'est ainsi que, vingt ans d'avance, elle avait mis la main sur l'Alsace-Lorraine. Fustel ajoutait : avant que l'Allemagne s'empare de la Hollande, « l'histoire démontre déjà que les Hollandais sont des Allemands ». Elle prouvera aussi bien que la Lombardie est une « terre allemande », et que Rome est « la capitale naturelle de l'empire germanique ».

Depuis 1872, à ce point de vue, rien n'a changé chez nos voisins. Aujourd'hui comme il y a trente-cinq ans, l'histoire est la servante de la grandeur allemande ; elle continue à pétrir une âme commune au jeune empire et à se faire sur toutes les frontières la fourrière du pangermanisme. On en sait quelque chose à Prague, à Zurich, à Nancy, à Luxembourg, à Amsterdam.

Les Universités allemandes et d'Autriche sont devenues des foyers de pangermanisme. Les premiers disciples de M. de Schœnerer furent des étudiants de Vienne. Actuellement, deux cris se font entendre . « L'Allemagne une » et « Rompons avec Rome ! » La Prusse, la Prusse protestante, s'annexera ainsi toutes les parties de l'Allemagne. « Elle y est obligée, — dit Mgr Ketteler, interprétant les sentiments de ceux dont il a exposé les projets ; — elle y est obligée comme les astres sont nécessités de parcourir l'orbe qui leur est tracé. »

On estime que le nombre des Allemands d'Autriche entièrement acquis aux doctrines du pangermanisme, n'est pas inférieur actuellement à trois millions. Ce chiffre ne peut que s'accroître encore, et rapidement, grâce à la propagande qui s'exerce sous les formes les plus variées : action politique au Reichstag par les Shœnerer et les Wolff, action par la presse et par le colportage, action par la prédication protestante qui se fait l'auxiliaire du « germanisme ». L'Allemagne, en un mot, ne néglige rien pour être prête quand le moment sera venu de compléter l'exécution du plan pangermanique.

Cela ne suffit point à l'ambition que ses inspirateurs ont su lui faire concevoir. Elle veut être en Europe ce qu'était la France, la tête de l'Europe [1]. De plus, quoique protestante, elle

1. Le Dr Chrysander, confident de Bismarck, vient de livrer à la presse ce mot de son ami : « Le Congrès de Berlin fut la seule faute grave de » ma carrière. J'aurais dû, à ce moment là, laisser aux prises la Russie et » l'Angleterre, qui se seraient mangées l'une l'autre jusqu'à la queue ; en » cette occasion, j'ai fait de la politique comme un conseiller municipal. »

prétend à prendre sa place comme protectrice des chrétiens en Orient, et, s'il le faut, de protectrice du Pape à Rome. Les discours et les démarches de son empereur ont clairement manifesté ces intentions.

Pour ne rappeler que l'un de ses discours, ne l'a-t-on point entendu dire à Brême en mars 1905 :

« Notre Seigneur Dieu ne se serait jamais donné autant de peine pour notre patrie allemande et son peuple, s'il ne nous avait destinés à de grandes choses : *nous sommes le sel de la terre*; mais aussi nous devons nous montrer dignes de l'être. Aussi, notre jeunesse doit-elle apprendre le renoncement, se garder de tout ce qui n'est pas bon pour elle, de ce qui est importé de peuples étrangers, et rester fidèle aux mœurs, à la règle et à l'ordre, au respect et à la religion.

» L'empire universel, tel que je l'ai rêvé, doit consister en ceci, avant tout, que l'empire allemand, nouvellement fondé, doit jouir de la plus absolue confiance de tous, comme un voisin tranquille, loyal et pacifique ; et si un jour peut-être on devait parler dans l'histoire d'un empire universel allemand ou d'un empire universel des Hohenzollern, il n'aurait pas été fondé sur des conquêtes par l'épée, mais par la confiance mutuelle des nations aspirant aux mêmes buts. En un mot, comme l'a dit un grand poète : « Limité au dehors, infini au dedans ! »

Qu'on ne prenne pas cette idée de la domination universelle réservée à la race germanique pour une exagération oratoire : Guillaume II n'a fait qu'exprimer un sentiment commun à tous les Allemands, et qu'on retrouve au fond des discours de Bebel à Amsterdam, comme dans les harangues impériales.

Quiconque observe l'Allemagne voit avec quelle assurance elle aspire de se préparer à une sorte de domination sur le genre humain tout entier, et cela par tous les moyens à la fois, par l'idée comme par la puissance militaire, par le commerce et l'industrie comme aussi par ses émigrations. Dès à présent, l'Allemagne est la seconde des grandes puissances commerciales du monde. La colonie allemande est aux États-Unis une puissance politique de premier ordre, et, dans l'Amérique du Sud, elle forme presque la majorité dans les provinces méridionales du Brésil.

La même puissance occulte qui enivre l'Allemagne déprime la France. A la distance de trente ans, l'on voit maintenant comment la Prusse et la France étaient travaillées depuis des années, pour être aptes à jouer le rôle de vainqueur dévolu à l'une et de vaincue dévolu à l'autre. Abattue, la France se releva cependant avec assez de vigueur pour donner à craindre qu'elle ne reprît son rang à la tête de la civilisation. Elle fut alors condamnée à la République, et par la République à la plus complète énervation de toutes ses forces religieuses, politiques, militaires et civiles, afin que toute résistance lui soit devenue impossible lorsque sera venue l'heure de se jeter de nouveau sur elle. La publication de la correspondance de Bismarck a achevé de montrer, et la part qu'il avait prise à l'établissement de la République [1], et le profit qu'il en attendait, et les complicités qu'il trouvait à l'intérieur pour l'accomplissement de ses desseins. Le 1er novembre 1877, le comte Herbert de Bismarck écrivait au comte Honckel de Dennesmark, l'ancien gouverneur d'Alsace-Lorraine, le mari de la Païva dont on sait le rôle dans les dernières années de l'Empire, et enfin l'agent secret de Bismarck en France dans la lutte entre le parti conservateur et le parti opportuniste : « Les relations que vous entretenez avec Gambetta sont d'un très grand intérêt pour mon père, mais il ne croit pas opportun pour le moment de lui faire parvenir, fût-ce même par votre intermédiaire, des *communications* ou des ORDRES. » Deux mois après, les ordres arrivaient, et la guerre au cléricalisme commençait. Elle devait bientôt être suivie de la guerre à la magistrature, puis de la guerre à l'épargne [2], puis de la guerre à l'armée ; et tout cela accompagné de prostrations

1. Le comte d'Arnim s'est expliqué là-dessus avec une clarté qui ne laisse rien à désirer. Ambassadeur à Paris, il ne voulait pas obéir à Bismarck qui lui ordonnait de travailler au triomphe des partis de gauche. « Bismarck m'a frappé, écrivait-il après sa disgrâce et son procès, parce que je refusais d'accélérer l'arrivée de Gambetta au pouvoir. »

2. M. Paul Dahn, explorant la situation de l'Autriche-Hongrie et faisant le relevé des divers éléments qu'il y trouve, soit hostiles, soit favorables à l'Allemagne, a écrit dans le *Deutschland nach Osten* : « Bontoux inquiétait Bismarck plus qu'une armée de 300.000 hommes. Que n'a-t-on dit de l'œuvre grandiose de Cecil Rhodes, le Napoléon du Cap? Bontoux nous gagnait, sans tirer un coup de fusil, l'Autriche-Hongrie, et les Balkans, et l'Orient. Il marchait à pas de géant, non pas du rêve, mais de la réalisation de ce plan savamment conçu. C'est Bismarck qui l'a brisé, aux applaudissements de Français ravis de cette défaite du cléricalisme ! »

devant les autres puissances et de l'abandon de notre protectorat en Orient.

« Le drame qui se joue depuis trente ans, a dit M. Copin-Albancelli, n'est autre chose que l'assassinat de la France, ourdi par le pouvoir occulte juif, agissant par la franc-maçonnerie. Si nous ne parvenons à faire comprendre cela à temps à la majorité des Français, la France est perdue. »

Mais, hélas! comme le dit M. Bidegain : « Ceux qui dirigent secrètement l'Ordre maçonnique ont si habilement pétri les cerveaux de leurs disciples devenus leurs serviteurs inconscients, qu'ils trouvent dans la maçonnerie un instrument admirable pour le coup d'État juif qui consacrera la dénationalisation de notre patrie et la définitive dépossession des Français de France [1]. »

Dans un interview qu'il eut avec un rédacteur du *Soleil* [2], M. de Marcère dit de même, à l'occasion du Congrès anti-maçonnique qui tint ses assises aux premiers jours de l'année 1902 : « Il n'y a pas à se le dissimuler, *c'est en France tout particulièrement que se porte l'effort de la désorganisation maçonnique*, ET CELA POUR UNE BESOGNE QUI ÉVIDEMMENT CORRESPOND A LA RÉALISATION D'UN PLAN IMMENSE, *où il est clair que nous avons été sacrifiés.* [3] »

Inutile de faire le tableau de cette désorganisation : elle est sous les yeux de tous, dans l'armée d'abord et dans la marine, afin que, quand l'heure de l'attaque sera venue, l'ennemi ne rencontre qu'une résistance aussi faible que possible. Avec quelle douloureuse anxiété les cœurs français notent les coups qui leur sont portés jour par jour! Ce fut d'abord la disgrâce du général Deloye, le créateur de notre matériel d'artillerie, celle

---

1. Bidegain. *Le Grand-Orient de France. Ses doctrines et ses actes*, p. 114.

2. Voir le *Soleil* du 14 février 1902.

3. L'affaire Dreyfus, lorsqu'elle sera complètement éclairée, apportera une nouvelle et bien forte preuve à cette affirmation. Le procès intenté au cours de la révision à MM. Rollin, François, Mareschal et Dautriche, a établi qu'un grand nombre de pièces du dossier ont été distraites de la fin du mois de mai aux premiers jours d'août 1904. Ces pièces consistaient en une collection de documents, de lettres émanant de l'agent Austerlitz et qui ne furent pas communiquées au commandant Piérat, le traducteur de l'Ecole de guerre. Or, durant ces deux mois, ces pièces, d'une importance capitale, restèrent à la disposition du commandant Pasquier, le collaborateur du F.·. Vadecard.

du général Roget, et avec lui de tous ces officiers laborieux et modestes, les Yung, les Lauth, les Bougon, et tant d'autres, dont le seul crime était d'avoir affirmé, en justice et sous serment, leurs convictions. C'est le bouleversement de l'école de Fontainebleau, où des officiers avaient montré quelque froideur à un collègue suspect. C'est le chambardement de l'état-major général qui amena la démission de son chef, le général Delanne, et celle du généralissime Jamont. La loi sur la réduction du service militaire à deux ans rentre dans le même programme d'annihilation de l'armée. Nul doute que la réforme actuelle n'aboutisse, elle aussi, avant peu de temps, à l'établissement du service d'un an. La transformation en France de l'armée en simple milice communale, est une des parties essentielles du programme maçonnique international.

On voit, dans le même temps, le gouvernement livrer à tout instant un nouveau lambeau du drapeau de la France, une nouvelle portion de son domaine colonial. Après l'Égypte, après le Bas-Niger, après Fachoda et le Bahr-el-Ghazal, c'est le rivage français de Terre-Neuve qu'il livre aux Anglais, afin sans doute que nos marins n'aient plus d'école pratique où se former à lutter contre eux.

En même temps, il laisse libre carrière à l'antimilitarisme, avoué de façon assez hypocrite par les Jaurès et les Buisson, mais cyniquement étalé dans tous les pamphlets orduriers qui inondent les casernes et incitent les soldats à la désobéissance, à l'indiscipline et à l'assassinat, dans des appels aux conscrits, aux lycéens eux-mêmes, et que propagent les journaux du cosmopolitisme. Partout c'est la révolte latente ; on la tolère, on l'encourage, pendant que le commandement, démuni de ses pouvoirs essentiels, est arraché aux généraux pour passer aux mains des agents politiques et des fonctionnaires civils, seuls dépositaires du droit d'accorder sursis, congés et secours.

Faut-il parler enfin des révélations faites à la Chambre par M. Guyot de Villeneuve, et qui ont montré l'armée entière enveloppée dans un réseau de délations tenu par le Grand-Orient, qui en tire ses victimes pour les offrir aux coups du ministre de la guerre.

Indiscipline, insubordination, sédition, blâmes aux chefs, flagorneries et faiblesses pour les rebelles, primes à la révolte, soumission aux loges et aux journaux délateurs, démissions

provoquées : c'est un détraquement général de tout l'édifice, que l'affaire Dreyfus a entamé et que la complicité du gouvernement a accentué, et accentue chaque jour.

Joignez à cela la campagne de corruption morale, si activement poursuivie dans les masses profondes du peuple et la guerre faite à la religion, et vous pourrez juger des espérances que la secte internationale a fondées sur la quatrième et prochaine invasion.

L'interlocuteur de M. de Marcère lui demandait :

« — Pourquoi la franc-maçonnerie semble-t-elle servir plus immédiatement les intérêts de l'Allemagne ?

» — La franc-maçonnerie, répondit-il, est-elle spécialement aux intérêts d'une nation ? Je l'ignore. Mais, en fait, elle a servi, les unes après les autres, toutes les puissances victorieuses. Elle a servi Napoléon Ier comme elle a servi Bismarck. Ce qui est certain également, c'est qu'elle a constamment favorisé les protestants et les juifs, et que partout où ceux-ci triomphèrent, les francs-maçons ne tardèrent pas à triompher. Ceci est, d'ailleurs, une conséquence logique du but établi de la maçonnerie. Si elle poursuit vraiment le nivellement universel, elle doit donc s'attacher à détruire l'élément conservateur par excellence de l'ordre social, la religion catholique, ce ciment romain des sociétés impérissables ».

On ne peut mieux dire, et c'est la raison pour laquelle la maçonnerie s'attache à détruire tout d'abord les puissances catholiques.

Pour arriver à son but, qui est de substituer « une Jérusalem de nouvel ordre » à la double cité des Césars et des Papes, la haute juiverie travaille à anéantir d'abord les nations catholiques ; celles-ci détruites, le reste tombera de lui-même et Israël pourra établir son universel empire. Dans le monde entier, les sociétés secrètes favorisent l'Angleterre, la Prusse, l'Amérique du Nord, au détriment de la France, de l'Autriche et de l'Espagne. L'Autriche a reçu un coup mortel à Sadowa ; la France une blessure cruelle à Sedan et une plus cruelle encore lorsqu'elle fut livrée à la franc-maçonnerie par l'Assemblée nationale. Mais d'un jour à l'autre elle pouvait se relever. Il fut décidé que le coup de grâce devait lui être porté ; mais ce coup devait être préparé. L'affaire Dreyfus a rempli ce rôle de préparation. Elle

a désorganisé l'armée, elle a fomenté la guerre civile et elle a déballé, sous les yeux de nos ennemis, tous nos plans de défense.

La politique maçonnique qui a marché par étapes de la ruine de l'Autriche à l'unité de l'Italie, et de l'unité de l'Allemagne à l'affaiblissement progressif de la France, est maintenant attelée, exactement par les mêmes procédés, à la destruction de la Russie, « rempart de l' « autocratie », dernier repaire de la « Contre-Révolution ». Cette politique travaille à l'heure actuelle à la création de deux autres unités autrement formidables que l'unité de l'Italie et celle de l'Allemagne, c'est-à-dire l'unité américaine et l'unité asiatique. A l'unité américaine, nos gouvernants francs-maçons nous ont fait sacrifier l'admirable possession du Canal de Panama, qui commande les évolutions économiques de l'avenir ; à l'unité asiatique, on nous fera livrer avant dix ans toute la presqu'île indo-chinoise [1].

Inspiré, guidé par la puissance occulte qui aujourd'hui gouverne le monde, le Japon se croit destiné à être, pour l'Extrême-Orient, ce que le Piémont a été pour l'Italie et la Prusse pour l'Allemagne. Il veut réunir sous son hégémonie les quatre à cinq cents millions d'hommes que comprend la race jaune, et déjà ils paraissent se prêter à l'entraînement militaire auquel il veut les soumettre.

Et tandis que les Etats-Unis s'emparent de l'isthme de Panama, les Anglais se laissent flatter par l'impérialisme de Charles Chamberlain, qui prétend subordonner le monde entier à la prépotence politique, commerciale et financière de l'Angleterre.

De quelque côté que se porte le regard, il surprend les prodromes des formidables événements qui doivent changer la face du monde.

Il y a vingt-cinq ans, un prêtre, que nous connaissons d'ailleurs, publia sous le pseudonyme C. C. de Saint-André, un livre intitulé FRANCS-MAÇONS ET JUIFS. Il y établit que le but que pour-

1. La Royauté avait fait la France province par province, la République la défait pièce par pièce. Après les pertes énumérées ci-dessus, ce sera celle de l'Indo-Chine, le tout aux applaudissements d'une majorité maçonnique.

suivent les Juifs avec l'aide de la franc-maçonnerie est triple : 1° anéantir l'idée chrétienne dans le monde, 2° reprendre possession de Jérusalem, 3° subjuguer l'humanité entière.

Depuis que ce livre a été écrit, c'est-à-dire en ce dernier quart de siècle, nous avons été témoins de bien des efforts faits pour atteindre le premier de ces buts ; nous avons vu, pour le second, instituer les congrès sionistes et les Juifs s'y rendre de tous les points du monde ; pour ce qui est du troisième, voici ce que l'auteur en disait il y a un quart de siècle :

« Les Juifs ne veulent laisser debout ni gouvernement catholique, ni même une seule nation catholique.

» La France étant la nation catholique la plus consistante et la plus forte, forme l'obstacle le plus considérable au double but du juif, la domination du monde et le recouvrement de la Judée ; car, laissée à elle-même et à ses tendances d'origine et de tradition, la France assurément s'opposera toujours à la profanation de la Terre-Sainte par le Juif [1]. Il faut donc que plus que les autres elle soit décatholicisée, déchristianisée, afin que ses enfants n'aient plus aucun souci des Lieux Saints. Il faut qu'en aucune façon elle ne puisse être un centre de ralliement et d'alliance pour les autres peuples catholiques, par conséquent il faut qu'elle soit épuisée et complètement écrasée par la ruine de toutes ses forces vitales, de son agriculture, de son industrie, de son commerce, de ses finances, de ses armées, par les divisions intestines continuelles, par les guerres civiles et religieuses, enfin par le *démembrement et le partage* (ainsi souligné — Remarquons-le de nouveau, ceci était publié en 1880).

» La République d'une part et l'empire allemand prussien de l'autre sont les deux instruments avec lesquels le Juif travaille savamment et successivement à cette grande destruction.

» Dans la pensée machiavélique d'Israël, cet état prussien a été préparé de longue date et façonné en puissance militaire formidable pour broyer, non seulement la France, mais aussi tous les autres peuples catholiques de l'Europe, et pour constituer un empire immense qui comprendra tout l'Occident du nord au midi. C'est l'une de ces grandes agglomérations qui

---

1. Nous voyons le gouvernement de la République française, sous l'impulsion des juifs, en être venu à faire fi du protectorat de l'Orient. Pourquoi ? Pour laisser le champ libre aux opérations des Juifs en Terre-Sainte.

doivent se former. Cette puissance hérétique et maçonnique ne peut que servir *en tout les intérêts du Juif.*

» L'autre grande agglomération, c'est la Russie. Là, le Juif poursuit « une politique pleine de mystères », « devant laquelle pâlit l'Europe » et que « les yeux de la Grande-Bretagne pénètrent à peine ». La Russie est d'abord le bélier avec lequel le Juif démolit la Turquie, afin de prendre un jour au milieu des décombres le morceau qu'il convoite. Mais la Russie est un gouvernement absolu dirigé par une famille qui a une tradition religieuse et politique directement opposée aux aspirations judaïques.

»Cette dynastie est chrétienne; elle veut dominer tout l'Orient et réunir les différentes communions grecques sous son autorité spirituelle. Elle ne peut donc pas souffrir que Jérusalem et la Palestine deviennent la demeure et la propriété des Juifs. C'est pourquoi, *ou cette dynastie tombera*, *ou bien cette politique traditionnelle devra être abandonnée.* Le Juif agit tant qu'il peut en ce double sens dans la Russie européenne par les sociétés secrètes et principalement par le sauvage nihilisme. Déjà des idées de modification dans le régime politique se font jour, le mot de gouvernement constitutionnel a été prononcé. On bat en brèche l'autocratie impériale. Les Juifs ne pensent pas à détruire la Russie ; ils en ont besoin. Son existence entre dans leurs plans. Mais il faudra que les Romanow, s'ils veulent rester sur le trône, changent leur politique et leurs traditions religieuses. Ils laisseront de côté leur orthodoxie et leur prétention à la papauté schismatique, ou bien, de l'absolutisme la Russie passera au constitutionalisme sous une autre famille. C'est le procédé habituel et connu chez nous de la maçonnerie juive. On le présentera comme l'unique réponse possible aux aspirations des peuples en révolte, le seul remède aux maux de l'Etat, l'obstacle le plus énergique aux fureurs du nihilisme. Ce sera le conseil du franc-maçon et du juif,qui aura eu soin à l'avance d'aggraver les maux, de souffler les aspirations, de fomenter et de soudoyer les fureurs et les révoltes. La Russie alors sera promptement dans sa main et ne s'opposera plus à ses plans. (Qui ne serait frappé de voir ces pronostics s'accomplir de point en point, vingt-cinq ans après qu'ils ont été faits et publiés ?)

» Quant à l'Autriche, elle doit être démembrée et dévorée

par l'Allemagne. Son tour viendra après celui de la France. Pour le moment, une politique maçonnique la pousse tout doucement vers l'Orient par l'appât de quelques dépouilles turques. On tâche de la désintéresser ainsi de ce qui se prépare, comme il fut fait au temps des démembrements de la Pologne. En attendant les grands coups, Juifs et Maçons la décatholicisent et la minent autant qu'ils peuvent.

» L'Angleterre a été longtemps l'instrument de prédilection des Juifs. A l'heure présente, elle a deux torts à leurs yeux : elle ne peut plus beaucoup leur servir pour leurs plans, et dans ses classes supérieures elle retourne au catholicisme. Un temps viendra où les deux colosses orientaux, la Russie et l'empire britannique des Indes, se rencontreront. A cette époque, le Juif cherchera à faire coup double. Il se vengera de l'aristocratique Angleterre en voie de conversion vers Rome, et sera, là encore, la verge qui châtiera d'antiques prévarications. Les éléments révolutionnaires accumulés au sein de la nation anglaise et qui n'ont jamais fait explosion parce que la maçonnerie juive n'a pas voulu les exploiter, travaillés à ce moment dans tous les sens, éclateront d'une manière formidable. L'empire des Indes, forcément abandonné à lui-même par la métropole en feu, tombera vite sous les coups de la Russie. Le Juif aura obtenu un second succès : une agglomération de peuples plus considérable sous un même gouvernement. Alors il sera bien près de la domination universelle.

» Directeur du gouvernement, de l'administration et de tous les principaux emplois dans les deux immenses empires de l'Occident prussien et de l'Orient russe, quelle difficulté aura-t-il à les fondre l'un dans l'autre à la suite, soit d'une guerre, soit d'une alliance? Et quelle impossibilité à ce que l'un des membres de ses familles messianiques, depuis longtemps peut-être suprême patriarche de la maçonnerie, soit élevé sur le trône du royaume presque universel, avec Rome ou Jérusalem pour capitale ? Quel temps demanderaient la conquête du fond de l'Asie et la soumission des deux Amériques, divisées, révolutionnées et dominées en partie dès maintenant par les Juifs ? Un temps fort court. Gouverner de Jérusalem et de Rome la grande colonie américaine, ne sera pas plus difficile que de commander aujourd'hui de Londres à l'empire indien. Le monde alors n'aura qu'un monarque. Les Juifs verront en lui leur messie glorieux.

Il les rappellera tous en Palestine, si déjà ils n'y étaient réunis en corps de nation. Ce sera l'Antéchrist.

» Si DIEU laisse les choses de notre époque marcher du train dont elles vont, qui pourrait nier que ce ne soit là l'avenir probable et peut-être prochain ? Et quand bien même le Seigneur interviendrait pour donner à son Église ce temps de repos que nous espérons, cette période de calme, de triomphe moral et de préparation aux suprêmes combats, qui soutiendra que les plans d'Israël, un instant interrompus et retardés, ne seront pas repris avec plus d'ardeur et de succès et n'arriveront point à cette réussite finale ?

» Car, nous savons par les Saintes Écritures que le grand empire antichrétien doit se reformer un jour sous l'action du prince des ténèbres. Or, dans la franc-maçonnerie, il n'y a pas seulement l'action humaine du génie d'un peuple supérieur, il y a de plus l'action réelle de Satan. Elle possède des moyens naturels d'influence trés énergiques et très nombreux ; mais elle n'aurait point une action et des succès aussi irrésistibles et aussi universels, si elle n'était pas *assistée* par une force supérieure à la sienne propre, par une force surnaturelle. Une influence satanique toute particulière s'étend aujourd'hui sur le monde. Tout catholique qui étudie avec réflexion les événements contemporains est forcé d'en convenir. Cette action de Satan est concentrée dans la franc-maçonnerie et opère par elle. »

DEUXIÈME SUBDIVISION

CONSTRUCTION RELIGIOSO-HUMANITAIRE

CHAPITRE XLV

L'HUMANITARISME

Faire de tous les États de l'ancien et du nouveau monde les départements d'une seule et même république, assujettir tous les peuples au gouvernement d'une Convention unique, n'est qu'une partie du plan que s'est tracé la secte judéo-maçonnique pour la construction de son Temple. Le plan entier n'a nulle part été mieux exposé que dans la profession de foi que fit un journal américain, *Le Libertaire* de New-York, en présentant au public son premier numéro.

« Le *Libertaire* n'a de patrie que la patrie universelle. Il est l'ennemi des bornes. Il est ennemi des bornes-frontières des nations ; il est ennemi des bornes-frontières des champs ; il est ennemi des bornes-frontières de la famille. Pour lui, l'Humanité est un seul et même corps dont les membres ont un même et égal droit à leur entier et libre développement, qu'ils soient les fils d'un continent ou d'un autre, qu'ils appartiennent à l'un ou l'autre sexe, à telle ou telle race.

» De religion, le *Libertaire* n'en a aucune ; il est protestant contre toutes ; il professe la négation de DIEU et de l'âme : il est athée et matérialiste, attendu qu'il affirme l'unité universelle et le progrès infini, et que l'unité ne peut exister ni individuellement, ni universellement, avec la matière esclave de l'esprit et l'esprit oppresseur de la matière, comme le progrès ne peut être infiniment perfectible, s'il est limité par cette borne ou barrière où les humanicides ont tracé avec de la boue et du sang le nom de DIEU ».

L'unité universelle et le progrès infini, c'est, sous sa forme moderne, la double affirmation de l'évolution panthéistique. DIEU n'est point, il se fait en nous et en toutes choses. Telle est

la doctrine que la conjuration judéo-maçonnique veut substituer à la doctrine du CHRIST ; tel est le Temple où l'humanité unifiée doit venir s'abriter.

« La franc-maçonnerie, c'est une association, une institution, a dit l'*Acacia*,... ce n'est pas cela, c'est *plus que cela*. Soulevons tous les voiles, au risque de provoquer des protestations. La franc-maçonnerie c'est une *église*, la *contre-église*, le *contre-catholicisme*, *l'autre église*, *l'église de l'hérésie*, de la *libre-pensée* [1]. »

La grande étape sur la route qui doit mener à ce Temple est celle de la Religion humanitaire.

Bien souvent déjà nous l'avons entendu acclamer, il y a un siècle, à la Convention, et de nos jours à la Chambre des députés, dans les clubs et dans les écrits des sectaires. Renan, dans l'*Avenir de la science*, résume en ces mots la pensée de la secte et la sienne : « Ma conviction intime est que la religion de l'avenir sera le pur humanisme, c'est-à-dire le culte de tout ce qui est de l'homme ».

Un puissant effort est fait en ce moment, sur tous les points de l'univers, pour amener le genre humain tout entier à cette religion humanitaire. Nous sommes sans doute loin d'avoir saisi toute la trame de cette conspiration, nous en exposerons ce que nous avons pu en découvrir.

L'idée d'une religion humanitaire commence à se manifester à la même époque que celle de la République universelle, c'est-à-dire vers la fin du XVIIIe siècle ; mais elle avait été conçue antérieurement. Un écrivain franc-maçon, Henne am Rym dans son ouvrage *Allemeine Kulturgeschicht* (T. IV, p. 214) dit : « La conception de l'humanisme, dans son sens le plus haut et, pouvons-nous dire, tout à fait moderne, fut propagée en 1641 en Angleterre par le frère Morave Amos Komensky qui s'y était réfugié et qui y avait fait paraître en 1639 son *Prodomus Pansophiæ*. Il professait et propageait la tolérance générale de toutes les religions et l'amour de l'humanité se manifestant par la bienfaisance. Animé d'abord de l'espérance de réunir en une seule toutes les croyances chrétiennes, quand il se fut convaincu de l'impossibilité de

1. L'*Acacia*, Revue d'études maç.·. Octobre 1902, p. 3 et 4.

réaliser ce projet, il rejeta toute différence confessionnelle et se plaça sur la hauteur de l'humanité pure et dépouillée de tout préjugé. « Dans sa *Pansophie*, Amos Komensky parle d'un temple de la sagesse à construire et il dit : « Parce que cette œuvre ne doit pas servir aux chrétiens seulement, mais à tous ceux qui sont nés hommes ; elle pourrait être nommée la Pansophie ou sagesse humaine ».

A cette même époque, on vit un personnage dont le vrai nom est inconnu, mais qui se fit appeler Eyrénée Philalèthe, parcourir la France, l'Angleterre, la Hollande, l'Amérique. En tous ces pays, il parlait d'une nouvelle religion « humanitaire » qui devait s'établir prochainement dans le monde et comprendre toutes les nations. « Ses écrits, dit Claudio Jannet, qui renvoie à l'Histoire Hermétique de Lenglet-Dufernoy (I, 402), ont une teinte judaïque très prononcée. L'humanitarisme s'y donne déjà comme devant remplacer le christianisme ».

« Au siècle suivant, observe M. Joseph Lemann [1], le philosophisme commence à se mettre à l'exécution de ce plan d'enfer. Il y emploie deux maximes qui, après plus d'un siècle, n'ont rien perdu de leur prestige : « Toutes les religions sont bonnes », « les Juifs sont des hommes comme les autres ». La première de ces maximes avait pour but d'abaisser le christianisme, la seconde de relever les Juifs, l'une et l'autre de préparer le terrain pour un temps plus ou moins éloigné à la religion humanitaire ; car du moment où on n'admettait entre les religions ni infériorité, ni supériorité, il n'y avait plus à considérer en chacun et en tous que l'humanité et à proclamer les « Droits de l'homme ».

Nous avons vu comment, depuis le rétablissement du culte en France, cette égalité entre les religions fut établie, maintenue et développée par Napoléon qui mit les sectes protestantes sur le même pied que l'Église catholique, par Louis-Philippe qui fit entrer les Juifs dans cette confusion, par Napoléon III qui y admit les musulmans. Nous voyons maintenant comment, sous la troisième république, la supériorité a été rétablie en faveur des juifs et des protestants, qui ont toutes les forces gouvernementales à leur service pour persécuter les catholiques.

Permettre à toutes les religions fausses, aux hérésies, aux

1. *L'entrée des Israélites dans la société et les États chrétiens, d'après des documents nouveaux*, ch. IV.

schismes, aux monstruosités de l'orgueil et même de l'immoralité, de venir se ranger sur la même ligne que la religion catholique, c'était autoriser d'avance la ligue légale de toutes les erreurs, de toutes les monstruosités, contre la religion catholique, contre les établissements catholiques, contre la vie catholique. Cela ne s'est pas fait attendre. Cela dépasse même tout ce que les bons pouvaient redouter, tout ce que les mauvais pouvaient se promettre [1].

Ici encore nous nous trouvons en présence de l'exécution du plan élaboré au convent de Wilhemsbad. Il est tout entier exprimé ci-dessus, dans les paroles que le comte de Virieu, de retour de ce congrès, dit au comte de Gilliers, et qu'il concluait en disant combien il serait difficile au catholicisme de ne pas succomber sous l'assaut qui allait lui être livré.

De Maistre, qui vit et prévit tant de choses, n'ignorait rien de ce plan. Il en avertit Alexandre Ier dans un mémoire qu'il lui adressa en 1816. Il y dit : « Il y a très certainement, selon toutes les apparences, des sociétés proprement dites, organisées pour la destruction de tous les trônes et de tous les autels ».

Il ajoutait que les juifs tiraient un grand parti de ces sociétés. Il eût pu dire qu'ils en étaient l'âme.

En 1860, l'heure parut venue de se mettre résolument à l'œuvre. Le juif Crémieux, Grand-Maître du suprême Conseil du Rite Écossais, inaugura publiquement l'*Alliance Israélite Universelle* fondée deux ans auparavant. Elle eut bientôt fait de se rattacher de nombreuses sociétés répandues dans le monde entier et de non moins nombreux journaux de tous titres et de toutes couleurs qu'elle soudoya dans toute l'Europe.

---

1. Dans *L'Église et l'État laique*, M. Bernard Gaudeau a fort bien montré comment en France l'État est tenu à accorder au catholicisme une particulière protection. « Quand il existe une religion nationale, comme le catholicisme en France, nationale à un double titre : numériquement par le chiffre de ses fidèles, historiquement par le rôle qu'elle a joué dans la formation même de la nation, et que cette religion, comme le catholicisme, non seulement n'est pas en contradiction avec les données rationnelles, morales et sociales de la religion naturelle, mais encore, au regard d'un observateur même superficiel, est la seule qui s'adapte à ces données en les précisant et qui les complète en les respectant, la seule qui, comparée aux autres religions de l'histoire, par sa transcendance se prouve divine, alors l'Etat, à un titre tout spécial, doit protection efficace à cette religion. »

Un an après cette inauguration, les *Archives Israélites* saluaient pour un avenir prochain : « une Jérusalem de nouvel ordre, saintement assise entre l'Orient et l'Occident, qui doit se substituer à la double cité des Césars et des Papes », en d'autres termes, l'hégémonie juive s'établissant dans le monde entier sur les ruines de toutes les puissances politiques et religieuses. Cette hégémonie, Crémieux l'appelait dans l'*Alliance* « un messianisme des nouveaux jours », et il ajoutait : « Je ne m'en cache pas, depuis une longue suite d'années, je n'ai nourri d'autre pensée que l'avenir de cette œuvre ». « L'*Alliance Israélite Universelle* commence à peine et déjà son influence se fait sentir au loin... » Elle ne s'attaque pas seulement à notre culte mais à tous les cultes. « *Elle veut pénétrer dans toutes les religions comme elle pénètre dans toutes les contrées* ». « Faire tomber les barrières qui séparent *ce qui doit se réunir un jour :* Voilà, Messieurs, la belle, la grande mission de notre Alliance Israélite Universelle... Marchons fermes et résolus dans la voie qui nous est tracée, *j'appelle à notre association nos frères de tous les cultes* ».

Cinq ans plus tard, en 1866, elle se félicitait en ces termes des succès déjà obtenus : « Comme les temps sont enfin venus où les faits s'empressent de répondre aux paroles, *le plus vaste, le plus merveilleux des Temples*, un TEMPLE, dont les pierres sont vivantes et douées de la pensée, s'élève pour recevoir dans son élastique enceinte, sous la bannière à jamais sacrée de la raison et de la philosophie, tout ce que le genre humain renferme dans son sein de généreux, d'*hostile au mystère* et à l'ignorance, de vrais fils de la lumière et de la liberté. Ce temple abritera donc la religion juive qui survit à tout et que rien n'ébranle : *religion élargie et digne de l'humanité tout entière*. C'est de la France que part l'idée libératrice, l'idée qui fusionne toutes les croyances et tous les cultes, de la France qui régénéra le monde et REÇUT avec bonheur *les saintes et généreuses maximes de la philosophie du dix-huitième siècle*[1] ».

L'année suivante, 1867, l'*Univers Israélite* disait de son côté : « Le programme de l'Alliance est la grande œuvre de l'humanité, l'anéantissement de l'erreur et du fanatisme, l'union de la

1. Ces citations sont empruntées au livre de M. Gougenot des Mousseaux : *Le juif, le judaïsme et la judaïsation des peuples chrétiens.* Il renvoie aux Archives Israélites, années 1861 et 1866.

société humaine dans une fraternité solide et fidèle ; et ce programme est devenu un fait accompli au Maroc et en Perse, en Syrie et en Grèce, dans les Principautés danubiennes et en Suède, c'est-à-dire au Nord et au Sud ».

Le moyen le plus puissant peut-être inventé pour réaliser ce programme, c'est l'école neutre.

N'est-ce pas une chose prodigieusement étonnante que de voir tous les États, catholiques ou protestants, monarchies ou républiques, promulguant, à peu près en même temps, les mêmes lois pour imposer la neutralité au point de vue religieux dans l'enseignement de la jeunesse ? Comment expliquer, en dehors de la conjuration antichrétienne, un tel accord pour une chose si monstrueuse, et dont les effets ont été bientôt si funestes, que plusieurs États se sont hâtés de corriger leur législation sur ce point ?

Mais aussi, quoi de plus efficace que cette neutralité scolaire pour atteindre le but visé par l'*Alliance Israélite Universelle ?* Les enfants élevés dans l'ignorance des vérités religieuses appartiennent par le fait à l'Israélitisme libéral et humanitaire ; ils sont les éléments tout faits de la « religion universelle », de ce « catholicisme » qui permettra l'accomplissement des destinées d'Israël.

La preuve que le Juif est l'instigateur de ce mouvement, nous la trouvons dans le livre qu'a publié un inspecteur d'Académie, M. Pajot.

Après avoir dit que les élèves des écoles normales y perdent infailliblement la foi et qu'il est par conséquent nécessaire de remplacer la foi « par une forte culture *morale indépendante* de tout enseignement confessionnel, » il prend le langage de l'*Alliance Israélite Universelle,* et il dit : « que cette culture morale est aussi une foi, une religion, mais une religion supérieure à toutes les autres, et dans laquelle elles peuvent et doivent se confondre. A côté, et nous ne craignons pas de dire au-dessus des religions qui divisent les esprits, il y a place pour une religion vraiment universelle, acceptable pour tous les esprits pensants et qui renferme les religions particulières comme le genre renferme les espèces ! [1] »

1. *Avant d'entrer dans la vie.* Aux instituteurs et institutrices, conseils et directions pratiques.

N'est-ce point mot pour mot le langage des *Archives Israélites* et de l'*Alliance Israélite Universelle*?

Nous n'avons pas à suivre l'Alliance Israélite Universelle dans son développement, mais à voir où en est l'œuvre principale pour laquelle elle a été constituée : la propagande de la religion humanitaire.

CHAPITRE XLVI

LA RELIGION AMÉRICAINE

La tâche que l'Alliance Israélite Universelle s'est donnée à accomplir, pour préparer l'édification du Temple, est d'introduire dans le catholicisme et en ce qui reste de ferme dans les autres religions, des éléments de dissolution qui les amèneront à se confondre toutes dans une vague religiosité humanitaire.

Les dogmes forment, pour ainsi dire, l'ossature des religions, et c'est aussi par eux qu'elles se distinguent entre elles et se tiennent séparées les unes des autres. Le grand effort des apôtres de la religion humanitaire doit donc être de les faire disparaître. Il s'y porte en effet. Un synode protestant tenu à Clairac, en octobre 1903, exprimait parfaitement leur dessein et leur but dans ce vœu : « Que les barrières soient abaissées entre les *Églises, afin de faciliter la collaboration fraternelle au* service de l'humanité ».

C'est en Amérique surtout que ce projet a pris corps. Depuis longtemps on y travaille à abaisser les barrières dogmatiques et à unifier les confessions de façon à favoriser les voies à l'humanitarisme.

Le terrain est propice. D'après le P. Forbes, S.-J., cent cinquante sectes officiellement inscrites comprennent sept à huit millions de protestants, membres actifs des Églises aristocratiques. En dehors de ces Églises officielles, il y a quarante-cinq millions d'indifférents ou d'hommes emportés par les sectes les plus échevelées. Enfin, on compte en Amérique huit cent mille francs-maçons et dix millions de spirites. Les catho-

liques sont au nombre de onze à douze millions [1]. Dans un tel milieu, l'humanitarisme peut se donner carrière [2].

Un livre a été publié récemment : *La religion dans la société aux États-Unis*, par un écrivain français, M. Henry Bargy. M. Brunetière, dans un article qu'il publia en décembre 1902 dans la *Revue des Deux-Mondes*, lui rend ce témoignage qu'il a très habilement décrit les transformations qui s'opèrent en ce moment même au sein du protestantisme. M. Brunetière marque ainsi le terme de cette transformation : «L'évolution qui prépare en Amérique l'unité du christianisme est un effet du positivisme ». En effet, dans la pensée d'Auguste Comte, « religion » et « sociologie » ne font qu'un. Sa sociologie n'est qu'un effort pour réaliser le royaume de DIEU *sur la terre*; c'est-à-dire diviniser l'homme ou humaniser DIEU. » M. Bargy donne de cette évolution — et nous les ferons connaître d'après lui — les origines, le développement et le caractère. Le résultat est ce qu'il appelle parfois LA RELIGION AMÉRICAINE, d'autre fois LA RELIGION HUMANITAIRE.

---

1. *Revue des Institutions catholiques et du Droit.* Juin et Juillet 1903.

2. Le *Catholic Directory*, pour 1905, a publié les intéressantes données que voici :

Il y a aux Etats-Unis 15 archevêques, 88 évêques, 13.857 prêtres, 11.387 églises, 83 séminaires, 3.926 étudiants ecclésiastiques, 191 collèges pour garçons catholiques, 692 écoles moyennes pour filles.

Le nombre des écoles primaires paroissiales entretenues par les catholiques (l'enseignement officiel étant neutre) est de 4.235; celui de leurs élèves est de 1.031.378.

Il y a 252 orphelinats catholiques, 37.822 orphelins et orphelines. Le nombre des autres institutions charitables est de 987.

Le total de la population catholique aux États-Unis est de 12.462.793.

Voici une constatation officielle de l'état d'une partie au moins des États Unis au point de vue religieux.

C'est la *Proclamation* publiée en avril 1899 par le gouvernement de l'État de New-Hampshire. Après avoir désigné le 13 avril comme jour de jeûne, et avoir rappelé que les générations précédentes ont ainsi invoqué la divinité, le gouverneur dit : « Mais le déclin de la religion chrétienne, particulièrement dans nos communautés rurales, est un trait caractéristique de notre temps...

» Il y a des villes où, de janvier à janvier, aucune cloche ne fait entendre ses appels solennels, il y a des villages où les enfants grandissent sans avoir reçu le baptême ; il y a des localités où les morts sont emportés dans leur dernière demeure sans que le nom du CHRIST soit invoqué sur leur dépouille, et où les mariages ne sont celébrés que devant les juges de paix.

» C'est là un sujet digne de votre sérieuse considération, citoyens du Nouveau-Hampshire, car cela ne fait pas bien augurer de notre avenir ».

La Religion américaine, telle qu'elle nous est présentée dans ce livre, n'est point tout à fait ce que M. l'abbé Klein, dans sa *Vie du P. Hecker*, et, après lui, Mgr O'Connel et Mgr Keane, ont baptisé du nom d'américanisme [1], c'est quelque chose de plus compréhensif. L'américanisme est ce que quelques catholiques ont laissé entrer dans leur catholicisme de l'idéal religieux américain ; mais cet idéal ne se réalise complètement que dans les sectes protestantes qui se partagent les populations de l'Amérique, et dans le judaïsme libéral.

M. Henry Bargy donne de la Religion Américaine cette définition par le fait : « Toutes les Églises des Etats-Unis, protestantes, catholiques, juives et indépendantes ont quelque chose de commun. Elles sont plus voisines entre elles, que chacune d'elles ne l'est avec son Eglise-mère d'Europe ; et l'ensemble de toutes les religions d'Amérique forme ce que l'on peut appeler la religion américaine ». Ces lignes sont les premières qui se lisent en tête du livre de M. Henry Bargy. Le livre tout entier est pour en démontrer le bien fondé.

Nous avons à faire, dès maintenant, des réserves sur l'intercalation de l'Eglise catholique au milieu des Eglises protestantes et juives. Il n'est point vrai de dire que l'Église catholique en Amérique est plus voisine des sectes protestantes que de l'Eglise romaine ; mais il est exact que des chrétiens qui conservent le nom de catholiques se rapprochent trop des protestants, en Amérique plus qu'ailleurs.

Les origines de la Religion américaine doivent être attribuées, selon M. Bargy, aux Puritains. Le terme en sera dans un christianisme élargi jusqu'à l'humanitarisme.

Il croit pouvoir poser ces deux assertions : « La République des Etats-Unis est, dans la pensée des Juifs d'Amérique, la *Jérusalem future* ». « L'Américain croit sa nation l'*élue de Dieu* ». Et il ajoute : « Dans cette confiance patriotique des Américains, les Juifs ont reconnu la leur. Leur orgueil national est venu s'appuyer sur celui de leurs nouveaux compatriotes. Les uns comme les autres attendent de leur race le salut de la terre [2] ».

---

1. Voir l'*Américanisme et la conjuration anti-chrétienne*, p. 306-308.

2. M. l'abbé Klein, dans le récit qu'il publia dans le *Correspondant* (10 février et 10 mars 1904) de son voyage en Amérique, reconnait qu'il y a six cent mille juifs dans la seule ville de New-York. Il ajoute, il est vrai, que c'est la moitié de ce qu'il y a dans les États-Unis ; mais les gens bien

Ce salut, d'un côté comme de l'autre, on le voit venir dans « l'évolution religieuse qui se fait sentir aux Etats-Unis, dans l'Eglise catholique autant que dans les Eglises juives, protestantes ou indépendantes et qui prépare une religion de l'humanité où viendraient se confondre toutes les religions existantes [1] ». On a lu les premières lignes du livre, celles-ci

informés assurent, au contraire, que la même proportion se retrouve dans les autres villes de l'Union.

Cette émigration des juifs aux États-Unis répond bien à ce que dit M. Bargy, que la République des États-Unis est, dans la pensée des juifs d'Amérique, la *Jérusalem future.*

Les Juifs ont dit : « Le développement et la réalisation des *principes modernes* sont les conditions les plus énergiquement vitales pour l'extension expansive et le plus haut développement du judaïsme (concile juif de 1869).

De leur côté, les Américanistes nous disent : « Les idées américaines sont celles que DIEU veut chez tous les peuples civilisés de notre temps ».

« L'influence de l'Amérique, dit Mgr Ireland, *s'étend* au *loin parmi les* nations, autant pour la solution des problèmes sociaux et politiques que pour le développement de l'industrie et du commerce. Il n'y a point de pays au monde qui ne nous emprunte des idées. *L'esprit de la liberté américaine déploie son prestige à travers les océans et les mers, et prépare le terrain pour y planter les idées et les mœurs américaines.* Cette influence croîtra avec le progrès de la nation. Le centre de gravité de l'activité humaine se déplace rapidement, et *dans un avenir qui n'est pas éloigné,* l'AMÉRIQUE CONDUIRA LE MONDE ». (*L'avenir du catholicisme aux États-Unis.*)

Et ailleurs : « Dans le cours de l'histoire, la Providence a choisi tantôt une nation tantôt une autre, pour servir de guide et de modèle au progrès de l'humanité. Quand s'ouvrit l'ère chrétienne, c'était Rome toute-puissante qui menait l'avant-garde. L'Espagne prenait la direction du monde à l'heure où l'Amérique s'apprêtait à entrer dans la famille des peuples civilisés. *Maintenant que commence à poindre sur l'horizon l'ère la plus grande qu'on ait encore vue, de quelle nation la Providence va-t-elle faire choix pour guider les destinées de l'humanité?* CETTE NOBLE NATION, JE LA VOIS QUI M'APPARAIT. Géante de stature, gracieuse dans tous ses traits, pleine de vie dans la fraîcheur et le matin de sa jeunesse, digne comme une matrone dans la prudence de sa démarche, les cheveux ondulants *au souffle chéri de la liberté,* C'EST ELLE, on n'en saurait douter en la voyant, c'est elle la reine, la conquérante, la maîtresse, l'INSTITUTRICE DES SIÈCLES A VENIR... Ses enfants lui sont venus de tous les pays, ils ont construit un monde nouveau, un monde qui incarne en lui les espérances, les ambitions, les rêves des prêtres et des voyants de l'humanité.

» LA NATION DE L'AVENIR ! ai-je besoin de la nommer ? Nos cœurs frémissent d'amour pour elle.

» O mon pays, c'est toi.
Douce terre de liberté,
C'est toi-même que je chante. »

(Voir l'*Américanisme et la conjuration anti-chrétienne,* p. 187-190.)

1. Nous renouvelons l'observation ci-dessus : M. Bargy généralise trop. Au lieu de l'Église catholique en Amérique, il faut lire un certain nombre de catholiques américains.

sont les dernières. Le livre tout entier marque les phases de cette évolution.

M. Bargy *fait remonter* les *origines de la religion américaine* à l'époque où, sur d'autres indices, nous avons reporté nous-même les origines de l'humanitarisme, c'est-à-dire au XVII[e] siècle. « Le christianisme américain, dit M. Bargy, a reçu des premiers colons son caractère. La colonisation par les Puritains date de leur émigration en Hollande où ils vécurent douze ans avant de passer en Amérique. C'est en Hollande qu'est né le *christianisme américain*. La première Église protestante du Nouveau-Monde, celle de Plymouth (1620), ne fut autre que l'Eglise de Leyde fondée en 1608 aux Pays-Bas par des séparatistes anglais sous la conduite de John Robinson. L'histoire de l'Eglise de Leyde, c'est déjà l'histoire des Eglises d'Amérique : *un effort vers plus de tolérance pour plus de solidarité* ». « LE TRAITÉ DE LA COMMUNION RELIGIEUSE, écrit en 1612 par Robinson, est le premier *témoignage* d'un esprit nouveau en religion... Robinson mit son Traité sous l'invocation de saint Paul, cet apôtre de la tolérance dont s'inspirent tant de prédicateurs du Nouveau-Monde [1] ».

Quel est cet esprit nouveau en religion? On vient de le dire, c'est un esprit de tolérance en ce qui concerne le dogme, afin d'arriver à une plus parfaite solidarité. C'est donc un esprit humanitaire. « La religion des Puritains est faite pour l'homme et non pour DIEU. Ils sont dévots de la religion en ce qu'elle a de social, ils négligent ce qu'elle a de dogmatique ».

Ce fut d'abord comme un instinct qui gagna l'une après l'autre toutes les sectes protestantes résidant en Amérique. De 1820 à 1830 ce devint, avec Channing, un système philosophique qui prit le nom d'Unitarisme. Son auteur le caractérise : « Une religion qui refuse de se définir ». Son seul dogme est l'indifférence aux dogmes. « Nous n'avons suivi qu'un système : exclure la controverse ». Ayant ainsi écarté la vérité révélée, il fit de sa religion une philanthropie : « Le perfectionnement de l'homme par le perfectionnement de la société ».

De 1830 à 1840 se forma le groupe des Transcendantalistes. « A côté des Unitaires et plus haut qu'eux, dit M. Bargy, ils

1. M. Bargy fait ici allusion à la Congrégation des Paulistes fondée par le P. Hecker.

incarnent ce qui caractérise l'Amérique : l'union du *sentiment* chrétien et de la raison positive ; ils réconcilient l'esprit évangélique et l'esprit rationaliste en les faisant servir tous deux à l'action sociale... Conciliateurs par excellence, ils personnifient l'horreur américaine des controverses et des polémiques... Ils concilient toutes les contradictions apparentes : chrétiens et rationalistes, individualistes et socialistes. Ils sont typiquement américains ».

Mais par où et comment ce rationalisme social tient-il encore au christianisme? Nous le voyons dans un livre qui a été publié sous le titre significatif de *Christianisme social*. C'est le recueil qu'on a formé des « discours et conférences », ou de quelques-uns des discours, et de quelques-unes des conférences, du pasteur G. D. Herron, professeur de « christianisme appliqué », au Collège de Grinnell, dans l'Etat d'Iowa. « L'origine de cette chaire, dit M. Brunetière, et l'objet de sa fondation sont déjà bien caractéristiques : c'est une femme qui l'a instituée, « pour qu'on y dégageât des enseignements de Jésus une philosophie sociale et économique, en vue de l'application de ces enseignements aux problèmes et aux institutions sociales ». Les titres mêmes de quelques-uns de ces discours : *l'Etat Chrétien*, *l'Avènement politique du Christ*, *Une confession de foi sociale,* sont encore plus éloquents. Et voici quelques-unes des déclarations qu'ils contiennent : « Nous commençons à nous douter que l'individu n'atteint son véritable développement que par l'association, et qu'il n'arrive à la liberté que par l'union avec ses semblables. Au prix de douloureuses expériences, notre race conquiert peu à peu une science qui dépasse également les déductions logiques des économistes et des philosophes : c'est à savoir qu'elle n'est pas un simple agrégat d'individus... L'évolution que nous voyons poindre sera supérieure à la phase individualiste dont nous sortons, autant que l'état d'être raisonnable le fut à l'animalité primitive ». « Si l'on considère, continue M. Brunetière, que le discours d'où ces lignes sont extraites est intitulé : *l'Avènement politique du Christ*, qu'elles sont d'un professeur de « christianisme appliqué » ; que l'Université dans laquelle il enseigne est « congrégationaliste » ; et qu'enfin il est lui-même pasteur dans son église, on y verra sans doute ce que nous y voyons nous-mêmes : la religion redevenant, d'une « affaire individuelle », une « affaire sociale ». La

croyance en JÉSUS-CHRIST « comme principe de rénovation politique et *sociale* », voilà ce que nous offre un protestant d'Amérique. Il dit ailleurs, dans un discours sur l'*Approche de la crucifixion* : « L'idéal divin de société humaine que JÉSUS avait conçu, était la croix sur laquelle il a été cloué, *car ses doctrines étaient moins théologiques que sociales* ». Il nous assure que ce qu'il pense et ce qu'il exprime ainsi, des foules, autour de lui, le pensent comme lui. On traduit ses *Discours* à Genève, et on le suit dans la voie qu'il indique ». Nous verrons en effet combien, d'un pas plus ou moins empressé ou plus ou moins craintif, se sont engagés dans la voie du christianisme social.

« L'influence des Transcendantalistes, dit encore M. Bargy, comme celle des Unitaires, s'est répandue partout : on la reconnaît dans les sociétés de culture morale, dans les Églises libérales, et même dans les Eglises orthodoxes ; dans la littérature et le journalisme; dans l'éducation, dans le courant d'idées, insaisissable et tout-puissant, qui fait la façon de sentir et de penser d'un peuple ».

Après avoir passé des Puritains aux Unitaires et des Unitaires aux Transcendantalistes, le christianisme américain a trouvé son terme dans la « Société de culture morale », *Society for Ethical Culture*. C'est le type de l'Église sans dogme. Elle n'enseigne plus à mourir, mais à vivre ; elle est une école d'énergie pratique, qui fait,du perfectionnement de l'homme par le perfectionnement de la société, l'objet même du christianisme transformé. En un mot, le christianisme dans la transformation que la religion américaine veut lui faire subir, ne sera rien autre chose que le socialisme.

« La vraie forme et la forme vraiment moderne de la religion, dit un jeune publiciste italien, M. Guillaume Ferrero, c'est le socialisme allemand. »

Et M. Brunetière reprend : « Pourquoi le « socialisme allemand » ? C'est le « socialisme » en général, qu'il faut dire — en France aussi bien qu'en Allemagne, en Italie comme en Angleterre, le socialisme sans épithète, le socialisme des foules : je veux dire le socialisme considéré, non dans les programmes ou à travers l'éloquence des politiciens qui s'en font une carrière et une voie d'accès aux jouissances du pouvoir, mais dans les

aspirations de ces masses populeuses qu'agitent, que soulèvent et qu'entraînent ses prédicateurs. Moins français, plus international et plus universel que notre révolution, ce que le socialisme aspire à réaliser, c'est proprement « le royaume des cieux » sur la terre, c'est le rêve de l'universelle fraternité dans l'universel amour. Ce n'est point après la mort, ni dans une autre vie, dont celle-ci ne serait que la voie douloureuse, mais sur terre et demain, que le socialisme promet à ses adeptes la réalisation du royaume des cieux... Ce qu'il y a de certain, c'est que ces espérances n'étant pas conçues comme immédiatement réalisables, mais dans un avenir indéterminé, l'enthousiasme qu'elles inspirent à ceux qui les partagent est lui tout seul une manière de religion. « Dans le socialisme comme dans le christianisme, dit M. G. Ferrero, le sentiment fondamental du disciple est la foi. Si les mouvements religieux consistent essentiellement dans le culte passionné d'une idée, le plus manifeste des mouvements religieux du temps présent est celui de ce socialisme qui, dans l'attente de la rédemption finale, ne travaille uniquement qu'à la propagation de son principe [1] ».

1. *Revue des Deux-Mondes*, décembre 1902, p. 873.

CHAPITRE XVLII

LA RELIGION AMÉRICAINE SE RÉPAND EN EUROPE

La « Société de culture morale » avait été fondée à New-York par M. Félix Adler, chargé de cours à l'Université Cornell. Bientôt des sections ou associations semblables furent établies en 1883 à Chicago, en 1885 à Philadelphie, en 1886 à Saint-Louis. D'Amérique, le mouvement se propagea en Europe. M. Fouillée représente la France dans l'organe publié pour toutes ces sociétés, l'*International Journal of Ethies*, qui fut créé à l'instigation de M. Adler. La société de Londres (1891) fut l'œuvre d'un Américain, M. Stanton Coit. En 1895, une société fut fondée en Autriche, à Vienne, et une en Suisse. Celles de l'empire Allemand furent fondées par Adler lui-même, et elles sont au nombre de seize.

Faut-il y rattacher l'association des « cogitants », dont la presse nous a révélé l'existence à l'occasion du congrès qu'ils tinrent à Berlin en juin 1899?

Le but paraît bien le même, c'est de réunir les « partis de réforme religieuse et sociale », et de « fonder la religion de l'avenir ». Leur président est aussi un Juif. Comme moyens d'atteindre cette fin, le congrès a préconisé, lui aussi, « la libération de la contrainte dogmatique », la création d'une religion affranchie du dogme. Il a adopté la résolution que voici :

« Considérant que la vieille foi, par suite de sa contradiction avec la science moderne, est condamnée à disparaître tôt ou tard, le congrès pour l'union des partis de réforme religieuse et sociale exprime le vœu que le gouvernement ne reconnaisse plus à l'avenir l'organisation ecclésiastique traditionnelle.

» En second lieu, le congrès invite tous ceux qui pensent librement à donner leur adhésion à la religion de la science et

de la conscience progressives, c'est-à-dire à la religion des « cogitants », afin de hâter le triomphe de l'idée correspondant à l'esprit moderne.

» Enfin, le congrès estime qu'il est nécessaire de faire sans retard de l'agitation en ce sens dans toute l'Allemagne ».

Nous ne savons si les « cogitants » se ramifient dans les autres pays ; mais il existe, sur tous les points du monde, une association qui n'en diffère guère : *Les Unions chrétiennes des jeunes gens*. *La Réforme Sociale* en a parlé dans son numéro du 1er juillet 1893, dans celui du 16 novembre 1896, dans celui du 1er juillet 1902 et dans celui du 16 février 1903. Ce dernier numéro a publié une communication faite par M. Em. Sautier, secrétaire général de cette association pour la France.

Voici les renseignements que nous y trouvons :

Ces Unions, fondées il y a un demi-siècle, se sont rapidement développées sur toute la surface du globe. Elles ont entre elles un lien fédératif. Leur trame, pour ainsi dire, est formée par des agents salariés, appelés secrétaires généraux. Ils font leur stage dans une Union, ou (en Amérique) dans l'une des deux « écoles d'entraînement ». Les études y durent trois ans. Il en sort chaque année 60 à 70 jeunes gens qui viennent grossir l'armée des 1.500 secrétaires d'Unions chrétiennes que possèdent les seuls États-Unis. Ces secrétaires ne sont les ministres d'aucune confession religieuse.

Les Unions favorisent le mélange des classes, mais elles associent aussi entre eux les jeunes gens que rapprochent les communautés d'intérêt, de travail ou d'études. C'est ainsi qu'il existe des Unions chrétiennes pour les étudiants, jusque dans les Universités des pays d'Extrême-Orient. A Tokio, à Nan-King, à Péking, à Séoul en Corée, à Calcutta, il existe des associations exclusivement composées d'étudiants chinois, japonais, indous ou coréens [1]. Il y en a aux États-Unis pour les employés de

1. L'*Elan*, dans son n° du 1er avril 1904, donnait cette information :

« Les Unions japonaises projettent d'entreprendre une œuvre spéciale parmi les soldats tant que durera la guerre. Le héros de la bataille de Chemulpo, le contre-amiral Uriu, a été, pendant deux ans, président de l'Union Chrétienne des Jeunes Gens, pendant qu'il fréquentait l'Ecole navale d'Annapolis aux Etats-Unis. M. Kataoka, qui vient de mourir, était président de la Chambre basse du Parlement japonais et président de l'Union de Tokyo. »

A l'occasion de la guerre, les protestants ont établi des *tentes unionistes*

chemins de fer. En France, elles sont particulièrement établies dans les villes de garnisons, et à chacune de ces Unions est annexée une *œuvre militaire* que l'on se garde bien de mettre en interdit. *La France chrétienne* (numéro du 28 janvier 1904) affirme que ces Unions et les œuvres militaires annexées reçoivent, de bienfaiteurs américains, les capitaux qui leur permettent de fonctionner et de faire de la propagande.

Il y a même des Unions chrétiennes de jeunes filles. C'est ce que nous a appris le *Chrétien belge*, dans son n° du 4 juin 1904. Il informait que le lundi de la Pentecôte, une centaine d'unionistes s'étaient réunis dans le temple de Charleroi. Un rapport sur la marche de ces Unions qui fut lu, montre, dit ce journal protestant, que cette marche est « réjouissante ». L'assemblée a ensuite applaudi au projet d'une fédération des trois groupes sectionnaires, Hainaut, Brabant, Liége.

Les protestants unitaires ont institué à Genève, en 1900, un Comité international et des Conférences universelles.

Après avoir tenu ses congrès œcuméniques à Londres et à Amsterdam, l'Unitarisme a choisi Genève comme siège de la troisième de ses assemblées, qui se tiendra en cette ville au milieu de septembre 1905. Le nom officiel de l'assemblée sera *Congrès international du Christianisme libéral et progressif*. Le Comité genevois d'organisation estime que « la haute importance d'une réunion pareille dans l'antique cité de Calvin ne saurait échapper à aucune des âmes de la tendance unitaire. Il compte sur le concours dévoué de tous ceux auxquels est chère l'indépendance absolue de la prière religieuse ». (*Semaine Religieuse* de Genève, 24 décembre 1904).

Le Christianisme au XXe *siècle*, dans son n° du 17 mars 1904, avait fait savoir qu'une réunion avait eu lieu le vendredi précédent à l'Union de Paris, salle André, à l'effet de prendre les premières mesures pour l'organisation de ce congrès. « M. Caspari, président du Comité National, présidait, assisté de M. Emmanuel Sautier qui a présenté un lumineux exposé de la question. Un court entretien a été engagé, au cours duquel

---

en Mandchourie. La première a été installée à Antoken, vis-à-vis de Wiju. Elle peut contenir deux cents soldats et porte en grands caractères l'inscription *Union chrétienne des jeunes gens*. Le soir, la même inscription se lit sur une quantité de lanternes japonaises ; quatre grands drapeaux japonais sont déployés dans certaines occasions. Les secrétaires de l'œuvre sont au nombre de trois.

nous avons appris qu'on pouvait attendre un millier de délégués et que ceux-ci fourniraient à raison de 40 francs par délégué les quatre cinquièmes de la dépense qui s'élèvera à cinquante mille francs. Pour les dix mille francs à trouver, on a déjà reçu des souscriptions. L'assemblée a accepté que la conférence internationale se réunirait l'an prochain dans la semaine de Pâques ».

Bien que le mot ne figure pas dans leur titre, les Unions chrétiennes peuvent être classées dans la catégorie des œuvres protestantes. Elles sont imprégnées de l'esprit protestant [1]. Mais elles ne sont pas des œuvres confessionnelles. Dans un rapport à la jeunesse catholique de Besançon, M. de Montenach dit : « Les Unions déclarent exister en dehors de toute organisation ecclésiastique et conserver une complète neutralité vis-à-vis des différentes dénominations ecclésiastiques ». Bien plus, les *Unions,* quoique se disant *chrétiennes*, admettent dans leur sein tout jeune homme, quel qu'il soit, croyant ou *incrédule*, chrétien de naissance, juif ou mahométan. L'Union chrétienne de Paris a même compté parmi ses membres un boudhiste, et elle regrette, pour l'illustration de son principe, que le dit boudhiste ait quitté Paris.

Dans le rapport qu'il lut à la *Réforme sociale*, M. Sautier dit :

« N'est-il pas nécessaire que tous ceux qui croient encore à Dieu et à l'Évangile, cherchent l'occasion de se tendre une main fraternelle par-dessus toutes les barrières qui les séparent ? » On aurait pu lui demander pourquoi l'association porte-t-elle cette enseigne : « Union chrétienne », et pourquoi, dans l'appel fait aux jeunes gens, semble-t-elle exiger qu' « ils croient encore à l'Évangile », alors que l'on admet dans ces Unions dites « chrétiennes » les Boudhistes et les Mahométans qui ne croient pas à l'Évangile et les Juifs qui l'ont en horreur.

Nous retrouvons donc ici l'esprit et les tendances de la « Religion américaine », dont tout le *credo* est « la foi au bien »

1. *Le Christianisme au XXe siècle,* n° du 18 février 1904, dit qu'à Saint-Dizier, des jeunes gens se sont constitués en Union chrétienne avec section de gymnastique. Il ajoute qu'à Saint-Dizier, les catholiques prennent facilement le chemin du temple et que plusieurs notables catholiques ont tenu à remettre eux-mêmes au pasteur Cuendot leurs dons pour la société anti-alcoolique que ce pasteur avait fondée.

et qui accueille les gens de toute religion comme les gens sans religion.

On s'efforce en ce moment de grouper, sur toute l'étendue du territoire français, la jeunesse catholique. On ne prend peut-être point assez garde aux idées de ceux qui s'y introduisent. Il pourrait se faire que plusieurs y vinssent semer l'esprit des « Unions chrétiennes ». Un livre a été publié, il y a un peu plus de trois ans, sous ce titre : JEUNESSE. Il a été couronné par l'Académie française, il est arrivé, à l'heure où j'écris, à la vingt-septième édition.

Le dernier chapitre est intitulé : LA FOI. « Se reconstituer une foi, dit l'auteur, et pour cela se rendre compte comment naît la foi, est un des besoins les plus sérieux et les plus profonds de la jeunesse ».

Si la jeunesse catholique a besoin de se *reconstituer une foi*, c'est donc que la foi reçue a été ou doit être abandonnée. L'auteur dit en effet : « On entend communément par foi, l'adhésion à un corps de doctrine qui se présente à nous avec un caractère d'autorité. DIEU, à une certaine époque, aurait révélé la vérité aux hommes, une fois pour toutes. La révélation ainsi faite constitue un bloc dont certains hommes et certaines sociétés sont les dépositaires. Représentant la vérité divine, ils réclament la même soumission que DIEU. Il ne s'agit pas de peser, d'examiner, de discuter ce qu'elles nous apportent, mais de le recevoir à genoux, au milieu du silence imposé à notre être tout entier, malgré ses répugnances et ses révoltes. Toutes les vieilles croyances autoritaires en sont là. Ce premier point d'où elles partent et qui entraîne le reste, est le gros point litigieux sur lequel elles se séparent de l'esprit moderne. Mais, hâtons-nous d'ajouter que l'esprit moderne se rencontre ici avec le CHRIST et l'Évangile... Le CHRIST est un inconnu, non seulement dans le monde, mais même dans les Églises qui se réclament de lui. Si quelque chose est obstrué, terni, dévié de sa direction première, c'est bien le vieil Évangile... Dans sa pensée, comme dans sa pratique, dans sa façon d'interpréter le monde comme dans sa manière de régler l'activité humaine, l'Évangile dépasse à tel point toutes les Églises qui se sont réclamées de lui, qu'*il est dans l'avenir* bien plutôt que dans le passé. Et plus on fixe son attention sur ce sujet, moins on peut s'empêcher de

constater une grande affinité entre cet Évangile oublié et les meilleures aspirations de l'esprit moderne. »

Que dit donc l'esprit moderne? quel est le fond de sa pensée, là où il se trouve d'accord avec l'Évangile et avec le CHRIST? L'auteur nous le montre en ceci : « L'homme est en évolution, et avec lui la nature entière, de l'atome et de la cellule vers la vie parfaite. Sa loi c'est *le devenir* (ainsi souligné). Et quand il prend conscience de ce fond de sa destinée, le sens qui prend la vie dans son ensemble, qui enveloppe tout ce détail dont nous sommes faits dans la grande volonté qui est au fond des choses est *le sens religieux* ». Du sens religieux naît la piété et de la piété la foi.

« La foi, sommet de la vie, de toute la vie, est la synthèse totale de l'induction humaine. Toutes nos expériences et celles du passé vivifiées à travers notre âme, se condensent ensemble et constituent pour nous la révélation personnelle que nous a fait la vie : voilà la foi.

» La piété est de vouloir faire la volonté du Père ; et la foi, de sonder sa vie, afin de réaliser ce qui est en elle et d'accomplir la volonté dont elle est issue ».

D'après tout cela, la foi que la jeunesse chrétienne doit « reconstituer » en elle paraît bien être la foi des panthéistes par laquelle « le fil de l'évolution humaine est maintenant renoué ».

Le panthéisme, l'évolutionisme, telle est donc la religion de l'avenir, la religion vers laquelle la jeunesse est engagée à se porter. « Certaines religions sont bonnes pour abriter les vieux égoïsmes, les sénilités, les puérilités, ou encore pour soustraire aux bruits du dehors,les cœurs déçus ou même pour endormir doucement les consciences et les intelligences. Celle-ci est surtout faite pour la vie et pour les vivants. Elle nous jette en pleine action, en pleine mêlée : elle nous fait faire un beau départ avec vaisseaux brûlés derrière nous. *Point de regard en arrière !* c'est énergique, viril, joyeux. Cela sonne et vous enlève comme le clairon des batailles ! »

Après ces paroles emphatiques, l'auteur en vient aux conseils pratiques. Un mot les précède pour servir de tampon et amortir le coup qu'ils doivent porter.

«Lorsque l'on appartient par la naissance à un milieu religieux, c'est un devoir de lui vouer une grande reconnaissance. Aimer son Église est bon comme aimer sa famille et son pays. — Mais ici se présente un écueil : l'esprit de parti en religion, l'esprit

exclusif. Jeunes croyants, fuyez-le comme la peste ! Mieux vaudrait être seul que de cultiver en commun l'esprit d'exclusion et l'orgueil spirituel. Comme en toutes choses, ce temps-ci demande, sur le terrain de la foi, une grande largeur. Le devoir de l'heure présente est de fraterniser, et les Églises particulières, quelle que soit leur raison d'être, ne sont bonnes qu'à la condition de NOUS PRÉPARER A L'ÉGLISE UNIVERSELLE.

» Il y a des heures dans l'histoire où il faut être l'homme d'une cause particulière, définie, où il y a en un mot un trou à faire en un certain sens, et où il convient de s'enrégimenter. Aujourd'hui, le devoir pressant est de franchir les murs de séparation et de se tendre les mains par-dessus les clôtures. *Retrouver l'humanité*, redevenir des hommes, si cela est le mot d'ordre en pédagogie, en politique, sur le terrain social, combien plus ne devrait-on pas s'en souvenir sur le terrain religieux, le plus large de tous, et que l'étroitesse d'esprit parvient à morceler et à rétrécir d'une si lamentable façon. Que la jeunesse le comprenne ! »

Ce livre, il est bon de le redire, a été couronné par l'Académie française et la propagande qui en est faite est telle qu'en trois ans il est arrivé à sa vingt-septième édition.

Faut-il voir dans ces associations et dans la propagande des idées que nous venons d'entendre la main des juifs ? Tout ce que l'on vient de lire répond si bien aux desiderata de l'*Alliance Israélite Universelle :* une religion sans dogmes appelant tous les hommes « dans le plus vaste, le plus merveilleux des temples », qu'on pourrait le soupçonner.

Comme l'a observé Mgr Meurin dans son livre *La Franc-Maçonnerie synagogue de satán*, on trouve la main des Juifs dans toutes les hérésies. Le Gnosticisme qui désola l'Église pendant les trois premiers siècles fut leur œuvre : c'était la Kabbale juive adaptée à une fin spéciale, s'infiltrant dans le christianisme naissant pour le détruire. La secte des Ophites fut, comme le Gnosticisme, une fille de la Kabbale. Mgr Meurin en donne également les preuves. Le Manichéisme a la même origine. Albigeois, Templiers, Sociniens, Francs-Maçons, manifestent avec le Judaïsme leur parenté. Le professeur juif Darmesteter, reconnaît que le Juif a été le docteur de l'incrédulité du XVIII[e] siècle. « Le Juif, dit-il, est à l'œuvre dans l'immense

atelier de blasphèmes de l'empereur Frédéric, des princes de Souabe et d'Aragon. C'est lui qui a forgé l'arsenal meurtrier qu'il a légué aux sceptiques de la Renaissance, aux libertins du grand siècle. Le sarcasme de Voltaire n'est que le retentissant écho d'un mot murmuré au temps de Celse et d'Origène, au berceau même de la religion du CHRIST ».

Dès lors, quoi d'étonnant que nous trouvions le Juif dans la constitution des Unions, qui doivent réaliser le vœu de l'Alliance Israélite Universelle ?

M. Gougenot des Mousseaux, dans son livre : *Le Juif, le Judaïsme et la Judaïsation des peuples chrétiens*, nous apprend (p. 97) que dès l'année 1831 il s'est formé, pour l'Allemagne, une association de juifs et de chrétiens dont le but est de fonder la civilisation religieuse, morale et sociale des Israélites.

Adler, fondateur de la *Société de culture morale*, à laquelle les *Unions chrétiennes des jeunes gens* et l'*Association des cogitants* paraissent bien apparentés, est Juif, fils de rabbin. L'Association n'eut d'abord pour membres que des Juifs. « De sorte, observe M. Bargy, que, parmi les institutions religieuses d'Amérique, la plus américaine est d'origine juive. » « C'est que, ajoute-t-il, entre Américains et Juifs, il y a comme une harmonie préétablie. Le christianisme et le judaïsme, aux États-Unis, semblent faits pour se comprendre et *destinés à se confondre*. Leurs débuts dans le Nouveau-Monde furent les mêmes ; ils reçurent tous deux les mêmes déformations, cause de leur originalité. Le judaïsme, comme le christianisme d'Amérique, est l'épanouissement à l'air libre du libéralisme allemand [1]. »

---

1. Les Israélites, nous l'avons déjà dit, sont en très grand nombre aux États-Unis. La statistique publiée par l'*American Review of Reviews* porte leur nombre à 1,500,000, au minimum, sur une population de 76.885,794 habitants ; cela fait 01,04 pour cent, tandis qu'en France, d'après la *General Sewish Statistico* du *Sewish yea Book* pour l'année juive 5664, sur une population totale de 38,595,500 habitants, il n'y a que 86,085 Juifs : 00,22 pour cent.

Ces Juifs américains, — Juifs allemands, polonais ou russes pour la plupart, — sont agglomérés dans les grandes villes. New-York, pour sa part, en a 584,788 (ce chiffre concorde avec celui donné plus haut par M. l'abbé Klein), Philadelphie 75,000, Cincinnati 18,000, Chicago 60,000, etc. Beaucoup sont devenus, naturellement, colossalement riches, et leur premier soin, là comme partout, a été d'acheter la presse.

La plupart des grands journaux des Etats-Unis sont juifs. On sait quel rôle joue la corruption en matière électorale dans l'Amérique du Nord. Les Juifs y ont donc une énorme influence.

La déclaration de Pittsburg, acceptée en 1885 par la réunion des rabbins réformés, n'est en effet qu'une profession de libéralisme. Elle proclame que le judaïsme est une religion progressive, qui s'efforce de se mettre en harmonie avec les exigences de la raison ; qu'il faut rejeter la croyance à la résurrection des corps, à l'enfer, au paradis ; et que c'est le devoir des Juifs de prendre part à l'effort des temps modernes pour résoudre, selon la justice et le droit, les problèmes que soulèvent les transformations sociales. Substitution de l'esprit à la lettre dans l'interprétation biblique, suppression des dogmes, souci des questions sociales : ce sont là les caractéristiques du protestantisme libéral aussi bien que du judaïsme libéral, que les sociétés de culture morale s'efforcent de propager partout. « Juifs libéraux et chrétiens libéraux, dit M. de Bargy, ont tant marché dans le même sens qu'ils se sont trouvés au même point. La rencontre les a un peu surpris sans leur trop déplaire. M. Cobb ayant cru que leur évolution amènerait les Juifs à la plus avancée des sectes chrétiennes, l'Unitarisme, le rabbin Silvermann dit qu'au contraire c'étaient les Unitaires qui glissaient vers l'Église juive. La vérité est que tous glissent sur la même pente, pour arriver au même point. » « Le christianisme, dit encore M. Bargy, n'a eu qu'à retrancher ce qu'il avait de scolastique (lisez dogmatique) et à préserver ce qu'il avait d'évangélique (lisez humanitaire) [1] : la grâce de la personne du CHRIST ; et il va convertissant les Juifs. Élargi lui-même jusqu'à l'humanitarisme, il les humanise ; ils cessent d'être les Juifs du Temple, ils deviennent ceux qui suivaient JÉSUS le long du lac ».

C'est donc bien l'humanitarisme qui est le fond de ce que l'on a appelé la religion américaine ; ce nom lui est donné, parce que c'est en Amérique qu'elle a son foyer, mais elle doit s'étendre à toute la terre, rallier tous les hommes.

1. La *Vie nouvelle* du 5 mars 1904 a reproduit, d'après le *Christian Life* cette définition d'une Église donnée par Huxley : « C'est, a dit le grand philosophe, un lieu où, semaine après semaine, des services devraient être consacrés, *non à la répétition d'abstraites propositions théologiques*, mais à l'exposition d'un idéal de vie véritable, juste et pure. »

CHAPITRE XLVIII

ESSENCE ET ŒUVRES DE LA RELIGION HUMANITAIRE

« La religion américaine, dit M. Bargy, a deux caractères qui la définissent ; elle est *sociale* et elle est *positive* : sociale, c'est-à-dire plus soucieuse de la société que des individus ; positive, c'est-à-dire plus curieuse de ce qui est humain que de ce qui est surnaturel ».

A mesure que le souci du dogme s'éteint, son amoindrissement entraîne le moindre souci de l'autre monde, à moins que ce ne soit l'indifférence à l'au delà qui permette la négligence du dogme. Dans un cas comme dans l'autre, le complément de l'esprit positif est l'esprit social qui a plus de souci du salut collectif sur la terre que du salut individuel au ciel.

« Aujourd'hui, a dit M. Strong en tête de son rapport officiel pour l'Exposition de 1900, la religion se mêle moins du futur que du présent ; il y a moins de mépris de la terre pour gagner le ciel et plus d'effort pour descendre le ciel sur la terre. La religion, servante du progrès terrestre, confond son but avec celui des sciences morales et sociales. Celles-ci prennent quelque chose de religieux, et la religion quelque chose de laïque ». Si cela peut un jour arriver à la perfection, la transformation du christianisme en religion humanitaire sera achevée.

M. Bargy nous montre à l'œuvre ce christianisme qui se transforme en religion sociale. Dans le chapitre XXII de son livre, intitulé *Une paroisse américaine*, il nous fait entrer dans l'organisation d'une des paroisses épiscopaliennes de New-York, celle de Saint-Barthélemy. Il se sert pour cela du compte-rendu paroissial qu'a publié le recteur de Saint-Barthélemy pour l'année 1899. Il est si complet, il embrasse tant de choses qu'il constitue un vrai livre. M. Bargy n'en donne qu'une courte analyse, et nous nous bornons à une analyse de son analyse.

La paroisse est divisée en clubs : club des hommes, club des garçons, club des filles. Pour les femmes mariées, on reconnaît ne pouvoir les organiser en clubs parce que le ménage les retient chez elles. Il y a néanmoins quelques institutions pour elles.

Au club des hommes : il y a trois séances de gymnase par semaine ; chaque mardi, une séance de discussion sur les questions sociales ; et chaque jeudi, danse.

Au club des garçons : chaque lundi, classes d'arithmétique, d'orthographe, de tenue des livres et de calligraphie ; trois fois par semaine, classe de gymnase et jouissance des bains ; le mardi, danse ; le mercredi, exercices militaires et autres.

Au club des filles : tous les jours, classes de couture, de modes, de cuisine ; trois fois par semaine, classe de culture physique ; deux fois par semaine, classe de tenue des livres ; cinq fois classes de sténographie et d'écriture à la machine.

« Ce qui fait la vie d'un club, dit M. Bargy, c'en est l'atmosphère sociale. Aussi, les organisateurs tentent-ils de développer ce que les Américains appellent la vie sociale du club, et ce que nous pourrions appeler la vie moderne. C'est pourquoi les pasteurs favorisent la danse. Des concerts, des pièces jouées par les membres servent ainsi à créer une atmosphère sociale... C'est dans les clubs qu'est la vie interne et intime de la paroisse. Mais son action s'étend au dehors des clubs par la clinique, par l'atelier de secours, et surtout par deux œuvres de mutualité : le bureau de placement et l'association du prêt... Les Eglises américaines méprisent la charité. On prêche contre la charité. On tâche d'aider par le travail et non par de l'argent. »

Tout cela demande de l'argent, beaucoup d'argent ; les dépenses de la paroisse Saint-Barthélemy sont montées en 1899 à 207.000 dollars, soit près d'un million cinquante mille francs. Il y a eu 201.549 dollars de recettes : 103.000 environ viennent de dons et de quêtes, 50.000 de location des bancs à l'église, 12.000 de la rente d'un legs et 20 des cotisations des membres des clubs.

Les Eglises ainsi organisées au point de vue de l'action sociale sont appelées « Églises institutionnelles ». L'Église institutionnelle a créé un nouveau type de pasteur : le pasteur homme d'affaires. « Le directeur d'une usine, dit l'*Evening*

Post, n'a pas besoin de plus de talent pour l'action que le chef d'une Eglise moderne avec la multiplicité de ses œuvres. Il n'y a pas de place pour la théologie chez un homme qui préside six comités dans une après-midi. L'Église institutionnelle ne formera pas de Thomas d'Aquin ».

Une si grande dépense d'activité et d'argent a-t-elle du moins un but spirituel? M. Bargy s'est posé cette question : « Les œuvres des Églises ont-elle une fin en soi, ou ont-elles pour but des conversions? » Il répond : « Les Eglises d'Europe ont le dogme tant à cœur que tout ce qu'elles font d'humain semble à leurs adversaires un chemin secret qui mène au dogme; mais il ne vient guère à l'esprit d'un Américain de soupçonner dans une bonne œuvre une arrière-pensée dogmatique. Les œuvres sociales deviennent l'existence même de ces Églises. Pour les jeunes ministres de la nouvelle école, ce sont les œuvres qui font le charme de leur métier. Dans la pensée du clergé, son œuvre humanitaire n'est pas subordonnée à son œuvre ecclésiastique ; quand l'équipe de foot-ball, est représentée au service (religieux) du soir, il s'en félicite, mais quand la quête du soir fournit de l'argent pour le foot-ball il ne s'en félicite pas moins. De même, les membres des œuvres les aiment pour elles-mêmes ; c'est la seule forme de religion que beaucoup aiment; les Américains ont une tendance à ne pas comprendre d'autre culte que l'action ; les œuvres ne sont pas pour eux une aide à la religion, elles sont la religion même ». Le rapport du pasteur de Saint-Barthélemy note, sans en voir peut-être toute la portée, un fait curieux : C'est que beaucoup de paroissiens, au lieu d'assister à l'office, assistent à la classe de catéchisme : beaucoup en font le seul lieu où ils prennent part au culte. C'est que pour eux l'enseignement est une action et le culte rendu à Dieu n'est pas un acte au sens américain, ou si c'est un acte, c'est un acte vain et inutile qui ne produit rien.

L'Église étant conçue comme une école de vie pratique, rien d'étonnant à ce que les pasteurs des diverses sectes fassent en commun leurs offices et se prêtent entre eux leur chaire [1]. Ils la

---

1. M. Albert Houtin, dans son livre l'*Américanisme*, reconnaît qu'il n'est pas d'usage que les prêtres catholiques invitent les membres protestants à prêcher chez eux. (P. 14.)

prêtent même à des hommes du monde, des professeurs, des sociologues, des politiciens. Les hommes de toute croyance sont invités à ces conférences ; on y fait de la musique et on applaudit les musiciens.

Il y a à New-York une « Conférence religieuse de l'État de New-York » ; elle excite les autres États à se donner des confédérations semblables. Son organisation est permanente, mais elle a chaque année une réunion générale. La session de 1900 a réuni des représentants de onze sectes, y compris des Juifs. Ses séances se tiennent le matin dans le « Bâtiment des charités réunies », et celles du soir dans les diverses églises, à tour de rôle. Dans la session de 1900, les conférenciers discutèrent entre autres questions, celles-ci qui montrent bien l'esprit et les tendances de ces associations : « la possibilité d'un culte commun », « la religion, principe vital d'une démocratie », « la religion, vie de Dieu dans l'âme de l'homme », etc. Le secrétaire général posa ce principe : « La distinction entre la religion et la théologie est reconnue par tout le monde. La religion unit ce que la théologie divise ». Un court service religieux a lieu aux séances du soir ; et un comité formé de deux pasteurs et d'un rabbin a proposé un « Manuel du culte en commun », composé de prières tirées des offices juifs, de fragments de la liturgie chrétienne, ancienne et moderne, et d'extraits d'Écriture Sainte adoptés par les juifs, les chrétiens et les sociétés morales ».

Dans les derniers jours de 1900, a été conçue une entreprise encore plus vaste. Le 3 décembre, une réunion de méthodistes, baptistes, presbytériens, congrégationalistes, réformés, anglicans, etc., arrêta le plan d'une organisation plus compréhensive et d'un esprit plus large que les ligues déjà existantes, telles que celles de l'*Effort chrétien* qui compte trois millions et demi de membres. Après avoir rallié toutes les congrégations, elle stimulera et coordonnera leurs efforts, et entrera par elles en rapport avec toutes les œuvres religieuses du pays. Un comité national siégera au quartier général, et nommera des comités d'État, puis des sous-comités pour les subdivisions moindres. Elle sera neutre entre toutes les doctrines.

Un tel courant ne pouvait ne pas atteindre les séminaires; aussi, a-t-on réformé le système d'enseignement des séminaires de Cambridge, New-York, Chicago, etc. On y fait moins de théolo-

giens et plus d'hommes d'action. On y forme, dit M. de Wett-Hide, « le ministre du nouveau type ».

M. Stanley-Root, chargé d'une enquête sur l'Église moderne par le journal de New-York, le plus soucieux des questions religieuses, a observé de près ces ministres du nouveau type, et il conclut ainsi : « MUTUALITÉ EST LE PREMIER ET LE DERNIER MOT DU CHRISTIANISME... » Phillips Brooks dit que la mutualité s'appelle tantôt le socialisme, tantôt le communisme. S'il en est ainsi, c'est ne pas être chrétien que de ne pas être socialiste. Mais le socialisme en question n'implique pas les doctrines de tel ou tel parti qui porte ce nom. Il est « la vie nouvelle, où l'obligation mutuelle est l'universelle loi ».

On ne devait point s'en tenir à la théorie. En 1840, Channing fit un essai de communisme pour l'élite de la nation. Emerson y fréquentait ; Brownson, le P. Hecker, Alcott, Margaret, Fuller, Henry Channing, Hawthome y vécurent, y travaillèrent ; les gens les plus éclairés du pays, femmes et hommes, y firent la lessive et le labourage, les uns pendant des mois, les autres pendant des années. La colonie compta, pendant le séjour qu'y fit Hecker, de soixante-dix à cent sociétaires. « Il y avait parmi nous, dit Miss Anna Blacwell, des gens de tous les âges et de toutes les conditions : jeunes, vieux, mariés, non mariés... Il en résultait un bon nombre d'amourettes, et pendant sa courte existence, beaucoup de mariages se firent à Brook-Form ». Ce qui n'empêche point l'auteur de la *Vie du P. Hecker* de dire que son héros y fit « son premier essai de *vie monastique* ». Dans la réalité, quelques-uns de ces « moines » s'y élevèrent à l'universalisme le plus transcendant, et d'autres au « catholicisme » le plus libéral, le plus hostile « aux douanes et aux frontières ».

La célébrité des membres fit de l'œuvre un exemple dont l'effet sur l'âme américaine ne peut se mesurer. Brook-Form est le type par excellence du socialisme américain. Deux traits, dit M. Bargy, en font la physionomie : le christianisme et l'individualisme. C'est un socialisme chrétien et c'est un socialisme individualiste.

Cette mentalité des Américains explique comment ils mettent dans leur ardeur au travail, à la conquête de la fortune, une sorte de sentiment qu'ils appellent religieux.

« On croit, dit M. Bargy, que les Américains ont le goût du

bien-être. Ce n'est pas tout à fait cela, ils en ont la religion. Ils n'ont rien du jouisseur. Dans les sacrifices que leur coûte un confortable insipide, ils sont dupes ; ils croient à l'obligation de s'enrichir, ils se dévouent à l'argent plus qu'ils n'en profitent. Leur culte de la civilisation matérielle a tous les caractères de l'illusion religieuse. Ils s'immolent vraiment à Moloch comme les martyrs volontaires de Carthage. Leur *home* est le temple où chacun d'eux sent descendre autour de lui l'esprit divin du progrès, sous forme de confortable et de luxe ».

Voilà bien la religion humanitaire. Mais comment cette religion, qu'on dit être la « religion de l'avenir », peut-elle garder le nom du CHRIST ? Qu'a-t-elle encore de chrétien ? On peut même demander : Qu'a-t-elle encore de religieux ?

Le dogme écarté, DIEU finit par être oublié, l'homme prend sa place. Ce que l'on appelle encore « religion » n'est plus la religion, c'est-à-dire ce qui relie l'homme à DIEU, mais ce qui unit les hommes en vue de leurs intérêts temporels. C'est ainsi que l'ex-abbé Hébert comprend la religion qu'il voudrait voir s'implanter chez nous : « De nos jours, la foi active et vivante, n'est-elle pas plutôt dans une Maison du Peuple que dans une Cathédrale, dans un Laboratoire, dans une épicerie coopérative, que dans nombre de couvents ?[1] »

1. *Revue Blanche* du 15 mars 1903.

CHAPITRE XLIX

LA RELIGION AMÉRICAINE ET LES CATHOLIQUES EN AMÉRIQUE

La question qui se pose maintenant est de savoir si, et dans quelle mesure, les catholiques sont entraînés dans le mouvement que nous avons décrit et qui, des États-Unis, cherche à se répandre dans le monde entier.

Dans son livre, *L'Américanisme*, M. Albert Houtin, qui s'y montre bien renseigné, après avoir fait remonter, comme M. Bargy, au XVIIe siècle, l'indifférence dogmatique qui caractérise « la religion américaine », et avoir dit avec lui qu'au commencement du XIXe elle s'épanouit dans quelques doctrines particulières, l'unitarisme et l'universalisme, en attendant l'agnosticisme, ajoute : « Les catholiques qui voulurent rester fidèles à leur religion ne furent point sans se ressentir de cette crise théologique ». Et il en donne cette raison : que les « communautés chrétiennes des États-Unis, composées de fidèles de différentes races et de différentes langues vivant ordinairement en bonne harmonie, bien plus en peine de s'assurer une bonne vie présente que préoccupées d'une vie future, sont portées à mettre la morale et la charité au-dessus des dogmes et des rites. »

Cette assertion a-t-elle quelque fondement?

Mgr Ireland écrivait en 1893, dans l'Introduction de la *Vie du P. Hecker* : « Le courant américain qui, depuis un quart de siècle, coule si manifestement dans l'océan du catholicisme, remonte, ce me semble, en très grande partie, au P. Hecker et à ses premiers coopérateurs. »

Mgr Ireland croit donc pouvoir constater qu'il y a un courant américain dans l'ordre des choses religieuses, et que ce courant

n'est pas sans jeter ses eaux dans le catholicisme, non seulement dans le lac yankee, mais dans tout l'océan catholique. De plus, il attribue l'impulsion donnée à ce courant vers les régions catholiques au P. Hecker et à ses coopérateurs.

Quelle est la nature des eaux que ce courant charrie?

Le biographe du P. Hecker nous dit : « Le CHRIST auquel il s'était converti était un CHRIST social [1]. Les études ecclésiastiques que sa carrière lui fit entreprendre et continuer toute sa vie, lui révélèrent assurément le CHRIST théologique et même le CHRIST scolastique, mais Hecker n'en reste pas moins toujours le disciple du sociologue Brownson et l'ancien phalanstérien, intéressé à beaucoup de points tenus pour subsidiaires par ses coreligionnaires ». (*Vie*, p. 327).

Il ne fut point le seul de ceux qui, sortant de ce phalanstère, allèrent frapper à la porte de l'Église catholique, avec la pensée que de là ils pourraient plus facilement se porter vers l'avenir qu'ils rêvaient.

« Ils avaient, dit M. Bargy, un égal dégoût de toutes les religions qu'ils avaient approchées : ils en prévoyaient une qui ne ressemblerait à aucune de celles d'autrefois ».

Le Dr Brownson a résumé dans ses sentiments ceux de l'école :

« Je ne croyais qu'à l'humanité. Le seul DIEU que je reconnusse était le divin de l'homme, la divinité dans l'humanité, identique en DIEU et en l'homme. Je posais JÉSUS-CHRIST comme l'homme modèle ; je croyais pouvoir me comparer à lui, *en tant que réformateur social*. Je prenais son nom en me disant chrétien, parce que, comme lui, *je m'efforçais d'établir* UN NOUVEL ORDRE DE CHOSES. » Si l'on peut trouver dans ces paroles une ombre de christianisme, il y a surtout de l'humanisme et de l'humanisme panthéistique. C'est la déification de l'homme que ces sociologues entrevoyaient dans leurs rêves. C'est à cela qu'ils aspiraient. Ils se croyaient appelés à y préparer l'humanité. « Je ne puis être, disait Brownson, que le saint Jean-Baptiste du Nouveau Messie [2] ».

---

1. M. Brunetière dit aussi : « C'est pour pouvoir être socialiste en sûreté de conscience que le P. Hecker s'est fait catholique ». *Discours de Combat*, 2e série, p. 288.

2. Le Dr Brownson a fait plus tard cette déclaration : « Je dois confesser à ma honte et à mon grand chagrin que pendant trois ou quatre ans j'ai

Le dos ainsi tourné au passé, les yeux ainsi fixés vers l'avenir, quelques-uns d'entre eux rencontrèrent le catholicisme et y entrèrent, mais tout en gardant leur attitude de vigies.

« Le catholicisme américain, dit M. Bargy, les suivit. » Encore une fois, c'est trop dire. Il faut rectifier ainsi : un certain nombre de catholiques les suivirent.

Brownson fit son entrée dans le catholicisme en 1844. « C'est par lui, dit encore M. Bargy, que l'américanisme prit conscience de soi. » Et il ajoute : « Le P. Hecker en fixa définitivement l'esprit. Il fut plus sociologue encore que son maître, et sa première conception du Christ fut celle des démocrates chrétiens. » Hecker avait dit de Brownson : « Ses conclusions font du Christ le plus grand des démocrates, et elles font de l'évangile le vrai programme *démocratique*. Nous ne voulons voir dans le christianisme qu'une institution sociale ; nous laissons la partie religieuse comme quantité négligeable ». C'est bien l'esprit que nous avons vu régner dans les Églises institutionnelles et dans la société de culture morale. C'est cet esprit plus ou moins mitigé ou plus ou moins voilé que l'américanisme aurait fait entrer dans l'Église catholique, en Europe comme en Amérique, si Léon XIII n'était venu y mettre opposition par sa lettre au cardinal Gibbons.

Brownson lui-même a fini par donner à ses compatriotes ces sages avis : « L'Eglise catholique fascinera facilement l'âme américaine ; mais, à une condition, c'est que celle-ci ne dissimule rien de ses dogmes, de ses rites, de ses sacrements, de son autorité, de sa liturgie. Car, en vérité, tout cela est nécessaire à l'âme américaine pour la nourrir et pour satisfaire son besoin d'admirer et d'aimer. Donc, moins de ces controverses ardues et irritantes, et, en revanche, que l'Eglise catholique se montre dans toute l'ampleur et la forte liaison de ses dogmes, dans sa magnifique unité doctrinale, dans sa morale, dans sa beauté liturgique, dans la vigueur de sa discipline. Tertullien

---

écouté avec trop de respect ces catholiques libéraux et libéralisants, soit ici, soit à l'étranger, et que j'ai essayé d'encourager leur tendance aussi loin que je le pouvais faire, sans me départir absolument de la foi et de la morale catholiques. Mais je ne fus pas longtemps, par la grâce de Dieu, à découvrir que la tendance que j'encourageais, si elle était suivie jusqu'au bout, me conduirait hors de l'Église ; et aussitôt que cela devint clair pour moi, je n'hésitai pas à l'abandonner et à supporter de mon mieux l'humiliation d'avoir cédé à une influence dangereuse et anti-catholique. » (*Review de Saint-Louis*, Missouri, 23 décembre 1897.)

parle quelque part de l'âme naturellement chrétienne. Eh bien ! si j'osais, je dirais que le peuple américain a une âme naturellement catholique [1] ».

La présence, dans le corps de l'Église, d'hommes qui s'étaient longtemps nourris des idées que nous venons d'exposer, ne fut pas sans exercer quelque influence sur les catholiques d'Amérique, d'autant plus que l'un de ces phalanstériens, le P. Hecker, non seulement entra dans les Ordres, mais se fit fondateur d'un Ordre destiné à la prédication et à la presse.

L'entrée dans le clergé catholique de protestants convertis tend aussi à donner à celui-ci un caractère spécial. Le P. Forbes, dans une étude qu'il a publiée, en juin et juillet 1903, dans la *Revue catholique des Institutions et du Droit*, croit pouvoir parler de « la hardiesse intempérante du jeune clergé, qui a grandi, dit-il, dans l'action plus que dans l'étude », et il explique cela par les idées fausses et les incorrections de langage que les nouveaux convertis traînent après eux. P. Youg, Américain, dans son livre *Protestant and catholic nations*, donne, en effet, les noms de plus de 240 protestants devenus prêtres catholiques. De fait, ces ministres protestants apportent dans leur nouveau ministère quelque chose des habitudes prises dans les églises protestantes, qui, nous l'avons vu, sont organisées au point de vue de l'action sociale, de telle sorte que l'on a pu dire que les pasteurs sont des « hommes d'affaires ».

Les évêques eux-mêmes se livrent à l'action sociale à ce point que quelques-uns se sont permis de les accuser de socialisme. L'intérêt effectif qu'ils témoignent aux classes ouvrières est cependant digne d'éloges. M. Houtin nous dit pourquoi, d'après lui, on le trouve assez généralement dans l'épiscopat américain. « L'esprit pratique des évêques, dit-il, s'explique par leur mode de nomination. Quand un siège est vacant, les curés inamovibles, ainsi que les prêtres dits « consulteurs », d'une part, et les évêques de sa province ecclésiastique, d'autre part, dressent chacun de leur côté une liste de trois candidats. Les listes sont envoyées à Rome et les membres de la Congrégation de la Propagande nomment l'évêque au scrutin secret. Or, les suffrages américains vont ordinairement à un ecclésiastique émi-

1. *Questions of the soul.* Avril, 1835.

nent, non point par la force de sa pensée, mais par son action. On élit un homme qui a fait ses preuves, qui a réussi dans le clergé paroissial. L'évêque se trouve, par là-même, s'être occupé dans sa carrière sacerdotale de tout le *business* ecclésiastique : il a été agent d'affaires, tenancier de bureaux de placement, entrepreneur d'écoles, de patronages, d'églises, mêlé à toutes les choses de la vie publique. Ce n'est point un sacrificateur, un bénisseur, un docteur. C'est un bon administrateur qui sait haranguer ses ouailles et rendre ses comptes. L'Eglise romaine aux Etats-Unis ressemble ainsi à une grande organisation de charité [1] ». Répétons notre affirmation : c'est trop dire. Dans une certaine mesure, et pour un certain nombre, c'est vrai. Ils ont été amenés à cette manière de faire, d'autant plus facilement qu' « aux États-Unis la lutte se rencontre, entre les sectes protestantes, de plus en plus, sur le terrain de la charité et de l'administration [2] ».

« Quand un homme d'église meurt, à quelque dénomination qu'il appartienne, la plus belle oraison funèbre qu'on puisse prononcer se résume en ces mots : il fut un homme de progrès, de savoir, d'initiative, tout dévoué à la diffusion de l'éducation et de la science, au bien-être des masses. Même pour un prêtre catholique, il n'y a point de plus bel éloge. On ne parle pas généralement, comme dans le vieux monde, de son orthodoxie, de sa modestie, de son humilité, de son obéissance, de son « esprit d'oraison ». L'action : tel est le critère incontesté d'après lequel on juge les hommes et les sectes [3] ».

Un autre caractère des sectes américaines qui déteint quelque peu sur le clergé catholique, c'est l'indifférence à l'égard du dogme [4]. Les confessions séparées semblent n'être, en Amérique,

1. *Américanisme*, p. 73.
2. *Ibid.* p. 70.
3. *Ibid*, p. 157.
4. Cette indifférence à l'égard du dogme n'est point exclusivement propre aux sectes protestantes d'Amérique. D'après M. Goyau (*l'Allemagne religieuse*, p. 167), sur dix-sept facultés allemandes où se forment les futurs pasteurs, trois ou quatre ont des maîtres unanimement croyants ; dans les treize autres, les écoles incroyantes sont en voie de dominer ou dominent déjà. Nourris de scepticisme et de rationalisme, les anciens élèves de ces facultés expliquent encore à leurs ouailles la lettre des Ecritures, à leur manière ; mais la plupart ne prennent guère plus au sérieux ce qu'ils enseignent que les instituteurs de nos grandes villes expliquant à leurs élèves, en vertu de loi de 1879, la lettre du catéchisme.
D'après un des plus ardents défenseurs du protestantisme en France,

qu'une règle morale, accolée à une vague synthèse théologique, survivance du passé.

Chez les catholiques, dès 1795, La Rochefoucault-Liancourt notait que « *les sermons dans les différentes églises ne portaient sur aucun point de doctrine, tous sur la morale* [1] ».

Parlant de Mgr Martin Spalding, archevêque de Baltimore, M. Houtin dit : « On chercherait en vain dans ses œuvres ce qu'on appelle en France *la doctrine*, c'est-à-dire un système dogmatique. A beaucoup de lecteurs français, elles sembleraient chrétiennes sans pouvoir se rattacher à aucune secte caractérisée. L'évêque Spalding, en effet, accepte les dogmes, il se meut dans leurs limites, mais n'en parle presque jamais. Sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, il personnifie parfaitement une nouvelle génération épiscopale [2]. »

S'il faut en croire M. Houtin, cette absence de doctrine dans la prédication, s'accentuerait encore : « Autrefois, les évêques et les prédicateurs des grandes solennités exposaient de préférence les mystères de la foi. Il n'en est plus ainsi. Que l'on compare les œuvres de l'archevêque Martin Spalding et celles de son neveu John Spalding, on aura une illustration de l'enseignement épiscopal dans deux générations et de l'abandon actuel de ce qu'on appelle en France la question de doctrine. En lisant les discours de l'évêque de Péoria, dans l'ordre chronologique, on suit les phases de l'évolution [3]. »

Si l'on néglige la prédication du dogme, à plus forte raison

M. de Gasparin, sur sept cents pasteurs, cinq cents ne croient plus à la divinité de Jésus-Christ.

En Angleterre, c'est le pouvoir civil, même lorsqu'il est aux mains des incroyants, qui juge de ce qu'il faut admettre et pratiquer, et l'on a vu, il y a quelques années, un évêque anglican, le docteur Colenso, maintenu en fonctions, bien qu'il reconnût dans ses livres avoir complètement perdu la foi.

Il n'y a plus guère, pour les protestants, de dogme révélé. D'après M. Harnack, leur plus illustre docteur, aux yeux d'un grand nombre, la doctrine évangélique se réduit à « un sentiment de confiance dans la » bonté miséricordieuse de Dieu, regardé comme notre père et à l'espoir » d'un royaume où régneront la justice et la charité, empire purement » intérieur qui s'exercera dans l'âme de chaque chrétien... »

Qui reconnaîtrait dans ce vague déisme la religion fondée par Jésus-Christ ? Et que vaut, en face du positivisme actuel, une religion qui s'appuie non sur des preuves, mais sur un simple « sentiment » ?

1. L'*Américanisme*, p. 26-28.

2. *Ibid.*, p. 58.

3. *Ibid.*, p. 69.

évite-t-on les controverses. « Dans ce monde, aussi actif que récent, dit M. Houtin, les discussions d'école semblent du byzantisme. » « Autant que les protestants, les catholiques répugnent à la dialectique et à la controverse. Le seul dogme dont ils se soucient, c'est celui de l'infaillibilité qui leur permet de ne pas s'occuper des autres.» Il reproduit un de leurs rapports sur l'apostolat de la presse, où il est dit : « Le temps est passé où les attaques contre les soi-disant erreurs protestantes pouvaient être d'aucun profit. On se détourne de la vérité abstraite vers la vérité concrète ; c'est dans les œuvres de charité qu'on trouve la paix et le salut. » Ce libéralisme, cette tolérance seraient poussés bien plus loin encore par quelques-uns. M. Houtin affirme que « le cardinal Gibbons a critiqué la démarche de certaines Églises de Baltimore qui pressaient le maire de supprimer une école du dimanche antichrétienne, et qu'il donna pour raison de son blâme que la contrainte, en matière religieuse, est antichrétienne outre qu'elle est impolitique [1]. »

Loin de discuter entre elles et de controverser, les Églises tendent à se rapprocher. La chose devint manifeste au Parlement des religions qui se tint à Chicago lors de la grande Exposition. L'on sait que de très hauts dignitaires y prirent part. Les femmes juives y tinrent un Congrès à elles et Mgr Ireland leur dit : « Cet âge est un âge de concorde et de paix largement fondées sur l'humanité et la fraternité. Sur ce point, les États-Unis donnent l'exemple au monde. » Le Parlement des religions se perpétue dans le « Congrès des religions libérales », tenu chaque année dans l'une ou l'autre ville, et composé, dit M. Bargy, « de protestants, de catholiques, de juifs et de déistes [2]. »

---

1. L'*Américanisme*, p. 66.

2. La *Vérité*, de Québec, a rapporté ce fait (3 décembre 1898).

« On nous communique une circulaire qui porte les signatures du cardinal Gibbons, du général Miles, du vice-amiral Selfridge, et de MM. Chauncey, M. Depew, et de Frederick D. Grant, faisant appel au clergé « de toutes les dénominations » — lisez l'Église et les différentes sectes — pour faire quoi ? non pas prier pour les soldats et les marins morts pendant la récente guerre, mais leur consacrer un *memorial service* et envoyer le produit de la quête du dimanche 4 décembre à un comité qui se propose d'ériger un monument en leur honneur.

» La circulaire parle des « Martyrs du *Maine* ». Ce mot revient à plusieurs reprises dans le singulier document que nous avons sous les yeux. Que

La tolérance dans les idées amène la coopération dans les œuvres, et même, on vient de le voir, dans le service divin. La coopération dans les œuvres se rencontre surtout entre les diverses sectes protestantes, mais il ne manque pas de cas où les communautés juives indépendantes s'associent aux communautés protestantes pour un but commun. M. Bargy ajoute : « La fraternité entre protestants et catholiques triomphe de plus en plus des vieux préjugés puritains contre le papisme... Le mépris de tout fanatisme sectaire est en train de prendre, aux États-Unis, la forme d'une mode et de devenir un de ces courants d'opinion à l'encontre desquels personne n'ose plus aller sous peine de se disqualifier. »

Enfin, la coopération amène l'imitation.

Le *Church Progress*, journal catholique de Saint-Louis, Missouri, numéro du 13 février 1904, page 8, signale ces faits :

« La Conférence Saint-Vincent de Paul, de l'église de l'Annonciation, a donné, jeudi dernier, un « *euchre* », suivi d'une danse, dans la salle de l'école de l'Annonciation, au bénéfice des pauvres. »

---

des hommes peu instruits emploient un terme aussi impropre, passe ; mais qu'un savant ecclésiastique, comme le cardinal Gibbons, signe une circulaire où se trouve un pareil abus de langage, c'est ce qui nous étonne. Les marins qui ont péri lors de l'explosion du *Maine* ne sont des martyrs dans aucun sens du mot ».

Un autre journal américain : *The Pioneer Express*, signalait le 3 juin 1898 une cérémonie religieuse d'un genre tout aussi « composite », qui eut lieu à Pembina (North-Dakota), le dimanche de la Pentecôte, 29 mai 1898.

Pour honorer la mémoire des victimes de la catastrophe du *Maine*, un office fut célébré dans l'église presbytérienne de Pembina. On y remarquait le Rev. Mgr Robertson, ministre presbytérien ; le Rév. L. D. Wardwell, ministre méthodiste, et le Rév. Father Lavigne, curé de la paroisse catholique, qui laissait ainsi ses vêpres et son église, un jour de Pentecôte, pour participer à une cérémonie protestante.

Le lundi de la Pentecôte, une procession précédée d'une centaine de cyclistes des deux sexes, et à laquelle participèrent les ministres et le curé, se rendit au cimetière pour décorer les tombes des soldats morts.

Il y eut un discours, prononcé par le Rév. E. J. Conaty, curé de Grand-Forks, cousin de Mgr Conaty, recteur de l'Université catholique de Washington, et un « service rituel » (*ritual service*) exécuté par la société G. A. R. dont le journal américain loue grandement le zèle et le bon goût.

Autre fait caractéristique.

De nombreux députés belges ont assisté, pendant les vacances parlementaires de 1904, au Congrès interparlementaire qui s'est tenu en Amérique à l'occasion de l'Exposition de Saint-Louis. Reçus fastueusement, ainsi que leurs collègues des autres nations, ils ont parcouru tout

Nous voyons dans le même numéro, que les jeunes demoiselles de la paroisse de Saint-Henri doivent donner un « euchre »; que la branche Saint-Patrick, n° 110 des Chevaliers catholiques et des Dames de l'Amérique, d'East Saint-Louis, doivent en faire autant; que les filles de la Reine, de la paroisse de Saint-Kevin, sont également dans le *mouvement*.

Enfin, sous ce titre : *Le Sanctuaire du Sacré-Cœur*, on lit :

« La Société de l'Autel du Sanctuaire du Sacré-Cœur, *The Altar Society of the Shvine of the Sacred Heart,* donnera un euchre lundi après-midi et lundi soir au Northwestern Hall, coin des avenues Elliot et Saint-Louis. Les euchres donnés par la Société sont devenus très populaires et sont notés parmi les événements agréables de chaque mois par ceux qui y assistent. L'euchre du soir sera suivi d'une danse [1] ».

---

le pays de l'*oncle Sam* et sont revenus avec un gros bagage d'observations et d'anecdotes.

M. Henri Carton de Wiart, le très distingué député catholique de Bruxelles, a *raconté ce qui suit :*

« Ce qui m'a le plus surpris, c'est l'esprit de parfaite tolérance qui existe là-bas et grâce auquel la paix règne dans un pays où les sectes, les doctrines et les religions pullulent. Cela nous change tant de nos querelles.

» Les religions s'y coudoient sans heurts : bien au contraire, elles s'entr'aident. Sur le bateau, j'ai assisté, notamment, à un spectacle absolument déconcertant : nous avions à bord un vénérable prêtre américain qui, chaque jour, disait pour nous la messe. Or, il advint que, le dimanche, les passagers protestants se réunirent pour chanter leurs prières. Ils étaient fort en peine, car aucun d'eux ne connaissait suffisamment de musique pour accompagner les cantiques à l'harmonium. Notre bon prêtre apprit la chose ; il était excellent organiste ; aussitôt il s'offrit, et c'est au son de l'harmonium touché par ce « papiste » que les réformés dirent leur office. Cela ne provoqua, d'ailleurs, parmi eux, aucun étonnement.

» Voulez-vous une autre preuve de cette bonne entente ; dans plusieurs villes américaines, on distribuait dans la rue un prospectus où toutes les « églises » annonçaient les heures et le lieu de leurs cérémonies. Les « scientistes », les salutistes, les calvinistes, les réformés de toutes catégories, les juifs, les bouddhistes, tous, y compris les catholiques, avaient leur « case » sur cet imprimé. Un vrai « trust » des religions, car ce prospectus se terminait par une prière commune à la divinité ».

Cette manière de faire est assez commune pour qu'elle ait reçu un nom. On l'appelle le Broadmindednen. Pour plusieurs, le plus grand mérite pour un évêque, pour un prêtre, est d'être *Broadminded*.

1. Nous lisons dans la *Vérité* de Québec (n° du 15 juin 1904) :

« Dans notre numéro du 1er mars, nous signalions, en la trouvant étrange, la pratique qui existe, en plusieurs endroits des Etats-Unis, de recourir aux *euchres* et aux *danses*, pour prélever des fonds destinés aux fins religieuses. Notre confrère de *The Review*, de Saint-Louis, ayant reproduit nos observations, en les accompagnant de commentaires tout à fait dans notre sens, un curé d'une des petites villes de l'Etat de New-York lui écrit pour présenter *l'autre côté de la médaille*.

D'après ce que dit ce correspondant, recourir aux *euchres* et aux *danses*,

Ce sont là, il faut le croire, des exceptions regrettables. Ainsi que le dit M. Maignen, l'ensemble de l'épiscopat américain, la masse du clergé, et le peuple catholique, n'ont pas une autre manière d'entendre et de pratiquer le catholicisme que les catholiques des autres pays.

Mais la lettre de Léon XIII au cardinal Gibbons est là pour montrer que les observations faites par les auteurs que nous avons cités, ne sont pas sans fondement. Le Pape y réprouve la pensée et la manière d'agir de ceux qui, « pour ramener plus facilement à la vérité catholique les dissidents, veulent que l'Eglise se rapproche davantage de la civilisation d'un monde parvenu à l'âge d'homme, et que, se relâchant de son ancienne rigueur, elle se montre conciliante à l'égard des aspirations et des exigences des peuples modernes. Et comme conclusion : « De tout ce que nous avons dit jusqu'à présent, il apparaît, cher Fils, que nous ne pouvons approuver ces opinions dont l'ensemble est désigné par plusieurs sous le nom d'*Américanisme*... Cela fait supposer qu'il en est chez vous qui imaginent et désirent pour l'Amérique une Eglise autre que celle qui est répandue sur toute la terre ».

Qu'il y ait un grand nombre d'Américains parmi les protestants, les juifs et les indépendants qui aient ce désir et qui travaillent à la réalisation d'une religion nouvelle dépourvue de dogmes, d'une religion humanitaire, nous croyons l'avoir suffisamment démontré ; qu'il y ait des catholiques qui se laissent séduire par ce mirage trompeur, la lettre de Léon XIII ne permet point d'en douter.

L'épiscopat américain le sait, et c'est pourquoi le neuvième Concile de Baltimore avait déjà dit, en 1858, dans sa lettre d'envoi au Souverain Pontife : « Si jamais on a senti le besoin d'une autorité qui décidât et d'une chaire de vérité qui fût à l'abri de l'erreur, c'est aux États-Unis. Ceux qui sont nés et ont grandi au sein du catholicisme ne se doutent pas de la gravité des maux que le DIEU des miséricordes a voulu écarter de son Eglise, en instituant la primauté de Pierre et de ses successeurs ».

---

pour soutenir les églises, est une *dure nécessité* que tout le monde déplore. Les fidèles aux Etats-Unis, affirme-t-il, ne tiennent guère compte du commandement : « Droits et dîmes tu payeras, à l'Eglise fidèlement ». Il faut leur offrir des amusements si l'on veut obtenir des fonds pour des fins religieuses. »

CHAPITRE L

LA RELIGION DE L'AVENIR

Nous avons entendu J. de Maistre dire à l'empereur Alexandre Ier, qu'il voyait les Juifs tirer grand parti pour eux des sociétés secrètes, qui s'étaient donné pour but la destruction de tous les trônes et de tous les autels. Nous avons vu le juif Crémieux fonder l'*Alliance Israélite Universelle*, avec la mission de pénétrer dans toutes les religions et dans tous les pays, de travailler à faire tomber toutes les barrières : celles qui séparent les peuples et celles qui séparent les Eglises, afin d'arriver à fonder une Jérusalem de nouvel ordre qui se substituerait à la double cité des Césars et des Papes, et construirait le plus vaste et le plus merveilleux des temples, un Temple dont les pierres sont vivantes et douées de la pensée.

La religion américaine, n'est-elle point, dans la pensée des Juifs dirigeants, l'ébauche de cette religion humanitaire? Ce sont des Juifs que nous avons vus, dès le commencement, occupés à la faire naître, et nous avons trouvé des Juifs à toutes les phases de son développement. C'est un Juif, fils de rabbin, Adler, qui a fondé, dans l'ancien comme dans le nouveau monde, les sociétés de culture morale. C'est aussi un Juif qui a fondé l'association des Cogitants pour préparer « la religion de l'avenir ». Et voici un Juif de France, M. Louis Lévy, rabbin de Dijon, qui, dans un écrit publié en 1904, nous donne de cette « religion de l'avenir » l'idée la plus précise et la plus complète.

Il intitule sa brochure : *Une religion rationnelle et laïque*, *La religion du XXe siècle*, et lui donne pour épigraphe ce mot de Darmesteter : « La religion du XXe siècle naîtra de la fusion du prophétisme (judaïque) et de la science ».

En voici la conclusion : « Le judaïsme, en ne proposant aucune croyance que l'intelligence la plus libre ne puisse accep-

ter, en faisant porter tout l'effort vers le plus haut développement de « l'humanité » à la fois individuelle, sociale et cosmique (?), satisfait aux exigences les plus sévères de la science et de la conscience contemporaines. Dès lors, le judaïsme peut et *doit* devenir la religion du XX° siècle. Il lui suffira de se dépouiller des pratiques, institutions et coutumes qui eurent leur raison d'être en d'autres temps et sous d'autres latitudes, mais qui aujourd'hui sont fossilisées, et, partant, sont un encombre et une entrave. Le judaïsme ainsi débarrassé de tout ce bois mort... sera une religion rationnelle et laïque ».

Pour autoriser ces avances, M. Lévy cite ces paroles de Salvador tirées du livre *Paris*, *Rome*, *Jérusalem* : « L'ère moyenne est donc achevée, l'ère nouvelle commence. Elle commence par une destruction, mais qui doit aboutir à une reconstruction » : destruction du christianisme, construction sur ses ruines de la religion humanitaire. L'ère primitive a été close par Jésus-Christ, l'ère moyenne par la Révolution. La Révolution nous a fait entrer dans l'ère nouvelle, celle de « la religion pure », dont Renan, cité par M. Lévy, a dit : « La religion pure que nous entrevoyons comme pouvant *relier l'humanité entière*, sera la religion d'Isaïe, la religion juive idéale, dégagée des scories qui ont pu y être mêlées ». Et Louis Marillier : « Je me demande si nous ne verrons pas bientôt la création inconsciente et lente d'une sorte de religion laïque, ni catholique, ni protestante, dont le noyau consisterait en une cristallisation d'idées juives ».

M. le rabbin de Dijon s'applique dans sa brochure à nous donner de cette religion de l'avenir, rationnelle, laïque, humanitaire, où les idées juives viendront se cristalliser après s'être dégagées de leurs scories, une idée aussi complète que possible, et il nous la présente de la façon la plus engageante. Il motive son travail sur ce que, « depuis quelque temps, la religion semble en mauvaise posture ». Il va la redresser et la présenter au monde en un maintien plus acceptable.

« La question centrale, dit-il, autour de laquelle pivote toute religion, est la question de l'existence de Dieu ». Rien de plus évident. Quelle place Dieu tiendra-t-il dans la religion de l'avenir? Quelle idée s'en fera-t-on? Quels rapports aura-t-on avec lui? Pour répondre à cette question, M. Lévy commence

par citer ces paroles d'un savant positiviste, M. Stuart Mill : « Je pense qu'il faut reconnaître que, dans l'état actuel de nos connaissances, les adaptations de la nature donnent beaucoup de *probabilités* à la création par une intelligence. Il est tout aussi certain qu'il n'y a pas autre chose qu'une probabilité ». Est-ce que M. le rabbin va s'inscrire en faux contre cette conclusion de « la science », donner les preuves de l'existence de Dieu et résoudre la question sur laquelle pivote toute religion ? Il se contente de « renforcer » les probabilités exposées par M. Stuart Mill par quelques « indications » moins concluantes que les probabilités de la science positiviste.

Après avoir ainsi posé le « Principe suprême » de toute religion sur ces étais branlants, M. Lévy passe à une seconde question. Quelle est la nature de l'Être qui a nom Dieu, supposé qu'il existe ? Cherchant à s'en rendre compte, il est arrêté par l'existence du mal. Comme « la conception juive n'accepte point la corruption radicale » ou originelle, il le met dans l'alternative de nier ou la toute-puissance ou la bonté divine. Ou le mal vient de Dieu, et alors Dieu n'est pas bon, ou s'il ne vient pas de Lui, c'est que sa puissance est limitée par un autre être, soit une matière éternelle et rebelle, soit le Tiamat des Babyloniens ou le Rahal ou Léviathan des Hébreux.

Un Dieu problématique, et, supposé son existence, un Dieu à qui on ne peut accorder la bonté qu'à la condition de lui refuser la toute-puissance, voilà assurément un « pivot » peu solide pour y asseoir et faire évoluer la religion de l'avenir. M. Lévy s'en rend compte, et c'est pourquoi il s'efforce de le raffermir par des considérations assurément fort poétiques, mais non moins vagues, puisqu'elles se réduisent à dire qu'il faut cependant une religion pour répondre aux aspirations de l'âme humaine.

Il présente donc la sienne, le judaïsme, à l'humanité future, tout en faisant observer que ce n'est point le judaïsme d'autrefois, car « il a évolué depuis le temps des Hébreux primitifs », mais le judaïsme de l'heure présente, du moins, celui des libéraux.

Il n'a qu'un seul article de foi fondamental : la croyance en Dieu. Mais, après ce que nous avons déjà entendu, on comprend qu'en proposant cet article, le judaïsme ne prétend pas imposer une vérité communiquée par voie surnaturelle. C'est ce que M. Lévy reconnaît et déclare. Son judaïsme est une religion,

dit-il, puisqu'il établit le rapport le plus étroit (?) entre l'homme et DIEU, mais il n'est pas une foi, dans le sens où ce mot implique un ensemble de vérités révélées. Libre par conséquent aux sectateurs de la religion de l'avenir de croire ou de ne pas croire à l'existence de DIEU, selon que leur raison leur en dira. La négation du principe suprême ne les empêchera point d'être reçus dans le Temple, d'être l'une des pierres vivantes et douées de pensée qui constitueront la Jérusalem du nouvel ordre.

Si la croyance à l'existence de DIEU n'est point indispensable, à plus forte raison l'adhésion aux autres vérités religieuses. « Le judaïsme admet le libre examen, la libre spéculation. Le Talmud rapporte des opinions très diverses, dont quelques-unes des plus hardies. Le judaïsme a compté dans son sein de nombreuses sectes. Nous n'avons pas de dogmatique, pas de théologie officielle ».

C'est d'ailleurs par là que la religion de l'avenir est *rationnelle* et qu'elle ne pourra entrer en conflit avec la science ; car, ne connaissant pas de *vérités* révélées, elle n'a et n'aura jamais rien à opposer aux affirmations de la science moderne.

N'ayant point de dogme, la religion de l'avenir ne sera nullement intolérante. Pour les religions positives, l'intolérance est une nécessité logique ; pour celle qui n'a point de théologie, c'est la tolérance qui est nécessité logique. Rien ne s'opposera donc à ce que le genre humain tout entier aille s'abriter dans le nouveau Temple.

Elle ne sera pas plus un culte qu'une doctrine, car « un des caractères de la conscience moderne, c'est l'horreur de la superstition, et le judaïsme a toujours combattu la superstition... Il ne prétend pas faire de ses adeptes des dévots qui passent leurs jours dans des prières et des macérations stériles. Il ne veut pas d'une croyance qui n'ait d'autre fin qu'elle-même, ni d'exercices d'un piétisme vide ».

Voilà ce que n'est point le judaïsme libéral, ce que ne sera point la religion que les Juifs présentent à l'humanité du XXe siècle.

Que sera-t-elle ?

Une religion d'action sociale, telle que nous l'avons vu ébaucher en Amérique.

« La religion juive, dit M. Lévy, est essentiellement une RELIGION D'ACTION, un effort pour conduire l'individu et la collectivité humaine au plus haut degré de développement dont ils sont capables ». C'est bien ce que veulent les Américanistes.

Elle a « pour principe directeur, pour âme, l'idée morale ». Quelle morale? Une morale absolument indépendante, qui « prend en elle-même son principe et sa fin, qui se confère à elle-même sa loi et sa valeur, qui ne dépend d'aucune autorité extérieure et n'a en vue que sa propre satisfaction sans crainte de châtiments, sans espoir de récompense ultra-terrestre. *Sequere naturam*, du moins en ce sens qu'il faut « suivre la raison ». Il ne faut pas chercher à détruire les penchants, qui d'ailleurs ne se laissent pas détruire, mais se dépravent quand systématiquement on les veut comprimer; on doit s'ingénier à les canaliser et les transformer en auxiliaires de l'idée ».

« Le caractère de la morale contemporaine, ajoute M. Lévy, toujours d'accord avec les américanistes, est de devenir de plus en plus sociale. De ce chef encore, notre doctrine ne laisse rien à désirer... On voit avec quel lyrisme les prophètes annoncent « les cieux nouveaux et la terre nouvelle », l'ère bénie où il n'y aura plus ni misère, ni souffrance, où fleurira la paix et la fraternité entre individus et entre peuples. Ils ont jeté sur l'avenir, par-dessus les orages du présent, l'arc de paix d'une immense espérance : une vision radieuse d'une humanité meilleure, plus affranchie du mal et de la mort, qui ne connaîtra plus ni guerres, ni juges iniques. — Rêves de voyants, aujourd'hui rêves de savants ».

Comment ces rêves se réaliseront-ils? Pour le faire connaître, M. Lévy donne la parole à M. Séailles : « Nous voulons que la justice se réalise ici-bas dans les rapports des hommes par nos efforts. L'idée de progrès est désormais l'un des éléments de notre conscience et de notre foi morale »; et il ajoute : « Quiconque a parcouru nos prophètes sait leur effort pour hâter l'avènement de la justice en ce monde, et sait le rôle de l'idée messianique, c'est-à-dire l'idée de progrès, au sein de la conscience juive.... solidarité, action sociale, justice, progrès, fraternité : le judaïsme, depuis longtemps, a affirmé ces affirmations de la conscience moderne. »

On retrouve en ces mots toute la viande creuse que la démo-

cratie offre à ses affamés pour tromper leur faim. On retrouve aussi, dans tout l'écrit que nous venons d'analyser, ce que M. Bargy a appelé « la religion américaine » : religion sans dogme, ouverte à tous, même aux athées ; religion purement morale, ne se proposant autre chose que le progrès humanitaire ; religion sans prêtres, ennemie de toute superstition : religion indéfiniment perfectible sur les pas de la science : donc, en dernière analyse : « religion qui n'est pas *une* religion parmi tant d'autres, mais *la* religion ». C'est le dernier mot de M. Lévy, c'est celui de tous ceux que nous avons entendus précédemment tracer le plan de l'édifice religioso-humanitaire, où le genre humain devra entrer au cours de ce siècle.

Comment peut-il se faire que des catholiques, et même des prêtres soient amenés à entrer en association, dans un but déclaré religieux, avec ceux qui manifestent publiquement de telles tendances? Quelqu'étrange que cela puisse paraître, cela est.

En juillet 1904, un journal d'évangélisation protestante en France, *la Mission intérieure*, publiait une correspondance échangée, en mai de cette même année, entre un prêtre catholique, « dont le nom n'était point alors donné », mais qui fut publié ensuite, et M. Em. Houter, ministre protestant et directeur de la *Mission intérieure*.

Le prêtre informait le ministre que la lecture d'un autre organe protestant, *Le Relèvement*, qui lui avait été communiqué par une dame X..., avait confirmé en lui le dessein qu'il avait conçu depuis longtemps de travailler au « rapprochement des protestants et des catholiques ». Pour cela il proposait « une association de prières pour la paix religieuse et spécialement l'union des églises chrétiennes. »

A cette ouverture, le pasteur demanda expressément à l'abbé de mettre à la base de son projet une déclaration de principes qu'il jugeait indispensable, qui devait être rendue publique. Elle stipulerait que l'union projetée n'avait pas un caractère ecclésiastique, c'est-à-dire qu'elle devait se faire non dans les Eglises, mais *au-dessus des Églises*.

L'abbé répondit en ces termes : « Relisons souvent le chapitre XVII de saint Jean, cette prière divine qui est tout ce qu'il y a de plus sublime dans le langage humain. *Il ne s'agit pas de*

l'unité dans telle ou telle enceinte, mais de l'unité dans la vérité évangélique : un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême, un seul corps, un seul royaume, un seul bercail, un seul pasteur..., cette unité sur laquelle le grand Apôtre et toute la primitive Église, après JÉSUS, ont tant insisté. Donc, Monsieur, je vous en supplie de nouveau, secondez notre dessein d'union généreusement, efficacement. La robe du Sauveur est déchirée, renouvelons-la. »

Recevant cette réponse, le ministre pouvait croire que, selon le désir qu'il en avait exprimé, on accordait que la robe du Sauveur serait *renouvelée* dans une unité plus large que celle de l'Église catholique. Aussi, son article, commencé par cette interrogation : « Est-ce le commencement de quelque mouvement religieux qui brisera les cadres et les barrières ecclésiastiques pour unir les chrétiens de toutes les Églises ? » se termina-t-il par ces mots : « Qu'en sera-t-il de cette tentative ? Nous ne le savons. Mais elle est trop conforme à l'esprit du christianisme et à nos propres désirs pour que nous ne lui donnions pas notre approbation. Le rapprochement des catholiques et des protestants est irréalisable, si ce n'est à la suite d'une conversion générale. Mais l'union des chrétiens catholiques et des chrétiens protestants est possible et infiniment désirable ».

Quatre mois plus tard, 28 novembre 1904, l'*Express de Lyon* rendait compte d'une première réunion de la SOCIÉTÉ POUR L'UNION DES CHRÉTIENS DES DIVERSES ÉGLISES, qui avait eu lieu le 13 novembre, dans un salon de l'*Hôtel de Rome*. Quelques jours après, le 1[er] décembre, l'*Univers-Monde* acceptait, sur la demande qui lui en était faite, la publication du procès-verbal officiel de cette réunion.

Elle avait été présidée par M. l'abbé Samuel, promoteur de l'Association, et M. le pasteur Léopold Monod. On y avait entendu les communications de M. Macirone, secrétaire général de l'*Association anglaise pour l'avancement de l'unité dans la chrétienté* : M. l'abbé Strehler, directeur de l'*Union psalmodique* d'Allemagne ; M. Paul Jame Francis, de l'Église épiscopalienne d'Amérique, directeur de la *Church Unity Army* ; M. Muller, président de l'*Union de prière perpétuelle*, à Londres ; M. l'Archimandrite, délégué du patriarche grec Melchide à Paris ; le directeur de la *Revue catholique des Églises*, de Paris ; le

R. P. Ernest Rohmer, traducteur de *En route pour Sion ;* M. l'abbé J. A. Petit, auteur de la *Rénovation religieuse ;* M. Jules Paroz, directeur de la revue protestante suisse, *La Veillée ;* M. Albert Jounet, directeur de la revue catholique, *La Résurrection ;* M. Louis Germain Lévy, le rabbin de Dijon, dont nous avons analysé la brochure ci-dessus.

Le promoteur de l'Association développa son plan d'organisation ; des groupements seraient établis dans les différentes villes, et ces sections particulières seraient rattachées à un siège central et reliées entre elles par un bulletin. Le siège central provisoire fut fixé à Grenoble, 11, Montée Sainte-Marie, et on décida d'y publier le bulletin de l'Association.

M[me] Blanc-Melsaud, de Dijon, et M. Pallière, de Lyon, demandèrent *qu'aucune* base dogmatique ne soit posée, que chaque groupe demeure libre de s'organiser selon les nécessités du milieu, et que l'association soit ouverte aux Israélites et à tous ceux qui, sans se rattacher à aucune Église particulière, consentiront à prier et à travailler avec l'association. M. Lévy, rabbin de Dijon, approuva cette motion, qui fut adoptée « à une très forte majorité ».

On décida alors, sur la motion d'un prêtre catholique, que le nom de l'Association serait changé et devînt UNION POUR L'ACTION RELIGIEUSE ET MORALE. « C'est là, observe M. le pasteur Corbière, un pavillon suffisamment large pour couvrir toutes les relations interconfessionnelles ».

Déjà nous avons vu les *Unions* CHRÉTIENNES *des jeunes gens* admettre les Juifs, les Mahométans et les Boudhistes ; et d'autres associations tendre également à cette union, ou plutôt à cette confusion religieuse que l'*Alliance Israélite Universelle* s'est donné la mission de produire. Aussi voit-on toujours des Juifs dans toutes ces tentatives de rapprochement, d'abord entre catholiques et protestants, puis entre ceux-ci et les juifs, les payens et les athées ou les panthéistes. C'est Adler, juif et fils de rabbin, qui a fondé la *Société de Culture morale* ; et ici c'est le rabbin Lévy qui a exposé les vues que l'on sait dans sa brochure, *Une religion rationnelle et laïque, religion du XXe siècle*, qui, dès la première réunion de la *société pour l'union des chrétiens des diverses Églises*, fait adopter par l'assemblée que cette Union de chrétiens admettra dans son sein ceux-là mêmes qui ne se rattachent à aucune religion.

N'est-ce point un indice d'état d'esprit, qui ne peut être négligé, que des prêtres catholiques s'offrent à travailler à une telle œuvre, et qu'un journal catholique ouvre ses colonnes aux comptes-rendus de ses assemblées, sans autre réserve que ces mots : « Il y a intérêt pour nos lecteurs à connaître un mouvement de ce genre. Est-il besoin d'ajouter que nous ne pouvons lui être favorable que dans la mesure où Rome l'approuverait ? »

Comment peut-il venir à la pensée que Rome puisse approuver de telles tentatives ? Et comment peut-on, en attendant, leur apporter un concours si indirect qu'il soit ?

CHAPITRE LI

L'HISTOIRE DES RELIGIONS. — LE LOISYSME

Taire le dogme, ne prêcher que la morale et montrer la perfection de la morale dans le progrès humanitaire : telles sont les tendances, au point de vue religieux, qui se sont manifestées d'abord chez les protestants de l'Amérique, et qui, de là, se déversent sur le monde avec le concours actif des sectes que le judaïsme inspire, et celui de catholiques farcis d'illusions.

Traiter les dogmes par prétérition peut suffire à les faire disparaître de l'esprit des masses, mais non point à atteindre sûrement et définitivement le but poursuivi par la direction suprême de la maçonnerie, et spécialement assigné aux efforts de la Haute-Vente et de l'Alliance Israélite Universelle : l'anéantissement de l'idée chrétienne. Il se trouvera toujours des hommes pour conserver dans leur cœur l'étincelle sacrée ; d'autres se souviendront et rentreront dans la foi. Parmi eux pourront se lever des apôtres pour évangéliser de nouveau les masses.

Il serait donc plus sûr d'attaquer directement tout l'édifice dogmatique et de le renverser par la base, que de passer à côté en détournant les yeux.

L'œuvre est entreprise. Dans son livre : *L'Allemagne religieuse*, M. Goyau a décrit le mouvement antidogmatique que la Réforme luthérienne voit se produire en son sein. On constate le même mouvement aux États-Unis, en Angleterre, en Hollande, en Suisse.

En France, la Faculté de théologie, que le gouvernement a conservée au protestantisme, a accueilli, dans la personne de MM. Auguste Sabatier, Ménégoz et Edmond Stopfer, les thèses

les plus avancées dont retentissent les Universités allemandes, et M. Jean Réville s'en est fait le vulgarisateur.

« Jésus, disent-ils, n'a enseigné aucun des dogmes qu'on lui prête, il n'a pas établi d'institutions ni de rites : tout cela est né après lui du mouvement religieux qu'il inaugura et qui consiste uniquement à sentir sa filialité à l'égard de Dieu et la fraternité à l'égard des autres hommes. Dieu cependant est l'inconnaissable. Il n'est pas nécessaire qu'on adopte ou qu'on se fasse une idée quelconque de ce qu'il est ou peut être, il suffit que l'idée divine impressionne la conscience et qu'elle en vive. » « Dieu, dit Mathieu Arnold, dans son livre : *La Crise religieuse en Angleterre*, est simplement le grand courant des tendances qui poussent toute chose à accomplir la loi de son être. » Que nous exprimions cela par le mot « Dieu », c'est affaire de choix simplement. Pris ainsi, le nom divin sert tout bonnement à couvrir l'une des formes du panthéisme. Le même dit encore : « Il faut détruire dans l'intelligence humaine la notion de la cause première et personnelle, puissant et aimant, auteur et gouverneur moral de tous les êtres. Car, cela admis, le christianisme surnaturel et théologique en découle. » Jean Réville dit aussi que l'on peut se faire de l'Être divin la représentation philosophique que l'on voudra sans cesser d'être chrétien ; et c'est pourquoi il fait appel à tous, de quelque confession qu'ils viennent ; il les invite tous à entrer dans la grande église libérale en train de se former, celle évidemment dont l'Alliance Israélite Universelle prépare l'établissement.

On le voit, rien de plus radical ne peut être imaginé, puisque le dogme fondamental, celui sur lequel reposent tous les autres, la personnalité divine elle-même, est nié.

Nous avons vu, par l'opuscule de M. le rabbin de Dijon que le judaïsme français travaille, de concert avec le protestantisme français, à cette extirpation du dogme religieux dans sa racine même.

Plusieurs parmi les catholiques, et même parmi les ecclésiastiques, concourent à cette œuvre de destruction, les uns directement, les autres indirectement, la plupart poursuivant un but qu'ils estiment légitime, mais dont ils ne prévoient point les conséquences.

Le résultat le plus certain du Congrès des religions a été de

mettre, dans l'estime publique, toutes les religions sur le même rang, de favoriser l'indifférence à l'égard de toutes, sinon de les vouer au même mépris.

On peut rapprocher du Congrès des religions les Congrès de l'histoire des religions. Le premier a eu lieu à Paris en 1900, le second à Bâle du 30 août au 2 septembre 1904. Toutes les nations de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie y étaient représentées par des partisans des formes religieuses les plus diverses.

M. Van Oulli, professeur à la Faculté de théologie, en fut le président et prononça le discours d'ouverture. On y lit cette déclaration : « Celui qui croirait que la religion n'est qu'un enfantillage, une sorte de maladie des peuples, mais qui aurait étudié cette bizarre maladie pour fixer les termes de son évolution, aura le droit de parler ici comme celui qui considère la religion comme une émanation supérieure de l'humanité. C'est ainsi que notre Congrès se différencie des congrès ayant pour base la recherche d'une religion unique (Chicago), quoique nous puissions espérer que de semblables travaux contribueront à la découverte d'une ligne directrice unique ».

M. Albert Réville, directeur de la *Revue de l'Histoire des Religions*, était au congrès en qualité de délégué de la Faculté de théologie de Paris et de représentant du ministre de l'Instruction publique et du ministre des Affaires étrangères. Il a dit ce que le gouvernement de la République a fait depuis vingt-cinq ans pour favoriser ce genre d'études, qui « dans les soixante dernières années, a pris un développement international sans cesse grandissant et que les siècles précédents n'avaient pu prévoir ». Il a fondé en 1880 une chaire spéciale d'histoire des religions au collège de France, suivie, peu d'années après, par celle d'une section non moins spéciale dans l'École des Hautes Études organisée à la Sorbonne. Vers le même temps, M. Guinet, avec l'assentiment des Pouvoirs publics, a doté la capitale d'un Musée d'Histoire des religions [1].

1. Ce musée des religions a été inauguré par M. le Président de la République, le 26 novembre 1889. Il avait été construit aux frais de l'Etat au prix de trois millions, sur un terrain donné par la ville de Paris et estimé un million. M. Guinet a consacré l'immense fortune que son père avait faite avec le bleu d'outre-mer, à rechercher et à acquérir tous les objets de culte, images, livres sacrés, etc., pouvant servir à l'étude des religions, et il a placé dans ce *Pandemonium*, dans un ordre métho-

Des professeurs des Universités d'Upsal, de Baltimore, de Tübinge, d'Oxford, de Paris, de Strasbourg et d'autres prirent la parole et avec eux le grand-prêtre des Parsis de Bamberg en costume blanc et manteau rouge brodé d'or. Leurs communications ont porté sur toutes les religions vivantes ou mortes des peuples, des pays et des époques les plus variées.

M. Albert Réville formulant les conclusions a dit : « Les uns peuvent voir dans l'histoire des religions la démonstration prolongée de la vanité de toutes les conceptions religieuses sans exception. Les autres discernent au contraire dans cette évolution déjà plusieurs fois millénaire, les lignes fondamentales et constantes qui indiquent une marche très accidentée, mais continue vers la simplification et la spiritualisation des croyances religieuses. Là comme ailleurs, la substance se présente au travers des formes successives. Là comme ailleurs, le primitif n'est pas simple, mais très composite, mélangé, chaotique ».

On ne peut douter de l'œuvre de désagrégation dogmatique que ces congrès de religion doivent produire dans beaucoup d'intelligences ordinaires et dans l'esprit des masses.

Aux Congrès des religions et aux Congrès de l'histoire des religions est venu s'adjoindre l'enseignement public et officiel de « l'histoire des religions ». Depuis une trentaine d'années, des chaires de cet enseignement ont été fondées sur tous les

---

dique, toutes ces collections que l'on estime avoir une valeur de dix millions. La bibliothèque se compose de plus de quinze mille volumes, dont un grand nombre de manuscrits indous, sur feuilles de palmier.

Des salles sont mises à la disposition des travailleurs. Des conférences sont faites plusieurs fois par semaine, et une double publication périodique les *Annales du Musée Guinet* et la *Revue de l'Histoire des religions* portent au loin l'enseignement que l'on peut tirer de ce rassemblement d'idoles et de livres. Outre les *Annales* et la *Revue*, le Musée Guinet publie une *bibliothèque de vulgarisation* dont les divers volumes contiennent l'exposé de toutes les religions.

Lors des noces d'argent de ce Musée auxquelles prit part, avec M. le Président de la République, le ministre de l'Instruction publique, *La Raison* dit l'impression qu'il produit généralement sur ceux qui le visitent : « On y peut suivre pas à pas, siècle par siècle, les fantaisies de l'imagination de l'humanité, exaltée ou tremblante dans l'enfantement de ses dieux. On les voit mortes, se métamorphoser, vieillir et disparaître.

» On constate que les religions sont bien des créatures humaines, que ce n'est point le Dieu de la Bible, comme l'enseignent les Eglises, qui a fait l'homme à son image, mais bien l'homme qui a fait tous les dieux à la sienne, celui de la Bible comme les autres ».

points de l'Europe. Le mouvement est parti d'Allemagne. Lessing en a été le promoteur. La Hollande a été la première à marcher officiellement dans cette voie. A partir du 1er octobre 1877, l'enseignement de la théologie fut supprimé dans les trois Facultés de l'État et fit place à l'étude des religions. En Angleterre, des conférences sur ce sujet sont données dans l'abbaye de Westminster. En Suisse, une chaire de l'histoire des religions a été introduite dans l'Université de Genève. La Belgique a voulu aussi avoir sa chaire des religions. A Rome, le gouvernement italien a également établi une chaire pour cet enseignement. L'Autriche-Hongrie a suivi le mouvement : l'histoire des religions y est devenue matière obligatoire de l'enseignement. L'Écosse a consacré à ce même objet un legs de deux millions, etc.

En France, ce furent MM. Littré et Maurice Verner qui commencèrent la campagne. Le 9 juillet 1879, Paul Bert, appuyé par J. Ferry, demanda et obtint une loi supprimant les Facultés de théologie et créant à la Sorbonne une chaire de l'histoire des religions. Par décret du 30 janvier 1886, cet enseignement fut aussi introduit dans l'École pratique des Hautes-Études.

A voir comment une même pensée éclate partout en même temps, comment à la même heure, pour ainsi dire, les gouvernements des divers pays votent des lois et allouent des fonds pour un enseignement auquel personne n'avait songé jusque-là, il est difficile de ne point penser qu'un mot d'ordre a été donné ; et ce mot d'ordre d'où peut-il venir, si ce n'est des régions supérieures de la franc-maçonnerie, la seule puissance aujourd'hui écoutée et obéie par tous les gouvernements ?

Rien ne paraît d'abord avoir moins de portée qu'un cours public dans un de nos grands établissements d'instruction supérieure. N'oublions pas cependant que l'enseignement donné du haut de ces chaires est bientôt répandu par les mille voix de la revue, du journal et du livre, sur tous les points de la France et de l'Europe. Il pénètre ainsi, à doses plus ou moins diluées, dans l'enseignement public, à tous les degrés et dans une multitude de familles [1].

---

1. Aucune occasion n'est perdue pour faire entrer dans le public ce qui est enseigné dans ces chaires. Tous ceux qui ont visité l'exposition du centenaire de 89 ont pu remarquer l'importance qu'y avait prise l'histoire des religions. On a pu en effet y voir réunis des statues, des autels, des

« Vous n'ignorez pas, disait M. l'abbé de Broglie, en ouvrant, en 1889, son cours d'apologétique chrétienne, que tantôt clairement avouée, tantôt voilée sous les formes transparentes d'un respect apparent qui recouvre le dédain, cette idée qu'il n'y a aucune religion qui puisse porter légitimement, d'une manière exclusive, le titre de vraie religion, règne dans un grand nombre d'esprits, parmi nos contemporains; que cette pensée est surtout dominante parmi ceux qui s'occupent de créer, de développer, de propager l'enseignement de l'histoire des religions; et que cet enseignement, si prôné de nos jours, semble avoir pour but principal, sinon unique, de détruire la notion même d'une religion vraie ».

« Il serait inutile, écrit le P. Van den Gheyn, de le dissimuler, la mythologie comparée et l'histoire des religions sont devenues aux mains de l'incrédulité moderne une arme de combat redoutable contre la Révélation et ses dogmes fondamentaux. Malheureusement trop de catholiques et même de prêtres aiment encore à se faire illusion sur le danger. Soit ignorance de ce qui se passe, soit, ce qui est plus grave, inertie imprudente ou légèreté, ils laissent l'ennemi dresser partout ses batteries, sans même songer, spectateurs insouciants, à descendre dans l'arène et opposer la moindre résistance [1]. »

Hélas! N'y en a-t-il point parmi ces catholiques et ces ecclésiastiques qui, loin de descendre dans l'arène pour combattre, livrent des armes à l'ennemi?

Mgr Turinaz, le P. Maignen, le P. Fontaine, Dom Chamard,

modèles de temples, des amulettes, des objets de toute nature qui rappelaient les pratiques religieuses des divers peuples. Sur l'Esplanade des Invalides, s'élevait un modèle de la célèbre pagode d'Angker; elle a même été inaugurée avec un certain éclat; des conférences y ont été données sur les religions de la Chine; on a même offert au public le spectacle d'une procession et d'un office boudhique.

« Si l'on avait dit, écrit M. l'abbé de Broglie, à quelques-uns des érudits qui étudiaient obscurément, il y a deux siècles, les dieux de certains peuples payens... qu'un jour viendrait que la science modeste à laquelle ils s'étaient dévoués deviendrait un des grands sujets de l'attention du public.... on les aurait sans doute beaucoup étonnés. Si l'on avait ajouté à cette prédiction... qu'on trouverait à côté de cette étude bienveillante du paganisme la critique tantôt acerbe, tantôt dédaigneuse, du Dieu de la Bible et de l'Evangile, du seul vrai Dieu que la raison des peuples civilisés puisse accepter, la surprise aurait été bien plus grande encore » (*Problèmes*, p. 1 et 2.)

1. *La Controverse* et *le Contemporain* (1886).

M. l'abbé Gayraud, etc., ont jeté à ce sujet un cri d'alarme dans leurs livres et dans des articles publiés dans les revues et les journaux. Des publications catholiques ont été signalées par eux comme répandant dans le public des idées qui procèdent du protestantisme ultra-libéral, qui, lui-même, fait l'œuvre voulue, poursuivie par l'*Alliance Israélite Universelle.* Ces auteurs ont nommé les *Annales de philosophie chrétienne*, la *Revue du Clergé français* et la *Quinzaine*, les deux premières dirigées par des prêtres.

Pour ne parler que des *Annales de philosophie chrétienne*, dans un article publié en janvier 1899, M. Camille Bos dit que « l'heure est venue pour l'homme moderne, après avoir été l'homme païen, puis l'homme chrétien, de devenir à l'aide des deux l'homme éminemment homme... de se faire une doctrine à lui, puisant d'une main dans le paganisme, de l'autre dans le christianisme ». « La religion évolue comme tout le reste, dit encore M. C. Bos. Rien n'est, mais tout devient. » Et il nous montre les phases de cette prétendue évolution, allant de la piété fétichiste des anciens à la piété ecclésiastique du Moyen Age, pour arriver à la piété inquisitive des modernes, à la poursuite des problèmes scientifiques. Cette piété, qui se confond avec la science, « le grand inconnu l'accepte comme la seule qui nous soit possible ». C'est, remarquons-le encore une fois, dans une Revue rédigée par des ecclésiastiques que se trouvent de telles affirmations !

Un prêtre, qui a écrit dans plusieurs de ces publications, l'abbé Marcel Hébert, ancien supérieur de l'École Fénelon à Paris, est tombé dans l'apostasie, et de l'apostasie s'est enfoncé dans le panthéisme le plus ouvertement déclaré. Le dernier de ses écrits dont nous ayons connaissance, publié en brochure après qu'il eut paru dans la *Revue Blanche,* le 15 mars 1903, alors qu'il signait encore « abbé Marcel Hébert », a pour titre : *La Faillite du Catholicisme despotique* et débute ainsi : « La croyance à un Dieu personnel, cette base essentielle de toute théologie (protestante aussi bien que catholique), se fait de plus en plus rare dans les intelligences qui réfléchissent librement. Les preuves traditionnelles arrivent bien à nous faire *distinguer* l'absolu du relatif, le parfait de l'imparfait, nullement à nous obliger à les *séparer* en substances numériquement différentes. » Il ajoute : « La théologie est de jour en jour plus étroitement

serrée entre les branches de l'étau : philosophie et critique. » Il s'autorise pour parler ainsi des livres de M. Loisy aussi bien que ceux de M. Harnack. « Ces assertions, dit-il, cesseront de paraître téméraires si l'on veut bien se reporter aux deux ouvrages récemment parus d'un critique-théologien catholique, M. Loisy, et d'un critique-théologien protestant, M. Harnack. »

L'avant-dernier livre de M. Loisy, on le sait, a été présenté comme une réponse au livre de M. Harnack. Les protestants allemands s'étaient émus, dit-il, des idées exposées dans l'*Essence du Christianisme;* certains catholiques allemands avaient, *étourdiment*, fait bon accueil à son système. « Alors quelqu'un eut honte, pour l'Église, de ce silence humiliant. » Ce champion n'était autre que M. Loisy lui-même.

Un très haut dignitaire de l'Église a dit de cette attitude : « C'est une feinte. » Et de fait, il semble bien que cette prétendue réfutation d'Harnack ne fut entreprise que pour mettre à l'abri de toute condamnation, et faire pénétrer plus facilement les erreurs que M. Loisy avait déjà professées en plusieurs occasions et qui ne sont guère autres que celles de M. Harnack lui-même. De là, les formes fuyantes apportées à son style pour atteindre les dogmes fondamentaux sous prétexte de les défendre.

Autre finesse. M. Loisy prétend ne faire œuvre que d'historien. Il se cantonne sur ce terrain et défend aux théologiens, et même à l'Autorité ecclésiastique, de venir l'y trouver. « De même, dit l'un de ses disciples, que le théologien n'est pas lié par les règles de l'histoire, l'historien n'a pas à se soucier des dogmes. »

Son premier acte, en qualité d'historien, est de nier l'autorité historique des Évangiles. Les synoptiques font déjà de la prédication plutôt que de l'histoire. Pour l'évangile attribué à saint Jean, c'est une thèse de philosophie religieuse où il n'y a rien ou si peu que rien d'historique.

Quels sont, dans cette prédication et dans ces thèses, les faits, les paroles qui appartiennent à l'histoire ? C'est à lui, M. Loisy, en sa qualité de critique, qu'il appartient d'en juger. Son sens scientifique lui fait d'abord découvrir qu'aucun des évangiles synoptiques n'est écrit d'une seule main. Son devoir est donc de rechercher, dans ces compilations de rédacteurs inconnus, ce que JÉSUS-CHRIST a dit et ce qu'il a fait. Dans cette recherche, il

se donne libre carrière. Il écarte, sous prétexte d'interpolation, tout ce qui ne cadre point avec les préjugés qu'il s'est mis en tête avant d'aborder cette étude.

L'idée-principe qui le guide est que Jésus, pendant sa vie sur terre, n'était point encore Messie, qu'il n'était qu'un Messie en espérance, à plus forte raison que le titre de Fils de Dieu, qui lui a été donné et qu'il s'est donné, n'est que la désignation d'une fonction honorifique. Ce sont les Grecs qui, après coup, ont fait du Messie juif le *Logos* incarné du quatrième évangile et qui, par contre-coup, ont introduit en Dieu une trinité de personnes. Conséquemment à cette idée préconçue, partout où M. Loisy rencontre des attestations de la divinité du Christ, ou il les écarte, ou il les atténue de façon à ne plus leur faire dire que « enfant de Dieu », au sens où nous pouvons le dire de nous-mêmes.

Si Jésus-Christ n'était point Dieu, s'il n'était même Messie qu'en expectative, on ne peut lui attribuer aucun des caractères de la divinité. Il n'a donc rien prédit. Il n'avait pas l'idée de ce que serait l'Église d'aujourd'hui. Elle n'est pas de lui. Il ne l'a pas constituée. Sa pensée s'arrêtait au message de pénitence qu'il prêchait pour le prochain avènement du royaume de Dieu. Ce que nous voyons aujourd'hui dans l'Église, sa constitution, sa hiérarchie, son dogme, son culte sacramentel, tout cela a succédé au fait évangélique, mais rien de ce qui est actuellement le fait ecclésiastique n'était contenu formellement dans l'Évangile. Nous ne devons donc plus en appeler à la parole, à la volonté, à l'institution du Christ, il n'a rien enseigné, rien voulu, rien institué. S. Paul a été le premier à émettre l'idée de Rédemption, à découvrir un sens et une efficacité à la mort de Jésus. Les autres dogmes ont semblable origine. « Les conceptions que l'Église présente comme des dogmes, dit-il, ne sont pas des vérités tombées du ciel et gardées par la tradition religieuse dans la forme précise où ils ont paru d'abord. L'historien y voit l'interprétation de faits religieux acquise par un laborieux effort de la pensée théologique. » Ce qui permet aux dogmes de se modifier avec le temps. « Il est naturel que les symboles et les définitions soient en rapport avec l'état général des connaissances humaines dans le temps et le milieu où ils ont été constitués. Un changement considérable dans l'état de la science peut rendre nécessaire une interprétation nouvelle des anciennes formules qui, con-

çues dans une autre atmosphère intellectuelle, ne se trouvent plus dire ce qu'il faudrait ou ne le disent pas comme il conviendrait. » En d'autres termes, il n'y a rien de fixe dans les dogmes, ils sont sujets aux changements que leur imposent la science et l'état d'esprit des croyants à travers les âges.

Et comme aujourd'hui, nous nous acheminons vers un nouvel état de la société humaine, les conditions nouvelles de la société amèneront un renouvellement dans la doctrine, auquel nous devons travailler si nous voulons frayer les voies à « la religion de l'avenir ».

Comment concilier de telles assertions avec l'idée de la révélation ? M. Loisy retient le mot, mais la chose disparaît sous sa plume.

La doctrine chrétienne, d'après lui, n'a pas pour source la manifestation surnaturelle et objective de la vérité faite gratuitement à l'humanité par DIEU. Ce qu'on appelle révélation est tout simplement le développement progressif de la vie religieuse dans l'humanité. Boudha, Confucius, Mahomet, Moïse et JÉSUS ont été également les messagers de la révélation. Il n'y a aucune différence essentielle entre la révélation et le mouvement de la pensée humaine. Cette pensée, partie du fétichisme primitif, devint, en se perfectionnant, le polythéisme égyptien et assyro-babylonien, qui, plus raffiné, donna naissance à la monolatrie chez les Hébreux. Cette monolatrie devint elle-même le monothéisme chez les prophètes, pour devenir avec Jésus le christianisme.

Dans ces conditions, que faut-il entendre par la Foi ? La Foi, selon M. Loisy, n'est qu'un phénomène d'ordre subjectif sans lien aucun avec la réalité. Pourquoi les apôtres ont-ils cru ? Parce qu'ils ont voulu croire. Et ce qu'ils ont cru était-il vrai ? Subjectivement, pour eux, oui. Objectivement, dans la réalité des choses, rien ne pouvait leur en donner la certitude. D'où il suit, observe l'un des critiques de M. Loisy, que « la foi se crée son propre objet, qu'elle s'y complaît comme dans son œuvre propre, avec une intensité d'adhésion proportionnée à son désir, à son zèle, à ses auto-suggestions, jointes aux suggestions des croyants voisins. » La croyance, d'après le système, est donc une œuvre purement humaine dans son objet et dans son motif. Si M. Loisy continue à l'appeler surnaturelle

et divine, c'est uniquement parce qu'elle se rapporte à DIEU. C'est d'ailleurs un parti-pris de conserver les termes de l'enseignement traditionnel, mais en modifiant le sens qu'on leur a donné jusqu'à nous, sous prétexte de mettre la pensée catholique plus en harmonie avec le progrès et l'évolution de la science.

On le voit, rien de plus radical n'a jamais été imaginé, ne peut être imaginé pour détruire de fond en comble tout l'édifice de la doctrine et toute l'institution chrétienne. Le P. Prat, dans les *Etudes*, a résumé en quatre lignes ce qui fait le fond du système de M. Loisy : c'est « une sorte de nihilisme théologique et de subjectivisme absolu qui, poussé à ses conséquences logiques, ne laisserait subsister ni l'Église, ni JÉSUS-CHRIST, ni la révélation, ni la certitude, ni même un DIEU personnel. »

« L'intention mise à part, a dit E. Portalier[1], entre l'*Esquisse* de M. Sabatier et le système théologique de M. Loisy, tel qu'il est proposé dans l'*Evangile et l'Eglise*, surtout si on l'explique et on le complète par les articles de la *Revue du Clergé*, de 1899-1901, je cherche la différence et je ne la trouve pas, sauf pourtant que le solitaire de Bellevue prétend rester catholique... Les deux écrivains traitent au fond le même sujet[2] : le problème de l'autorité en religion : oui ou non, y a-t-il au monde une doctrine, un seul dogme qui ait le droit de se réclamer de l'autorité divine, et de s'imposer à l'intelligence humaine, comme une règle extérieure et immuable de sa pensée et de sa croyance? Et pour tous les deux la réponse est identique. La critique historique a définitivement déchiré le voile qui, nous dit-on, cachait l'origine très humaine, les transformations successives, et même la démolition, causée par des contradictions intimes, de ces dogmes, qu'on avait jusque-là environnés d'une auréole divine et dotés d'une immobilité sacrée. Le voile une fois tombé, il est apparu, aux yeux des « gens qui pensent », que toute autorité prétendue divine, celle de l'Église personnifiée dans la Papauté, chez les catholiques, ou celle du livre sacré chez les protestants, est le fait d'une usurpation sacrilège ou

1. *Bulletin de littérature ecclésiastique*, janvier 1903.

2. *Les Religions d'autorité et la Religion de l'esprit*, de M. Sabatier et les livres de M. Loisy.

d'une illusion superstitieuse. Telle est la thèse commune aux deux écrivains [1]. »

Aussi, le P. Thomas Pègues, dans la *Revue Thomiste*, a pu dire que « l'œuvre que M. Loisy a commencée et qu'il poursuit est la plus effroyable machine de destruction qui ait peut-être encore paru dans l'Église. » *Déchristianiser* le christianisme, tel est, selon Mgr Latty, l'œuvre d'erreur et de mal que cette machine est appelée à produire.

Peut-on dire du moins que c'est là le travail d'une personnalité isolée et délaissée ? Hélas ! non. M. Loisy a enseigné et soutenu publiquement, malgré les condamnations qu'il avait encourues, toutes ses erreurs ; et ses cours étaient suivis, même par des prêtres, surtout par de jeunes prêtres. A son apparition dans la chaire de la Sorbonne, au lendemain du décret du Saint-Office, il fut applaudi, et au cours de sa leçon il ne dit pas un mot de rétractation ni de soumission.

M. l'abbé Naudet, directeur de la *Justice sociale*, qui n'a négligé aucun moyen de se faire lire par le jeune clergé et même par les séminaristes, fit en ce temps des conférences au *Collège libre des sciences morales* sur la Bible, la science et la foi. Là encore se trouvèrent de jeunes ecclésiastiques et le *Sillon* y avait convoqué ses disciples, leur disant que c'était une occasion excellente d'entendre exposer, d'une manière claire et intéressante, les idées sur lesquelles roule si souvent la discussion, dans leurs cercles d'études et dans leurs Instituts populaires. M. Naudet y a lu avec éloges les pages où M. Loisy avait exposé les cinq propositions qui le firent écarter de la chaire à l'Institut catholique de Paris. M. Naudet concluait : « Depuis lors, on a pu voir que ces propositions scandaleuses étaient des vérités élémentaires. »

Il y a plus, un évêque, ancien collaborateur de M. Naudet à la *Justice sociale*, dans des avis donnés à son clergé pour la prédication, leur a conseillé de s'inspirer de M. l'abbé Loisy comme de Bossuet.

Faut-il s'étonner que nos établissements de formation ecclésiastique aient été, en un certain nombre, contaminés par les deux *Petits Livres*.

« De jeunes esprits, dit le P. Fontaine, se sont pénétrés des

---

1. *Bulletin de littérature ecclésiastique*, p. 63-64.

doctrines qui y sont exposées ; ils en ont vécu, les ont aimées, applaudies, sans vouloir rien entendre, rien lire des réfutations qui en ont été faites. Ces doctrines de mort leur étaient données comme le dernier mot de la science et ils leur ont prodigué un assentiment sans réserve. Ce n'est point maintenant que les conséquences s'en feront sentir, mais dans dix ou quinze ans peut-être. Ce système a des perfidies dont M. Loisy lui-même a été le premier victime....

» L'engin destructeur, le principe du doute a été placé dans les soubassements de l'édifice : que plus tard certains froissements se produisent et il éclatera. On lui devra des apostasies comme celles qui ont scandalisé quelques diocèses, ou ce qui est presque aussi lamentable, cet état d'esprit rationaliste et protestant qui, alors même qu'il est combattu, fait de la vie du prêtre une perpétuelle souffrance, quand ce n'est pas une perpétuelle hypocrisie. »

Dans une lettre écrite à M. l'abbé Frémont, auteur d'un opuscule sur l'œuvre de M. l'abbé Loisy, M. de Mun a fait les mêmes constatations :

« Les livres de M. Loisy, révélateurs de son état d'âme, ont fait apparaître, en même temps, par l'accueil qu'ils ont reçu, toute l'étendue du mal déjà causé par une mentalité qui ne lui est pas particulière.

» Je ne parle pas seulement des gens du monde, toujours enclins à se laisser séduire par la nouveauté, par ce qu'ils appellent la hardiesse ou la largeur des idées, même et peut-être surtout dans les matières qu'ils connaissent le moins. Cette disposition s'est accrue, chez eux, dans la circonstance, de la tendance croissante vers le naturalisme, que développe, dans les sociétés en apparence les plus éloignées des influences officielles, l'air embiant créé par l'état général du pays ; et c'est déjà un grand mal, car, quelle que soit leur incompétence, la position sociale qu'ils occupent leur conserve encore une réelle action sur l'ensemble de l'opinion.

» Mais c'est parmi ces catholiques actifs, militants, principalement dans une partie du clergé, que, sous une autre forme, avec moins de légèreté extérieure, le mal est le plus répandu, et, là, il est bien autrement redoutable.

» Les livres de l'abbé Loisy ont été accueillis, par beaucoup,

dans ces milieux, avec une sympathie vraiment effrayante[1] : sa condamnation, redoutée, y a causé une amère déception à ceux, trop nombreux, qui avaient cru voir, dans ses écrits, le signal d'une sorte d'affranchissement de l'esprit : on a cherché, de toutes manières, à en amoindrir la portée, et précisément en insistant sur cette séparation entre l'histoire et la théologie, dont vous montrez si bien le péril.

» Il y a dans le jeune clergé, — vous le savez bien mieux que moi, mais j'en puis parler cependant avec quelque expérience, — un mouvement général d'idées, souvent vague et mal défini, déterminé sans doute par le généreux désir de conquérir plus facilement les intelligences, mais inspiré aussi, il faut le dire, par une certaine impatience de l'autorité, un certain dédain de la tradition, propres aux sociétés démocratiques, qui le porte à applaudir, presque *a priori*, toutes les doctrines, toutes les opinions soi-disant nouvelles, lorsqu'elles paraissent élargir la foi, l'accommoder avec la libre-pensée.

» Le rationalisme envahit ainsi, à leur insu, les âmes sacerdotales, et pénètre celles des fidèles. Il y a là l'indice d'une crise intellectuelle et religieuse profonde, dont les effets, si on n'y prend garde, peuvent être incalculables : c'est, pour la religion, un danger bien plus grand, à mon avis, que la persécution. »

Le *Times* a cru pouvoir dire que les deux tiers du jeune clergé partagent les idées de M. Loisy. Il exagère grandement ; mais il est notoire que l'esprit loisyen est celui d'une école nombreuse, d'une collectivité agissante, habile, organisée, qui, comme le dit M. Charles Maignen, crée des réputations, sème des idées dans des revues et des journaux réputés catholiques, et qui, dans tous les faits qui l'intéressent, s'empresse de prévenir par eux l'opinion publique pour la dévoyer. Elle a donné dans l'américanisme, comme elle donne dans le loisysme et dans le kantisme.

M. l'abbé Gayraud a publié un livre qu'il a intitulé : *La Crise de la Foi*. « La gravité de cette crise, dit-il, éclate surtout en ce

1. En novembre 1903, S. E. le Cardinal Richard a dû écrire de Rome une lettre au Supérieur du Séminaire de Saint-Sulpice, par laquelle il interdisait à tous les élèves des Séminaires d'assister aux cours de l'abbé Loisy, soit en Sorbonne, soit à l'École des Hautes-Études. Par la même lettre, il enjoignait à tous les élèves des Séminaires de se dessaisir, entre les mains de leurs Supérieurs, des livres de l'abbé Loisy qu'ils possédaient.

que le clergé n'en est point indemne. Si j'en crois des prêtres expérimentés, des prédicateurs connus et écoutés des retraites ecclésiastiques, c'est sur le clergé même, parmi les jeunes surtout, que les causes dissolvantes de la foi exercent leurs ravages. » Et plus loin : « Pourquoi dissimuler ce péril ? Même parmi les prêtres, la foi dans l'autorité divine de la Bible est ébranlée, chez plusieurs elle est chancelante. Le doute semé par la critique pousse et s'affirme tout bas, la négation est toute prête et menace d'éclater. Le mal s'est répandu dans le public. Léon XIII l'a constaté avec terreur en ces termes : « Nous ne pouvons assez déplorer que l'attaque contre la Bible soit menée de jour en jour avec plus de vigueur et de développement. Elle ne s'adresse pas seulement aux gens instruits, qui peuvent sans trop de difficulté se prémunir contre elle ; mais encore elle vise la masse ignorante, que nos ennemis s'efforcent de gagner par tous les moyens. Livres, brochures, journaux, déversent le poison mortel du rationalisme ; on l'insinue par des conférences et des discours ; tout est envahi ; on le répand dans les écoles soustraites à l'influence de l'Église, on sème dans les jeunes esprits, confiants et malléables, le mépris de l'Écriture ; par le ridicule et la plaisanterie, on corrompt la foi. »

Telle est l'étendue et la gravité de la crise, telle l'imminence du péril. Qu'on le remarque, ce qu'il y a de plus grave dans l'exposé que nous venons de faire, ce ne sont pas les hérésies considérées en elles-mêmes, quelque nombreuses, quelque radicales qu'elles soient ; c'est le système qui les a rendues possibles et qui détruit l'édifice catholique et même l'édifice chrétien tout entier, depuis les fondements jusqu'au faîte.

Quoi de plus puissant que ce système pour faire la place libre à « la religion de l'avenir », à la « religion humanitaire », au « Temple maçonnique », à la « Jérusalem de nouvel ordre ! »

CHAPITRE LII

LE CLERGÉ ET LES ŒUVRES HUMANITAIRES

La conclusion légitime de tout ce qui précède est qu'il existe en projet et en voie de formation une religion nouvelle, religion de l'avenir, disent les uns, religion du XX[e] siècle, disent les plus impatients, religion dite américaine, de ce qu'elle a trouvé en Amérique ses origines, son développement et les zélateurs qui veulent l'introduire en Europe, religion humanitaire, par le but qu'elle poursuit, qui est de substituer l'homme à DIEU.

Des sociétés nombreuses et actives se sont formées dans ce but, et nous les avons rencontrées partout : la Société de culture morale, celle des cogitants, celle des Unions chrétiennes de jeunes gens, celle de l'Union pour l'action religieuse et morale, etc. Leurs membres sont imbus de ces deux idées : 1° qu'une religion absolument universelle doit s'établir sur les ruines de toutes les religions, et cela par l'abaissement des barrières, par l'effacement des dogmes ; 2° que cette religion universelle doit être une religion sociale, une religion humanitaire, une religion de progrès humain, allant jusqu'à procurer à l'homme le paradis sur la terre [1]. Ces idées, les sociétaires

---

1. Les Américains, bien que ce soit chez eux qu'ait pris naissance la religion de l'avenir, sont encore plus éloignés que nous de ce paradis.

Un article publié en 1902 par le *Travail national* sous ce titre : LES VERRUES DES ETATS-UNIS, nous édifie sur ce qu'ils ont su faire jusqu'ici pour en ménager au peuple la jouissance.

« Une enquête qui vient d'être achevée et qu'un jeune écrivain français, M. Paul Escard, a consciencieusement analysée, démontre que les bouges new-yorkais abritent une population plus nombreuse que les bouges similaires de Berlin, de Paris et de Londres et qu'ils peuvent être comparés à l'enfer sans trop d'exagération ni d'emphase.

D'après *The Review of Reviews*, la ville de New-York compte en moyenne 143 habitants par acres (40 ares) pour toute la partie située au

les répandent dans le public et préparent l'opinion à désirer le nouvel ordre de choses.

Le type de cette religion sociale se trouve déjà existant et en exercice dans les « Églises institutionnelles » de l'Amérique. Les œuvres sociales et humanitaires y constituent la manière d'être de ces Églises, la vie de la paroisse ; elles ne sont pas subordonnées à l'œuvre ecclésiastique, à l'œuvre sanctifiante ; elles ne sont pas une aide à la religion, elles sont la religion même, la religion humanitaire. Les églises protestantes qui, en Amérique, sont entrées dans cette voie, sont déjà assez nombreuses et se sont déjà assez profondément imprimé ce caractère pour que M. Stanley Root ait pu conclure son enquête, par ces mots : « La mutualité est (maintenant et là) le dernier mot du christianisme. »

Toutes les fois qu'une œuvre de propagande est à faire, c'est toujours vers la France que les yeux se tournent.

Déjà, en 1820, Channing disait attendre de notre pays « la religion de l'avenir ». « Je crois, écrivit-il à Sismondi, que quand la religion reparaîtra parmi vous, elle se montrera sous une forme plus divine ; *je crois que la France, après tant d'efforts vers le progrès, ne reprendra pas sa théologie vermoulue...* Un moyen d'y restaurer le christianisme est d'en montrer l'harmonie avec l'esprit de liberté, de philanthropie, de progrès, et de faire voir que ces principes exigent, pour leur entier

---

sud de la rivière Harlem. Paris a 125 habitants et Berlin 113 pour la même superficie.

Dans la partie orientale de la Basse-Ville, une femme médecin a visité les maisons habitées chacune par seize à vingt-quatre familles, où la chambre à coucher est à peine assez large pour contenir le lit et n'a qu'une fenêtre ouvrant sur un vestibule... etc.

Les terrains à New-York, sauf, bien entendu, dans les quartiers riches, ont été divisés en lots de vingt-cinq pieds de large sur cent de long. Sur ces « blocs » symétriques se dressent ce qu'on appelle à New-York les « maisons à logements ». Sur les trois millions d'habitants de la cité, près de deux millions et demi — soit plus des deux tiers — vivent dans ces maisons, qui comprennent en moyenne cinq, six ou sept étages. Quatre chambres par étage reçoivent directement l'air et la lumière de la rue : les autres pièces communiquent avec des cours d'aérage qui sont de véritables puits. C'est par ces soupiraux que les locataires respirent les microbes de la tuberculose, de la diphtérie, de la scarlatine, etc.

Les malpropretés physiques et morales qui résultent de cet état de choses entraînent les conséquences sociales que l'on peut facilement imaginer.

développement, l'aide du christianisme... L'œuvre se fera-t-elle par une action silencieuse ou par de grandes convulsions ? »

Les grandes convulsions s'annoncent de toutes façons, et si elles éclatent, il faut espérer de la miséricorde de DIEU qu'elles serviront à ouvrir les yeux et à faire rentrer dans les voies traditionnelles et dans la lumière de la pleine vérité. Mais, en attendant, l'œuvre se fait. Il n'y a qu'à regarder autour de soi pour voir les efforts par lesquels, d'une part, plusieurs journaux et revues catholiques ont essayé d'introduire le loisysme et le kantisme dans les esprits, et d'autre part, une coterie des plus remuantes a voulu persuader au clergé de prendre dans l'administration des paroisses les méthodes en usage en Amérique.

Pour ce qui est de ce dernier point, la grande sollicitude du parti démocratique chrétien, lors de la condamnation de l'américanisme par Léon XIII, fut de sauvegarder la méthode. En preuve, il suffira de citer la *Vie catholique* de M. l'abbé Dabry, le créateur et l'organisateur des congrès ecclésiastiques.

La lettre du Souverain Pontife au cardinal Gibbons est datée du 22 janvier 1899 ; dans le n° du 24 janvier il était dit : « On a compris dans le camp des jeunes, des actifs et des pontificaux que « l'américanisme » n'était ni un système de philosophie, ni une théologie nouvelle, ni une théorie aventureuse. Il est substantiellement une *méthode de travail, d'action*... C'est ainsi que l'américanisme a été honni par les réfractaires et les réactionnaires, salué et appuyé par les catholiques éclairés et les suivants du Pape. Aujourd'hui, c'est plus qu'une méthode de travail, c'est un état d'esprit universel... « L'américanisme » devient un levier, un stimulant. Ses triomphes au delà de l'Atlantique, son efficacité nous montrent que cette méthode de travail, cette action à la fois religieuse et sociale constituent un type de vie pratique auquel nous pouvons nous éclairer et nous réchauffer ». Signé Richeville (Bœglin).

La *Vie catholique* attendit jusqu'au 7 mars avant de publier l'Encyclique. Elle la fit précéder de ces mots, sous la signature de l'abbé Dabry : « Nous avouons que nous n'avions pas d'abord l'intention de publier, au moins dans toute leur teneur, ces documents (la lettre de Léon XIII et celle de plusieurs évêques d'Amérique), soit parce que notre si distingué collaborateur Richeville en avait suffisamment fait connaître le principal (dans l'article ci-dessus), soit parce que ce qui fait l'objet

réel de la lettre du Saint-Père ne nous paraît guère avoir d'application en France. » Après avoir dit que le Saint-Père avait écrit sa lettre pour mettre en garde contre certaines innovations de doctrine, l'abbé Dabry ajoute : « Quant à la démocratie, aux *méthodes d'apostolat populaire*, à l'*américanisme pratique*, en un mot, Léon XIII y rapporte la cause du progrès du catholicisme aux États-Unis et l'exalte plus que jamais. »

Dans l'intervalle, n° du 24 février, l'abbé Bœglin avait encore dit : « Le Saint-Père a approuvé, officiellement autorisé, les *méthodes d'action et de travail de l'Eglise et de la démocratie américaines*. Servons-nous-en dans la mesure de nos forces, de nos besoins et de nos conditions ». — N° du 28 février : « Il n'y a jamais eu sur le continent, où nous aimons à jouer avec des systèmes, qu'un américanisme philosophique et religieux. « L'américanisme », au delà de l'Atlantique, n'a eu qu'une signification politique et sociale. Or, Léon XIII bénit, consacre cet « américanisme », les méthodes de travail de cette Église, sa physionomie propre, son génie, sa démocratie. Cela est immense. Il y a quelques années, on parlait encore, chez nous, avec une vague terreur des procédés américains ». — N° du 14 mars : « C'est l'idée de progrès, forcément inscrite sur le front de l'américanisme, qui a été une force centrifuge pour les uns, et une puissante force d'attraction pour les autres : les hiboux ont fui la lumière, les autres ont amoureusement regardé le soleil. Les Américains rêvent de progrès, de conquêtes matérielles et morales, par le développement de la puissance personnelle, des facultés individuelles ; les démocrates chrétiens par le perfectionnement des lois sociales : c'est toujours le progrès, et ce rêve remplit le cœur des uns et des autres de la même ivresse. Ainsi se sont formés, entre deux groupes particuliers de catholiques des deux continents, des liens de sympathie et une solidarité religieuse, que les violentes attaques et les inimaginables calomnies dont elle a été l'objet ne peuvent que fortifier. »

Des interprétations semblables de la parole pontificale peuvent se lire dans les autres organes du parti démocratique chrétien.

Assurément, ni l'Église ni le clergé ne doivent se désintéresser de ce qui peut améliorer l'état social et la condition du peuple ; mais c'est là une œuvre secondaire et qui doit se rattacher à la

première qui est la sanctification des âmes. Léon XIII l'a dit cent fois dans ses Encycliques, dans ses discours, dans ses entretiens avec ceux qui lui demandaient des conseils à ce sujet.

Puis, c'est se faire illusion que de croire qu'en prenant la direction des œuvres économiques, le prêtre gagnera le cœur du peuple. Il peut le faire par le motif de charité, il doit en attendre peu pour le succès de son ministère sacré. L'expérience est là pour le démontrer, non seulement celle d'aujourd'hui, mais celle des siècles passés.

Jamais les évêques ne se sont autant mêlés à la vie sociale, ne se sont autant occupés du peuple qu'au dix-huitième siècle. Leur dévouement n'a empéché ni la Révolution, ni leur martyre. « Ce qui nous a tout d'abord frappé dans les évêques d'autrefois, dit l'abbé Sicard [1], c'est ce qui les distingue de ceux d'aujourd'hui. Avant 1789, ils sont partout... Jamais peut-être, ils n'ont montré une sollicitude plus éveillée, plus prompte, plus ouverte à tous les intérêts de leur troupeau et de leur pays. Ils crurent avoir charge des peuples autant que charge d'âmes. Leurs villes trouvent en eux des protecteurs empressés et tout-puissants. Leurs provinces les virent accourir aux pays d'Etat, aux assemblées créées par Necker, par Calonne. Là, nul ne s'étonne qu'ils sachent présider les séances avec une aisance particulière, et présenter des rapports pleins de compétence sur une route, un canal, un emprunt, un haras. C'est qu'ils s'entendent en administration, en finances, en voirie, en toutes choses aujourd'hui étrangères aux gens d'Eglises... Les évêques croyaient alors que la mission du clergé n'était point purement spirituelle, qu'il avait reçu du passé d'autres droits et d'autres devoirs ; qu'il devait paraître sur tous les champs de l'activité nationale, partout où il pouvait apporter des lumières et des bienfaits... Ces évêques avaient au plus haut degré les *vertus sociales*. Rarement leur sollicitude pour tous les intérêts, tous les besoins des populations, s'est montrée avec autant d'éclat que dans ce siècle où la charité chrétienne a trouvé un puissant appui dans je ne sais quelle explosion de sensibilité humanitaire... Nous les avons vus à l'œuvre. Ils nous ont apparu véritablement comme pères, comme pasteurs des peuples. Ils

1. *L'ancien Clergé de France*. II. Les évêques pendant la Révolution, ch. IV.

ont su élargir,au dix-huitième siècle, l'héritage de charité légué par les siècles, et donner à leurs fondations les formes que réclamaient les temps nouveaux : assurances contre l'incendie, prêts gratuits, mont-de-piété, hôpitaux, suppression de la mendicité, assistance par le travail, cours d'accouchement pour fournir des sages-femmes aux campagnes ; tout œuvre ayant pour objet de procurer, avec l'éternel secours aux pauvres, l'intérêt des humbles, la conservation de la vie, le bien-être général a trouvé en eux des protecteurs tout-puissants. On ne contestera pas à l'épiscopat du XVIII[e] siècle l'honneur d'avoir marché à la tête du mouvement de bienfaisance. »

L'ingratitude dont il fut payé doit-elle détourner de faire ce qu'il a fait ? Non, assurément, ce serait se mettre en dehors de toute la tradition chrétienne. Comme le dit Léon XIII dans l'Encyclique *Graves de communi :* « Les apôtres, les premiers, cultivèrent religieusement et avec ardeur cette science de la charité qu'ils avaient reçue du CHRIST. Après eux, ceux qui embrassèrent la foi chrétienne créèrent cette multitude variée d'institutions, dont le but est de soulager les misères humaines quelles qu'elles soient. » Il faut donc suivre les exemples de ceux qui nous ont précédés et s'adonner de tout cœur à « l'action chrétienne populaire », selon ce que demandent les conditions de notre temps. Mais il faut le faire dans l'esprit que l'Eglise a toujours eu, et non dans cet esprit de nouveauté qui nous vient des communions protestantes d'Amérique, qui obéissent elles-mêmes, inconsciemment sans doute,à ces impulsions ténébreuses et convergentes que nous avons saisies sur tant de points. Ces puissances cachées poussent à une évolution religieuse, c'est le dernier mot du livre de M. Bargy, la conclusion de sa longue enquête, à une évolution qui doit aboutir à « une religion de l'humanité. »

Il avait tiré, un peu auparavant, d'un écrit de M. Schurmann en 1900, la méthode recommandée pour produire sûrement cette évolution : « L'évolution ne détruit pas brusquement les anciens organes ; elle les laisse décliner vers un rôle moindre, tandis qu'elle en développe d'autres à leurs dépens ; mais les organes qui sont devenus secondaires servent encore de support à ceux dont la fonction devient vitale. C'est ainsi que les *Eglises existantes doivent rester le cadre où se développera la religion de l'avenir*... Aussi faut-il que les Eglises se transforment par le

dedans, et que, dans une sorte de convergence, elles tendent toutes à un type supérieur, où leurs différences ne seront plus que des accidents de surface et qui sera la religion de l'avenir.

» Les hommes qui ont le sens de cette évolution doivent la diriger, et rester au sein des diverses sectes pour les façonner... *Tout homme que l'esprit inspire doit être* DANS SON EGLISE *un ferment d'évolution...* Si le but de la religion était la vérité dogmatique, ce serait un non-sens ou une malhonnêteté de rester dans une secte dont on n'accepte pas le dogme : mais si le rôle des Églises est de servir de terrain au développement et à la floraison d'un esprit nouveau, ce sont surtout *ceux de leurs membres à qui elles semblent mortes*, *qui doivent y rester*, parce que ce sont eux seuls qui peuvent les vivifier. Ils sont les agents de l'évolution, elles sont la matière à évoluer ».

Voilà des paroles qui donnent singulièrement à réfléchir et qui peuvent expliquer certaines choses de notre temps. Des juifs, qui ne conservent rien de la religion de Moïse, continuent à se dire juifs ; des protestants, qui ne conservent rien de la religion du CHRIST, continuent à se dire chrétiens ; et l'on peut se demander ce que font certains prêtres au sein de l'Eglise catholique. Lorsque l'abbé Marcel Hébert fut invité par l'archevêque de Paris à rétracter ses erreurs qui n'allaient à rien moins qu'à nier l'existence d'un DIEU personnel, il s'y refusa et déclara que depuis quinze ans sa conviction était faite sur ce sujet. Pendant ces quinze années, il avait continué à dire la messe et à diriger les jeunes gens de l'Ecole Fénelon, à lui confiés par des parents catholiques à raison de son caractère sacerdotal. Il continue à se dire prêtre catholique et à signer ses articles « abbé Marcel Hébert ».

TROISIÈME SUBDIVISION

CONSTRUCTION SATANIQUE

CHAPITRE LIII

LES KABBALISTES

La religion humanitaire ne sera jamais, parce qu'elle ne peut répondre en aucune façon au besoin d'adoration qui est au fond du cœur de l'homme. M. Brunetière en donne cette autre raison : « L'impossibilité de trouver en dehors — je ne dis pas de toute « révélation », mais de toute idée religieuse, — un principe de conduite qui puisse être proposé comme une obligation. Auguste Comte a montré qu'on ne le trouverait pas. Ceux qui se posent en adversaires de toute religion ne le trouveront ni dans les conséquences des actes humains, ni dans ce respect de soi-même qui n'est de son vrai nom que l'idolâtrie superstitieuse du moi, la philosophie de Marc-Aurèle ou la déclaration des droits du « surhomme » ; ni dans cette solidarité qui n'est que l'expression de la pure nécessité, quand elle n'est pas consentie, et qu'on ne peut consentir qu'au nom d'un principe qui lui soit supérieur. « Est-ce que l'un de nous, a-t-on dit, se priverait d'un seau de charbon pour que nos bassins houillers durent une génération de plus ? » Et l'argument, ai-je besoin de le faire observer, suffit en même temps à ruiner dans son principe la « religion de l'humanité ».

La religion humanitaire, à laquelle pousse de toutes parts la conjuration antichrétienne, ne peut donc être un terme, elle n'est qu'un acheminement vers autre chose, un moyen de détacher les hommes de la religion divine, pour pouvoir les engager dans une religion qui ne serait autre chose que le culte de Satan déjà ébauché dans les arrière-loges.

Au Convent de 1890, à la quatrième séance, celle du 11 septembre, vint la question des rites funèbres négligés depuis un

certain nombre d'années. Il sembla d'abord aux membres du Convent que la maçonnerie doit s'efforcer d'atteindre au plus vite son but par l'agitation politique et que l'argent dont elle dispose a un meilleur emploi dans cette direction que dans les manifestations symboliques. Mais ce point de vue ne satisfit pas le petit nombre des hauts initiés. Ils sentirent d'instinct un péril dans l'abandon des rites, et ils s'y opposèrent. « C'est que, comme l'observe M. Georges Bois, si la maçonnerie est en dernière analyse, sous son dernier secret, une manifestation du satanisme, elle ne saurait, sous peine de n'être plus elle-même, se passer d'un culte, ni éviter d'insulter en le contrefaisant le culte rendu à DIEU. Les cérémonies maçonniques du baptême, du mariage, du rite funèbre imitent avec effort les cérémonies du culte catholique, en attendant le jour où la maçonnerie triomphante pourrait prendre possession des églises et des cathédrales des catholiques »,

Satan veut toujours obtenir de la part des hommes l'adoration qu'il a briguée dès le commencement : « Je monterai au ciel, j'établirai mon trône au-dessus des astres de DIEU ; je m'assiérai sur la montagne de l'Alliance aux côtés de l'Aquilon, je me placerai au-dessus des nuées les plus élevées, et je serai semblable au Très-Haut [1] ».

Il a obtenu du paganisme ce qu'il désirait. Mais JÉSUS-CHRIST est venu et a mis dehors le prince de ce monde.

Depuis, il n'a cessé de faire effort pour y rentrer. A cette fin, il s'est principalement servi de Juifs. Car, comme le dit fort bien le P. Bonniot, le démon n'entre dans le monde matériel que sous le bon plaisir du tenancier ou du Seigneur ; le Seigneur : DIEU ; le tenancier : l'homme à qui DIEU l'a donné, *terram dedit filiis hominum*. Adam, par son péché, lui en a ouvert la porte. JÉSUS-CHRIST l'en a chassé, *egredietur foras*. Mais il reste toujours loisible à l'homme de l'y rappeler, soit simplement, dans son âme par le péché, soit pour des rapports extérieurs par l'emploi de certaines observances.

Dès avant N.-S. JÉSUS-CHRIST, mais surtout depuis la dispersion, certains Juifs ont pratiqué les doctrines et les rites de la Kabbale noire ou magique, qui n'est autre chose que la quintessence de l'idolâtrie, la religion et le culte direct des Esprits

---

1. Is., XIV, 13.

déchus, des démons, enseignant les moyens de se mettre en rapports immédiats avec eux. « Il est certain, dit le F.·. Eliphaz Lévy, que les Juifs, dépositaires les plus fidèles des secrets de la Kabbale, ont été presque toujours, en magie, les plus grands maîtres du moyen âge ». Ce n'est donc point sans raison que deux fois, dans l'Apocalypse, le pharisien et sa descendance ont été nommés par le divin Sauveur « la synagogue de Satan », c'est-à-dire l'Eglise du diable [1].

Les Juifs ont fait entrer la franc-maçonnerie dans cette Eglise, du moins par ses sommets. « La Kabbale juive, dit Mgr Meurin dans son livre : *La Franc-Maçonnerie, synagogue de Satan* — et tout son ouvrage est pour prouver cette assertion — la Kabbale juive est la base philosophique et la clef de la franc-maçonnerie [2] ».

Eliphaz Lévy, prêtre apostat, devenu professeur de magie, affirme de son côté que « les rites religieux de tous les illuminés, Jacob Bœhme, Swedenborg, Saint-Martin, sont empruntés à la Kabbale, et que toutes les associations maçonniques lui doivent leurs secrets et leurs symboles ».

L'*Osservatore romano* ne pense point autrement ; le 1er octobre 1893 il publia un article sur la franc-maçonnerie, où il dit : « La franc-maçonnerie est satanique en tout : dans son origine, dans son organisation, dans son action, dans son but, dans ses moyens, dans son code et son gouvernement, parce qu'elle est devenue une seule et même chose avec le judaïsme. Et même elle est la plus grande force et la principale armée du judaïsme, cherchant à bannir de la terre le règne de Jésus-Christ pour lui substituer le règne de Satan ».

En 1888, M. Bossane, ancien receveur des postes à Saint-Félicien, dans l'Ardèche, donna sa démission de membre de la *Loge des Amis des hommes* d'Annonay. Avec un rare courage, il tint à ce que sa démission fut publique ; et, pour la faire con-

1. Jusqu'aux temps marqués, les Juifs sont et seront la nation et l'instrument de prédilection de Satan. Depuis leur déicide, ils sont sa propriété, à peu près au même titre que l'humanité depuis le péché d'Adam jusqu'à la Rédemption. Le crime des Juifs a été comme un second péché originel sur cette race. *Sanguis ejus super nos et super filios nostros !*

2. Introduction, p. 7. Voir aussi les trente dernières pages du livre de M. Gougenot des Mousseaux : *Le Juif, le Judaïsme et la Judaïsation des peuples chrétiens.*

naître, il écrivit une lettre au *Courrier de Tournon*. Il y dit : « Fatigué d'avoir assisté à des réunions tenues à Annonay, Lyon, Valence, Vienne, Genève et Lausanne, sans avoir rien appris, et ne voulant pas entrer dans les grades suprêmes pour n'avoir pas de serments à garder, j'ai pu me mettre en relations avec de hauts dignitaires de nationalités différentes. *Ce que j'ai appris et ce que l'on m'a laissé deviner est épouvantable...* LE CULTE MAÇONNIQUE EST LE CULTE DE SATAN. De plus, la franc-maçonnerie poursuit l'anéantissement de la France [1] ».

Assurément, il ne faut pas prendre tous les francs-maçons pour des Kabbalistes ; mais, comme le dit M. Bois, avocat à la Cour d'appel de Paris, « la franc-maçonnerie n'est que la plus commune et la plus vulgaire des initiations pratiquées autour de nous. Il en est diverses autres plus discrètes, plus profondes, d'un recrutement plus choisi. Si on parcourt Paris ou quelques grandes villes, en ouvrant des yeux avertis, on ne peut ne pas voir çà et là, trop fréquemment, les traces presque cultuelles, si on peut le dire, d'un démonisme qui n'est déjà plus secret [2] ».

Dans certaines arrière-loges, Satan reçoit un culte calqué sur le culte que les catholiques rendent à DIEU. Ragon, l'un des écrivains maçonniques qui ont déployé le plus d'intelligence et de zèle, a publié, en 1844, à Paris, sous le pseudonyme Jean-Marie de V., un livre intitulé : *La Messe et ses mystères comparés aux mystères anciens, ou Complément de la science initiatique.* Par un renversement du vrai, toutes les parties de la messe y sont présentées comme des adaptations chrétiennes des cérémonies antiques reprises dans les arrière-loges ; toutes les fêtes chrétiennes sont rapprochées des fêtes du paganisme ; les litanies du Saint Nom de JÉSUS, les litanies de la T. S. Vierge sont comparées aux invocations qui accompagnaient les processions payennes. M. l'abbé Ribet, dans sa *Mystique divine* [3], dit aussi : « Il n'y a guère, entre le sabbat des francs-maçons et celui des sorciers, que des différences accidentelles, le fond est le même, savoir : le culte de Satan, la profanation des choses saintes, les

1. Ceux qui désirent s'instruire sur le culte que la Maçonnerie rend au démon, peuvent lire les cent dernières pages du second volume de *La Cité antichrétienne au XVIe siècle*, par Dom Benoit. V. Palmé.
2. *Revue du Monde invisible*, janvier 1904.
3. T. III, p. 391.